ACADÉMIE DIPLOMATIQUE INTERNATIONALE

N. SCHEBEKO
Ancien Ambassadeur de Russie à Vienne

SOUVENIRS

ESSAI HISTORIQUE SUR LES ORIGINES DE LA GUERRE DE 1914

Préface de JULES CAMBON

PARIS
BILIOTHÈQUE DIPLOMATIQUE
25, Rue de Constantinople
1936

Nicolas Schébéko

SOUVENIRS

ESSAI HISTORIQUE SUR LES ORIGINES DE LA GUERRE DE 1914

(1936)

Dédié avec le plus profond respect à la mémoire des Souverains Martyrs : l'Empereur Nicolas II et le Roi Alexandre de Serbie.

PRÉFACE(1)

J'ai connu M. Schébéko lorsque j'étais à Berlin. Il y avait été nommé Conseiller d'Ambassade en 1909. À cette époque, le Comte Osten-Sacken était Ambassadeur de Russie en Allemagne. C'était un homme aimable, de bon conseil et plein d'expérience ; mais il était vieux et s'occupait de moins en moins des affaires de l'Ambassade. Il ne sortait plus qu'en prenant des précautions excessives ; on se plaignait, à la Wilhelmstrasse, qu'on ne le vît plus aux réceptions du Ministre des Affaires Étrangères. Il quittait Berlin souvent et tout cela donnait beaucoup d'importance à la situation du Conseiller d'Ambassade, qui faisait souvent fonction de chargé d'affaires. M. Schébéko put ainsi pénétrer profondément les rapports de l'Allemagne et de la Russie ; il apportait dans sa mission les dispositions les plus favorables aux bonnes relations des deux Empires, et il s'employa à les développer tout le temps de son séjour à Berlin. C'était un homme jeune encore, d'esprit vif et d'allure militaire ; il appartenait au monde de Pétersbourg ; avant d'entrer dans la carrière diplomatique, il avait été aux « Chevaliers Gardes », et il apportait dans notre profession une précision et une vue nette des difficultés, qui lui venaient de son expérience dans les postes divers où il avait passé jusque-là. Il était marié : Mme Schébéko, née Princesse Kourakine, était charmante ; sa beauté, sa grâce lui assurèrent un grand succès dans la société berlinoise, et elle fut ainsi un précieux auxiliaire pour son mari.

Celui-ci avait été nommé, en 1912, ministre à Bucarest ; ses fonctions dans ce poste l'avaient bien préparé à l'Ambassade de Vienne, pour laquelle il fut désigné en 1913 et lui avaient permis d'apporter, dans cette Ambassade, une connaissance complète de la situation dans les Balkans, connaissance qui ne fut jamais plus nécessaire. Avant de quitter Berlin, le 6 mai 1912, M. Schébéko présida le banquet du Régiment de Grenadiers dont l'Empereur de Russie était Colonel honoraire, et qui réunit tous les officiers du corps à l'anniversaire de la naissance de Nicolas II. Il était d'usage, à ce banquet annuel, qu'aucun discours ne fût prononcé ; mais, comme M. Schébéko allait quitter Berlin, il jugea à propos de dire quelques mots d'adieu à ces officiers, et il le fit en insistant, sur les liens qui, dans le passé, unissaient la Russie à l'Allemagne, et en souhaitant que les bonnes relations qui existaient encore entre les Cours de Pétersbourg et de Berlin fussent continuées et fortifiées. Un avenir prochain devait montrer combien ce vœu était téméraire ; mais ce

souvenir indique que le représentant de la Russie était bien loin d'avoir apporté dans sa mission l'esprit de défiance et d'intrigue anti-allemand qu'on a, à tort, prêté à la politique de son pays.

M. Schébéko, qui vit aujourd'hui retiré, a écrit ses souvenirs. Pendant dix-huit mois, il a été à Vienne l'Ambassadeur de Russie près la Cour d'Autriche ; il l'était en 1914. Ses mémoires sont précieux, parce qu'ils permettent de voir dans le détail tout le développement de la crise d'où est sortie la guerre universelle. M. Schébéko avait à ce moment-là à Vienne l'attitude qu'ont eue tous les représentants de la Triple-Entente au dehors : il faisait effort pour écarter les périls de guerre et pour amortir les dangers incessants que l'ambition autrichienne faisait courir à l'Europe.

Ces souvenirs sont un document intéressant, et ils montrent une fois de plus la vanité de la thèse allemande sur l'innocence des Cabinets de Berlin et de Vienne, et sur la responsabilité de celui de Saint-Pétersbourg. On nous pardonnera de vouloir bien indiquer ici les réflexions que la lecture de ces souvenirs nous a inspirées.

*

Je n'ai jamais vu rien de plus singulier que le retournement de l'opinion qui s'est fait en Allemagne sur les origines du conflit. Dans les jours qui ont précédé l'ouverture des hostilités, comme tout le monde, à Berlin, croyait au succès des armées allemandes, on revendiquait avec orgueil la responsabilité de la guerre, et même Maximilien Harden, qui était la voix la plus éloquente de l'opposition à l'Empereur, déclarait, avec ostentation, que l'Allemagne voulait être responsable de la guerre. La fortune a trahi toutes les espérances qu'on nourrissait à Berlin et à Vienne, et depuis, l'opinion germanique accuse la France et l'Angleterre d'avoir toujours poursuivi la rupture avec l'Allemagne. La discipline de l'opinion est telle dans ce pays qu'elle apparaît, en ce qui concerne la masse du peuple, comme une véritable servitude de l'esprit. Aujourd'hui, il serait très difficile de trouver une personne en Allemagne qui ne fût pas convaincue de la parfaite innocence, en 1914, de son Gouvernement, qu'elle considère comme ayant été réduit à une guerre défensive. C'est pourquoi il y a toujours lieu de revenir à cette question de la responsabilité et de rappeler l'attitude entêtée des Cabinets de Vienne et de Berlin, devant les tentatives renouvelées sans cesse à Londres et à Paris pour essayer de sauver la paix. À la vérité, toutes les affaires ont des racines lointaines, et il est toujours facile de remonter au-delà du présent pour rechercher dans le passé des motifs aux événements auxquels nous assistons. C'est là un jeu pour les faiseurs de systèmes. En réalité, la véritable origine de la dernière guerre se trouve dans l'opposition des intérêts de l'Autriche et de la Russie dans le Proche-Orient ; c'est la présence de la

Turquie sur le Bosphore qui a donné à ces deux puissances le même adversaire dans le cours des siècles et qui, en même temps, les a opposées l'une à l'autre, chacune voulant recueillir seule les avantages de la lutte. Si les historiens allemands voulaient être logiques, ils pourraient aussi bien, pour trouver les vraies origines de la guerre, remonter jusqu'en 1453, c'est-à-dire jusqu'à la prise de Constantinople par Mahomet II. Il est clair que la Russie poursuivait la liberté de la navigation vers la Méditerranée, et que l'Autriche ne supportait pas de voir ses ambitions orientales entravées par le grand Empire du Nord. À Vienne, on avait toujours cherché des débouchés au sud de l'Empire, soit du côté de la mer Noire, soit du côté de la mer Égée. Je n'en veux pour preuve que les encouragements donnés en 1872, par le Maréchal de Moltke au Comte Karolyi, quand on croyait à la chute imminente de l'Empire Ottoman : « Allez, – lui disait-il, – jusqu'à Salonique, nous vous approuverons et vous soutiendrons. » En fait, ce mot de Moltke contenait toute la genèse de la grande guerre.

Au reste, la Russie et l'Autriche avaient ressenti dans leurs relations tous les événements qui s'étaient passés en Orient depuis bien des années. Le Congrès de Paris de 1856, en rappelant à la vie nationale certains peuples qui, dans les Balkans, avaient vécu jusque-là sous le joug ottoman, avait commencé de créer des problèmes nouveaux pour les gouvernements de Pétersbourg et de Vienne. La guerre de 1878 entre la Russie et la Turquie, qui se termina par le traité de San Stéfano, avait fortifié singulièrement l'influence de Saint-Pétersbourg dans les États nés de l'ancien Empire musulman ; mais le Congrès de Berlin, sous la direction de M. de Bismarck, réduisit les succès du Prince Gortchakoff, Chancelier de Russie, et soutint l'Autriche. C'est là qu'il faut voir le commencement des dissentiments qui, un jour, devaient opposer l'une à l'autre la Russie et l'Allemagne.

En attendant, on ne peut qu'admirer l'art avec lequel le Prince de Bismarck, qui ne souhaitait rien tant que de donner, par la paix, à l'Empire qu'il avait créé, la consolidation de la durée, sut maintenir l'alliance des trois Empereurs de Vienne, de Berlin et de Saint-Pétersbourg. Il jouait sans cesse, avec toute l'autorité qu'il avait alors en Europe, le rôle d'honnête courtier et d'arbitre entre Vienne et Pétersbourg, et il parvenait à contenir les mauvaises humeurs, les rancunes et les jalousies que l'on éprouvait dans ces deux Cours, alliées pour ainsi dire malgré elles.

Aussi, lorsque, après son départ de la Chancellerie, l'Empereur Guillaume II laissa tomber sans renouvellement l'entente avec la Russie, Bismarck ne lui pardonna pas une négligence qui semblait pleine de menace pour l'avenir. Il sentait que son œuvre était mise en péril et que l'équilibre qu'il avait maintenu avec tant de peine entre les

Russes et les Autrichiens était désormais menacé. En effet, l'Empereur Guillaume avait, à partir de ce moment, lié sa puissance à celle de l'Autriche, et c'est en vérité de là que devait sortir la catastrophe de 1914.

On doit se rappeler qu'il se fit, dans les années qui précédèrent la grande guerre, une alliance entre les puissances balkaniques, qui s'associèrent contre la Turquie. Elles furent victorieuses, à la grande surprise du Gouvernement de Berlin. Ensuite, elles se disputèrent entre elles les dépouilles de la victoire. Ce fut alors que s'ouvrit, pour les Cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg, une ère de conflits pour ainsi dire perpétuels.

M. Sazonoff, qui dirigeait la politique extérieure de la Russie, savait, en envoyant M. Schébéko en Roumanie, qu'il le plaçait au point le plus important en même temps que le plus troublé de la politique balkanique. Les Balkans étaient véritablement en feu. Les puissances balkaniques, qui tendent toutes à se développer avec l'ardeur, un peu inexpérimentée de la jeunesse, avaient des intérêts particuliers à faire valoir et des traditions qui s'imposaient à elles.

Je dirai un mot de la Grèce, quoiqu'elle ne soit pas, à proprement parler, une puissance balkanique ; mais, par sa situation, elle dépend tellement de celle des Balkans qu'il peut être à propos d'en parler. Les vieux souvenirs, toujours vivants chez elle, de la lutte contre la Turquie, souvenirs qui, il y a cent ans, émurent toute l'Europe chrétienne et se termina par le triomphe de la Croix, subsistent toujours. Ils étaient même renouvelés en quelque sorte par la lutte de la Crète contre la Turquie, que menait Venizelos.

La France et l'Angleterre avaient été, il y a cent ans, en Europe, les champions de la cause hellénique ; mais, à la Cour de Grèce, on l'oubliait. L'Autriche, sous la direction de M. de Metternich, avait plutôt dirigé ses sympathies du côté de la Turquie. Le Roi Constantin, qui avait épousé la sœur de l'Empereur d'Allemagne, avait des tendances qui n'étaient pas celles de son peuple. Il est manifeste qu'autour de lui s'agitaient des influences contraires aux puissances libérales. La politique grecque était donc condamnée à être trouble et incertaine, partagée entre les traditions anciennes et les séductions de la puissance germanique.

En Serbie, au contraire, se trouvait un peuple jeune, une armée animée d'un patriotisme ardent, et des princes résolus. Le peuple serbe était devenu le centre d'attraction de toutes les aspirations des populations slaves, qui vivaient dans les provinces placées sous le sceptre de l'Autriche, et notamment de celles qu'à la suite des guerres de 1878, le Congrès de Berlin avait placées sous l'administration du Gouvernement de Vienne et que, plus tard, l'Autriche annexa purement

et simplement à son Empire, sans que ni elle ni son alliée consentissent à faire ratifier par un nouveau Congrès cette dérogation aux décisions du Congrès de Berlin.

Enfin, la situation géographique de la Serbie barrait, en quelque sorte, à l'expansion autrichienne vers le sud, la route de Salonique et de la mer Égée. On voit donc qu'entre la Serbie et l'Empire des Habsbourg. Il n'existait que des motifs de discorde. À Vienne, on ne parlait des Serbes qu'avec mépris, et à Belgrade on ressentait vivement l'insultante attitude des dirigeants autrichiens. Il y avait aussi au flanc de la Serbie, sur la côte de l'Adriatique, le Monténégro, dont l'indépendance avait été protégée par l'âpreté de ses montagnes. On ne savait jamais quelles surprises réservaient à l'Europe l'inquiétude de son Roi. Le Roi d'Italie avait épousé une de ses filles, et deux autres princesses monténégrines étaient mariées à des grands-ducs de Russie. Les influences qui luttaient dans les Balkans étaient représentées à Cettigné par ces mariages politiques. Il y avait donc une sorte de concurrence permanente entre Rome, Vienne et Saint-Pétersbourg, qui cherchaient à mettre à profit les passions toujours éveillées dans les pays balkaniques.

Quant à la Bulgarie, ambitieuse et courageuse, elle s'associait à la Serbie contre la Turquie, mais elle restait au fond son ennemie, car elle lui disputait la suprématie slave. Elle avait été longtemps la cliente favorite du Gouvernement de Pétersbourg et elle avait élevé à Sofia une statue au « Tzar Libérateur » Alexandre II ; mais, persuadée qu'elle était que la force et, dans l'avenir, le succès seraient du côté de Berlin, elle fut amené plus tard, malgré le passé, à s'allier avec la Turquie, ce qui réunit ainsi pour le soutien de la même cause les vainqueurs et les vaincus de Kirk-Kilissé, les Bulgares et les Ottomans.

Enfin, on pouvait se demander quelle voie suivrait la Roumanie. Obéirait-elle aux influences russes, ou suivrait-elle le chemin de l'Autriche ? Pendant la première guerre balkanique, elle s'était tenue à l'écart, subissant entièrement des influences supérieures. La personnalité de son Roi, là, comme en Grèce, devait peser sur ses décisions. Depuis le Congrès de Paris, la Roumanie avait toujours eu à sa tête un Hohenzollern. Les traditions de famille, l'éducation et même un sentiment d'orgueil rattachaient étroitement le trône de Bucarest à la branche des Hohenzollern qui régnait à Berlin.

Le Roi Charles était un prince excellent, extrêmement soucieux des intérêts de son pays, mais ayant conscience de ce qu'il devait à son nom. Il gouvernait sagement un peuple que l'éducation de ses classes élevées rattachait à la France, et qu'on pouvait considérer comme une branche séparée de la race latine. Le Roi Charles avait fait avec l'Autriche une sorte de traité d'alliance ; néanmoins Vienne et

Pétersbourg désiraient également conquérir l'amitié de ce peuple dont les armées se trouvaient naturellement placées, en cas de conflit, entre la Russie et l'Autriche, dans le flanc de celle de ces deux puissances dont la Roumanie serait l'adversaire. Le Roi Charles était, pour ainsi dire, le seul de son pays qui fût attaché à l'Allemagne. La masse de la nation était portée vers les puissances occidentales, ainsi que la plupart des hommes politiques. M. Bratiano, le chef du parti libéral. M. Take Ionesco, M. Filipesco et bien d'autres étaient tous opposés aux vues de politique extérieure du Roi, et celui-ci dut un jour, peu avant la grande guerre, avouer à l'Autriche que, par suite de l'état d'esprit de son peuple, il lui serait impossible d'observer son traité d'union avec elle. Lorsque, plus tard, aux heures décisives de 1914, se posa au Conseil des Ministres la question de savoir de quel côté on se tournerait, le Roi Charles se trouva, avec un de ses ministres, seul de son bord contre l'unanimité des hommes politiques de son pays, et il dut céder.

C'est à cette Cour de Bucarest que M. Schébéko put voir de près les courants de passions qui emportaient les hommes d'État chargés de diriger tous ces peuples, devenus récemment des nations. Ils aspiraient à grandir et se jalousaient. C'est ainsi qu'en 1913, envoyé à Vienne comme Ambassadeur, il put apporter dans son nouveau poste le jugement expérimenté d'un diplomate qui avait pu juger les choses, les hommes, les opinions et les pays qui aspiraient au conflit.

*

Lorsque, le 15 décembre 1913, M. Schébéko arriva à Vienne, la situation était loin d'être ce qu'elle avait été, lors de son premier séjour comme secrétaire. Deux morts qui s'étaient produites en Autriche et en Allemagne avaient changé les acteurs du drame qui se jouait alors. Le Comte Aerenthal avait disparu ; c'était un homme distingué, ambitieux pour lui-même et pour son pays ; mais M. Schébéko remarqua avec justesse qu'il n'avait pas été heureux. Peut-être ne mesurait-il pas ses desseins à la force réelle de son pays divisé. C'était un esprit aventureux et peut-être avantageux. Il fut remplacé à la Chancellerie par le Comte Berchtold, qui ne le valait pas, et qui nourrissait les mêmes ambitions, avec un peu de légèreté d'esprit et une confiance absolue en la force de l'allié allemand.

À Berlin aussi, une personnalité avait disparu. M. de Kiderlen-Waechter, qui avait dirigé jusque-là les Affaires Étrangères, après avoir été, lui aussi, Ministre à Bucarest. Il était mort subitement dans son pays, en Wurtemberg. C'était un homme extrêmement intelligent, d'allures brutales, mais beaucoup plus prudent qu'il ne le paraissait au premier abord. Nous nous sommes beaucoup connus, au moment du conflit d'Agadir, et hautement appréciés et estimés l'un et l'autre. Je suis convaincu que s'il avait vécu plus longtemps, il eût opposé à

l'aveuglement des passions belliqueuses une résistance qui, à ce moment-là, eût été bien utilisé à Berlin. Son successeur, M. de Jagow, tout distingué qu'il fût, n'avait pas la même force que lui et était plus accessible aux influences de Cour.

*

En arrivant à Vienne, M. Schébéko y trouva le Comte Berchtold et ses collaborateurs : le Baron Macchio, qui était d'un esprit assez étroit, et le Comte Forgach, dont l'âme, amie de l'intrigue, était animée de passions violentes contre la Russie et la Serbie.

De son premier séjour à Vienne, M. Schébéko avait emporté le plus agréable souvenir. Il fut donc frappé cette fois de trouver un grand changement dans la façon dont il fut accueilli : on le reçut évidemment sans cordialité.

À partir de ce moment, il y a un entremêlement de conversations, de lettres, de dépêches entre Vienne, Pétersbourg et Berlin, au milieu duquel il est assez difficile de se débrouiller. L'esprit pharisaïque des Allemands en tire toutes sortes d'arguments contre la Russie, et ce peuple qui, en 1914, était si pressé de déclencher la guerre universelle et qui s'en montrait si fier, fait profession aujourd'hui d'en être innocent. Les personnes qui, à Berlin, ont été les témoins des événements de cette époque, commencent à disparaître, et la masse de la nation, qui est naturellement ignorante de la réalité des faits, est persuadée qu'elle a fait, à cette époque, une guerre défensive et qu'elle est absolument innocente. Pour moi, qui ai vu de près ces événements, et qui, chaque jour, avec Sir Edouard Goshen, Ambassadeur d'Angleterre, ait fait inutilement tous les efforts possibles pour faire agréer par le Gouvernement de Berlin les propositions de Sir Ed. Grey, j'admire avec quelle facilité l'opinion d'une nation naturellement disciplinée peut être impressionnée, dirigée et absolument modifiée. Nous ne tenons pas assez compte en France du fait que la science historique allemande manque, le plus souvent, d'impartialité. Ce peuple a le génie de la propagande, et il sait présenter les faits sous un jour qui est toujours favorable à ses desseins politiques.

C'est ainsi que toute la théorie de l'irresponsabilité germanique repose sur le fait que la mobilisation russe a été ordonnée la première, et qu'ainsi la Russie a forcé la main de ses adversaires. On oublie seulement de dire qu'il n'y avait aucune comparaison à faire entre la mobilisation russe et l'allemande ; que, tandis que la première exigeait plusieurs semaines pour être accomplie, la seconde ne demandait que quelques jours et qu'il y avait en Allemagne une institution redoutable : c'était la déclaration du danger de guerre (*Drohenderkriegsgefahr*), qui était déjà une sorte de mobilisation

anticipée.

L'Empereur de Russie n'a pas cessé de dire, jusqu'au dernier moment, qu'il était prêt à négocier, tandis que l'Empereur d'Allemagne considérait que la mobilisation conduisait nécessairement à la guerre, et, à la fin ne se préoccupait même plus de répondre à Nicolas II.

Le jour où le Gouvernement de Berlin repoussa la première proposition de Lord Grey en vue d'une médiation à quatre (Angleterre, Allemagne, France, Italie), il montra qu'il était plus attaché à éviter, entre l'Autriche et la Serbie, toute immixtion des puissances désintéressées qu'à la paix, et, par-là, il fixa le sort des nations.

Tous les échecs successifs des propositions de Sir Ed. Grey ne firent que confirmer celui-ci, et lorsque tout fut prêt en Allemagne, dont on peut dire que ces négociations inutiles dissimulaient les desseins, celle-ci, dans sa hâte, déclara la guerre à la Russie – qui, certes, n'était pas prête, – et elle n'attendit même pas que l'Autriche fût elle-même en état de la suivre.

À la vérité, pour juger équitablement de la question des responsabilités de ces graves événements, peut-être faut-il s'élever au-dessus du détail des faits qui se sont passés à la fin de juillet 1914, des polémiques qui cherchent à profiter de ce qu'il y a d'équivoque dans le fouillis des événements, et considérer surtout le caractère des trois hommes qui tenaient tout dans leurs mains et qui dirigeaient l'Autriche, la Russie et l'Allemagne. Au travers de cette masse de faits, une chose subsiste, toujours la même : c'est le caractère des trois Empereurs, les desseins qu'ils ont formés, leurs passions ou leurs faiblesses.

D'une part, en Autriche, le trône est occupé par un vieillard qui, au cours de son règne, a toujours été malheureux. En 1859, il a perdu l'Italie ; en 1866, Bismarck l'a fait sortir de la Confédération Germanique et a créé l'Allemagne contre lui. Après 1871, il a accepté de n'être plus qu'un « brillant second » et les Hohenzollern ont saisi la couronne impériale allemande qui, pendant des siècles, avait appartenu aux Habsbourg. Tous ses proches, son fils, sa femme, son frère sont morts d'une façon tragique ; et enfin, à Sarajevo, l'héritier du trône meurt tragiquement. Les peuples divers soumis à son empire, il les sent ébranlés et prêts à s'en échapper pour vivre leur vie propre. Et pourtant, il a obtenu au Congrès de Berlin qu'on lui confiât l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine ; plus tard, le Comte Aerenthal a flatté la passion de son maître en annexant purement et simplement ces deux provinces. François-Joseph veut en finir avec cette Serbie, qui est le centre d'attraction de tous les Slaves dans les Balkans ; et, quand ses troupes prennent Belgrade et les territoires qui l'environnent et que Pétersbourg lui propose d'arrêter la marche en

avant et de négocier encore, son Ministre, Berchtold, refuse.

En face de lui, en Russie, il y avait un Empereur timide et scrupuleux, mystique, profondément religieux et résumant en lui-même toutes les rêveries de son peuple. Son âme était loyale, et jusqu'au dernier moment, alors même que, cédant aux prières de ses généraux, il avait décrété la mobilisation de ses armées, il supplia son ami Willy (c'est ainsi qu'il appelait familièrement Guillaume II) de négocier et d'empêcher la guerre. Il était dévoué à l'idée slave et il considérait comme de son devoir de défendre ses frères des Balkans que l'Autriche voulait écraser ; mais, en même temps, il avait horreur de la guerre qui pouvait surgir du conflit entre Vienne et Belgrade.

Le sort avait rendu à l'Empereur d'Allemagne Guillaume II ce rôle d'intermédiaire que M. de Bismarck lui reprochait d'avoir abandonné. L'Empereur Guillaume était un homme qui, bien plus que l'Autrichien et le Russe, avait souci des apparences ; il semblait presque qu'il ne se préoccupât que d'elles. Il avait grand souci des questions économiques et il présidait au prodigieux essor industriel de son pays. J'ai moi-même entendu de vieux Prussiens lui reprocher de ne pas aimer les choses militaires. Ce jugement le blessait et il m'est revenu qu'en 1914, au moment où tout était encore incertain, il dit : « Cette fois, on verra du moins que j'irai jusqu'au bout. »

Qu'il le voulût ou non, toutes ses dépêches, dans ces moments tragiques, semblaient préparer la fiction que l'Allemagne tend à imposer à l'histoire. Alors que, dans ses télégrammes, Nicolas II faisait appel à son humanité pour maintenir la paix, Guillaume II, tout en déclarant que l'heure était trop tardive, avait toujours soin d'indiquer que la responsabilité demeurait sur son interlocuteur. Je suis, quant à moi, très frappé de cette insistance. Ce souci révèle peut-être quelque chose de l'état de son âme. Assurément, il est téméraire de vouloir scruter les consciences, mais ce soin de vouloir rejeter sur les autres le poids des déplorables événements qui allaient se produire est, à mon sens, trop affiché.

Il est extrêmement curieux de noter que l'Allemagne qui, au commencement de la crise, avait affecté de suivre l'Autriche, ait pris, dès qu'elle fut prête, la direction du conflit, et qu'elle ait déclaré la guerre à la Russie bien avant l'Autriche. C'est seulement le 5 août que M. Berchtold annonça à M. Schébéko que toutes relations étaient rompues entre Vienne et Pétersbourg, et l'Ambassadeur d'Autriche en Russie, le Comte Szapary, négociait encore avec M. Sazonoff, quand l'Allemagne était en guerre.

Il y a dans tout le cours de cette affaire, de la part des Cabinets de Berlin et de Vienne, de singuliers désaccords et comme des chassés-croisés qui étaient de nature à dérouter les Cabinets étrangers. Tant

que la mobilisation allemande n'a pas été prête et jusqu'au moment où l'armée allemande est entrée en guerre, on a dit à la Wilhelmstrasse qu'on voulait la paix. En même temps, à Vienne, on ordonnait au Comte Szapary de se refuser aux conversations que M. Sazonoff voulait avoir avec lui pour parvenir à un accord. Et quand, ensuite, l'armée allemande est entrée en ligne, le Comte Berchtold a cru opportun d'ordonner au Comte Szapary d'essayer de renouer avec M. Sazonoff. Les deux Cabinets allemands imposaient, en réalité, aux autres Cabinets européens, de poursuivre des négociations, sans bien savoir à qui ils avaient affaire. Tantôt, on nous opposait à Berlin la dignité de Vienne, et tantôt, on disait à Vienne qu'on avait la main forcée par Berlin.

Il semble que les agents de l'Allemagne eux-mêmes n'aient pas tous été dans le secret. Le Prince Lichnowsky, qui était Ambassadeur d'Allemagne à Londres, était un galant homme, plein de bonne foi, et ses rapports sont, du reste, invoqués aujourd'hui par les Allemands pour plaider leur innocence. Je l'ai beaucoup connu, et j'ai toujours été étonné de l'opinion défavorable qu'on avait de lui dans les bureaux de la Wilhelmstrasse. Au moment de la Conférence des Ambassadeurs à Londres, en 1913, sur les affaires balkaniques, je fus frappé d'entendre, un jour, M. de Kiderlen, alors Ministre des Affaires Étrangères, se féliciter que ces affaires difficiles fussent remises à de vieux Ambassadeurs prudents et expérimentés et dont aucun n'avait plus aucune ambition à satisfaire, aucun prestige à défendre, aucun honneur à désirer. Le Secrétaire d'État ajouta : « Il est malheureux que l'Allemagne soit absente de cette conférence », et comme je lui rappelais que le Prince Lichnowsky y prenait part, il se contenta de me répondre : « Il écoutera ». M. de Kiderlen était injuste et l'attitude de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres lui a fait le plus grand honneur. S'il avait été écouté, il aurait rendu service à son pays ; mais sa voix était isolée et n'a pas été entendue.

À Pétersbourg, M. de Pourtalès, qui représentait l'Allemagne, était singulièrement énervé, alors que, par trois fois, le 1er août, il demanda à M. Sazonoff, au nom de son Gouvernement, la démobilisation de l'armée russe. M. Schébéko nous raconte que, sur le refus du Ministre, M. de Pourtalès lui tendit la déclaration de guerre de l'Allemagne et qu'alors M. Sazonoff crut pouvoir lui dire : « Vous commettez un acte criminel, la malédiction des peuples retombera sur vous. » – « Nous défendons notre honneur », reprit le Comte de Pourtalès. – « Votre honneur n'a rien à faire ici », répondit Sazonoff ; « vous pouviez d'un mot empêcher la guerre, vous n'avez pas voulu le prononcer ; mais il y a un tribunal suprême…

Les deux hommes étaient debout. M. de Pourtalès se détourna, et

des larmes jaillirent de ses yeux ; il murmura : « Je n'aurais pas cru que je quitterais ainsi Saint-Pétersbourg… », et il embrassa M. Sazonoff avant de le quitter pour toujours.

À Berlin, j'ai beaucoup apprécié l'expérience du Comte Szegyeny, Ambassadeur d'Autriche, qu'on s'est souvent plu à représenter comme fatigué, parce qu'il avait de la prévoyance dans l'esprit. Dans l'intimité, il n'approuvait pas toujours la conduite un peu présomptueuse de son Gouvernement. Il était Hongrois et il partageait l'opinion du Comte Tizsa qui, en 1914, seul dans le Conseil des Ministres à Vienne, et quoique profondément hostile aux Serbes, fut opposé à l'envoi, à Belgrade, de l'ultimatum autrichien, déclarant que la guerre serait peut-être nécessaire un jour, mais qu'en ce moment tout le poids en retomberait sur l'Autriche.

Ces sentiments secrets des plus hauts représentants des gouvernements allemands au dehors indiquent bien qu'ils étaient condamnés à servir une politique qu'ils trouvaient imprudente, et que, à Berlin et à Vienne, les affaires étaient conduites par des hommes qui ne tenaient pas assez compte de la puissance des sentiments qu'ils soulevaient contre eux dans le monde. Ils se croyaient assurés du succès, et c'est la seule explication de leur impatience.

C'est alors que, exécutant le plan imaginé par le Général de Schliffen, en 1904, ils envahirent la Belgique, et ce fut cette violation de la neutralité belge qui souleva contre eux le sentiment britannique et qui rendit possible l'entrée de l'Angleterre dans le conflit. Je remarque, d'ailleurs, qu'on se montre aujourd'hui extrêmement scandalisé au sujet du manquement de l'Allemagne à l'engagement qu'elle avait pris de défendre la neutralité belge. On a bien raison. Mais croit-on que, si elle n'avait pas été liée par cet engagement, elle eût eu le droit d'envahir un pays pacifique et ami ? La paix du monde repose sur le respect des droits d'autrui, et il n'est pas besoin d'avoir juré de les respecter pour le faire.

Il y a quelques années, j'allai à Bruxelles. Un soir, je me trouvai à dîner à côté de M. le Général Greindl, fils de l'ancien Ministre de Belgique à Berlin, que j'y avais beaucoup connu. Le Baron Greindl, son père, avait vécu longtemps en Allemagne, et il partageait l'admiration que, depuis M. de Bismarck, celle-ci inspirait au monde. C'était un homme d'une extrême loyauté d'esprit, d'un grand savoir, et qui était universellement respecté. Comme beaucoup de Belges qui avaient débuté autrefois, sous l'Empire, dans la vie publique, il continuait d'avoir les sentiments de défiance que les ambitions nébuleuses de Napoléon III avaient inspirées au dehors.

Lors de sa mise à la retraite, il avait été nommé Ministre d'État. Un soir de 1914, il fut convoqué au Conseil de la Couronne qui se tint à

Laeken après la remise de l'ultimatum allemand. Son fils, le Général, le conduisit chez le Roi. Il l'attendit pendant tout le temps du Conseil et le ramena ensuite à Bruxelles. Il m'a conté qu'alors son père, en s'asseyant dans la voiture à côté de lui, se contenta de dire : « Je me suis trompé toute ma vie », et que, rentré chez lui, il fit décrocher le portrait de l'Empereur d'Allemagne que Guillaume II lui avait donné lors de son départ de Berlin.

Beaucoup d'hommes et beaucoup de peuples avaient fait comme lui : ils s'étaient trompés, et les derniers jours de juillet 1914 dissipèrent leurs illusions.

Il est bon qu'aujourd'hui, où les illusions renaissent, des hommes comme M. Schébéko viennent apprendre au monde ce dont ils ont été les témoins.

JULES CAMBON.

AVANT-PROPOS

Dans la quantité considérable d'ouvrages et de documents ayant trait à la guerre de 1914 et à ses origines, qui ont été livrés à la publicité dans tous les pays au cours de ces dernières années, il en est quelques-uns qui ont mal interprété le rôle de la Russie : c'est ce qui m'a décidé à prendre, moi aussi, la parole. J'ai pensé qu'ayant occupé successivement les postes de Conseiller d'Ambassade à Berlin en 1909, de Ministre à Bucarest en 1912 et d'Ambassadeur à Vienne en 1914, il était de mon devoir de rompre le silence que j'avais observé jusqu'à ce jour, pour préciser le rôle que joua la Russie en 1914.

Sans prétendre aucunement au rôle d'historien, – et encore bien moins à celui de juge, – je me suis borné à décrire ce que j'ai vu et entendu aux différents postes que j'ai occupés, et à compléter mes observations personnelles au moyen des renseignements qui me sont parvenus alors et me sont parvenus depuis. J'ai tenu à faire revivre aux yeux des générations futures le souvenir des journées angoissantes que j'ai vécues en 1914, à une heure, où se posait la question du massacre le plus effroyable que le Monde eût jamais vu.

J'ai la conviction intime que, dans aucun des deux camps qui à cette époque divisaient l'Europe, on ne voulait la guerre générale. Non seulement on ne la souhaitait pas mais on la redoutait. L'effarement qui régna dans toutes les capitales lorsque l'on s'aperçut que la catastrophe était inévitable en est la meilleure preuve. Je ne parle évidemment pas des États-Majors qui, aussi longtemps que les États dépenseront des milliards pour la constitution de puissantes armées et de flottes redoutables, s'entraîneront en vue d'un conflit possible et, en théorie du moins, le désireront. Aussi lorsque l'on dit que, dans tel ou tel pays, le parti militaire voulait la guerre, cela ne signifie nullement que la nation voulût la guerre. Ce qui importe, c'est que les gouvernants ne se désistent pas à un moment donné du pouvoir, qu'ils restent maîtres de la situation chez eux, et que la décision finale de la guerre ou de la paix leur appartienne. Ce qui, malheureusement, ne fut pas le cas partout en 1914.

En juillet 1914, l'air était incontestablement saturé d'électricité. À Berlin et à Vienne, d'un côté ; à Paris, Saint-Pétersbourg et Londres, de l'autre, on était nerveux. Dans leur presse, les deux groupes s'accusaient mutuellement de préparer la guerre et de vouloir isoler le parti adverse.

Cela explique pourquoi l'assassinat de l'Archiduc François-Ferdinand

qui, en temps normal, n'eût provoqué, malgré toute son horreur, qu'un sursaut d'indignation, et fût bientôt tombé dans l'oubli, comme tant d'autres crimes politiques, non moins odieux, cela explique comment il se fait que ce meurtre ait été l'étincelle qui alluma l'incendie mondial.

Si, dans les journées tragiques de juillet 1914, les efforts de ceux qui étaient animés de l'ardent désir de maintenir la paix échouèrent, c'est qu'ils furent débordés par des forces contraires, et que le manque de pénétration des hommes d'État, entre les mains desquels le hasard avait alors remis le sort, du monde, les amena à faire le jeu de ces forces subversives.

C'est ainsi qu'éclata la catastrophe, dont les effets se font encore sentir de nos jours.

I

Ma nomination au poste de Conseiller d'Ambassade à Berlin (1909).

En juillet 1909, je passai comme d'habitude mon court congé à la campagne, dans le Gouvernement de Iaroslav, avec ma famille. J'y avais acquis en 1904 une propriété en état de grand délabrement, mais dont nous avions envie depuis longtemps à cause de la proximité de la terre familiale des Princes Kourakine : Andréevskoïe, où ma femme était née.

Située dans un pays très pittoresque et boisé du district de Mologa, à quelques kilomètres de distance de la Volga et du chemin de fer, cette propriété était devenue un charmant asile de paix et de repos, comme on en trouvait tant dans l'ancienne Russie. La propriété se trouva transformée, après quelques années d'administration d'un excellent intendant, en ferme modèle fournissant des vivres à tout l'alentour.

Ce jour-là, il faisait un magnifique temps d'été, comme il arrive souvent dans le nord, où l'été est court, mais la chaleur parfois très intense. Le soleil dardait des rayons ardents, et les forêts de sapins qui environnaient la maison exhalaient, pendant les heures chaudes, l'arôme spécial aux pays du nord et aux montagnes du Tyrol.

Avec ce mélange de respect et de dignité qui caractérisait nos anciens serviteurs, notre vieux maître d'hôtel Pimène me présenta le courrier qui venait d'arriver de la gare. Mon attention fut aussitôt attirée par une enveloppe portant une écriture connue, celle de M. Isvolsky, alors Ministre des Affaires Étrangères.

J'étais à ce moment jeune conseiller au Ministère, et la réception d'une lettre personnelle du Ministre, m'arrivant à la campagne, avait de quoi m'étonner, d'autant plus que la divergence de nos vues politiques avait fait perdre à nos relations beaucoup de leur cordialité. Ce ne fut donc pas sans une certaine émotion que je déchirai l'enveloppe pour parcourir rapidement les premières lignes de cette lettre. Le Ministre m'offrait le poste de Conseiller d'Ambassade à Berlin, rendu vacant par le départ de M. Boulatzel, nommé Ministre auprès du Vatican. Cette proposition me surprit, la question de nos rapports avec l'Allemagne étant une de celles où nos points de vue

différaient le plus.

La nomination de Conseiller d'Ambassade n'était pas un avancement, mais l'importance de ce poste, en tout temps lourd de responsabilités, s'était encore accrue ces derniers temps, vu l'âge avancé et la santé précaire de notre Ambassadeur à Berlin, le Comte Osten-Sacken. D'ailleurs, après l'activité du poste de Premier Secrétaire d'Ambassade à Paris que j'avais occupé précédemment, la monotonie de mon service au Ministère commençait à me peser par moments.

Toutes ces considérations me décidèrent à accepter l'offre du Ministre. Le lendemain, je pris congé de ma famille et me rendis à la gare de Chestihino et, de là, à Saint-Pétersbourg, pour y conférer des détails de ma nouvelle nomination.

II

Souvenirs d'enfance. Guerre de Turquie (1878).

Il ne semble pas inutile de revenir en arrière pour donner à mes lecteurs un aperçu de ma jeunesse et des années qui précédèrent ma nomination à Berlin.

Mes premiers souvenirs datent de la maison paternelle, à Saint-Pétersbourg, dans la rue Petite-Italianskaïa, où s'écoula ma première enfance avec mes parents, mon frère et ma sœur. Je me souviens aussi du Palais de la Tauride, où habitait une grand'tante à nous, la Princesse Sophie Mestchersky. Cette vieille parente, grande amie de ma mère, nous aimait beaucoup. Elle envoyait chaque dimanche sa voiture antédiluvienne nous chercher pour passer l'après-midi avec elle.

La vieille tante Sophie, comme tout le monde l'appelait, nous accueillait avec de petits cris de joie et toutes sortes de gâteries. Elle nous contait de vieilles histoires, nous inculquant ainsi l'amour des bêtes, des plantes et des voyages. Plus tard, elle fut notre fournisseur de littérature enfantine, qui eut une grande influence, sur notre esprit et notre moral.

Parmi les autres intimes de la maison, à cette époque, je me souviens en premier lieu des frères de ma mère, Alexandre et Wladimir Gontcharoff. Tous deux étaient des hommes très bien doués. Malgré la différence de nos âges, mon oncle Alexandre Gontcharoff fut un de mes meilleurs amis, et notre amitié dura jusqu'à sa mort. Il était le type parfait du barine (gentilhomme russe).

En 1871, mon père fut nommé gouverneur de la Bessarabie, et nous fûmes tous transportés à Kichinew et installés dans la belle et spacieuse maison du gouverneur : c'est là que j'ai passé la plus grande partie de mon enfance.

Kichinew était alors une vieille ville poussiéreuse et mal tenue, ressemblant plutôt à un grand village, malgré sa population de 100.000 âmes environ. Notre vie y était assez uniforme, la principale distraction consistant à visiter, sur notre petit poney, les superbes vergers des environs de la ville, et à nous régaler de très beaux fruits.

L'hiver était court, mais parfois très rigoureux, avec rafales de neige en décembre et janvier, suivies, en février, de journées printanières. Puis arrivait un été très chaud et très long, sans une goutte de pluie,

qui durait jusqu'à novembre.

La monotonie de notre vie était interrompue de temps en temps par l'arrivée de caisses de livres, envoyés de Saint-Pétersbourg par la vieille tante Sophie, et par des voyages avec notre mère en Autriche et en Bavière. Ischl, – avec ses jolies excursions en voiture au bord des lacs de Hallstadt, Gosau et Nussensee et les promenades à pied, aboutissant toujours à un café pittoresque en plein air, – était notre endroit préféré, et nous y retournions toujours avec le même plaisir. Nous y rencontrions souvent l'Empereur François-Joseph revenant de la chasse au chamois. Nous nous alignions alors pour le saluer, et recevions de lui en échange, un gracieux sourire qui nous rendait tout joyeux.

Je ne pensais guère, à ce moment, que je serais un jour le dernier Ambassadeur de Russie auprès de ce souverain.

En 1877, éclata la guerre de Turquie, et Kichinew devint le quartier général du Commandant en Chef, le Grand-Duc Nicolas (père du Commandant en Chef de l'armée russe en 1914), et plus tard celui de l'Empereur Alexandre II.

Je me souviens des journées angoissantes de Plevna et de Schipka, où mon oncle Emmanuel Mestchersky fut tué à la tête d'une batterie d'artillerie. Sa veuve, une des beautés du temps, était la sœur de la Princesse Yourievsky, épouse morganatique de l'Empereur Alexandre II ; elle se maria plus tard avec le Comte Berg.

La chute de Plevna réjouit nos cœurs, ainsi que les victoires des généraux Gourko et Skobeleff, qui suivirent.

Malgré mon jeune âge, je m'intéressais vivement à tout ce qui se passait autour de moi. Je puis donc affirmer que les succès et les revers de nos armes évoquaient en Bessarabie les mêmes sentiments que dans le reste de la Russie. À Kichinew, le cœur de la Russie battit aussi fort pendant toute la guerre que dans le reste de l'Empire.

III

Corps des Pages
Assassinat de l'Empereur Alexandre II (1881).

Bientôt après la conclusion de la paix, mes parents quittèrent Kichinew pour s'installer à Saint-Pétersbourg.

À l'automne de 1880, mon frère et moi nous fîmes notre entrée dans la 5e classe du Corps des Pages. Cette école, où les fils des hauts fonctionnaires militaires et civils recevaient une éducation très soignée, était située dans l'ancien palais des Chevaliers de Malte (l'église catholique y était encore de notre temps), et leur croix blanche était notre insigne.

Les années passées au Corps des Pages, surtout celles pendant lesquelles je suivis les classes inférieures, m'ont laissé un souvenir assez vague et terne ; elles m'ont paru très longues. Cela s'explique par le fait qu'au début de la vie, le temps paraît couler bien plus lentement que pendant les dernières années, où il semble fuir à tire d'aile. Dans les deux dernières classes spéciales, comme on les nommait, les cours offraient plus d'intérêt. Puis vint notre promotion comme « pages de la chambre », avec le service de Cour, enfin la promotion d'officier, qui éclairait d'un rayon lumineux les derniers mois de notre vie scolaire.

Le 1er mars 1881, l'Empereur Alexandre II, revenant de la parade de dimanche (razvod), fut tué par l'explosion d'une bombe, lancée par des nihilistes (comme on appelait alors les révolutionnaires). La première bombe l'avait manqué, blessant plusieurs des cosaques de son escorte. Le cocher de la voiture impériale, quoique blessé lui-même, recevant de l'Empereur l'ordre d'arrêter, s'écria : « Sire, n'arrêtez pas, je vous ramènerai sain et sauf. » Mais le Tzar insista, voulant s'assurer lui-même des soins donnés aux blessés. Il descendit de voiture, et l'un des blessés lui ayant demandé s'il était blessé lui-même, l'empereur répondit : « Non, Dieu merci. » Un jeune homme qui se tenait debout à côté d'eux s'écria : « Il est encore trop tôt pour le remercier ». En prononçant ces paroles, il lança une bombe sous les pieds du Tzar. Une terrible explosion s'en suivit qui arracha les deux jambes de l'Empereur, tua plusieurs personnes et mit en pièces la voiture. On déposa l'Empereur dans un traîneau. Le sang coulait à flots. Un jeune page qui se trouvait là – le Comte Hendrikoff – mit sa casquette sur la tête du Souverain et le soutint dans ses bras pendant qu'on le mettait

en traîneau. On l'entendit murmurer : « J'ai froid,… à la maison ». Une fois déposé sur son lit, il perdit connaissance, et quelques instants après il rendit le dernier soupir.

C'était un dimanche ; nous étions tous réunis dans le bureau de mon père quand nous entendîmes tout à coup ce qui nous parut être un coup de canon. Nous eûmes tous le pressentiment de quelque malheur. Mon père, qui était général à la suite de l'Empereur, se rendit précipitamment au palais, et quand nous le vîmes revenir les traits décomposés, nous comprîmes que tout était fini.

Plus tard dans la journée, en revenant du Corps des Pages, où j'étais allé prendre les ordres de mes chefs, j'aperçus le nouvel Empereur Alexandre III et l'impératrice qui, après avoir assisté aux derniers moments de leur père, regagnaient le palais Anitchkoff. Ils étaient escortés par un escadron (sotnia) de cosaques du Don la lance au poing. Les nouveaux Souverains paraissaient accablés de douleur et d'horreur. La foule les saluait avec une expression de profonde sympathie.

Ce meurtre odieux, qui couronnait toute une série d'attentats contre la vie du Tzar-Libérateur, plongea tout le pays dans le deuil. Une profonde indignation, – non seulement contre les meurtriers, mais plus encore contre ceux qui, par leur action politique, avaient créé en Russie un terrain favorable aux exploits des terroristes, et qui fournissaient même à ceux-ci les moyens de perpétrer leurs crimes, – s'empara des esprits et influença tout le règne de l'Empereur Alexandre III.

En ce qui me concerne, cette impression resta gravée en mon esprit pendant toute ma vie.

IV

Régiment des Chevaliers-Gardes (1884).

Le 14 août 1884, au dernier jour des grandes manœuvres en présence de l'Empereur Alexandre III, mon frère et moi nous fûmes promus officiers au Régiment des Chevaliers-gardes, dans les rangs duquel j'ai servi onze années. Ce jour fut un des plus beaux de ma vie.

Je ne m'étendrai pas ici sur les années passées au régiment. Cela prendrait trop de place, mais je ne puis passer complètement sous silence mon séjour au régiment des Chevaliers-Gardes : toute ma famille et toute celle de ma femme y ont servi, et il fut pour moi comme une seconde famille.

À dater du jour où les jeunes officiers arboraient la casquette blanche, ils passaient par une école où leurs camarades plus anciens leur inculquaient les principes du devoir, de l'honneur, de la discipline et de dévouement sans bornes au Souverain, à la Patrie et à leur étendard.

De mon temps, le régiment était commandé par le générai Grunwald. Le grand-père de ce dernier avait commandé le premier escadron de ce régiment lors de l'émeute des décabristes en 1825. Le deuxième escadron dans les rangs duquel je fis tout mon service militaire fut commandé en premier lieu par le Grand-Duc Nicolas Michailovitch, ensuite par le colonel Bernoff, puis par le Prince Youssoupoff. Le premier était un esprit très cultivé ; il était doué d'une mémoire extraordinaire et d'un très bon cœur ; mais il était fantasque au plus haut degré. Grand chasseur et historien érudit, ses travaux concernant l'époque de l'Empereur Alexandre Ier lui valurent une réputation d'écrivain de talent. Il était membre de l'institut de France. Nous sommes restés liés jusqu'à sa mort tragique. La dernière lettre que je reçus de lui venait de Vologda, où il avait été exilé en 1918 par les bolcheviks. Il fut ramené par eux à Saint-Pétersbourg et odieusement assassiné le 17 janvier 1919 ainsi que son frère, le Grand-Duc Georges Michailovitch et ses cousins les Grands-Ducs Paul Alexandrovitch et Dmitri Constantinovitch. Il mourut en héros.

En août 1914, les Chevaliers-Gardes furent les premiers à franchir la frontière allemande. Sous le commandement du Prince A. Dolgoroukoff et du Prince Eristoff, ils firent renaître en de brillants combats les anciennes traditions militaires du régiment, les souvenirs

d'Austerlitz et de La Fère-Champenoise.

Durant l'hiver de 1886, je tombai gravement malade à la suite d'un refroidissement contracté en suivant, dans les rangs du régiment, le convoi du général Timacheff. Il gelait très fort et j'attrapai une pneumonie qui, pendant plusieurs semaines, me tint alité, entre la vie et la mort. La crise passée, le professeur Zdekauer m'expédia à Wiesbaden pour ma convalescence. J'obtins deux mois de congé et partis via Berlin.

V

Wiesbaden. Mort de l'Empereur Alexandre III (1894). Mission en Espagne et Portugal.

À Wiesbaden, je descendis à l'hôtel ; mais aussitôt que ma tante, la Comtesse Merenberg, fille du poète Pouchkine, apprit mon arrivée, elle insista pour que je m'installasse chez elle, dans sa villa de la Sonnenbergstrasse. La Comtesse Merenberg avait épousé en secondes noces le Prince Nicolas de Nassau, un brave et excellent vieillard.

Ma tante et son mari m'accueillirent et me traitèrent comme un fils. Je n'oublierai jamais la bonté et l'affection qu'ils me témoignèrent pendant mon long séjour sous leur toit. Je me liai d'une grande amitié avec leurs deux charmantes filles, les Comtesses Sophy et Ada. L'aînée, la Comtesse Sophy, épousa ensuite le Grand-Duc Michel Michailovitch et reçut du Duc de Nassau le titre de Comtesse Torby. C'était une très jolie et charmante femme.

Nous faisions souvent dans les environs de grandes promenades dans un char à banc conduit par le Prince Nicolas lui-même. Le but de ces promenades était généralement une visite à la Comtesse Hatzfeldt, femme de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres, dans sa belle propriété de Sonnenberg, près de Bieberich. C'était une vieille dame douée d'un esprit caustique, mais de relations très agréables. Sa charmante fille, la Comtesse Nelly, possédait une magnifique voix de contralto. J'ai gardé le meilleur souvenir de l'aimable accueil que ces dames faisaient toujours à leurs visiteurs. La Comtesse Nelly épousa plus tard le Prince Hohenlohe.

En si agréable compagnie, le temps passa rapidement. Après deux mois de congé, ma santé s'était si bien rétablie que la cure de Soden, – qui devait suivre mon séjour à Wiesbaden – fut trouvée superflue. Je fis donc à mes hôtes des adieux reconnaissants et je rentrai à Saint-Pétersbourg pour reprendre mon service au régiment.

En 1887, mon père fut nommé Adjoint au Ministre de l'intérieur et Commandant du Corps des Gendarmes. C'est ainsi que nous fûmes amenés à aller habiter l'hôtel même du Ministère, quai de la Fontanka. Les années 1887 à 1895, années de troubles intérieurs, furent très dures pour mon père, car ses fonctions le rendaient responsable de la sécurité de l'Empereur. Il travaillait toute la journée et nous ne le

voyions qu'aux repas, ou même le soir, moment où toute la famille et quelques intimes se réunissaient autour de la table à thé, dressée dans un coin de son vaste bureau de travail. J'y rencontrais souvent un des collaborateurs les plus capables de mon père, M. Pierre Dournovo, qui occupait alors le poste de Directeur du Département de la Police. C'était un homme très intelligent, travailleur infatigable, esprit large et cultivé. En 1905, au moment où la révolution faisait rage dans tout le pays, il fut appelé par M. Stolypine au poste dangereux et lourd de responsabilités de Ministre de l'intérieur. Par sa fermeté et son énergie, il réussit à dominer la situation et à rétablir l'ordre.

Parmi ceux des intimes de mon père qui fréquentaient à l'hôtel de la Fontanka, je me souviens surtout de mon oncle, le Prince Wladimir Mestchersky, et de la Comtesse Marie Kleinmichel. Le premier avait été le camarade et l'ami le plus intime de l'Héritier du Trône Nicolas Alexandrovitch, décédé à Nice en 1865. L'Empereur Alexandre III, ainsi que son fils l'Empereur Nicolas II, eurent souvent recours à ses conseils dans les moments difficiles de leur règne. Ils appréciaient surtout en lui la fermeté de ses opinions politiques et son profond dévouement au Trône et à la Dynastie.

Il avait beaucoup d'ennemis, surtout dans les rangs des libéraux, qui voyaient en lui (et dans son journal le « Grajdanine ») les piliers principaux de la réaction. Avec tous ses défauts, qui l'ont rendu très impopulaire en Russie, il avait une grande qualité : celle d'être l'ami fidèle de ceux qu'il avait pris en affection. Il a été ainsi jusqu'à sa mort, en 1914, un fidèle ami de mes parents.

Les relations de ma mère avec la Comtesse Marie Kleinmichel dataient du temps de leur jeunesse, alors qu'elles étaient toutes les deux demoiselles d'honneur : l'une de la Grande-Duchesse Alexandra Iosifovna, l'autre de la Grande-Duchesse Olga Feodorovna, femmes des Grands-Ducs Constantin et Michel. La Comtesse Kleinmichel était une des femmes les plus répandues de la société pétersbourgeoise. Très intelligente, elle avait su se créer des relations partout. Sa demeure hospitalière de la Serguievskaïa était surtout fréquentée par les diplomates. Ses portes étaient, du reste, ouvertes à tout le monde.

En 1891, j'épousai la Princesse Anna Kourakine, fille cadette du Prince Anatole et de la Princesse Elisabeth Kourakine, née Princesse Wolkonsky.

En 1894, l'Empereur Alexandre III mourut à Livadia, en Crimée, après une courte maladie. Sa mort fit sur tous les amis de l'ordre l'impression d'un désastre. C'était la disparition d'un colosse » dont la main ferme et juste avait donné à la Russie treize années de paix et de prospérité.

Lorsqu'avec mon régiment je pris place dans le défilé pour le transport du corps de l'Empereur de la gare à la cathédrale de Saint-Pierre et Saint-Paul, ma pensée se reporta aux parades impériales à Krasnoïe-Sélo. L'Empereur passait lentement sur sa puissante monture devant le front du régiment, au son de l'hymne national, scrutant nos rangs d'un regard à la fois sévère et bienveillant. Je me sentais alors envahi d'une forte émotion, jusqu'à ce qu'un formidable hurrah, poussé par tout le régiment, me fît revenir à la réalité. L'Empereur avait déjà passé, et un autre régiment l'acclamait de ses cris. Et maintenant, voyant passer devant moi le cercueil, derrière lequel marchait le nouvel Empereur Nicolas II, je me demandais comment, si jeune et si frêle, il pourrait tenir tête à la tourmente qu'on sentait déjà gronder.

L'année suivante je fus attaché en qualité d'officier d'ordonnance auprès du Prince Imérétinsky, Aide de Camp Général de l'Empereur, auquel un ordre Impérial donnait la mission d'aller annoncer aux cours de Madrid et de Lisbonne l'avènement au trône de l'Empereur Nicolas II.

Le Roi d'Espagne étant mineur, la régence était exercée avec beaucoup de tact et de savoir par la Reine Mère Marie-Christine. À Lisbonne, le Roi Carlos Ier régnait depuis 1889.

Le Prince Imérétinsky, que je connaissais à peine jusque-là, se trouvait être un chef très aimable et, de plus, un fort agréable causeur ; durant nos longs tête-à-tête dans le rapide Paris-Madrid et à la table hospitalière de nos représentants à Madrid et à Lisbonne, – le Prince Michel Gortchakoff et M. Schévitch, – il nous fit passer des moments charmants ; c'était plaisir de l'entendre raconter ses souvenirs de la campagne des Balkans en 1878 (où il avait commandé une armée), et parler de la vie au Caucase, où il était né.

La mission impériale et le charme personnel de mon chef nous ouvrirent toutes les portes, et j'eus ainsi l'occasion de voir de près les deux Cours et les curiosités des deux capitales.

Le Prince Imérétinsky devint plus tard Gouverneur Général de la Pologne, où il acquit une grande popularité. Sa mort prématurée fut une grande perte pour la Russie.

Ce voyage exerça une certaine influence sur mes destinées. Ce fut alors que l'idée me vint, pour la première fois, d'un changement de carrière. Malgré mon attachement au régiment, à mes camarades et au service de la cavalerie, je commençais à éprouver un certain ennui, causé par la monotonie des exercices et du service militaire en temps de paix.

VI

Ministère des Affaires Étrangères (1895). Chancellerie du Ministère. Couronnement de l'Empereur Nicolas II (1896). Prince Lobanow Rostovsky. Comte Lamsdorff. Comte Mouravieff.

Dans le courant de l'hiver 1895, il m'était souvent arrivé de rencontrer le Prince Lobanow Rostovsky, nommé depuis peu Ministre des Affaires Étrangères, soit chez l'oncle de ma femme, le Prince Paskévitch, soit au Nouveau-Club, dont nous étions tous les deux membres. Après quelques entretiens, il parut s'intéresser à mon sort, et un jour, il me conseilla vivement de changer de service, et d'entrer au Ministère des Affaires Étrangères. J'avais alors 32 ans. Quitter un service auquel je m'étais attaché et que je connaissais à fond, pour d'autres fonctions nouvelles et inconnues, c'était là une grave décision à prendre ; mais elle me parut mériter d'être prise en considération. Ma famille et mes camarades se prononcèrent énergiquement contre ce changement de carrière, tout comme mon commandant, le général Grunwald ; mais je tins bon.

Au printemps de 1895, je déclarai officiellement à mon chef que mon intention était de quitter le régiment, et je fis les démarches nécessaires pour être admis au Ministère des Affaires Étrangères.

C'est au cours de mes premières visites au Ministère que je fis la connaissance d'un homme qui devint plus tard un de mes meilleurs amis : le Baron Maurice Schilling. Attaché à ce moment-là au Département de Personnel du Ministère des Affaires Étrangères, il devint plus tard Chef de la Chancellerie et l'homme de confiance du Ministre Sazonoff.

En mai 1895, parut enfin l'oukase (décret) concernant ma nomination comme Attaché au deuxième Département du Ministère des Affaires Étrangères. Ayant, non sans un serrement de cœur, quitté ma casquette blanche et endossé l'habit civil, j'allai me présenter à mes nouveaux chefs : le Baron Osten-Sacken – vieillard irascible (directeur) – et M. Bentkovsky (chef de section), grand connaisseur du service consulaire.

Je me retrouvai ainsi derechef sur le degré inférieur de l'échelle hiérarchique. Je me mis à étudier à fond le service consulaire, dont la

direction était centralisée dans le deuxième Département auquel j'avais été attaché. Je me préparai en même temps à l'examen diplomatique indispensable pour être transféré à la Chancellerie du Ministère, et pour obtenir un poste diplomatique ou consulaire à l'Étranger. En janvier 1896, après avoir subi heureusement cet examen, le Baron Schilling, M. Solovoi et moi, nous fûmes attachés à la Chancellerie du Ministère.

Le Directeur de la Chancellerie était le Prince Valérien Obolensky, mais le véritable chef était le Comte Wladimir Lamsdorff, Conseiller au Ministère. Le Comte Lamsdorff avait passé, pour ainsi dire, toute sa vie au Ministère des Affaires Étrangères, passant par tous les échelons du service jusqu'à celui de Ministre inclusivement, sans jamais avoir occupé de poste à l'Étranger. Tout l'intérêt de sa vie se concentrait sur le Ministère qu'il ne quittait que très rarement. Il n'allait que très rarement dans le monde, étant d'humeur peu sociable ; presque misanthrope, il avait peu d'amis. Très grand travailleur et excellent rédacteur, il fut un collaborateur précieux, très apprécié par ses chefs. Devenu lui-même Ministre, il ne fut pas toujours à hauteur de sa tâche, manquant de la largeur de vue indispensable à l'homme d'État appelé à diriger la politique d'un grand empire.

Nos nouveaux collègues nous reçurent, nous autres novices, avec une grande cordialité, ce qui était, du reste, une des traditions de la Chancellerie. Les relations qui s'y créaient duraient généralement toute la vie.

En avril 1896, eut lieu le couronnement de l'Empereur Nicolas. Je fus envoyé à Moscou avec quelques autres jeunes fonctionnaires de différents ministères, pour remplir les fonctions de Maître des Cérémonies. Nous prîmes part ainsi à toutes les solennités de Cour ainsi qu'aux offices religieux, très beaux et imposants par eux-mêmes. Je fus profondément impressionné par la procession qui se déroula entre le Kremlin et l'église de l'Assomption, et au cours de laquelle l'Empereur saluait le peuple du haut du Portique Rouge ; par la cérémonie du couronnement de l'Empereur et de l'impératrice à la belle cathédrale Ouspensky ; par le banquet à la Granovitaïa Palata et par le bal, donné par la noblesse de Moscou. Les réceptions des Ambassadeurs : Marquis de Montebello, Prince Lichtenstein, Prince Radolin et autres, rivalisèrent toutes de luxe et de splendeur.

Nous autres Pétersbourgeois, fûmes très frappés par la beauté des dames de Moscou aussi bien que par la magnificence de leurs toilettes.

Les festivités du couronnement furent assombries par l'incident tragique qui eût lieu durant la fête populaire où, par suite d'une panique, près de deux mille personnes périrent écrasées. Ce triste événement impressionna vivement l'Empereur et fut considéré par les

gens superstitieux comme un mauvais présage pour le nouveau règne. Ce premier coup du destin devait être, en effet, suivi de beaucoup d'autres, pour finir par la terrible tragédie d'Ekaterinbourg, dont la Russie expie aujourd'hui le crime…

Les fêtes de Moscou terminées, je ramenai ma femme à la campagne chez ses parents, où nous rejoignîmes nos enfants. Après le tourbillon bruyant du séjour à Moscou, le contraste du calme et de la tranquillité, interrompus seulement par les cris de joie des enfants et le coassement des corbeaux sur le clocher du village, n'était pas dénué de charme.

De retour à Saint-Pétersbourg, je repris mon travail au Ministère. Quelques mois plus tard, en revenant de Vienne, où il avait accompagné l'Empereur, le Prince Lobanow mourut subitement, frappé d'apoplexie dans le train impérial. La mort de cet homme d'État fut une grave perte pour la Russie, et le second malheur qui atteignit l'Empereur durant les premières années de son règne.

Le Prince Lobanow représentait le type du grand seigneur russe : esprit fin et distingué, grande culture, manières affables. Vieux garçon, il appréciait ses aises et son cercle et n'aimait pas à être dérangé après l'heure du dîner. Dans ses relations avec les gouvernements étrangers, il était guidé uniquement par les intérêts de la Russie. Son autorité était reconnue par toutes les chancelleries européennes. Ambassadeur à Constantinople et à Vienne, où il resta pendant treize années, il succéda en 1895 à M. de Giers comme Ministre des Affaires Étrangères.

Il n'était pas facile à l'Empereur de trouver un successeur au Prince Lobanow. Lui-même était monté sur le trône depuis peu. Durant le règne de son père, l'Empereur Alexandre III, il avait été tenu à l'écart des affaires de l'État et ne connaissait en général que fort peu de fonctionnaires de l'Empire et ceux du Ministère des Affaires Étrangères moins que les autres. La nomination du Prince Lobanow au poste de Ministre était tout indiquée ; mais sa mort laissait un vide difficile à combler, même pour un monarque plus expérimenté que ne l'était alors l'Empereur Nicolas II.

L'adjoint du Ministre défunt, M. Chichkine, fut chargé de gérer temporairement le Ministère et, faute d'autres candidats, il parut un moment avoir des chances de garder ce poste. Mais, après le voyage du couple impérial à Paris, où M. Chichkine les accompagna il ne fut plus question de sa candidature : ce fut le Comte Mouravieff, Ministre à Copenhague, que l'Empereur appela au poste vacant de Ministre des Affaires Étrangères. Personnellement, je regrettai vivement le Prince Lobanow auquel j'étais sincèrement attaché et que j'estimais profondément.

VII

Deuxième secrétaire à Vienne (1897). Ambassade. Comte Kapnist. Société viennoise. Rapports austro-Russes.

En août 1897, je fus nommé deuxième secrétaire à Vienne. Ce ne fut pas sans regret que nous quittâmes Saint-Pétersbourg pour rejoindre mon nouveau poste. Vienne était pour moi une vieille connaissance, car j'y avais souvent séjourné pendant mes voyages. Mais la société viennoise et la vie diplomatique étaient pour moi *terra incognita*.

Après quelques recherches, nous trouvâmes à nous loger à la Jaquingasse, non loin de l'Ambassade, qui occupait à la Reisnerstrasse un Hôtel acheté par le Prince Lobanow au Prince de Nassau. L'hôtel de l'Ambassade n'était guère imposant, mais très confortable et suffisamment spacieux. Le jardin était fort joli. Une très belle église y fut construite plus tard ; elle fut terminée et consacrée pendant mon séjour à Vienne.

Les hôtels des Ambassades russes, ainsi que les églises ont été livrés depuis aux soviets par les Gouvernements allemand et autrichien. Si l'acte, concernant les hôtels pouvait être considéré comme une conséquence naturelle – quoique très regrettable – de la reconnaissance du Gouvernement de la Troisième Internationale, on ne saurait en dire autant des églises. En remettant les églises entre des mains sacrilèges, les Gouvernements précités privaient les réfugiés russes de la seule consolation qui leur restât : celle d'adresser leurs prières à Dieu dans un sanctuaire à eux.

Mes premiers pas à Vienne ont été facilités par les relations de camaraderie qui existaient de tout temps entre les membres de cette ambassade-On travaillait ferme, car à cette époque tous les rapports devaient être écrits à la main, et la calligraphie était presque de rigueur. Un jour d'expédition de courrier, où je n'en pouvais plus d'avoir écrit, mon chef, me voyant entrer, me dit : « Il paraît, mon cher, que vous êtes plus habitué à manier le sabre que la plume » ; ce qui me blessa profondément.

Au point de vue mondain aussi, nos premiers pas furent facilités par l'Ambassade et par la position que le Comte Kapnist avait su se créer à

Vienne quand il avait succédé en 1895 au Prince Lobanow.

Le Comte Pierre Kapnist était, dans sa jeunesse, de santé délicate. On redoutait la phtisie. Lorsqu'il fut question de le nommer secrétaire auprès du Saint-Siège, le Chancelier, en acquiesçant à sa nomination ajouta : « Déposons cette dernière rose sur sa tombe ». Mais la rose fut loin d'être la dernière. Malgré une vie assez agitée, le Comte Kapnist dépassa l'âge de 70 ans. N'étant déjà plus jeune, il avait épousé la Comtesse Stenbock Fermor, et il fut un mari parfait et un très bon père de famille. Les Kapnist jouirent d'une grande popularité à Vienne et, de leur temps, l'Ambassade de Russie était renommée pour l'élégance de ses réceptions.

À cette époque, la vie à Vienne offrait beaucoup de charme aux amateurs de plaisirs mondains et de sport. Les nombreuses fêtes – dîners et bals – données dans les somptueux palais des magnats autrichiens et hongrois – les Pallavicini, Lichtenstein, Metternich et tant d'autres – rivalisaient d'agrément avec les excursions dans les environs de Vienne – si justement renommés pour leur beauté – et avec les plaisirs de la chasse.

C'est ainsi que je me souviendrai toujours avec plaisir des chasses au coq de bois (Auerhahn) dans les montagnes de la Styrie, non loin de Gratz, au domaine du Prince Lichtenstein. On arrivait par le train à la petite gare, où nous attendait un garde avec deux ânes. On gravissait alors une longue côte, très raide par endroits, en suivant un rude sentier de montagne qui côtoyait, d'un côté, un mur de rochers et, de l'autre, un précipice, au fond duquel écumait un torrent. Finalement, on trouvait un petit pavillon de chasse, très bien aménagé, perché sur la hauteur, et que surplombaient des blocs abrupts et des nuages. Le matin, lever avant l'aube, et escalade d'un sentier de chèvres dans l'obscurité la plus complète, à peine éclairés par la lueur de la lanterne du garde qui vous précédait. Au retour, un éclairage mystérieux qui annonçait l'approche de l'aube, et dorait légèrement les cimes des montagnes. L'après-midi, une promenade solitaire pour aspirer l'air vivifiant des montagnes, jouir du profond silence de ces altitudes, et contempler le panorama majestueux de ces cimes boisées où, çà et là, une cabane de berger, accrochée à la montagne, révélait seule la présence de l'homme.

VIII

Première conférence de La Haye (1898). Assassinat de l'Impératrice d'Autriche (1898). Nomination au poste de premier secrétaire à Copenhague (1899).

Le personnel de l'Ambassade de Vienne n'était pas nombreux. Nous n'étions que quatre : le Baron Budberg, N. Stolypine, S. Sverbejeff et moi pour faire toute la besogne. De ces quatre, le Baron Budberg considérait que son rôle de Conseiller d'Ambassade consistait à remplacer l'Ambassadeur pendant son absence, et à ne rien faire du tout le reste du temps. Comme notre Ambassadeur était d'une activité dévorante et qu'il y avait pas mal de travail, nous demeurions souvent à la tâche, tous les trois, pendant la journée entière.

Le travail achevé, nous allions fréquemment nous distraire en bande avec L. Islavine, notre vice-consul, au Venedig in Wien, où nous avions parfois des discussions des plus animées à propos de la politique de notre chef, dont nous ne partagions pas toujours les manières de voir.

Le Comte Kapnist avait des idées très arrêtées sur la nécessité d'une politique d'entente entre la Russie et l'Autriche, toutes les deux également intéressées, suivant lui, à éviter des complications dans la Péninsule Balkanique, ce foyer éternel de dissensions et de conflits européens. Il était soutenu dans ses efforts : à Saint-Pétersbourg, par le Prince Lobanow, et à Vienne par le Comte Golouchowsky. Leurs efforts réunis aboutirent, en 1903, à la convention de Mursteg, qui assura pendant plusieurs années une période de paix dans les Balkans. Cet accord prit fin en 1908, non tant par le fait de l'annexion de la Bosnie à l'Autriche (fait prévu par les accords de 1878-1879), que par les moyens auxquels recourut le Baron Aerenthal pour accomplir cette annexion. Une grande tension s'en suivit entre Saint-Pétersbourg, d'un côté, Berlin et Vienne, de l'autre.

Pour ce qui est des relations austro-serbes et des intérêts bien compris de la Monarchie Austro-Hongroise, j'ai toujours considéré cette annexion comme une faute politique de sa part : elle eut, en fait, une influence néfaste sur les événements et entraîna finalement la chute de l'Empire.

La politique du Comte Kapnist fut souvent contrecarrée par celle de

M. Hartvig, Directeur du Premier Département du Ministère des Affaires Étrangères, où étaient concentrées les affaires du Proche et de l'Extrême-Orient. Très intelligent, mais violent austrophobe, opposé à toute entente avec l'Autriche, il était partisan convaincu d'une ligue des États balkaniques. Plus tard, comme représentant à l'Étranger, il ne se conforma pas toujours aux instructions de Saint-Pétersbourg, ce qui donna lieu parfois, au sujet de la politique foncièrement pacifique de la Russie, à des interprétations erronées.

Au mois d'août, nous reçûmes de Saint-Pétersbourg la circulaire par laquelle l'Empereur Nicolas II invitait les autres Puissances à se réunir en une conférence pour restreindre les armements dans tous les pays. Cette motion du Tzar fut acclamée par tous les peuples ; les gouvernements furent beaucoup plus réservés.

Le 10 novembre 1898, l'impératrice Elisabeth d'Autriche fut lâchement assassinée, à Genève, par un anarchiste italien. Ce crime insensé et odieux plongea tout le pays dans un profond deuil. Je dînais ce jour-là avec le Chargé d'Affaires de Suisse et appris de lui les détails de cet horrible crime. L'Impératrice traversait la place, se dirigeant vers le quai, lorsque la Comtesse Staray, qui l'accompagnait, aperçut un homme en blouse d'ouvrier bousculer l'impératrice en passant près d'elle. La Comtesse Staray voulut se mettre entre eux, mais l'homme la repoussa et porta à l'impératrice un coup à la poitrine ; elle s'affaissa, mais se redressa aussitôt et continua son chemin appuyée au bras de la Comtesse Staray. Subitement, elle se sentit défaillir, sans éprouver de douleur. Elle demanda : « Qu'est-il donc arrivé ? » Le coup avait été porté avec un instrument si long et si effilé (sorte d'alène) qu'il avait pénétré jusqu'au cœur.

En cette tragique circonstance, l'Empereur François-Joseph conserva tout son sang-froid, comme il l'avait fait en apprenant la mort de son fils unique à Meyerling. Il ouvrit lui-même les innombrables dépêches de sympathie et de condoléance, qui arrivaient de tous côtés et donna personnellement les ordres pour les cérémonies des obsèques.

En septembre 1899, je profitai d'un congé de quelques semaines pour rejoindre ma famille à Biarritz. Ce charmant coin de la France était un de nos lieux de séjour préférés. Biarritz était alors tout différent de la plage bruyante et mondaine qu'elle est aujourd'hui. C'était, en été, le lieu de prédilection de la société espagnole et, en automne, le séjour favori des Russes, qui venaient avec leurs enfants, jouir de la magnifique plage et du soleil éblouissant du Midi, avant de rentrer chez eux pour l'hiver. Ma femme et moi nous aimions à faire avec quelques amis des excursions dans les environs, en poussant quelquefois jusqu'à Pau et Lourdes. Ce dernier lieu de pèlerinage nous a toujours attirés. La vue de ces milliers de pèlerins et d'infirmes de

tous les pays, s'empressant vers ce petit sanctuaire, perdu dans la montagne ; leur foi dans la puissance miraculeuse de la source sacrée et leur espoir en un miracle qui les guérirait peut-être ; leur humble résignation quand le calice sacré passait sans leur apporter la guérison, qu'ils avaient tant implorée : tout cela nous impressionnait vivement.

Cette année-là, le Comte Mouravieff, Ministre des Affaires Étrangères, se trouva à Biarritz en même temps que moi. Un jour, il me demanda subitement si je serais disposé à occuper le poste de Premier Secrétaire à la Légation de Copenhague. Je répondis affirmativement, et c'est ainsi que, après deux ans de séjour à Vienne, s'effectua mon premier déplacement, précurseur de tant d'autres.

À ma rentrée à Vienne, le Comte Kapnist, qui n'aimait guère changer de secrétaires, me reçut assez froidement ; mais, voyant que ma décision était prise, il se radoucit et me demanda qui je pourrais recommander pour me remplacer à Vienne. Je lui indiquai mon ami le Baron Schilling, qui fut effectivement nommé à ma place.

Ayant fait mes adieux à mes collègues et amis viennois, je quittai l'Autriche pour rejoindre mon nouveau poste *via* Berlin. Je ne pensais pas alors que, quatorze ans plus tard, je reviendrais à Vienne comme Ambassadeur.

IX

Copenhague. Le Roi Christian IX et ses filles. Famille royale danoise. Comte A. Benckendorff. Visite de l'Empereur Guillaume à Copenhague (1908). M. Isvolsky. Nouvelles de Russie.

Le trajet de Berlin à Copenhague était à cette époque un voyage dénué de confort. Les ferry-boats qui transportent actuellement les voyageurs entre Warnemunde et Goedsor n'existaient pas alors. La traversée se faisait sur de petits vapeurs désuets qui, par gros temps, paraissaient devoir être fracassés par la force des vagues, et que balayaient les paquets de mer. On en était généralement quitte pour la peur ; mais ceux qui n'avaient pas le pied marin débarquaient sur la terre danoise en fort piteux état.

Depuis le mariage de l'Empereur Alexandre III avec la Princesse Dagmar, Copenhague était devenu pour nous quelque chose comme un poste de famille. Le Roi Christian IX, devenu veuf un an avant mon arrivée en Danemark, jouissait ainsi que la défunte Reine Louise d'une grande popularité dans le pays. Les palais royaux d'Amalienborg et de Fredensborg étaient les résidences préférées des trois filles du Roi, la Reine Alexandra d'Angleterre, l'Impératrice Marie de Russie et la Duchesse de Cumberland (« la belle, la bonne et l'intelligente », comme les appelait leur père). Elles venaient régulièrement chaque année passer quelques mois en famille avec leur père, ainsi que leur frère Georges Ier, Roi des Hellènes, marié à la Grande-Duchesse Olga de Russie. Le Prince Charles, proclamé Roi de Norvège en 1905 sous le nom de Haakon, marié à la Princesse Maud d'Angleterre, passait également une partie de l'année à Copenhague. Le Prince Frédéric, Héritier du Trône, qui devait succéder à son père en 1906, était marié à une princesse suédoise. Le Prince Valdemar avait épousé la Princesse Marie d'Orléans. Le Prince Christian, fils aîné de l'Héritier du Trône (le Roi Christian X actuel) était marié à la Princesse Alexandrine de Mecklenbourg-Schwerin.

Cet aperçu sommaire et incomplet de la Famille Royale de Danemark, qui comprenait encore le frère du Roi, Prince Hans de Glucksbourg, justifierait le titre de « patriarche de l'Europe », que méritait le vieux Roi Christian, et aussi l'importance politique qu'eut

durant sa vie, sur l'échiquier international, sa capitale Copenhague.

Le Ministre de Russie au Danemark était à cette époque le Comte Alexandre Benckendorff. On ne saurait se représenter de chef plus agréable sous tous les rapports. Esprit très fin, d'humeur toujours égale, sans aucune pose, il inspirait de prime saut la plus vive sympathie à tous ceux qui avaient l'occasion de l'approcher. Il fut également populaire à tous les postes qu'il occupa : à Vienne, où il passa de longues années, à Copenhague, enfin à Londres, où il resta quatorze ans Ambassadeur. Il mourut à ce poste en 1916.

Le Comte Benckendorff fut remplacé à Copenhague par M. Isvolsky, dont j'aurai à parler plus tard comme Ministre des Affaires Étrangères et Ambassadeur à Paris. Il était alors Ministre à Tokio. Entre le départ du Comte Benckendorff et l'arrivée du nouveau Ministre, il se passa plus de huit mois, durant lesquels je gérai la Légation en qualité de Chargé d'Affaires. C'était la première fois que j'avais à agir de ma propre initiative, et c'est de ce moment que s'éveilla en moi l'ambition de gravir plus rapidement les échelons de la hiérarchie. Le travail n'étant pas très absorbant, je me mis à étudier les archives diplomatiques de la Légation. C'est ainsi que je pris connaissance des rapports des anciens chefs de cette mission, le Baron Nicolaï et le Baron Mohrenheim, qui se distinguaient tous deux par la perfection de leur style épistolaire. C'est à cette époque que nous parvint la nouvelle de la mort subite du Comte Mouravieff, notre Ministre des Affaires Étrangères. Sous l'impression de l'excellente littérature de mes prédécesseurs, je voulus me distinguer. J'écrivis en français un rapport détaillé sur l'impression produite par le décès du Ministre. Je pensais que cet exploit serait très apprécié en haut lieu. Quelle ne fut pas ma confusion lorsque, après un certain laps de temps, le Ministère me fit savoir que l'Empereur avait noté sur mon rapport : « Il est trop jeune pour écrire ses rapports en français »(2).

Durant les séjours de l'impératrice Mère au Danemark, le port de Copenhague s'animait par la présence des yachts impériaux : l'« Étoile Polaire », le « Standart » et la « Tzarevna », dans les États-Majors desquels nous comptions beaucoup d'amis. Lorsque la malheureuse escadre de l'Amiral Rojdestvensky, en route pour l'Extrême-Orient, traversa les eaux danoises, plusieurs officiers vinrent nous faire leurs adieux. Parmi eux se trouvait notre grand ami le Capitaine Zouroff, qui commandait en second le croiseur « Svetlana ». Il périt héroïquement avec tant d'autres, à Tsoushima, en 1905.

Je me liai alors intimement avec le Prince Georges Chervachidze, attaché à la personne de l'impératrice Mère en qualité de maréchal de sa Cour. Son caractère et ses antécédents ne l'avaient nullement préparé à la vie de Cour, mais son tact et sa bonté de cœur firent qu'il

s'adapta bientôt à son rôle et y gagna l'estime de tous ceux qui eurent affaire à lui. Géorgien d'origine, il aimait passionnément la Russie, son histoire et sa culture. Quoique très distrait de nature, il avait un esprit fin et observateur. Nous passions avec lui des heures entières, à passer en revue les événements de Russie qui commençaient à devenir inquiétants ; nous étions particulièrement impressionnés par les émeutes d'étudiants. En 1901, un attentat eut lieu contre la personne du Ministre de l'instruction Publique, M. Bogolepoff. Le jour du quarantième anniversaire de l'émancipation des serfs, des meetings tumultueux furent tenus par les étudiants de Saint-Pétersbourg et de Moscou.

La société danoise et le corps diplomatique donnaient pendant la saison à Copenhague, de nombreuses réceptions et dîners ; on y rencontrait des gens fort agréables, dont j'ai gardé le meilleur souvenir. Les familles Frijs, Raben, Ahlefeldt, Danneskiold, Schack, Scavenius, notre vieil ami Rothe resteront toujours dans mon souvenir. Je me souviens aussi de charmantes parties de bridge et de tennis, auxquelles prenaient part beaucoup de mes collègues du corps diplomatique : les Goshen, les Jusserand, M. Crozier, les Calvi, les Picot, les Johnston, les Lapanouse et beaucoup d'autres. J'ai retrouvé par la suite avec beaucoup de plaisir, quelques-uns d'entre eux dans d'autres postes.

Notre séjour en Danemark fut assombri par la grave maladie de nos deux fils. Le cadet fut en grand danger ; une congestion pulmonaire le tint longtemps entre la vie et la mort ; il ne fut sauvé que grâce aux soins dévoués des médecins danois, en particulier du professeur Scou.

En avril 1903, la Cour de Danemark reçut la visite de l'Empereur Guillaume. C'était la première fois, depuis la guerre de 1864 et l'annexion du Schlesvig à l'Allemagne, qu'un Souverain Allemand venait à Copenhague. Le Gouvernement Danois et le Ministre d'Allemagne étaient fort inquiets : on craignait des démonstrations hostiles de la part de la foule ; mais tout se passa bien. La réception fut correcte, tout en manquant de cette chaude cordialité que le peuple danois manifestait d'habitude aux hôtes de ses Souverains. La rencontre au Tollboden fut très cérémonieuse. Toute la Cour était présente, ainsi que les membres du Gouvernement et le corps diplomatique. L'Empereur fit de grands frais d'amabilité » et les visages se déridèrent peu à peu ; seules les filles du Roi demeurèrent très froides ; leurs cœurs danois ne pouvaient désarmer.

Le soir, il y eut à Fredensborg grand banquet auquel prirent part l'impératrice Marie Feodorovna de Russie, la Reine Alexandra d'Angleterre, le Roi et la Reine de Grèce, tous les Princes, la Cour, les hauts dignitaires et les représentants étrangers. Le repas terminé, l'Empereur, accompagné du Roi, fit le tour des invités, qui lui furent

présentés à tour de rôle. C'était la première fois que je voyais de près ce Souverain, qui attirait alors sur lui l'attention du monde entier. On avait l'air de pressentir que le jour était proche où il dépendrait de lui de déchaîner la guerre mondiale ou de la conjurer. Sa visite à Copenhague doit être considérée comme un geste pacifique, car à ce moment, il ne voulait pas la guerre et faisait des efforts pour s'entendre avec l'Angleterre et la Russie. Quand vint mon tour, le Roi me nomma, et l'Empereur m'adressa quelques aimables paroles concernant mon frère qui était alors Attaché Militaire à Berlin. Il toucha ensuite aux événements de Russie, en exprimant l'opinion que seules des mesures énergiques pourraient rétablir promptement l'ordre.

Après un arrêt en route à Irkoutsk, causé par la maladie de son fils, et un court séjour à Saint-Pétersbourg, mon nouveau chef, M. Isvolsky, arriva en août 1903 à Copenhague.

Les nouvelles apportées par lui de Russie n'étaient guère rassurantes. Selon lui, la camarilla du Secrétaire d'État B… et celle de l'Amiral A… avaient acquis une grande influence, et leur activité en Extrême-Orient menaçait de provoquer la guerre avec le Japon. Le Comte Lamsdorff, Ministre des Affaires Étrangères, qui s'opposait énergiquement à ces manœuvres, était devenu l'objet de violentes attaques. Il aurait offert plusieurs fois sa démission à l'Empereur sans pouvoir l'obtenir. M. Witte, Ministre des Finances, avait été nommé au poste, insignifiant alors, de Président du Comité des Ministres, qui équivalait à une retraite. M. Mouravieff, Ministre de la Justice, travaillait pour obtenir un poste d'Ambassadeur. Au dire de M. Isvolsky, une grande confusion semblait régner dans les sphères gouvernementales de Saint-Pétersbourg.

Je n'avais auparavant connu M. Isvolsky que très superficiellement, bien que nous nous fussions souvent rencontrés dans le monde à Saint-Pétersbourg, où il avait la réputation d'un homme d'esprit et de talent. Chaque fois que le poste de Ministre des Affaires Étrangères semblait devoir devenir vacant, son nom était prononcé.

À Copenhague, il produisit une bonne impression. Les efforts qu'il faisait pour plaire et pour se renseigner sur les affaires, son affabilité envers tous ceux qui s'adressaient à lui, disposèrent tout le monde en sa faveur.

Il me parla de ma nomination prochaine à une ambassade, sans pouvoir rien préciser. En effet, je reçus peu après l'annonce de ma nomination au poste de Premier Secrétaire d'Ambassade à Paris.

À la fin de mon long séjour en Danemark, la vie à l'Étranger, loin de mes parents et amis et l'absence de *home,* proprement dit, commencèrent à me peser et à me faire désirer de rentrer en Russie.

X

Premier Secrétaire d'Ambassade à Paris, 1904. Ambassade. Mr. Nelidow. Guerre russo-japonaise, 1904. Troubles en Russie.

En février 1904, je me transportai à Paris avec ma femme et mes enfants pour prendre possession de mon nouveau poste de Premier Secrétaire de l'Ambassade de Russie. Je remplaçais D. Nélidov, transféré à Constantinople.

Nous nous mîmes sans perdre de temps à la recherche d'un appartement, et nous fûmes bientôt très confortablement installés rue Georges-Bizet, non loin de la place des États-Unis, dans un immeuble appartenant au Baron Gunsbourg.

Mon séjour à Paris fut un stage de travail ardu, mais surtout mécanique, le rôle de premier secrétaire consistant surtout en celui de chef de Chancellerie, surchargé d'affaires courantes qui laissaient peu de loisir pour les obligations mondaines et pour la politique.

Mes collaborateurs étaient : le Comte Fersen et le Prince Wiasemsky et un attaché, M. Woronetsky. Les deux premiers étaient d'humeur irascible et tous les deux très violents, ce qui rendait l'atmosphère de la chancellerie souvent orageuse. Je devais alors assumer le rôle d'arbitre pour rétablir la paix. Je n'y réussissais pas toujours. Je dus, en outre, user de toute mon autorité pour empêcher la chancellerie de l'Ambassade d'être transformée en club, où les nombreux attachés honoraires fussent régulièrement venus non pour travailler, mais pour discourir sur les événements du jour.

La haute politique était concentrée entre les mains de l'Ambassadeur, M. A. Nélidow, et pendant son absence, dans celles du Conseiller d'Ambassade, M. Narichkine, plus tard, enfin, dans celles de M. Nékludoff.

L'Ambassadeur, que je ne connaissais presque pas jusque-là, bien qu'il fût un ancien ami de mes parents, se trouva être un chef très agréable, calme, pondéré, ayant acquis une grande expérience durant sa longue carrière diplomatique. Il avait déjà fait deux longs stages d'ambassadeur à Constantinople et à Rome.

M. Nélidow était arrivé à Paris à un moment difficile. La guerre

russo-japonaise avait provoqué une grande tension dans les rapports de la Russie avec l'Angleterre et, jusqu'à un certain point, avec l'Amérique. Les Cabinets de Londres et de Washington s'attendaient à une victoire complète de la Russie. Ils la redoutaient, voyant dans le renforcement de la puissance et du prestige russes en Extrême-Orient, et en Chine surtout, un grave danger pour leurs intérêts commerciaux. En France, la crainte d'être entraîné dans un conflit, où ses intérêts propres n'étaient que secondaires, s'était manifestée au début, mais avait fait bientôt place à un sentiment général de sympathie pour la Russie, qui se manifesta de toutes les façons. La conduite héroïque des marins russes à Tchémulpo émut tout particulièrement les sentiments chevaleresques de la nation française.

La guerre russo-japonaise avait débuté quelques jours avant mon arrivée à Paris par une attaque, sans déclaration de guerre, de la flotte russe à Port-Arthur, par les Japonais. Cette attaque fut suivie en 1904 et 1905 d'une série d'engagements désastreux pour nos armes, malgré la bravoure et l'endurance dont firent preuve nos soldats. La guerre se termina par la destruction de l'escadre de l'Amiral Rojdestvensky à Tsoushima, et la signature de la paix de Portsmouth, en août 1905.

La situation intérieure en Russie était très troublée. Le mouvement révolutionnaire gagnait du terrain. Il se manifesta par une série d'attentats contre la personne des hauts dignitaires de l'Empire : assassinats des Ministres de l'intérieur V. Plehve et D. Sipiagine, du Grand-Duc Serge et de beaucoup d'autres.

En décembre 1904, je fus subitement appelé à Saint-Pétersbourg par la maladie de mon père, que je trouvai atteint de paralysie, privé de l'usage de la parole et presque sans connaissance. Spectacle terrible que celui de la lutte de cet organisme si robuste avec la mort. Il succomba la veille de Noël, à la suite d'une seconde attaque.

En politique, c'était un conservateur convaincu. Il considérait le peuple russe comme trop peu développé et trop inculte pour pouvoir prétendre à une part active au gouvernement du pays. Il était en conséquence opposé à toute restriction du pouvoir absolu du Tzar. Je suis reconnaissant à la Providence d'avoir épargné à mon père le spectacle de l'effondrement de la Russie, qu'il avait aimée et servie toute sa vie.

XI

Lettres à ma femme concernant la guerre russo-japonaise et l'état de la Russie en 1905.

J'ai pensé qu'il ne serait pas inutile d'insérer dans ces mémoires quelques extraits des lettres échangées avec ma femme pendant nos séparations. Cette correspondance porte l'empreinte de la disposition des esprits du moment, et, à cause de cela, présente quelque intérêt.

Paris, le 24 août 1904, à Biarritz.

« Nous traversons une période bien triste de notre histoire. La retraite de Kouropatkine (Commandant en Chef de l'Armée Russe en Mandchourie) de Laojan se trouve être une défaite, causée en partie par le manque d'hommes et de munitions, mais aussi par le manque de cohésion dans le commandement. Il est inconcevable que, durant sept mois, l'on ne soit pas parvenu à réunir des forces satisfaisantes à Laojan, afin de pouvoir porter un coup décisif aux Japonais et terminer la guerre avant l'hiver. Les dernières nouvelles de la retraite de Kouropatkine sur Moukden, sous la menace d'un encerclement par l'armée de Kouroki, sont très inquiétantes. J'espère qu'il réussira à concentrer ses troupes quelque part près de Kharbine et à battre enfin l'ennemi. »

Saint-Pétersbourg, le 23 janvier 1905, à Paris.

« Quelques mots pour décrire ce qui se passe ici. Ce n'est pas gai. La Russie traverse une crise dangereuse, dont nul ne peut prévoir l'issue. Le lendemain de ton départ pour Paris, nous nous sommes réveillés sans journaux. La grève générale, suivie de l'état de siège, avait été proclamée depuis le matin. Il y avait près de cent mille grévistes. Je suis allé à pied au Ministère des Affaires Étrangères, par la Perspective Nevsky. Des groupes d'ouvriers et d'étudiants rôdaient partout, l'air insolent. Des patrouilles de cavalerie parcouraient les rues. J'ai éprouvé quelque difficulté à traverser la place du Palais, occupée par les troupes. On savait qu'à deux heures cent mille ouvriers devaient se rendre devant le Palais d'Hiver pour réclamer la présence de l'Empereur.

« L'ordre ne fut pas troublé durant toute la matinée. Vers 2 heures, la foule commença à serrer la troupe, qui dut faire feu en plusieurs endroits. Vers le soir, elle devint encore plus agressive, attaquant ceux qui passaient en uniforme. J'ai pu, non sans peine, atteindre le cercle. Des coups de feu retentissaient de différents côtés.

« Le chef de l'émeute semble être un prêtre – Gapone – aidé, dit-on, de Maxime Gorky. Le soir, des barricades furent élevées à Wassily-Ostrow, mais les troupes les enlevèrent aussitôt. La nuit fut calme. Les troupes restèrent sur leurs positions.

« Dès le matin, des bandes d'ouvriers envahirent la Perspective Nevsky et brisèrent les vitres du palais du Grand-Duc Serge. Ils se tinrent ensuite tranquilles jusqu'au soir ; mais, à 6 heures, l'électricité s'éteignit dans toute la ville, et les attaques contre les troupes reprirent de plus belle dans l'obscurité. En revenant du cercle avec Gagarine, nous assistâmes à quelques escarmouches entre les patrouilles de cavalerie et les bandes d'apaches armés, qui profitaient de l'émeute pour dévaliser les passants. Chez nous, la maison était plongée dans l'obscurité, et l'impression générale était lugubre. »

Saint-Pétersbourg, le 28 janvier 1905, à Paris.

« La ville est tranquille à présent, les ouvriers retournent pour la plupart à leur travail, les premiers journaux ont paru ce matin. On dit que la population a malmené quelques étudiants révolutionnaires ; elle commence, paraît-il, à s'apercevoir qu'elle a été victime d'agents provocateurs.

« Les partis politiques modérés, s'étant aperçus qu'ils jouaient avec le feu, se sont retirés de la partie. Un certain apaisement se fait sentir. Une victoire au front en ce moment serait plus nécessaire que jamais, car un succès pourrait produire ce que les revers n'ont pu faire : une union de tous les Russes pour combattre au dehors l'ennemi commun et rétablir l'ordre à l'intérieur. »

Saint-Pétersbourg, le 29 janvier 1905, à Paris.

« Depuis hier, tout est calme. Les bandes d'émeutiers ont disparu de la Perspective Nevsky, les troupes aussi. Les habitants peuvent par conséquent sortir sans risquer d'être massacrés par des apaches ou tués par la fusillade dans la rue. La ville commence à reprendre son aspect ordinaire.

« Un communiqué signé du Ministre des Finances et de Trépoff (Chef de la Police), enjoignant aux ouvriers de retourner aux usines et de se méfier des agents provocateurs, a paru aujourd'hui. Quelques

usines ont repris le travail ; on espère, que d'autres suivront leur exemple. »

Paris, le 29 mai 1905, à Iaroslav.

« Les malheurs se suivent à présent avec une telle rapidité, qu'on n'a guère le temps de rassembler ses idées. Nous venons d'apprendre la nouvelle de la destruction de toute la flotte de l'Amiral Rojdestvensky. Un tel désastre ne nous était encore jamais arrivé, même durant cette malheureuse guerre.

« Hier, une bombe fut jetée ici sous la voiture du Roi d'Espagne, qui fit preuve du plus grand sang-froid et dit seulement : « C'est notre métier. »

Paris, le 11 juin 1905, à Iaroslav.

« J'ai été très impressionné par la nouvelle qu'une démonstration de 12.000 ouvriers, avec drapeaux rouges, avait eu lieu à Lesnoe (près de Saint-Pétersbourg). J'espère que tout est calme dans vos parages (Ilaroslav).

« Les négociations de paix avec le Japon ont commencé, mais je prévois de grandes difficultés, les Japonais ne voulant pas dévoiler leurs prétentions avant l'ouverture officielle des négociations. »

Paris, le 22 juillet 1905, à Iaroslav.

« Nous sommes tous sous le coup des événements d'Odessa (mutineries dans la flotte de la Mer Noire). J'espère que ces désordres seront promptement réprimés, car ils pourraient facilement s'étendre à d'autres troupes. Les journaux parlent aujourd'hui de séditions parmi les équipages de Libau, Réval et Kronstadt.

« Hier, paraît-il, l'Empereur a présidé à Peterhof, la seconde séance du Conseil, qui élabore le projet d'une Douma d'Empire ; il semble que les débats aient été très animés. Le Conseil est composé de tous les Ministres et de quelques personnes convoquées en qualité d'experts. L'Empereur, très pâle et visiblement ému, conduit et résume très habilement les débats. Les membres du Conseil émettent librement leurs avis en s'adressant au Président.

« Le moment est grave, car il s'agit de transformer toute la structure politique de l'État. Que Dieu donne à la Russie le calme et la sagesse nécessaires pour traverser heureusement cette crise !

« Les négociations avec le Japon sont ardues. »

Paris, le 20 août 1905, à Iaroslav.

« Nous venons d'apprendre la fin des négociations russo-japonaises et la signature de la paix. »

Berlin, le 26 novembre 1905, à Iaroslav.

« Je suis arrivé à Berlin ce matin, tous les hôtels sont pleins de Russes ; j'ai eu beaucoup de difficultés à obtenir une chambre. Les communications avec la Russie ne sont pas encore rétablies. Les journaux arrivent très irrégulièrement. »

Saint-Pétersbourg, le 30 novembre 1905, à Iaroslav.

« Voici deux jours seulement que je suis arrivé, et j'ai entendu tant d'interprétations contradictoires de la situation qu'il m'est très difficile d'énoncer une opinion. En ville, tout paraît si calme qu'on a peine à croire que la Russie traverse une crise aussi aiguë. Beaucoup de propriétés ont été pillées et détruites, beaucoup de propriétaires vendent leurs terres pour rien. L'insuffisance des troupes sur place est une des causes du pillage ; là où elles sont en nombre suffisant, l'ordre est facilement rétabli et les troubles réprimés.

« Witte devient tous les jours plus impopulaire dans tous les partis. Les extrémistes et les modérés s'en méfient également. Les premiers le considèrent comme un agent de la franc-maçonnerie, les seconds pensent qu'il n'attend que le rétablissement du calme pour revenir à l'ancien système de gouvernement. Sa politique est vivement critiquée par tout le monde : elle est, en effet, incompréhensible. Ses partisans expliquent son inaction par le manque de troupes, et lui prêtent l'espoir que les partis modérés finiront par se détacher de la révolution. La coopération de tous les partis modérés et raisonnables serait en effet le seul moyen de dompter l'anarchie croissante.

« J'ai assisté dernièrement à la séance inaugurale de la Ligue du 17 octobre. Elle a été ouverte par plusieurs discours éloquents et sensés. Si les partis modérés voulaient s'unir étroitement, la lutte contre les extrémistes pourrait l'emporter, quoique ces derniers aient l'avantage d'être mieux organisés et de ne reculer devant rien pour arriver à leurs fins.

« P. Dournovo (ancien Directeur du Département de la Police) est le candidat de tous les partisans de l'ordre pour le poste de Ministre de l'intérieur. »

Saint-Pétersbourg, le 25 décembre 1905, à Paris.

« Je vais tous les jours au cercle et y vois beaucoup de monde. On dit que Dolgoroukoff (le Prince A. Dolgoroukoff : qui commanda le régiment des Chevaliers Gardes au début de la guerre de 1914) s'est distingué, et qu'il sera décoré de la Croix de Saint-Georges. Il a tenu tête, avec trois sotnia de cosaques seulement, à huit bataillons ennemis, et a quitté la position le dernier, son manteau troué par les balles. Skoropadsky (proclamé hetman de l'Ukraine en 1918) s'est distingué également. Ils ont tous deux fait honneur à notre régiment… De bien mauvaises nouvelles de Port-Arthur. Il ne reste que 12.000 hommes, y compris marins et volontaires, pour défendre la place. Il faut s'attendre à sa reddition d'un moment à l'autre. »

Saint-Pétersbourg, le 31 décembre 1905, à Paris.

« Le Prince Mirsky, Ministre de l'intérieur est démissionnaire, mais son successeur n'est pas encore nommé.

« J'ai été reçu hier par l'Empereur et les deux Impératrices. L'impératrice-Mère a discuté longuement la situation intérieure. L'Empereur a parlé successivement des affaires de Paris et de la Commission du Dogger Bank, de la collision entre l'Amiral Doubassoff (président de la délégation russe) et l'amiral anglais : l'incident s'étant produit après mon départ de Paris, je l'ignorais. L'Empereur me dit que, connaissant le caractère violent de Doubassoff, il l'avait sermonné avant son départ, lui enjoignant le calme et la prudence. Je lui répondis que l'amiral nous avait tous frappés à Paris par son tact et sa tenue ; que s'il s'était laissé aller à un mouvement d'emportement, cela avait sans doute été causé par l'attitude de ses adversaires. »

XII

M. Isvolsky, Ministre des Affaires Étrangères (1906). Ma nomination comme Conseiller au Ministère des Affaires Étrangères à Saint-Pétersbourg. Les trois Doumas d'Empire. M. Stolypine.

En juin 1906, M. Isvolsky, qui avait succédé au Comte Lamsdorff comme Ministre des Affaires Étrangères, me proposa de revenir en Russie afin d'occuper le poste qu'il voulait créer de Directeur Politique au Ministère des Affaires Étrangères. La perspective de retourner en Russie me tentait beaucoup. Comme je l'ai dit plus haut, la vie à l'Étranger commençait à me peser ; en outre, la perspective d'être à même de surveiller mes propres affaires en même temps que l'éducation de mes fils, et aussi, de suivre de près les événements de Russie, me décidèrent à accepter l'offre du Ministre.

Je rentrai donc en novembre à Saint-Pétersbourg avec ma famille et je pris possession de mon nouveau poste de Conseiller au Ministère. Le poste de Directeur Politique n'avait pas encore été créé, et sa création présentait quelque difficulté. En fin de compte, M. Isvolsky, comme l'avaient, du reste, fait avant lui ses prédécesseurs, renonça à ses vastes projets de réorganisation du Ministère et tout demeura comme par le passé. Le Directeur de la Chancellerie ministérielle, A. Savinsky, remplissait, de fait, le rôle de Directeur Politique, toute la correspondance avec nos missions à l'Étranger étant concentrée dans son Département. Il possédait lui-même toutes les qualités nécessaires pour faire un excellent Directeur Politique.

Quant à moi, je fus nommé représentant du Ministère à la Douma d'Empire. Mes nombreuses relations parmi les membres des partis modérés avaient décidé le Ministre à me nommer à la place de M. A. Giers, qui avait occupé ce poste avant moi.

Le 17 octobre 1905, parut l'oukase concernant la convocation de la première Douma. La séance inaugurale eut lieu le 27 avril 1906. L'Empereur reçut les membres des deux Chambres dans une des salles du Palais d'Hiver. Il leur adressa un très beau discours, dans lequel il les exhorta de s'unir étroitement, sans différence de parti, pour travailler au bien-être et à la prospérité de la Russie. Il leur fit observer

que, pour atteindre ce but, la liberté seule ne saurait suffire : elle devait avoir pour base l'ordre et la légalité. En formant des vœux ardents pour le bonheur de son peuple, l'Empereur termina en exprimant l'espoir de pouvoir transmettre à son fils en héritage un pays puissant et bien organisé.

La première Douma se trouva être composée d'éléments d'opposition tellement violents qu'aucun travail coordonné avec le gouvernement ne fut possible. Les séances se transformèrent en meetings houleux et la tribune de la Douma devint une arène de propagande révolutionnaire et d'attaques virulentes contre le Gouvernement. Pas un seul projet de loi ne fut élaboré durant toute la session. L'esprit de l'Assemblée peut être défini par les paroles suivantes d'un de ses membres, W. Nabokoff : « Le pouvoir exécutif doit se soumettre au pouvoir législatif. »

En juillet 1907, après une proclamation révolutionnaire de la Douma adressée au peuple, concernant la question agraire, l'Assemblée fut dissoute. Cet acte du Gouvernement ne provoqua dans le pays, contrairement à l'attente générale, ni désordres, ni troubles. Un certain nombre de membres du parti dit « cadet » se contentèrent d'un voyage à Viborg (en Finlande), d'où ils lancèrent au pays un appel révolutionnaire qui resta sans aucun effet.

Après cet incident, le ministère fut complètement remanié. M. Stolypine devint Président du Conseil, et M. Pierre Dournovo, Ministre de l'intérieur. La seconde Douma ne différa que peu de la première. Elle était composée en grande partie de socialistes-révolutionnaires. M. Golovine, Maire de Moscou, fut élu Président. Cette Assemblée se montra, ainsi que la précédente, incapable d'aucun travail cohérent. Elle employa tout son temps et toutes ses facultés à lutter contre le Gouvernement. Les projets de loi élaborés par le Cabinet ne purent être votés, tout le temps de l'Assemblée étant pris par des manœuvres révolutionnaires, ce qui provoqua de la part de M. Stolypine, généralement calme et réservé, ces paroles adressées à l'aile gauche : « Vous voulez de grands bouleversements, tandis que nous voulons une grande et forte Russie. » Ces paroles eurent un grand retentissement dans tout le pays ; elles furent applaudies par tous les partisans de l'ordre. Après quelques mois, la seconde Douma fut également dissoute.

Les éminentes qualités d'homme d'État et de grand patriote de M. Stolypine prenaient tous les jours plus de relief et le rendaient très populaire. Il avait une profonde connaissance et une vraie compréhension de la Russie, ce qui l'aidait dans la tâche qu'il s'était imposée de tirer le pays du chaos et de l'anarchie dans lesquels il se débattait depuis plusieurs années.

Une nouvelle loi électorale promulguée le 3 juillet 1907 permit de convoquer enfin une Douma capable de travailler. Pour la première fois, un travail coordonné du Gouvernement avec les représentants du pays devint possible, bien que les partis du centre, sur lesquels s'appuyait le gouvernement de M. Stolypine, ne disposassent pas d'une majorité absolue.

La réforme agraire (surnommée réforme de Stolypine), si elle avait pu être menée à bon terme, aurait probablement sauvé la Russie de la révolution et de ses conséquences désastreuses pour le pays. Mais Stolypine n'était pas destiné à accomplir son œuvre jusqu'au bout : l'arme d'un assassin devait l'enlever à la Russie au moment où elle avait le plus besoin de lui.

XIII

Relations entre Saint-Pétersbourg et Vienne (1908). Buchlau. Annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche. Tension entre Saint-Pétersbourg et Vienne.

En janvier 1908, à l'occasion de la discussion du budget du Ministère des Affaires Étrangères, M. Isvolsky débuta à la Douma avec un long exposé de la situation internationale et des relations de la Russie avec les autres Puissances. Son discours fut applaudi par l'Assemblée tout entière. Ce moment fut l'apogée de sa carrière.

En avril, eut lieu un échange de vues concernant la révision de l'accord de Mursteg entre la Russie et l'Autriche-Hongrie (maintien du *statu quo* dans les Balkans). Durant ces pourparlers, le Baron Aerenthal, devenu Ministre des Affaires Étrangères, souleva la question de l'éventualité de l'annexion à l'Autriche-Hongrie des Provinces de Bosnie et d'Herzégovine, occupées par elle en vertu de l'article 25 du Traité de Berlin.

M. Isvolsky fit au mois d'août une cure à Carlsbad, où il rencontra le Comte Berchtold, qui avait remplacé le Baron Aerenthal à Saint-Pétersbourg. Ce dernier l'invita à passer quelques jours chez lui dans sa propriété Buchlau, où le Baron Aerenthal était également attendu. À Carlsbad, ainsi qu'à Buchlau, la politique balkanique des deux pays fut l'objet d'un échange de vues entre M. Isvolsky et les diplomates autrichiens ; la question de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine y fut également discutée.

Le 4 octobre, M. Isvolsky arriva à Paris. C'est là qu'il apprit que l'annexion de la Bosnie devait être proclamée le lendemain. Le décret parut, en effet, le 5 octobre 1908 ; il fut communiqué aux autres Puissances par le Gouvernement autrichien. La Bulgarie proclama en même temps sa propre indépendance.

Ce procédé de la part de l'Autriche provoqua un vif ressentiment à Saint-Pétersbourg, à Belgrade et à Constantinople, et faillit allumer la guerre générale.

Les efforts de M. Isvolsky à Paris et à Londres pour y obtenir des promesses définies concernant la question des Détroits échouèrent ; ses

démarches à Berlin subirent le même sort ; il revint en Russie plein de ressentiment contre son collègue autrichien, auquel il ne pardonna jamais ce coup porté à son amour-propre et à son prestige personnel. Depuis ce moment, il se considéra, ainsi qu'il l'exprimait lui-même, comme « un homme fini ».

Les pourparlers entre les ministres russe et autrichien à Buchlau ont été interprétés d'une façon fort différente par les principaux participants et donnèrent lieu à des malentendus qui influèrent sur toute la politique européenne des années qui précédèrent la guerre de 1914. M. Isvolsky affirmait avoir soutenu à Buchlau la thèse du caractère international de l'annexion : selon lui, celle-ci devait être soumise à une conférence internationale, et les pays intéressés avaient droit à un dédommagement. Il accusait le Comte Aerenthal de l'avoir induit en erreur en lui taisant le fait de la décision déjà prise de proclamer incessamment l'annexion, le plaçant ainsi à son arrivée à Paris devant le fait accompli.

La question de l'annexion avait en effet été décidée à Vienne au moment de l'entrevue de Buchlau, et M. Isvolsky était en droit de se considérer comme dupé par le Comte Aerenthal au sujet de la date de cette annexion, qui avait déjà été notifiée à Berlin et à Rome.

Le Comte Aerenthal, d'un autre côté, affirmait énergiquement que M. Isvolsky avait, sous certaines conditions, donné son assentiment à l'annexion de ces provinces. D'ailleurs, il reconnaissait s'être engagé à entamer ensuite, avec le Cabinet de Saint-Pétersbourg, des pourparlers concernant la question des Détroits.

De ce moment, date la tension des rapports entre les Puissances et leur séparation définitive en deux camps opposés. L'Allemagne se rangea aux côtés de son alliée ; l'Angleterre et la France désapprouvèrent l'action de l'Autriche ; elles prirent le parti de la Russie et votèrent pour la réunion d'une conférence, ne fût-ce que pour enregistrer le fait de l'annexion, et l'annulation du § 25 du Traité de Berlin.

Je n'ai pas qualité pour juger à quel point la conduite du Comte Aerenthal était justifiée, du point de vue des intérêts de la Monarchie Austro-Hongroise. Il la motivait par la révolution en Turquie et par l'arrivée au pouvoir des jeunes turcs. Sa manière d'agir m'a toujours paru une faute, même du point de vue des intérêts de son pays. Ses procédés ont certainement manqué de loyauté : ils ont été en quelque sorte une répétition générale des événements de 1914. On retrouve d'ailleurs dans le second drame la plupart des acteurs qui figuraient dans le premier. M. Isvolsky, Ministre des Affaires Étrangères de Russie en 1908, était en 1914 Ambassadeur de Russie à Paris. Le Comte Berchtold, Ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg en 1908, était

en 1914 Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche-Hongrie. Le Comte Pourtalès était toujours Ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg ; et M. vVon Tschirschky, Ambassadeur d'Allemagne à Vienne. Le Comte Forgach, Ministre d'Autriche à Belgrade en 1908 occupait en 1914, à Vienne, le poste important de Sektionschef au Ministère des Affaires Étrangères ; il joua dans cette capitale un rôle prédominant, surtout après le départ du Comte Szapary pour Saint-Pétersbourg.

Le Prince de Bulow et M. de Kiderlen-Waechter avaient été remplacés à Berlin, en 1914, par M. de Bethmann-Hollweg et M. de Jagow, très inférieurs à leurs prédécesseurs comme capacité et expérience.

Loin de diminuer, l'excitation provoquée à Belgrade et à Constantinople par l'annexion allait toujours croissant. Elle se manifesta par des préparatifs militaires et par le boycottage des produits autrichiens.

Les rapports entre M. Isvolsky et le Comte Aerenthal avaient atteint un tel degré de tension que tout contact personnel entre le Ministre des Affaires Étrangères de Russie et l'Ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg avait cessé ; leurs rapports se bornaient à un échange de notes officielles. Le Comte Aerenthal menaçait de faire publier la correspondance, secrète échangée entre les deux Cabinets ; M. Isvolsky accusait son collègue autrichien de chantage politique.

XIV

Tension entre les deux groupes de puissances. Crise de 1909 – précurseur de celle de 1914.

Après cinq mois de négociations, un accord fut conclu en mars 1909 entre la Porte et le Cabinet de Vienne, en vertu duquel la Turquie reconnaissait l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine ; de son côté, l'Autriche prenait certains engagements concernant les populations musulmanes de ces provinces ; elle s'engageait, en outre, de payer à la Porte deux millions et demi de livres turques.

Après en avoir fini avec la Turquie, le Comte Aerenthal se tourna du côté de la Russie et de la Serbie. Il s'adressa personnellement au Chancelier Prince de Bulow pour obtenir l'appui de l'Allemagne. Le Cabinet de Berlin résolut de venir en aide à son alliée en pesant sur le Cabinet de Saint-Pétersbourg, aux fins d'obtenir son consentement à l'abrogation du § 25 du Traité de Berlin. Le Comte Pourtalès fut chargé à Saint-Pétersbourg par le Chancelier, d'une démarche qui avait tout le caractère d'un ultimatum. La Russie – qui ne s'était pas encore remise des effets de la guerre avec le Japon et du mouvement révolutionnaire de 1905 – céda, et ce fut ainsi que tomba le principal obstacle à la reconnaissance de l'annexion des provinces bosniaques. Les pourparlers à ce sujet avec les autres Puissances, la Serbie et le Monténégro en premier lieu, se poursuivirent encore quelque temps ; grâce à l'appui de Berlin, l'Autriche arriva à ses fins, et toutes les Puissances donnèrent en fin de compte leur assentiment à l'abrogation du § 25 et à la modification du § 29 du Traité de Berlin.

Si tout danger de guerre fut écarté pour le moment, un sentiment de sourde hostilité continua toutefois à subsister entre les deux camps : trop de matières inflammables s'étaient accumulées des deux côtés durant les derniers mois.

La réussite de l'entreprise du Comte Aerenthal fit naître en Autriche l'impression que, soutenue par l'Allemagne, elle pouvait poursuivre sa politique balkanique sans crainte de provoquer par là une guerre européenne. Berlin, de son côté, n'avait pas suffisamment pris en considération les circonstances qui avaient amené alors la Russie à se montrer aussi conciliante en 1909. Le manque de cohésion entre les puissances de l'Entente en était une.

La conviction que la Russie ne ferait pas la guerre et qu'elle serait obligée de céder au dernier moment, eut certainement une grande influence sur les décisions des Cabinets de Berlin et de Vienne pendant la crise de 1908-1909. Au cours d'un entretien qu'il eut avec Sir Donald Mackensie Wallace, le Comte Aerenthal s'exprima ouvertement : « Je connais la Russie comme ma poche », dit-il, « elle ne fera pas la guerre ».

Le Comte Thurn qui, en 1909, avait succédé au Comte Berchtold à Saint-Pétersbourg, prévint maintes fois son Gouvernement du changement survenu dans l'opinion publique en Russie depuis la crise de 1908. Il attira à plusieurs reprises l'attention du Comte Berchtold sur le danger de renouveler les manœuvres de 1908 ; il affirma que l'humiliation subie par la Russie à cette époque était loin d'être oubliée ; il signala que ce serait une faute extrêmement grave de vouloir recommencer. Mais il n'est pire sourd que celui qui ne veut entendre.

Le Comte Berchtold – ainsi que M. von Tschirschky et le Comte Forgach – avaient tous les trois séjourné en Russie à différentes époques, et, de même que le Comte Aerenthal et beaucoup d'autres étrangers, ils étaient convaincus qu'ils connaissaient et comprenaient la Russie à fond, et qu'elle ne ferait pas plus la guerre en 1914, qu'elle ne l'avait faite en 1908. Mais ce qui était vrai en 1908 ne l'était plus en 1914. Ni en 1914 ni en 1908, la Russie ne voulait la guerre ; mais la situation était tout autre.

Dans ses Mémoires, le Prince de Bulow attribue la principale responsabilité pour les événements de 1914 à son successeur, M. de Bethmann-Hollweg, et à son principal collaborateur, M. de Jagow. Il affirme que, s'il avait été encore Chancelier en 1914, il n'y aurait pas eu de guerre : selon lui, l'Allemagne aurait empêché son alliée d'attaquer la Serbie, et elle-même n'aurait pas déclaré la guerre à la Russie. Mais il se tait sur le fait que la cause principale de la guerre de 1914 n'était pas tant l'incapacité des dirigeants de la politique des États Centraux – à laquelle il fait allusion, – que la situation politique générale, laquelle avait mûri précisément durant les années où le Prince de Bulow dirigeait en personne la politique de l'Empire d'Allemagne.

XV

Séjour en Russie.

Comme représentant du Ministère des Affaires Étrangères, je suivais régulièrement les séances de la Douma, et me trouvais ainsi en contact journalier avec les représentants des différents partis politiques. J'appris de la sorte à mieux connaître les cercles politiques, que j'avais peu fréquentés jusque-là. Ces notions ne suffisent tout de même pas pour que je m'arrête longuement ici sur l'activité de ces milieux, non plus que sur celle de la Douma d'Empire : je laisse cette tâche à d'autres plus compétents et plus versés que moi dans la politique intérieure de la Russie des dernières années.

Je profitai du loisir que me laissaient mes occupations au ministère et à la Douma pour mettre en ordre mes propres affaires qui avaient passablement souffert de mes longues absences à l'Étranger. Je parvins ainsi à visiter deux propriétés dont je venais d'hériter de mon oncle A. Gontcharoff. Un de ces domaines – Iaropoletz, près de Moscou – encore que de faible étendue, offrait un grand intérêt artistique et représentait en outre, pour moi un souvenir familial, car ma mère était née et avait passé son enfance à Iaropoletz. Le château datait du XVIIe siècle, c'est-à-dire du temps de l'Hetman de Petite-Russie, Dorochenko. Ce dernier, après s'être soumis, en 1676, au Gouvernement de Moscou, avait été voiévoda à Viatka, et obtenu en fief le village de Iaropoltche (comme il s'appelait alors) ainsi que les terres avoisinantes. Il était mort en 1698. Iaropoletz passa par héritage à la famille Zakriajsky et plus tard, en 1807, aux Gontcharoff. En 1833, notre grand poète Pouchkine, qui était marié à une Gontcharoff, y venait souvent voir sa belle-mère, Nathalie Gontcharoff, née Zakriajsky. La légende prétendait qu'il aimait à se promener dans le beau jardin du château dont une des allées portait son nom.

Le château, les communs, ainsi que la muraille flanquée de tourelles qui entourait toute la propriété, étaient du même style. Ils avaient été entretenus en bon état jusqu'à la révolution. Ils subirent alors le sort de la plupart des monuments artistiques de l'ancienne Russie.

L'autre propriété, dont j'avais également hérité de mon oncle, se trouvait au gouvernement de Riazan ; elle se nommait Ilitzino. Si elle était plus importante comme étendue et plus intéressante comme revenu, elle était, par contre, la source d'éternelles disputes avec les

paysans des villages avoisinants, qui détenaient en fermage une grande partie de la terre.

Une troisième propriété, dont il a été question plus haut, et située dans le gouvernement de Iaroslav, avait un tout autre caractère. Là, à l'inverse de Iaropoletz, tout était neuf et avait dû, en grande partie, être créé par nous, car nous avions acheté le domaine en très mauvais état. C'est nous qui avions fait bâtir la maison et la plus grande partie des communs. C'est nous encore qui avions élevé le bétail, défriché les champs et mis les forêts en exploitation. Après dix ans de travail, la propriété était devenue une ferme modèle renommée dans tout l'alentour pour ses produits agricoles. Les paysans venaient de loin pour acheter du bétail, des poules, des cochons, et pour demander des indications et des conseils, dont ils avaient grand besoin pour intensifier le rendement de leurs terres.

Quand la révolution éclata, elle balaya d'un coup ces foyers de culture et de progrès.

Si ce livre n'était qu'une biographie, et n'avait pas pour but principal de renseigner le lecteur sur les événements politiques auxquels je pris part durant ma vie diplomatique, je me serais étendu plus longuement sur la vie mondaine de Saint-Pétersbourg, ses bals de Cour, ses théâtres, son ballet, ses cercles si confortables et si gais, sa vie nocturne, enfin sur tout ce qui faisait le charme de l'ancienne capitale russe, sur tout ce qui faisait qu'elle était aimée, non seulement des Russes, mais aussi des nombreux étrangers qui, à différentes époques, s'y étaient installés avec leurs familles.

XVI

Arrivée à Berlin (1909). Comte Osten-Sacken. Baron Jerofei Kousmitch Osten-Sacken. Le père Maltzeff.

Je reprends dans ce chapitre le récit de ma vie, que j'avais interrompu un moment.

Revenu en septembre 1909 de la campagne et rentré à Saint-Pétersbourg, je me rendis aussitôt au Ministère, où j'eus un long entretien avec M. Isvolsky. Je lui exposai ma manière de voir sur nos rapports avec l'Allemagne et sur la nécessité d'entretenir les relations de bon voisinage qui avaient existé durant de longues années, mais qui s'étaient gâtées à la suite des événements de 1908-1909.

Le Ministre me répondit par ces mots : « Eh bien, nous verrons comment vous vous tirerez d'affaires. »

Le 29 septembre 1909, je partis pour Berlin rejoindre mon nouveau poste. La monotonie du paysage qui se déroule devant, les yeux pendant tout le parcours entre Saint-Pétersbourg et Berlin est telle qu'on n'a aucune envie de regarder par la fenêtre, et que j'occupai ces longues heures à lire d'un trait le livre de Huret : *Berlin*. Je fus frappé par le sentiment qu'il exprime concernant l'ennui qu'inspire au bout d'un certain temps l'aspect de cette ville ; on finit par éprouver l'envie d'aller voir autre chose. L'auteur attribue ce sentiment à la monotonie de constructions qu'on sent trop être récentes, et sorties de terre à la fois. Je ne tardai pas à éprouver la justesse de l'observation de Huret : elle exprimait assez bien mon propre sentiment quand je passais par les rues de Berlin, si régulières, bien tenues, bordées de fleurs. L'œil ressentait à la fin une certaine fatigue et l'on eût souhaité pouvoir reposer sa vue sur quelque chose de moins régulier et monotone.

Comme la plupart de mes compatriotes, je connaissais bien Berlin, sans y avoir fait de longs séjours. Avant l'apparition des grands express européens, cette ville resta pendant de longues années, la première étape des voyageurs russes se rendant à l'Étranger. Ces passages par Berlin m'avaient d'ailleurs laissé une bonne impression. L'animation et la propreté des rues, la tenue correcte des gens qu'on rencontrait, et surtout celle des militaires, m'avaient laissé un souvenir favorable.

En approchant de la gare de Friedrichstrasse où je devais descendre

dans le vacarme des trains allant dans tous les sens, je me demandai, non sans une certaine émotion, quel accueil m'était réservé dans la capitale allemande, et si je serais en état d'accomplir une partie au moins de la tâche que j'avais assumée.

De la gare, je me rendis à l'Hôtel Bristol que j'avais choisi à cause de sa proximité de l'Ambassade de Russie. Le lendemain, sans perdre de temps, je me rendis à l'Ambassade pour me présenter, au Comte Osten-Sacken, Ambassadeur de Russie à Berlin, et faire la connaissance de mes nouveaux collègues. L'Ambassadeur me reçut très cordialement.

Le Comte Osten-Sacken avait alors plus de 80 ans et, les dernières années, sa santé s'était altérée au point que, de peur de prendre froid, il ne quittait presque plus l'Ambassade. Les secrétaires de l'Ambassade Van der Fliet, Miassoïedoff, Jonoff et Benckendorff étaient tous d'excellents travailleurs, et ils me mirent très vite au courant des affaires en cours.

Je me mis alors à la recherche d'un appartement, et réussis bientôt à m'installer dans un petit, mais très confortable rez-de-chaussée, donnant sur la Königsplatz, en face du Reichstag. Il avait été habité précédemment par le Baron L. Khorring, nommé depuis peu Ministre de Russie à Darmstadt. Ce dernier avait été, pendant de longues années, membre très populaire de l'Ambassade de Russie à Berlin. Il était très apprécié par la société berlinoise où tout le monde, y compris l'Empereur, l'appelait « Loloky » tout court.

Le Comte et la Comtesse Osten-Sacken étaient très en faveur dans la capitale, et jusqu'au décès de la Comtesse, qui eut lieu un an avant mon arrivée, l'hôtel de l'Ambassade était très fréquenté par la société de Berlin et par les membres du corps diplomatique. Après sa mort, la santé de l'Ambassadeur ayant beaucoup baissé, les réceptions se bornèrent à quelques dîners.

Les membres de l'Ambassade étaient généralement invités à d'excellents déjeuners, au cours desquels le Comte Osten-Sacken nous narrait des histoires fort intéressantes sur sa longue vie diplomatique. Il avait occupé successivement les postes de secrétaire à Munich et à Florence, de Ministre Résident à Darmstadt (où il avait représenté l'Empereur Alexandre II au baptême de la Princesse Alice, future Impératrice de Russie), de Ministre à Munich, enfin d'Ambassadeur à Berlin, où il avait remplacé le très populaire Comte Schouvaloff.

Si ces récits étaient vraiment intéressants quand on les entendait pour la première fois (le Comte Osten-Sacken avait connu intimement beaucoup de personnages historiques intéressants, tels que l'Empereur Alexandre II, le Prince Gortchakoff, le Prince Bismarck, Cavour et

beaucoup d'autres), ils l'étaient moins par contre la deuxième fois, et plus du tout la troisième ; mais il n'y avait rien affaire ; il fallait tout écouter jusqu'au bout. Comme beaucoup de vieillards, il avait un faible pour se raconter, et il voulait que ses auditeurs fussent attentifs, sans se soucier le moins du monde de ce qu'ils pensaient.

C'est ainsi que j'appris quelques détails intéressants sur la vie du père de l'Ambassadeur, le Baron Jerofei Kousmitch Osten-Sacken, général de beaucoup de mérite, dont la carrière militaire mérite d'être signalée ici. Dès sa naissance, en 1793, il fût inscrit comme sergent au régiment Semenovsky ; à l'âge de 12 ans, il fut promu officier au 5e régiment des Hussards d'Elisabethgrad. Comme adolescent, il prit part à la bataille d'Austerlitz en qualité d'officier d'ordonnance de son père, lequel fut mortellement blessé pendant la bataille par un cuirassier français qui lui fendit le crâne d'un coup de sabre. En 1848, il prit part à la campagne de Hongrie. Nommé en 1854 chef de la défense d'Odessa, il défendit l'entrée de la baie contre la flotte anglaise. Plus tard, comme chef de garnison de Sébastopol, à la défense du 4e bastion, il fut le dernier à traverser le pont qui reliait les deux baies.

Il fut décoré à cette occasion de l'ordre de Saint-André avec glaives, et reçut le titre de Comte. La guerre finie, il fut nommé général en chef de la région de Novorossisk. En cette qualité, il fut mis, au courant de tous les détails de ce mystérieux événement. Le Comte Jerofei Osten-Sacken connut plus tard Fedor Kousmitch (le vieillard qui passait pour être l'Empereur Alexandre Ier) » et correspondit avec lui jusqu'à sa mort. Bien que son rang d'Aide de Camp Général exigeât sa présence à toutes les cérémonies officielles, il se refusa jusqu'à la mort de Fedor Kousmitch à assister aux services funèbres pour l'âme de l'Empereur Alexandre Ier. Il mourut dans sa propriété de Kherson le 3 mars 1881. Une semaine avant sa mort, il perdit connaissance ; mais le 1er mars, jour où fut assassiné l'empereur Alexandre II, il se redressa tout à coup sur son lit, fit le signe de la croix et prononça très haut ces paroles : « Prenez soin de l'Empereur » ; puis il reperdit connaissance.

Le dimanche, l'ambassadeur invitait également à sa table l'archiprêtre de l'église russe, le Père Maltzeff. Il se plaisait, à cette occasion, à lui faire des observations sur sa manière d'officier et d'intercaler dans la liturgie des paroles de son propre cru. Le Père Maltzeff, prêtre très érudit et auteur de nombreux ouvrages sur la religion, se contentait de sourire de son sourire fin et à la fois débonnaire, après quoi il continuait à officier à sa manière.

XVII

Le Baron de Schoen. M. de Bethmann-Hollweg. Relations entre Berlin et Saint-Pétersbourg. M. Jules Cambon. Le Prince Lichnowsky.

L'âge avancé et la santé précaire de l'Ambassadeur étaient évidemment des circonstances peu favorables à l'expédition des affaires de l'Ambassade. Je m'en aperçus dès ma première visite au Ministre allemand des Affaires Étrangères, le Baron Schoen, que j'avais connu intimement lors de notre séjour simultané à Copenhague. Il me dit avoir appris avec d'autant plus de satisfaction ma nomination au poste de Conseiller de l'Ambassade de Russie, que l'état de santé du Comte Osten-Sacken ne permettait pas à celui-ci de se rendre fréquemment à la Wilhelmstrasse, ce qui retardait souvent la solution de questions importantes. Il m'engagea à venir le voir à toute heure.

Le Baron Schoen était un homme poli et aimable, mais sans grande autorité.

À la première occasion, l'Ambassadeur me présenta au Chancelier, M. de Bethmann-Hollweg, qui avait succédé depuis peu au Prince de Bulow. J'avoue qu'il me frappa surtout par sa taille. Excellent administrateur (il avait été Ministre de l'intérieur avant de devenir Chancelier de l'Empire), M. de Bethmann-Hollweg ne se débrouillait que très difficilement dans les questions compliquées de la politique internationale. Il n'avait pas le sens de l'intuition politique. Cela fut mis en évidence en juillet 1914, quand il dépendait en grande partie de lui d'éviter à son pays et au monde entier une guerre désastreuse.

Je me rendis bientôt compte que ma tâche ne serait pas facile, et que mon rôle personnel serait très ingrat et compliqué. Je me suis buté dès les premiers jours, dans les cercles politiques et militaires, à un sentiment de sourde hostilité et de méfiance qui perçait à travers les manières polies et les paroles aimables. Ce sentiment était entretenu par la presse des deux pays qui, loin de chercher à aplanir les difficultés, ne laissait passer aucune occasion d'envenimer, par des articles haineux, les rapports entre la Russie et l'Allemagne.

Durant mes entretiens avec les hommes politiques allemands et les fonctionnaires de la Wilhelmstrasse, je m'efforçais de les persuader de l'esprit foncièrement pacifique de l'Empereur Nicolas II et du calme de

l'opinion publique en Russie, qu'il ne fallait pas rendre responsable des articles de journaux. J'ajoutais à cela, que la Russie, ayant plus de territoires qu'il ne lui en fallait, ne songeait qu'à mettre de l'ordre dans ses affaires, et à introduire des réformes (agraires et autres) indispensables à son futur développement. Elle ne songeait nullement à des entreprises militaires, et n'avait aucune de ces arrières pensées d'encerclement dont on parlait tant dans la presse allemande.

Je ne niais pas que l'attitude de l'Allemagne, lors de la crise de 1908, avait profondément blessé l'amour-propre national russe et avait laissé, dans l'opinion publique et dans l'esprit des dirigeants de la politique russe de cette époque, un sentiment d'amertume à l'égard de sa voisine ; mais j'ajoutais qu'il ne dépendait que de l'Allemagne d'effacer cette impression en faisant preuve de plus d'aménité dans les discussions quotidiennes – à propos de questions de frontières et autres, – questions insignifiantes en elles-mêmes, mais qui, traitées avec aigreur, pouvaient facilement dégénérer en conflit armé.

Je ne prétends nullement avoir persuadé mes interlocuteurs, ni même avoir ébranlé leurs convictions concernant les soi-disant intentions agressives de la Russie, mais ce que je puis affirmer, c'est que les dispositions de la Wilhelmstrasse à mon égard s'en ressentirent favorablement. Le désir évident que je manifestais de m'entendre et de pouvoir m'expliquer a été évidemment apprécié par les hommes d'État allemands ; mes rapports avec la Wilhelmstrasse gagnèrent en cordialité, ils perdirent le caractère de gêne et d'hostilité qu'ils avaient eu au début de mon séjour à Berlin.

Après quelques mois de séjour dans la capitale allemande, nous nous étions créés, ma femme et moi, des relations très agréables dans la société berlinoise. Nous y retrouvâmes quelques parents : les Pucklers et les Byrons de Courlande, et beaucoup de familles ayant de nombreuses attaches avec la Russie : la Princesse Antoine Radziwill, les Hatzfeldts, les Henckel Donnersmark, et beaucoup d'autres. Les réceptions de la Princesse Henckel Donnersmark, dans son hôtel de la Pariser Platz, m'ont laissé un charmant souvenir.

La société de Berlin, de notre temps, passait une grande partie de l'année dans ses terres, et ne venait à Berlin que pour deux mois, pendant lesquels on vivait dans un tourbillon de dîners, soirées et fêtes de tous genres. À cette époque, la plupart des hôtels de l'aristocratie avaient déjà passé dans d'autres mains. La plupart du temps, les réceptions avaient lieu dans les hôtels Adlon et Esplanade, ce qui les privait de ce caractère d'intimité et de confort qui, au siècle passé, faisait le principal charme des réceptions.

Parmi les missions étrangères, celles que nous fréquentions le plus étaient : en premier lieu, l'Ambassade de France où M. et Mme Jules

Cambon, secondés de leur charmante fille, recevaient leurs invités avec la plus grande cordialité ; ils avaient l'art de réunir toujours chez eux des gens intéressants ; – l'Ambassade d'Angleterre dont nos vieux amis, les Goshen, étaient les hôtes ; – enfin l'Ambassade d'Italie, dont l'aimable et hospitalière famille Panza faisait les honneurs avec beaucoup de grâce et de distinction. L'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie, le vieux Comte Szegyeny Marich, doyen du corps diplomatique, recevait aussi beaucoup.

Pour en revenir à l'Ambassade de France et à son éminent chef, je n'ai certes pas besoin de faire ici l'éloge de M. Jules Cambon : c'est un personnage trop universellement connu et désormais illustre ; mais ayant passé à Berlin avec lui quelques années dans un moment très difficile (de 1909 à 1912), je considère de mon devoir de rendre ici hommage à ses éminentes qualités de diplomate et d'homme d'État, à son esprit fin et distingué, ainsi qu'à la persévérance avec laquelle il poursuivait son but. Tous ses efforts durant son séjour à Berlin eurent pour but de dissiper les malentendus entre la France et l'Allemagne, d'améliorer leurs rapports et de rendre possible un rapprochement entre les deux pays, rapprochement qui aurait probablement conjuré le danger de guerre suspendu sur l'Europe. Si ses efforts ne furent pas, malgré tout, couronnés de succès, c'est que l'orage devait éclater ; il n'a rien à se reprocher : il a fait tout ce qui était humainement possible de faire pour l'empêcher d'éclater.

La proximité du Tiergarten me permettait de faire chaque matin une promenade à cheval, l'équitation et le golf étant restés mes sports favoris. J'étais souvent accompagné dans ces promenades par quelques amis et connaissances : le Prince Lichnowsky, M. Knesebeck, le Prince Turn et Taxis et d'autres. Mes relations avec le Prince Lichnowsky dataient de Vienne, où il occupait alors le poste de Conseiller d'Ambassade. De santé délicate, d'esprit plutôt taciturne et réservé, c'était un homme intelligent et fort indépendant dans sa manière de voir et de juger les événements. Il n'était pas populaire à la Wilhelmstrasse, et sa nomination au poste d'Ambassadeur à Londres à la veille de la guerre, rencontra une forte opposition dans les sphères ministérielles à Berlin.

XVIII

Visites de l'Empereur Nicolas II à Cowes, Cherbourg et Racconigi (1909). Relations entre M. Isvolsky et le Comte Aerenthal. Tension entre Berlin et Saint-Pétersbourg.

En juin 1909, l'Empereur Nicolas II entreprit une tournée de visites à Berlin, Paris, Londres et Rome.

L'entrevue avec l'Empereur d'Allemagne eut lieu dans les skeres finlandaises. L'Empereur de Russie était accompagné du Président du Conseil Stolypine et du Ministre des Affaires Étrangères Isvolsky ; l'Empereur Guillaume, du Baron Schoen et du Comte Pourtalès. La rencontre fut très cordiale. M. Stolypine et M. Tsvolsky firent de leur mieux pour rassurer le Baron Schoen sur l'accord conclu avec le Cabinet de Londres concernant l'Asie Centrale.

Le Baron Schoen, de son côté, fit tout son possible pour persuader les ministres russes que l'Autriche ne nourrissait aucun projet de conquête dans les Balkans. Cette entrevue fut suivie de visites de l'Empereur Nicolas II à Cowes et à Cherbourg et, plus tard – en octobre de la même année – à Racconigi pour visiter la Cour d'Italie.

Cette dernière visite, – qui n'était que la suite logique des précédentes, et qui n'avait été retardée que pour des raisons de sécurité de l'Empereur, – fut interprétée à Berlin et à Vienne comme une démonstration contre les Puissances Centrales. Les Cabinets austro-allemands virent aussi dans cette démarche une reprise des visées russes sur le Proche-Orient, à la suite de l'échec subi en Extrême-Orient. L'entrevue de Racconigi leur inspira d'autant plus d'inquiétude qu'ils se rendaient parfaitement compte que leur alliance avec l'Italie était des plus fragiles et contraire aux aspirations de la nation italienne.

L'irritation de M. Isvolsky contre le Comte Aerenthal continuait à influencer sa politique, et le poussait à « causer » avec Vienne par l'entremise de Berlin, ce qui était évidemment contraire aux intérêts de la politique russe. À la fin de l'année, les rapports entre les deux ministres s'envenimèrent encore davantage à propos d'un article de M. Dillon paru dans la « Fortnightly Review ». Une rupture sembla même imminente et ne fut évitée que grâce à l'intervention de

l'Empereur Nicolas II et de M. Stolypine. Des négociations entre les Cabinets de Saint-Pétersbourg et de Vienne furent entamées dans le but de rétablir des rapports normaux entre les deux pays, et de conclure un accord concernant leur politique balkanique. Ces pourparlers traînèrent en longueur et menacèrent plusieurs fois de dégénérer en nouveau conflit.

La perspective d'une détente dans les rapports entre l'Autriche et la Russie… fut accueillie avec une grande satisfaction par tous les gouvernements, car la mésintelligence entre les dirigeants de la politique étrangère des deux États alourdissait toute l'atmosphère politique de l'Europe.

Elle influençait aussi défavorablement nos relations avec l'Allemagne, qui prenait toujours parti pour son alliée. La mauvaise humeur de Berlin se manifestait à chaque occasion. L'Empereur Guillaume avait sa manière à lui d'exprimer son mécontentement ; à une revue de conscrits, il ignora le général Tatistcheff, attaché à sa personne par l'Empereur Nicolas II, et l'Attaché Militaire russe, le général Michelson, bien qu'il fut passé par deux fois devant eux. Suivant l'exemple de son père, le Kronprinz changea de place à un déjeuner officiel pour ne pas se trouver à côté de notre Attaché Militaire.

De tels incidents ne mériteraient pas d'être mentionnés, si l'incourtoisie de personnages aussi haut placés n'avait pas suffi à créer une ambiance politique très défavorable à toute tentative de rapprochement entre les deux pays.

Au commencement de l'année 1910, le Comte Osten-Sacken partit en congé de trois mois et me transmit la gérance de l'Ambassade. Le moment était grave et exigeait toute notre attention. Berlin était devenu le centre d'importantes menées politiques. Le nouveau Chancelier, de Bethmann-Hollweg, différant en cela de son prédécesseur, le Prince de Bulow, croyait à la possibilité d'un rapprochement avec l'Angleterre sur la base d'une limitation des armements navals. Cette idée fut accueillie favorablement par certains cercles influents des deux pays ; mais elle rencontra une forte opposition de la part du Ministre de la Marine, créateur de la flotte allemande, l'Amiral von Tirpitz. Pour sa part, l'Ambassadeur de France, M. Jules Cambon, employait tout son talent et toute son énergie, à faire aboutir l'œuvre difficile d'un rapprochement entre la France et l'Allemagne.

Tout cela obligeait l'Ambassade à suivre avec la plus grande attention les événements et à faire de son mieux pour aplanir les malentendus qui surgissaient à tout moment entre Saint-Pétersbourg et Berlin et menaçaient à certains moments de dégénérer en conflit.

Vers la fin du mois de mars, M. Isvolsky traversa Berlin, en route pour Francfort et Biarritz, où il comptait rencontrer le Roi Édouard VII. En dînant avec moi à l'hôtel Continental, le Ministre me fit part de son intention de s'arrêter, au retour, à Paris, pour voir le Ministre des Affaires Étrangères français, et de rentrer ensuite directement en Russie, sans s'arrêter à Berlin. Je m'efforçai de lui démontrer le mauvais effet que produirait à Berlin un second passage sans arrêt, après les entrevues de Biarritz et de Paris. M. Isvolsky ne se laissa pas convaincre et tout ce que j'obtins fut qu'il partît de fort mauvaise humeur. Le Baron Schoen, ayant appris le passage de M. Isvolsky par Berlin, m'exprima tous ses regrets de ne pas avoir eu l'occasion de le voir, et de n'avoir pu lui parler avec franchise des relations entre les deux Cabinets, qu'il considérait non sans raison comme très tendues. Il me fallut toute une correspondance avec M. Isvolsky à Biarritz, et avec son remplaçant, M. Sazonoff, à Saint-Pétersbourg, pour obtenir qu'il changeât ses projets, et qu'à son retour, il s'arrêtât pendant quelques heures à Berlin. L'entrevue entre les deux Ministres fut satisfaisante et produisit une certaine détente entre les deux Gouvernements.

XIX

Mort du Roi Edouard VII. Politique anglaise. Commencement de la course aux armements. M. de Kiderlen-Waechter. Nomination de M. Isvolsky à Paris (1910). M. Sazonoff, Ministre des Affaires Étrangères.

Le 15 mai, le Comte Osten-Sacken revint à Berlin ; je lui remis la direction de l'Ambassade, et je partis en congé pour la Russie.

La mort du Roi Edouard VII, qui survint en mai 1910, fit naître dans les chancelleries européennes les sentiments les plus divers. On s'attendait à un changement radical dans la politique anglaise, mais aussi bien les craintes que les espérances provoquées respectivement par cet événement furent déçues. La politique de l'Angleterre ne subit aucun changement. La disparition du Roi, qui n'était qu'un très habile artisan de la politique même de la Grande-Bretagne, ne devait nullement affecter les rapports entre Londres, Berlin et Paris. Cette continuité dans les desseins n'étonna guère, d'ailleurs, ceux qui connaissaient bien l'Angleterre et l'esprit de suite de la politique anglaise.

La course aux armements avait commencé. Les grands crédits votés par l'Allemagne pour accroître ses forces de terre et de mer avaient provoqué des mesures correspondantes de la part des autres Puissances. Les plans agressifs d'encerclement et d'isolement de l'Allemagne, qu'à Berlin on attribuait au Roi Edouard, en les imputant à son animosité contre son neveu, n'étaient en réalité que des efforts de sa part pour maintenir l'équilibre politique en Europe (the balance of power) qui, de tout temps, a été la base de la politique de la Grande-Bretagne.

À mon retour, en septembre, je trouvai de grands changements à la Wilhelmstrasse. Le Baron Schoen avait été nommé Ambassadeur à Paris. Il avait été remplacé par M. de Kiderlen-Waechter, Ministre d'Allemagne à Bucarest. Ce dernier présentait en tout un contraste frappant avec son prédécesseur ; autant le Baron Schoen était affable et courtois dans sa manière d'être, autant M. de Kiderlen-Waechter était brusque, parfois même cassant. Autant le premier était vague dans ses réponses, autant le dernier était précis. Les défauts de M. de Kiderlen-

Waechter étaient contrebalancés par de grandes qualités. Son esprit clair et perspicace, sa grande capacité de travail faisaient de lui un excellent Ministre des Affaires Étrangères. J'ai entretenu avec lui de très bons rapports durant mon séjour à Berlin.

Depuis la crise provoquée par l'annexion de la Bosnie à l'Autriche, le remplacement au Pont des Chantres de M. Isvolsky par son adjoint, M. Sazonoff, était à l'ordre du jour. L'Ambassade de Paris étant devenue vacante à la suite de la mort de l'Ambassadeur Nélidow, M. Isvolsky fut nommé à sa place, et M. Sazonoff lui succéda comme Ministre des Affaires Étrangères.

La nomination de M. Isvolsky à Paris fut reçue avec réserve par la presse russe et française ; elle fut vivement critiquée par celle de Berlin et de Vienne. Son nom n'était pas populaire à ce moment, ni en Russie, ni à l'Étranger. On critiquait sa politique ; on lui attribuait – bien injustement – d'être le grand responsable de la tension qui s'était produite pendant les dernières années dans les rapports entre les Puissances. Ses contemporains ont été très sévères pour lui. Comme tout homme, il avait des qualités et des défauts. Très intelligent et très cultivé, doué d'une excellente mémoire et maniant, remarquablement la plume, il ne possédait pas les qualités indispensables à l'homme d'État appelé à diriger, dans un moment difficile, la politique extérieure d'un grand pays. Ses défauts, sa vanité, sa soif de succès personnels, son snobisme politique qui auraient probablement passé inaperçus, s'il n'eût occupé un poste aussi en vue et aussi lourd de responsabilités, s'accusèrent avec un tel relief qu'ils éclipsèrent ses réels mérites. Ils firent un tort immense non seulement à lui-même, mais plus encore à la cause à laquelle il était dévoué, à laquelle il avait consacré tout son talent et toute son énergie.

La nomination de M. Isvolsky en 1905 au poste de Ministre des Affaires Étrangères, à la place du Comte Lamsdorff, avait eu l'approbation générale. Il était devenu en quelque sorte le candidat de l'opinion publique russe, qui croyait voir dans cette nomination une garantie de l'établissement de bons rapports avec les autres États.

Le même accueil avait été fait à la nomination du Baron Aerenthal au poste de Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche-Hongrie, à la place du Comte Golouchowski. Le Baron Aerenthal avait passé plusieurs années en Russie ; on escomptait qu'il serait partisan d'un rapprochement entre Vienne et Saint-Pétersbourg, et sa nomination parut, à première vue, être un événement favorable à la paix européenne.

Malheureusement, les événements ne réalisèrent pas les espoirs qu'on avait fondés sur l'arrivée au pouvoir de ces deux hommes d'État. Certaines tendances de leurs tempéraments devaient infailliblement les

dresser un jour l'un contre l'autre. En 1908, l'esprit pacifique de l'Empereur Nicolas II parvint bien à sauver le monde d'une conflagration générale. Mais l'inimitié personnelle des deux ministres rivaux continua à influencer leurs actes longtemps après que le malentendu eût été réglé.

M. Sazonoff bénéficia, par compensation, de l'impopularité de son prédécesseur. Sa nomination fut acclamée par toutes les chancelleries européennes, ce qui facilita sensiblement le début d'un travail ardu qui devait durer huit ans. À Berlin, l'entrevue de Postdam, en novembre 1910, entre les Souverains Russe et Allemand, coïncidant avec la nomination de M. Sazonoff, fut accueillie à Berlin comme l'avènement d'une ère nouvelle de politique européenne.

L'esprit pondéré de M. Sazonoff, la loyauté de son caractère et la modestie de son attitude, disposaient en sa faveur tous ceux qui l'approchaient ces qualités compensèrent, au début de sa carrière de ministre, une certaine inexpérience due au fait que, avant de devenir Ministre, il n'avait occupé que les postes de Conseiller à Londres et de Ministre auprès du Vatican.

Quant au Comte Osten-Sacken, sa santé empirait toujours, il quittait à peine sa chambre et ne voyait que ses secrétaires. Des témoignages de mécontentement commencèrent à me parvenir de la Wilhelmstrasse et de la part des représentants étrangers. En effet, l'absence du représentant de la Russie dans un moment d'aussi grande tension politique était un très grand inconvénient. Je me trouvais personnellement dans une position fort délicate : d'une part, le sentiment de loyauté envers un chef si âgé semblait me défendre toute démarche à Saint-Pétersbourg ; de l'autre, les intérêts du service et de la Russie me faisaient un devoir d'informer le ministère de la situation créée à Berlin par l'âge et l'état de santé de l'Ambassadeur.

Je n'ai jamais partagé l'opinion, assez répandue, que la personnalité des représentants étrangers ne pût avoir aucune influence sur le cours des événements, et que leur rôle se bornât à transmettre littéralement les instructions de leurs gouvernements. À mon avis, un représentant étranger possédant de l'intuition et un coup d'œil juste, ayant de l'autorité dans son pays, aussi bien que dans le pays près duquel il est accrédité, peut rendre de grands services à sa nation et à la cause de la paix.

XX

Situation générale en Europe au début de 1911. Le Comte Thurn remplace le Comte Berchtold à Saint-Pétersbourg. La course aux armements continue.

L'année 1911 n'apporta aucune amélioration à la situation politique générale, et à nos relations avec l'Allemagne en particulier. Le jour de l'an, l'Ambassade ne fut pas, comme c'était l'usage, honorée de la visite de l'Empereur. Un autre signe de mauvaise humeur fut l'envoi à Saint-Pétersbourg, comme Attaché à la personne de l'Empereur Nicolas II, du général Lauenstein, connu par sa russophobie.

De nouveaux nuages s'amassaient également à l'horizon européen. Entre l'Italie et la Turquie, les relations se tendaient de plus en plus. L'affaire Friedjung, et les attaques de la presse serbe contre la Légation d'Autriche à Belgrade et contre son chef – le Comte Forgach – menaçaient de provoquer un nouveau conflit entre l'Autriche et la Serbie.

J'ai rencontré le Comte Forgach plusieurs fois durant ma carrière diplomatique. J'ai fait sa connaissance à Saint-Pétersbourg en 1896 ; il était alors secrétaire à l'Ambassade d'Autriche. Intelligent, mais irascible et très suffisant, il ne jouissait pas à Saint-Pétersbourg de la même popularité que ses collègues, qui avaient su se rendre très populaires dans la société pétersbourgeoise. Je le perdis ensuite de vue pendant plusieurs années. Plus tard, il fit parler de lui comme Ministre à Belgrade, où sa manière d'agir contribua beaucoup à envenimer les rapports déjà très tendus entre l'Autriche et la Serbie.

En mars, M. Sazonoff tomba gravement malade ; son état empira à tel point qu'on désespéra un moment de le sauver. Des bruits de candidatures à sa place commencèrent à circuler à Saint-Pétersbourg.

En avril, le Comte Berchtold fut remplacé à Saint-Pétersbourg par le Comte Thurn et Valsassina. Ce dernier parvint par son tact à amener une certaine détente entre les Cabinets de Saint-Pétersbourg et de Vienne. Les rapports réciproques perdirent peu à peu ce caractère d'extrême nervosité qui les caractérisait du temps de son prédécesseur.

En septembre 1911, l'Allemagne conclut un accord avec la France

concernant le Maroc. Les détails de la crise d'Agadir qui menaça sérieusement la paix de l'Europe, sont trop vivants dans la mémoire de tous les survivants pour que je m'y étende ici. L'éclaircie devait être de courte durée, car, à la fin de l'année, l'horizon politique s'assombrit de nouveau, l'Italie ayant déclaré la guerre à la Turquie et annoncé officiellement son intention d'annexer Tripoli et la Cyrénaïque. Cette action provoqua une grande effervescence dans les États balkaniques. L'héritage turc semblait être déjà ouvert. Le danger d'une conflagration générale dans les Balkans poussa plusieurs Puissances à offrir leur médiation, pour mettre fin aux hostilités entre l'Italie et la Porte. La Russie, de son côté, offrit d'user de son influence pour tâcher d'obtenir que les Détroits restassent ouverts aux vaisseaux de commerce des neutres. Son offre fut déclinée par les Cabinets, qui virent dans cette démarche le désir de profiter des embarras de la Turquie pour obtenir d'elle une solution de la question des Détroits favorable à la Russie. Dans cette question, Londres et Paris marchèrent de front avec Berlin et Vienne. Vers la fin de 1911, les relations entre Berlin et Londres, parurent aussi menacer sérieusement la paix générale. À la suite de l'avènement d'un cabinet libéral, le renforcement de la flotte anglaise subit un certain ralentissement : on espérait que cet exemple serait suivi par l'Allemagne. Mais cet espoir fut déçu, et la flotte allemande continua à croître en nombre et en puissance. Le parti militaire à Berlin avait très habilement tiré parti du mécontentement provoqué en Allemagne par l'attitude de la Grande-Bretagne dans la question marocaine, pour exciter l'opinion publique allemande contre l'Angleterre et obtenir de nouveaux crédits. Cela poussa l'Angleterre à augmenter son budget de la marine qui avait déjà atteint l'énorme chiffre de 45 millions de livres sterling.

La thèse anglaise était qu'aucun pays ne pouvait simultanément entretenir la plus forte armée et la plus puissante flotte ; qu'en conséquence, l'Allemagne serait en fin de compte obligée de se contenter d'avoir la plus puissante armée de terre et de renoncer à la suprématie navale. Les hommes d'États anglais avaient déclaré à maintes reprises que l'Angleterre ne pourrait, sans compromettre gravement sa position de grande puissance, admettre la supériorité de la flotte allemande. Ils affirmaient que la flotte anglaise, ne pouvant occuper un seul village allemand, ne présentait aucun danger pour l'Allemagne, tandis qu'une Puissance qui eût possédé une flotte pareille à la flotte anglaise pourrait, en six semaines, la réduire à la famine.

Dans un discours prononcé au Parlement, en novembre 1911, Sir Edward Grey nia catégoriquement l'existence de tout traité secret militaire ou naval de l'Angleterre avec n'importe quelle Puissance. Il reconnut en même temps l'existence de certains accords, en vertu desquels les autorités militaires et navales anglaises et françaises

pouvaient, en cas de danger de guerre, se concerter au sujet des mesures de sécurité à prendre en commun.

Même entre Berlin et Vienne, le ciel n'était pas toujours sans nuages. Depuis l'entrevue de Potsdam entre l'Empereur et le Tzar, le Cabinet de Vienne, en effet, avait manifesté une certaine méfiance à l'égard de la politique de M. de Kiderlen-Waechter. Le Comte Aerenthal était trop indépendant de caractère pour se laisser mener en laisse par l'Allemagne ; il lui arriva même à plusieurs reprises de chercher à subordonner la politique allemande à la sienne, d'où un grand mécontentement de la part de l'Ambassadeur d'Allemagne à Vienne, M. von Tschirschky. Les rapports entre le Comte Aerenthal et l'Ambassadeur s'envenimèrent même bientôt à tel point que l'Ambassadeur d'Autriche à Berlin, le Comte Szegyeny, fut chargé d'insinuer à Berlin qu'un changement d'Ambassadeur à Vienne serait désirable. Mais les démarches du Comté Szegyeny dans ce sens n'eurent aucune suite, grâce à la faveur dont jouissait M. von Tschirschky auprès de son souverain. Très rusé et très intrigant, il avait, par ses manières insinuantes, réussi à gagner les bonnes grâces de l'Empereur, qui le fit venir à plusieurs reprises à Berlin pour l'accompagner pendant ses voyages.

Le Chancelier, ainsi que le Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, ne se souciaient nullement de se créer un ennemi mortel dans la personne de M. von Tschirschky : ils laissèrent la question traîner en longueur.

Après la mort du Comte Aerenthal, M. von Tschirschky parvint à persuader l'Empereur que la question de son rappel de Vienne avait été provoquée uniquement par l'animosité personnelle qu'éprouvait pour lui le défunt ministre. La crise de 1914 trouva ainsi M. von Tschirschky toujours à Vienne, ce qui ne fut guère une circonstance favorable à un règlement pacifique.

L'usage – consistant à ne pas donner immédiatement suite au désir exprimé par un gouvernement étranger du rappel d'un représentant – m'a toujours paru irrationnel. Pour être efficace, l'action que peut exercer dans l'intérêt de son pays un représentant diplomatique, dépend en grande partie du degré de confiance et de bienveillance que lui manifeste le gouvernement auprès duquel il est accrédité. Sa situation devient intolérable, et toute action utile devient impossible, à partir du moment où cette confiance est retirée ; son maintien dans le pays ne peut dès lors être que nuisible, et son rappel, à mon avis, devient une nécessité et ne peut porter aucune atteinte au prestige de son gouvernement.

XXI

Assassinat de M. Stolypine à Kiew (1911). Relations entre Berlin et Londres. Mission de Lord Haldane à Berlin (1912). Mort du Comte Aerenthal. Sa politique. La course aux armements entre Berlin et Londres continue.

L'année 1912, à son début, parut amener une certaine accalmie dans la situation politique en Europe. Une grande nervosité subsistait toujours dans les capitales, mais on sentait percer le désir d'éviter par tous les moyens un conflit.

La guerre italo-turque, les rapports entre Saint-Pétersbourg et Vienne et la tension entre l'Angleterre et l'Allemagne étaient autant de matières explosives qui, malgré les dispositions pacifiques des gouvernements et des peuples, menaçaient à tout moment la paix.

La guerre italo-turque donnant l'impression de devoir s'éterniser, les Puissances essayaient, à tour de rôle, de s'interposer entre les belligérants, et leur offraient leur médiation. La Russie y mettait plus de persistance que les autres, mais les efforts des Puissances restèrent sans résultat ; ils se butaient : d'un côté, au refus de la Turquie de renoncer à ses droits sur Tripoli et la Cyrénaïque ; de l'autre, à l'insistance que mettait l'Italie à tâcher d'obtenir la reconnaissance de ses droits à l'annexion de ces contrées.

Après la nomination du Comte Thurn à Saint-Pétersbourg à la place du Comte Berchtold, et de M. Sazonoff à la place de M. Isvolsky, les rapports entre Saint-Pétersbourg et Vienne subirent une certaine détente, au point qu'un accord concernant leur politique balkanique fut rendu possible entre ces deux États.

Les relations entre la France et l'Allemagne parurent aussi moins tendues après la signature de l'accord concernant le Maroc. Toutefois, il restait encore assez de matières inflammables et de ressentiments réciproques pour pouvoir à tout moment provoquer un conflit. La personnalité de l'Ambassadeur de France à Berlin, M. Jules Cambon, était en elle-même une garantie que tout ce qu'il était possible de faire serait fait pour sauvegarder la paix.

À Berlin, l'idée d'un rapprochement avec l'Angleterre, prônée

surtout par le Chancelier de Bethmann-Hollweg et combattue par l'amiral von Tirpitz, paraissait vouloir triompher. M. de Bethmann-Hollweg, qui reprochait constamment à son prédécesseur, le Prince de Bulow, d'avoir laissé échapper l'occasion d'arriver à une entente avec l'Angleterre, avait lui-même exprimé à l'Ambassadeur d'Angleterre, Sir Ed. Goshen, son vif désir d'un rapprochement entre les deux nations. De son côté, l'Empereur Guillaume, dans ses entretiens avec les hommes d'État anglais, leur exprimait avec son « impulsivité » coutumière, le désir qu'il avait de conclure un accord avec l'Angleterre.

Lorsque le Cabinet libéral de M. Asquith arriva au pouvoir, une campagne en faveur d'un rapprochement avec l'Allemagne, sur la base d'une limitation des armements, fut aussitôt entreprise en Angleterre : les principaux animateurs en étaient : Sir Ed. Lascelles, ancien Ambassadeur à Berlin, et Lord Lansdown, ami personnel de l'Empereur Guillaume. Mais les véritables causes de la tension entre l'Allemagne et l'Angleterre – l'aspiration de cette nation à réaliser une vaste politique mondiale, et sa prétention à occuper une position dominante en Europe – étaient trop profondes pour que la campagne de la presse en faveur d'une entente pût avoir grand effet.

En février, le Gouvernement Britannique se décida à aller au-devant du désir exprimé par les dirigeants de la politique allemande : il confia donc à un membre du cabinet, connu par ses sympathies allemandes. Lord Haldane, la mission de sonder l'opinion en Allemagne et de voir s'il n'y aurait pas moyen d'arriver à une limitation des forces navales allemandes. La mission de Lord Haldane ne donna guère de résultats tangibles. Il eut avec l'Empereur, le Chancelier et d'autres personnages politiques, de longs entretiens fort amicaux, durant lesquels furent prodigués des assurances réciproques d'amitié et un ardent désir d'arriver à une entente. Quant à la question de la limitation des armements, aucun résultat pratique ne fut obtenu ; ce sujet ne fut même pas abordé durant les conversations. Les Anglais ne pouvaient renoncer à la supériorité des forces navales ; les Allemands, de leur côté, ne voulurent pas renoncer au droit d'être leurs égaux – et éventuellement leurs rivaux – sur les océans.

Les hommes d'État allemands et l'Empereur lui-même semblaient ne pas se rendre compte du grave danger que présentaient pour la paix leurs projets ambitieux de suprématie simultanée sur terre et sur mer. Ils ne voulaient pas comprendre que le renforcement de leurs forces militaires entraînait automatiquement celui des autres Puissances et que la course aux armements devait immanquablement mener à la guerre mondiale.

Bien que la guerre de 1914 paraisse au premier abord avoir pour origine exclusive – les rapports de l'Allemagne et de l'Autriche – avec

la Russie, et que l'intervention de l'Angleterre ait été provoquée – d'une façon immédiate – par la violation de la neutralité belge, il faut rechercher les véritables causes de la guerre beaucoup plus loin.

Au début de l'année 1912, le Comte Aerenthal succomba à une longue et pénible maladie ; le Comte Berchtold lui succéda comme Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche-Hongrie.

La disparition de la scène européenne d'une personnalité aussi marquante que l'avait été le Comte Aerenthal, et son remplacement par un homme qui, de son propre aveu (il ne consentit à accepter le poste de Ministre des Affaires Étrangères qu'après beaucoup d'hésitation et une forte pression de la part de son souverain), ne possédait aucune des qualités indispensables pour occuper dans un moment difficile le poste si lourd de responsabilités de dirigeant de la politique étrangère de la Double Monarchie : ces deux faits connexes eurent certainement une grande influence sur le sort de l'Autriche et de toute l'Europe.

Doué d'une grande intelligence et d'une forte volonté, il manquait au Comte Aerenthal une chose indispensable à un homme d'État : la chance. Il ne put mener à bonne fin aucune de ses entreprises.

J'ai beaucoup connu le Comte Aerenthal à différentes étapes de sa carrière et je peux affirmer qu'il n'avait aucune animosité contre la Russie et qu'en devenant Ministre des Affaires Étrangères, il s'était donné comme but d'arriver à un accord complet entre l'Autriche et la Russie. Et cependant aucun homme d'État autrichien ne s'aliéna autant que le Comte Aerenthal, l'opinion publique de la Russie. L'inimitié réciproque qui existait entre M. Isvolsky et lui pesa sur les rapports entre les deux pays tant que le premier fut Ministre, et cette inimitié rendit irréalisable tout projet d'entente et même de rétablissement de rapports normaux. Ce ne fut qu'à la fin de la vie du Comte Aerenthal, c'est-à-dire quand M. Isvolsky ne fut plus ministre, que les relations entre les deux pays devinrent plus normales.

Partisan convaincu de la nécessité pour l'Autriche de s'émanciper de la tutelle germanique, le Comte Aerenthal fut néanmoins contraint plusieurs fois par la force des choses, à recourir à l'aide de sa puissante alliée. Ce ne fut aussi que vers la fin de sa vie qu'il réussit à secouer jusqu'à un certain point ce joug, et à rendre à la politique de l'Autriche une ombre d'indépendance ; mais ces petits résultats excitèrent contre lui un vif ressentiment non seulement à Berlin, mais aussi dans les cercles allemands de Vienne.

Le Comte Aerenthal ne fut pas plus heureux dans le choix de son successeur. Le Comte Berchtold, tout en approuvant le programme de son prédécesseur et en désirant s'y conformer, ne put mener à bonne fin les deux entreprises que la mort du Comte Aerenthal avait

interrompues : s'entendre avec la Russie et s'affranchir de l'influence allemande. Voulant renouveler, malgré les avertissements de l'Ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg, le Comte Thurn, l'expérience hasardeuse de 1909, il alluma un incendie dont son pays fut la première victime.

Le budget de la marine anglaise présenté en mars 1912 au Parlement par M. Winston Churchill, causa un grand émoi à Berlin, et poussa le Gouvernement allemand à faire manœuvrer dans la Mer du Nord toute sa flotte, sous les ordres de l'Amiral von Holtzendorf, Commandant en Chef de la flotte allemande. Le but de cette démonstration, qui eut lieu entre le 20 mars et le 1er avril, était d'occuper une forte position au moment où serait présenté au Reichstag le projet de renforcement des forces armées de terre et de mer, projet qui devait forcément provoquer un grand mécontentement en Angleterre.

L'armée allemande du temps de paix devait être augmentée en 1912 de 200.000 hommes. Les crédits demandés pour cette mesure étaient de 80 millions de marks (100 millions de francs) par an. Avec les dépenses pour la marine, l'augmentation du budget devait atteindre le chiffre de 150 millions de francs.

L'Ambassadeur d'Allemagne à Londres fut chargé en même temps d'informer le Gouvernement anglais que le Cabinet de Berlin était tout disposé à entrer en pourparlers avec lui concernant la limitation des armements navals, à condition que le Cabinet de Londres donnât une assurance formelle qu'il ne nourrissait aucun projet agressif contre l'Allemagne. Sir Ed. Grey accéda à cette demande. Il fit à l'Ambassadeur d'Allemagne la déclaration suivante : 1° que l'Angleterre n'attaquerait pas l'Allemagne sans provocation ; 2° qu'elle n'avait aucune intention hostile à son égard ; 3° qu'elle n'était liée par aucun accord et n'entrerait dans aucune combinaison politique, dont le but serait une agression contre l'Allemagne. Il ajouta que cette déclaration serait considérée comme nulle et non avenue si le projet d'armements navals de l'Allemagne donnait lieu à supposer qu'elle aspirât à établir sa suprématie sur mer.

Dans un discours au Parlement, M. Winston Churchill appuya sur la nécessité pour l'Angleterre de conserver sa suprématie sur mer. Il annonça la création projetée de trois flottes ; l'une, composée de quatre escadres de cuirassés ; une autre de seize cuirassés ; la troisième, de deux escadres de cuirassés et de quatre escadres de croiseurs.

Quelques jours plus tard, l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres fit connaître à Sir Ed. Grey le désir qu'avait son Gouvernement de poursuivre avec le Cabinet de Londres les pourparlers concernant la limitation des armements navals, à la condition absolue que

l'Angleterre s'engageât à rester neutre dans le cas où l'Allemagne se trouverait entraînée dans une guerre avec une autre Puissance.

Le Secrétaire d'État Britannique pour les Affaires Étrangères répondit qu'il ne saurait prendre un engagement pareil, le Cabinet de Londres ayant déjà déclaré : que l'Angleterre n'avait aucune intention hostile contre l'Allemagne ; qu'elle n'était liée par aucun accord agressif contre celle-ci ; qu'enfin, elle ne soutiendrait aucune puissance qui attaquerait l'Allemagne sans avoir été provoquée par elle. Le Gouvernement Britannique ne pouvait faire plus. Le Comte Wolff-Metternich répondit que, dans ces conditions, son Gouvernement ne pouvait poursuivre les pourparlers concernant la limitation des armements navals. Telle fut, entre Londres et Berlin, la fin des négociations qui eurent lieu à l'occasion du voyage de Lord Haldane.

Certains organes de la presse anglaise, à tendance germanophile, soulevèrent une violente campagne contre Sir Ed. Grey, l'accusant d'être personnellement responsable de l'échec des pourparlers avec l'Allemagne. Il fut question du rappel du Comte Wolff-Metternich et de nommer, à sa place, le Baron Marshall, Ambassadeur d'Allemagne à Constantinople.

La tentative de l'Allemagne pour obtenir de l'Angleterre un engagement de neutralité donna lieu à un sentiment d'inquiétude en France. Le Cabinet de Paris y vit, de la part de l'Allemagne, un essai d'isoler la France. M. Jules Cambon reçut l'injonction d'entretenir à ce sujet le Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères.

Le 22 mars, le Chancelier présenta au Bundesrat un projet d'augmentation des dépenses pour l'armée et la flotte. Les proportions en étaient les suivantes :

97 millions de marks pour 1912
127 millions de marks pour 1913
114 millions de marks pour 1914

Le budget de l'armée et de la flotte allemande pour l'année 1912 dépassait de 143 millions de marks (172 millions de francs) celui de l'année précédente.

En dépit de ces apparences belliqueuses, la nation allemande ne désirait pas la guerre. Elle se rendait compte que c'était à la paix qu'elle devait l'état florissant de son industrie et de son commerce. Mais elle avait une étrange conception de la paix : à son avis, elle devait être imposée au monde entier par la force – une paix reposant sur la pointe des baïonnettes. Mécontents de l'accord marocain conclu avec la France, les Allemands attribuaient leur échec à l'insuffisance de leurs armements ; aussi consentaient-ils volontiers à toute augmentation de crédits, sans se rendre compte du grand danger que



présentaient ces armements pour le monde entier.

XXII

Ma nomination au poste de Ministre à Bucarest (1912). Situation politique générale au début de 1912. M. Sverbejeff nommé Ambassadeur de Russie à Berlin. Mon départ de Berlin.

En mars 1912, je reçus la nouvelle de ma nomination au poste de Ministre à Bucarest à la place de M. de Giers, nommé Ambassadeur à Constantinople.

Quelques jours après la réception de cette nouvelle, le Comte Osten-Sacken m'annonça son intention de prendre un long congé, et de me confier la gestion de l'Ambassade. Je me vis donc obligé de rester à mon poste pour un temps indéterminé.

Les nuages qui passaient de temps à autre, même entre les Puissances appartenant au même groupement, témoignaient à quel point la situation politique européenne était précaire, et combien était grande la susceptibilité des différents Cabinets. J'ai déjà mentionné quelques froissements entre Berlin et Vienne. En avril 1912, un nuage passa également entre Paris et Saint-Pétersbourg. La Serbie et la Bulgarie ayant conclu un accord en vertu duquel elles s'engageaient à se prêter mutuellement aide et concours dans le cas où l'un de ces pays serait attaqué par un tiers, et à maintenir le *statu quo* dans les Balkans, cet accord fut suivi, devant les Dardanelles, d'une démonstration de la flotte italienne qui eut pour résultat la clôture du passage des Détroits. L'accord entre la Serbie et la Bulgarie, conclu sous l'égide de la Russie, et la démonstration navale italienne qui paraissait avoir été faite de connivence avec la Russie, suscita à Paris une certaine méfiance envers la politique de M. Sazonoff. On le soupçonna de vouloir agir indépendamment de son alliée, et l'Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg fut chargé d'obtenir des éclaircissements concernant certains points de la politique russe. Vers la fin du mois, M. Sazonoff prononça à la Douma un discours dans lequel il affirma que l'alliance avec la France était la pierre angulaire de la politique du Cabinet de Saint-Pétersbourg.

Je reçus bientôt du ministère l'avis que mon remplaçant à Berlin était désigné et que c'était M. Bronevsky, Conseiller d'Ambassade de Russie à Tokio. Le Ministre m'enjoignait en même temps de rester à

Berlin jusqu'à son arrivée.

La nouvelle de ma nomination à Bucarest s'étant ébruitée, mes collègues du corps diplomatique me fêtèrent par une série de dîners. Le Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères donna aussi en mon honneur un dîner, au cours duquel il exprima ses regrets de me voir quitter l'Allemagne, et son espoir de me revoir bientôt à Berlin comme Ambassadeur.

La tradition voulait que le 6 mai, à l'occasion de la fête de l'Empereur Nicolas II, l'Ambassadeur invitât à déjeuner les officiers des régiments dont l'Empereur était le chef honoraire. Le Comte Osten-Sacken étant absent, je dus faire pour lui les invitations. Je m'écartai pour une fois de l'usage habituel qui se bornait aux toasts officiels, et prononçai quelques paroles dans lesquelles j'exprimais mon regret de quitter Berlin et disais le prix que j'attachais à la conservation des liens traditionnels qui unissaient nos deux pays. Ce ne fut pas tant la substance de mes paroles que le fait qu'elles avaient été prononcées à une réception officielle par un représentant de la Russie, dans un moment de grande tension politique, qui produisit une grande impression sur mes convives. Le commandant du régiment des grenadiers de la Garde de l'Empereur Alexandre, le Colonel Schach von Wittenau, se leva d'un trait et me remercia en des termes très éloquents pour ma déclaration – si amicale et conciliante. La glace était rompue, et le repas se termina dans une atmosphère de grande cordialité. Le lendemain, les officiers me firent parvenir le menu du déjeuner couvert de leurs signatures.

Si je mentionne cet épisode, c'est pour montrer combien il faut parfois peu de chose pour modifier des sentiments de méfiance et même d'hostilité.

En mai, nous apprîmes que le Comte Osten-Sacken était tombé gravement malade ; quelques jours plus tard, il s'éteignit doucement à Monte-Carlo. La vie retirée qu'il mena les dernières années de son existence et ses longues absences de Berlin lui avaient fait perdre la plupart de ses relations. Sa mort passa presque inaperçue.

Un mois plus tard, M. Sverbejeff, Ministre à Athènes, fut nommé Ambassadeur à Berlin. J'étais très lié avec lui depuis notre séjour simultané à l'Ambassade de Vienne. Très honnête homme et grand travailleur, il ne me paraissait pas, toutefois, être à la hauteur de la tâche que son grand ami, M. Sazonoff lui avait confiée.

Vers la fin du mois de juin, mon successeur, M. Bronevsky arriva de Tokio et je fis mes préparatifs de départ. Je quittai l'Allemagne au commencement de juillet avec le sentiment d'un grand danger suspendu sur l'Europe, et l'appréhension qu'il pût, à tout moment,

dégénérer en catastrophe mondiale.

En traversant l'Allemagne de Berlin à Eydkuhnen, je fus comme toujours frappé par l'ordre parfait qui régnait partout, dans les gares comme ailleurs. Je me disais que cette organisation si parfaite serait, en cas de conflit armé, un grand atout dans les mains des Allemands, et que cela leur donnerait, surtout au début de la campagne, un grand avantage sur leur adversaire.

XXIII

Arrivée à Bucarest. Sinaïa. Le Roi Charles. Carmen Sylva. La Famille Royale. Les partis politiques. Relations entre Bucarest et Saint-Pétersbourg. M. J. Bratiano. Take Ionesco.

Après avoir passé un mois avec ma famille à la campagne, je me rendis en août à Saint-Pétersbourg pour recevoir les instructions du Ministère ; je partis ensuite pour Bucarest via Kichinew et Ungheny. C'était alors un voyage de quatre jours, dont trois jours et deux nuits sur le territoire russe. En descendant à notre gare frontière d'Ungheny, je fus frappé par l'aspect morne et désert de cette station. Nulle trace de l'animation et du trafic que j'étais habitué à voir à toutes nos autres gares frontières. Ce calme plat démontrait l'absence de tout échange commercial entre la Russie et la Roumanie.

Je connus plus tard la raison de cet état de choses fort désavantageux pour les deux pays. Toute l'importation en Roumanie était entre les mains de l'Allemagne et de l'Autriche, tandis que l'exportation des produits bruts, tels que le blé, le maïs et le pétrole se faisait par l'Italie et la France. La Russie, malgré sa proximité, ne prenait aucune part à ce trafic, n'important en Roumanie que le caoutchouc. Cet accaparement économique de la Roumanie par les deux États centraux était dû : tant au manque d'initiative de nos commerçants dans la recherche de nouveaux marchés, qu'à l'influence de certains courants politiques en Russie, contraires à toute idée de rapprochement avec la Roumanie. On faisait ainsi le jeu de l'Allemagne et de l'Autriche, qui s'efforçaient par tous les moyens, de soumettre ce pays à leur influence politique et économique.

À mon arrivée à Bucarest, après un arrêt de quelques heures à Iassy pour visiter notre Consulat général de cette ville, je fus reçu à la gare par le Chargé d'Affaires, M. Lyssakowsky, et conduit par lui à la Légation. Ce dernier avait passé plusieurs années en Roumanie, et sa connaissance des conditions locales et des principaux personnages politiques me fut d'une grande utilité à mes débuts.

La Légation de Russie occupait un joli hôtel à colonnades dans la Calea Victoria, rue la plus animée de Bucarest. Une vaste cour, d'un côté, et un grand jardin ombragé de l'autre, la préservaient du bruit de

la rue.

Comme ville, Bucarest présente un mélange de l'Orient et de l'Occident sans caractère défini. Certaines parties de la ville avec leurs maisons blanches à un étage, entourées de jardins, me rappelaient certains quartiers de Moscou.

La Cour, le Ministre des Affaires Étrangères et la plupart des représentants étrangers se trouvant, au moment de mon arrivée en Roumanie, à Sinaïa, résidence royale, d'été, située dans les montagnes, non loin de Bucarest, je me décidai à m'y installer aussi pour les mois d'automne.

Le 20 août 1912, je fus reçu en audience solennelle par le Roi, au château de Pelesch, près de Sinaïa. En réponse à mon allocution, le Roi exprima en son nom et en celui du Gouvernement, le désir de voir se resserrer davantage les liens qui unissaient la Roumanie à la Russie, liens qui, en 1878, avaient été scellés par le sang des deux peuples sur les champs de bataille.

Le Roi Charles, qui avait alors 72 ans, me frappa par son attitude militaire et par la vivacité de son esprit.

Après l'audience chez le Roi, je fus reçu par la Reine Elisabeth, connue dans le monde entier sous le nom de Carmen Sylva. Elle était absorbée par ses travaux littéraires, la musique et la contemplation de la nature qu'elle aimait passionnément. Une des manifestations de cette passion était la défense formelle d'enlever du parc de Pelesch, les vieux arbres tombés à terre : le lieu de leur repos devait être respecté, ils devaient, en pourrissant, retourner à la terre qui leur avait donné le jour.

Pendant le déjeuner, auquel tout le personnel de la Légation fut convié, le Roi toucha en termes très amicaux aux événements de la guerre de 1878, et exprima ses regrets de pouvoir compter, dans l'armée russe, si peu de survivants parmi ses contemporains. Quarante-six ans de séjour en Roumanie n'avaient pas changé ses sentiments intimes, et son attachement à son pays natal ; il demeura jusqu'à la fin Prince Allemand et Hohenzollern jusqu'à la moelle des os. Son origine allemande influença pendant de longues années la politique roumaine. Il gardait cependant toujours vif en sa mémoire, le souvenir de 1878 où il avait combattu contre la Turquie, côte à côte avec l'armée russe.

Quelques jours plus tard, je fus reçu en audience par l'Héritier du Trône, le Prince Ferdinand et la Princesse Marie, sœur de la Grande-Duchesse Victoria Feodorovna. Les deux sœurs étaient très belles. Le fils du Prince Ferdinand, le Prince Carol, le Roi actuel, ainsi que ses sœurs étaient alors dans l'adolescence et très populaires dans le pays.

À mon arrivée en Roumanie, je trouvai le parti conservateur au

pouvoir. Le Président du Conseil Maïoresco avait succédé au vieux – mais toujours bouillant – chef du parti Carpe, russophobe enragé. Jusqu'au commencement du siècle, la Roumanie n'avait eu que deux partis politiques : les conservateurs et les libéraux qui se succédaient au pouvoir. Cette appellation ne correspondait guère à ce que l'on entend généralement par les termes de « conservateur » ou de « libéral » ; ce n'étaient que des désignations conventionnelles pour définir les groupes qui soutenaient tel ou tel personnage politique.

L'existence de deux partis sans grande différence de programme politique – qui se succédaient régulièrement – était un grand avantage pour la vie politique du pays. Chaque fois qu'un parti arrivait au pouvoir, le Parlement était dissous et de nouvelles élections avaient lieu, afin d'assurer au Gouvernement, à la Chambre, une majorité indispensable pour qu'il pût gouverner paisiblement le pays, sans être exposé à être renversé à la première occasion.

Après la disparition du vieux Carp, le parti conservateur resta sans leader reconnu. Les principaux personnages du parti – Marghiloman, Filipesco et autres – tirant chacun de son côté. Peu avant mon arrivée, quelques conservateurs, s'étant détachés du parti, formèrent un troisième parti, celui des conservateurs-démocrates, sous la direction de Take Ionesco. Cela entraîna plus tard la formation du parti populaire et d'autres partis, la lutte entre eux pour la prééminence ne contribua naturellement pas à la prospérité du pays.

Depuis des années, le parti libéral avait pour leader un membre de la famille Bratiano ; la direction du parti se transmettait de père en fils.

De tout temps, la politique étrangère avait été aux mains du Roi Charles. Lui-même, ainsi que Carp et Maïoresco, avaient fait leur éducation en Allemagne, et étaient de sincères admirateurs de la culture allemande ; ces tendances se reflétaient dans leurs opinions politiques et dans l'orientation générale de la politique étrangère de la Roumanie. Le parti libéral et son chef Bratiano inclinaient plutôt vers la politique de l'entente.

À mon arrivée en Roumanie, je pus constater un désir général de paix dans tout le pays, et qu'il n'existait aucune tendance agressive contre personne. Cette disposition pacifique de la majorité de la population n'empêchait point le Gouvernement roumain de regarder d'un œil inquiet du côté de la Russie, et de suivre attentivement chaque geste de sa voisine, la Bulgarie, qu'on soupçonnait de visées ambitieuses. En cas de nouvelles complications dans les Balkans, et de prétentions à des accroissements de territoire de la part des autres États, le Gouvernement roumain était décidé à demander, de son côté, des compensations, plutôt motivées par des questions de prestige que par le désir d'agrandir le territoire. Certains personnages politiques

seulement, tels que Pilipesco et le chef du parti libéral J. Bratiano, nourrissaient alors des idées mégalomanes. Ces hommes, tournaient leurs regards dans deux directions : vers la Transylvanie (les libéraux) ; et vers la Bessarabie (les conservateurs). Ni les uns, ni les autres ne pouvaient rêver que les événements donneraient à la Roumanie la possibilité de profiter de la faiblesse temporaire de ses voisins, pour s'emparer des deux provinces à la fois, au risque de se créer des ennemis sur ses diverses frontières.

D'après tout ce que j'avais entendu jusque-là, je m'attendais, en arrivant en Roumanie, à trouver une population très hostile à la Russie. En Bessarabie, on avait vécu les derniers temps dans la crainte perpétuelle d'une invasion roumaine. Mais, après quelque temps passé dans le pays, je pus constater, non seulement l'absence de tout sentiment hostile à l'égard de la Russie, mais au contraire, dans toutes les classes de la population, un sentiment très prononcé de sympathie pour elle.

Dans les premiers jours, je pus constater une non-conformité : d'une part, entre la politique étrangère, dirigée, suivant les indications de Berlin et de Vienne, par le Roi et le Cabinet Maïoresco, et d'autre part, la véritable disposition d'esprit de la nation roumaine. Le Roi Charles lui-même s'en rendait compte. La retraite de M. Carp – connu par son animosité envers la Russie – et son remplacement par M. Maïoresco qui, tout en étant un partisan fervent de l'Allemagne, était cependant plus modéré et plus souple, fut un indice que le Roi et son Gouvernement se rendaient compte de la nécessité d'une union morale plus complète entre eux et la nation. Tout en restant, dans le fond de leurs cœurs, dévoués à l'Allemagne, ils se virent obligés de modifier l'attitude qu'ils avaient observée jusque-là : dans leurs entretiens avec les représentants des puissances de l'Entente, ils insistèrent sur l'indépendance complète de la politique roumaine vis-à-vis de toute influence étrangère.

Dès le premier entretien politique qu'il eut avec moi, le Roi fit allusion à la visite du Comte Berchtold, qui avait précédé mon arrivée à Sinaïa ; et voulant visiblement dissiper la mauvaise impression que certains commentaires de journaux avaient pu produire en Russie, il affirma que l'unique raison de cette visite avait été son désir à lui de faire connaissance avec le chef de la politique étrangère de l'Autriche, qu'il n'avait pas eu l'occasion de rencontrer. Il ajouta qu'au contraire, les prédécesseurs du Comte Berchtold, le Comte Goluchowski et le Comte Aerenthal ainsi que le Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères allemand Kiderlen-Waechter, lui étaient personnellement connus, ayant tous représenté leur pays à Bucarest. Il me répéta que le Comte Berchtold n'avait eu aucune mission spéciale et que sa visite n'avait

apporté aucun changement dans les rapports des deux États. Les assurances du Roi me furent confirmées par le Ministre des Affaires Étrangères à ma première entrevue avec lui.

Ces entretiens avec le Souverain et son Ministre des Affaires Étrangères furent suivis de beaucoup d'autres, tant avec eux qu'avec le chef de l'opposition, M. Bratiano et avec d'autres hommes politiques roumains. Je réussis bientôt à me former une idée assez claire des arguments dont se servaient nos adversaires politiques pour éveiller la méfiance des Roumains à l'égard de la Russie. Ils attribuaient à celle-ci des visées sur la Moldavie et des plans d'agrandissement des pays slaves aux dépens de la Roumanie, – « cette île dans une mer slave », – comme s'exprima un jour Maïoresco.

Je m'efforçai de convaincre les hommes politiques roumains que la Russie ne songeait à aucune agression contre personne, qu'elle désirait vivement établir de bons rapports avec la Roumanie, et ne voulait nullement troubler le *statu quo* dans les Balkans. Ma tâche était facilitée par le fait que je n'affirmais que la vérité. Mais j'avais à lutter, non seulement contre nos adversaires politiques, mais aussi contre notre presse, qui faisait avec persistance, le jeu de nos adversaires par de violentes attaques contre la Roumanie.

Je ne cachais nullement au Roi les efforts que je faisais pour amener, entre la Roumanie et la Russie, un rapprochement qui devait évidemment faire dévier la politique roumaine de la direction qu'elle avait suivie jusqu'à ce jour ; mais j'eus soin, dans mes relations avec les milieux politiques roumains, d'éviter tout ce qui eût pu paraître au Roi déloyal envers sa personne. Je parvins ainsi à entretenir avec lui des rapports très cordiaux et même intimes.

Ma position devint plus délicate lorsque les rapports entre la Russie et l'Autriche s'envenimèrent de nouveau, et que l'opinion publique en Roumanie devint à vue d'œil, de plus en plus hostile à la Triple-Alliance. Cependant le Roi continuait à être personnellement fidèle à une alliance avec l'Allemagne et l'Autriche.

XXIV

Bloc des pays balkaniques. Rupture entre la Porte et les Alliés. Victoire des Alliés. Suite de la défaite de la Turquie. Mort de M. de Kiderlen-Waechter (1912).

En septembre 1912, des nouvelles inquiétantes parvinrent à Bucarest concernant les intentions belliqueuses des Bulgares envers la Turquie. À la suite de la mobilisation des rédifs turcs, la Serbie et la Grèce mobilisèrent aussi leurs armées, ce qui causa une forte émotion dans les autres pays. Bucarest seul demeura calme, ayant décidé, malgré les efforts de la Porte et de la Bulgarie pour l'attirer vers elles, de se borner au rôle de spectateur. Les grandes Puissances décidèrent de faire le possible pour prévenir la guerre, et pour n'admettre, en tout cas, aucune violation du *statu quo* dans la Péninsule Balkanique. La Russie et l'Autriche firent auprès des États balkaniques et de la Porte une démarche simultanée pour préserver la paix ; elles s'engagèrent à obtenir de la Turquie l'introduction de réformes dans les provinces européennes de l'Empire ottoman.

Le Gouvernement roumain, qui craignait par-dessus tout de devoir, se prononcer pour l'un ou pour l'autre parti, fut enchanté de cet accord entre Vienne et Saint-Pétersbourg.

La rupture des relations diplomatiques, survenue en octobre 1912 entre la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et le Monténégro d'un côté, et la Porte de l'autre, fut bientôt suivie par l'ouverture des hostilités entre la ligue des États balkaniques et la Porte. Le Monténégro déclara le premier la guerre à la Turquie.

Le Gouvernement roumain, tout en assurant la Bulgarie de son intention de rester neutre, la prévint qu'une intervention des Grandes Puissances dans la lutte, ou un accroissement territorial de la Bulgarie ; l'obligerait à modifier sa ligne de conduite et à demander des compensations adéquates.

La victoire de l'armée bulgare à Kir-Kilissé-Lozengrad produisit une grande impression en Europe et modifia entièrement la situation politique.

Sous l'influence de ces événements, le Gouvernement roumain se

décida à remanier, le Cabinet, et à l'ouvrir aux conservateurs-démocrates, dont le chef, Take Ionesco, était fervent partisan d'un accord avec la Bulgarie. Maïoresco resta nominalement Président du Conseil mais le rôle prédominant dans le Cabinet revint au chef du parti conservateur-démocrate, qui reçut le portefeuille de Ministre de l'intérieur.

Le nouveau Cabinet roumain proclama son intention de garder une stricte neutralité dans le conflit balkanique. Il exprima en même temps l'espoir qu'en cas de convocation d'une conférence internationale la Roumanie y serait admise.

La défaite de l'armée turque avait causé une grande désillusion à Berlin et à Vienne, où on escomptait déjà les résultats d'une victoire éclatante de la Porte. Les Allemands surtout en furent troublés, car ils ne s'attendaient nullement à voir les troupes turques – instruites et formées par une mission d'officiers allemands, dont le Maréchal von der Goltz était le chef, mises en déroute par les armées serbe et bulgare qu'ils étaient habitués à traiter avec mépris.

Une nouvelle victoire bulgare à Lulle Burgas ; la retraite de l'armée musulmane derrière la position fortifiée de Tchataldja ; enfin, le danger qui menaçait Andrinople, entourée de toutes parts par les alliés, plongèrent dans le deuil tous les partisans de la Turquie, et obligèrent la presse allemande à changer de ton vis-à-vis des États balkaniques. Elle dut reconnaître elle-même la difficulté, après ces victoires, de s'en tenir au *statu quo* dans la Péninsule balkanique.

La perspective d'une modification du *statu quo* dans les Balkans, mais surtout le triomphe remporté par les alliés des Bulgares, éveillèrent en Roumanie des craintes sérieuses pour l'intégrité du territoire roumain. La Roumanie craignait surtout d'être laissée de côté au moment de la liquidation de la guerre, et que de graves décisions ne fussent prises sans elle concernant les États balkaniques. Ces considérations poussèrent le Gouvernement roumain à entreprendre toute une série de mesures militaires qui produisirent à Sofia un certain émoi, et obligèrent le Gouvernement bulgare à prendre en sérieuse considération les prétentions roumaines à une rectification de la frontière roumano-bulgare, à titre de compensation aux accroissements territoriaux que les États balkaniques recevraient éventuellement après la guerre.

Le 27 octobre 1912, le Gouvernement roumain adressa au Cabinet de Saint-Pétersbourg une demande pour qu'il intervînt amicalement auprès du Gouvernement bulgare dans la question de rectification de la frontière roumano-bulgare (depuis Turtukaïa jusqu'à la Mer Noire, en y comprenant Silistrie).

La nouvelle situation créée par la défaite turque contenait en elle-même l'origine de bien des frottements entre les différents États balkaniques. Toute nouvelle avance de ceux-ci présentait une menace pour Constantinople, dont la conquête était le rêve secret de plusieurs d'entre eux. Mais la prise de Constantinople par les Alliés n'entrait nullement dans les vues des Grandes Puissances, y compris la Russie. Le partage des provinces européennes turques entre les alliés présentait de grandes difficultés : le sort de la Macédoine, de l'Albanie, de la côte de la mer Égée, de Scutari ; les prétentions de la Serbie à une sortie sur l'Adriatique, toutes ces questions étaient autant de foyers de nouveaux conflits, non seulement dans les Balkans, mais aussi en Europe.

L'accroissement de prestige que la Russie dut à la victoire des Alliés poussa le Cabinet de Vienne à faire de grands efforts pour attirer la Bulgarie – et retenir la Roumanie – dans sa sphère d'influence.

À la fin du mois d'octobre 1912, le Président du Sobranié bulgare Daneff visita Belgrade, Vienne et Bucarest. Sa visite à Vienne fut présentée comme ayant pour but unique de s'assurer, en qualité de représentant de la ligue balkanique, du point de vue du Cabinet de Vienne sur les prétentions des alliés. En réalité, cette visite était le premier indice d'un rapprochement entre Sofia et Vienne, et devait par la suite conduire à une rupture entre la Bulgarie et ses alliés. La mégalomanie du Roi Ferdinand, qui l'attirait vers Constantinople et le faisait rêver à des accroissements de territoire aux dépens de la Serbie, avait plus de chance d'être soutenue à Vienne, – où l'on était à la recherche de nouveaux alliés dans les Balkans, – que d'être encouragée ailleurs.

Une nouvelle tension entre Vienne et Saint-Pétersbourg, provoquée par l'opposition de l'Autriche aux prétentions serbes à un débouché sur l'Adriatique et à des accroissements de territoires en Albanie et en Macédoine, éveilla de grandes craintes en Roumanie : celle-ci aspirait, en effet, à rester en bons termes avec ses deux voisines, dont l'une était son alliée, cependant que l'autre était enfin parvenue à établir de bons rapports avec elle.

La Roumanie se trouvait en ce moment à une croisée de chemins et la situation exigeait de notre part beaucoup d'efforts pour entretenir, envers la Russie, les bonnes dispositions qui s'étaient manifestées dernièrement dans tout le pays.

Le 23 novembre 1912, anniversaire de la prise de Plevna, le Grand-Duc Nicolas Michaïlovitch fut chargé par l'Empereur Nicolas II de présenter au Roi Charles le bâton de maréchal de l'armée russe. Le Grand-Duc arriva la veille à Bucarest, accompagné d'une nombreuse suite. Il fut reçu à la gare par le Roi et tous les hauts dignitaires civils et militaires. De la gare, le Roi conduisit le Grand-Duc au palais, où il

fut reçu par la Reine Elisabeth. Les trois jours que dura son séjour en Roumanie furent une série de banquets et de réceptions donnés en son honneur. Le 23 novembre le bâton de maréchal fut présenté au Roi en grande pompe au palais royal. Cette cérémonie fut suivie d'un imposant *Te Deum* à la cathédrale, en présence de délégations militaires russe et bulgare, pour célébrer le trente-cinquième anniversaire de la prise de Plevna. Après l'office eut lieu une brillante revue des troupes.

Le choix du Grand-Duc était heureux. À une réception à la Légation de Russie il eut l'occasion de rencontrer les principaux hommes politiques du royaume, avec lesquels il s'entretint longuement. Il fit la conquête de tout le monde par son affabilité et son charme personnel. Le tact dont il fit preuve pendant tout son séjour contribua grandement au succès de sa mission. Le moment aussi était bien choisi. Le Roi Charles vit dans cette manifestation un nouveau gage d'amitié de la part d'un Souverain pour lequel il avait toujours ressenti une grande sympathie ; l'armée et la nation y virent un nouveau témoignage des dispositions amicales de la Russie et de son désir de se rapprocher de la Roumanie.

La nouvelle de la mort du Ministre des Affaires Étrangères d'Allemagne, de Kiderlen-Waechter, survenue le 30 décembre 1912 à Stuttgart, sa ville natale, m'impressionna beaucoup, non seulement à cause de l'excellent souvenir que j'avais gardé de nos relations à Berlin, mais aussi à cause de l'influence que la disparition de cet homme d'État devait, à mon avis, avoir sur la politique allemande.

Les années passées à Berlin m'avaient mis à même d'apprécier à sa juste valeur le rôle important qu'il y jouait. Sa forte volonté, parfois assez rude, imposait à l'Empereur si impulsif ; elle imposait aussi au Chancelier, qui ne se débrouillait que très difficilement dans les problèmes compliqués de la politique internationale ; elle les obligeait enfin, l'un comme l'autre, à compter avec lui. Si sa présence à la tête des Affaires Étrangères n'eût pas suffi pour exclure totalement la possibilité de coups de théâtre et de sorties, brusques et parfois violentes de la part de l'Allemagne dans le domaine de la politique internationale, elle eût toutefois été une garantie contre des actes irréfléchis et irrévocables tel que l'ultimatum de l'Allemagne à la Russie en 1914.

En cet ordre d'idées, je partage entièrement l'opinion que le Baron de Beyens, ancien Ministre de Belgique à Berlin, a exprimé dans ses mémoires : à savoir que si M. de Kiderlen-Waechter avait encore été Ministre des Affaires Étrangères à Berlin en 1914, il aurait empêché l'Autriche de présenter l'ultimatum fatal à la Serbie, et n'aurait pas non plus brûlé les ponts derrière lui en adressant l'ultimatum à la Russie.

XXV

Échec des pourparlers entre la Roumanie et la Bulgarie. Situation intérieure en Russie. Conférence de Saint-Pétersbourg (1913). Attribution de Silistrie à la Roumanie.

La visite de Daneff à Bucarest, qui n'avait pas donné de résultat palpable, fut suivie, à Londres, entre lui et le Ministre de Roumanie Mishu, de pourparlers auxquels s'associa Take Ionesco ; mais ces négociations échouèrent également. Cet échec provoqua en Roumanie un grand mécontentement contre le Gouvernement et le Roi Charles lui-même, qu'on accusait d'avoir laissé échapper le moment opportun pour demander des garanties, comme prix de sa neutralité au début de la guerre.

À son retour de Londres, Take Ionesco m'avoua qu'il regardait sa mission comme manquée ; que c'était la plus grande déception de sa carrière. Il avait toujours rêvé une alliance entre la Roumanie, la Bulgarie et les autres États balkaniques, et c'était là le but principal de son entrée dans le Cabinet Maïoresco ; mais, à Londres, tous ses efforts avaient été très mal accueillis par les délégués bulgares. Il voyait dans cette attitude de la Bulgarie un symptôme très alarmant pour l'avenir et pour les relations futures entre les deux pays. C'est ce qui l'avait poussé à entamer à Londres des pourparlers avec les délégués serbes et grecs, ce qui ne faisait pas partie de son programme.

Au début de l'année 1913, la situation politique en Roumanie se compliqua encore du fait de la tension des rapports entre les membres du Cabinet. Ce dernier avait été, selon le désir du Roi, composé de membres des deux partis politiques – des conservateurs et des conservateurs-démocrates. L'intention du Roi était de pouvoir s'appuyer sur un ministère national assez fort pour parer à la situation compliquée créée dans les Balkans par les derniers événements.

Le Cabinet Maïoresco n'avait pas justifié les espérances fondées sur lui par le Souverain et le pays. La concorde n'y avait pas régné longtemps. L'animosité personnelle des conservateurs – de Filipesco surtout – envers Take Ionesco, se manifesta bientôt par une série d'attaques contre lui dans la presse et les réunions publiques. L'irrésolution dont le chef du Cabinet avait fait preuve pendant les

négociations avec la Bulgarie fut l'arme dont se servirent les conservateurs pour soulever l'opinion publique contre la politique du Gouvernement. Les libéraux, qui s'étaient abstenus pendant la guerre d'attaquer le Gouvernement, se saisirent avec joie de cette occasion de rattraper le temps perdu ; dans les deux Chambres et dans les réunions publiques, ils se livrèrent à de violentes attaques contre le Cabinet et le Roi, dont la politique avait, à leur avis amené la Roumanie à la situation difficile où elle se trouvait.

Le Gouvernement aspirait maintenant à en finir avec la question de la frontière. Il était prêt à se contenter des concessions obtenues de la Bulgarie ; il redoutait l'effervescence qu'il avait lui-même, au début, provoquée dans le pays. La rancune y avait en effet pris des proportions redoutables, et risquait d'obliger le Gouvernement à entrer malgré lui en conflit avec la Bulgarie. L'opinion publique, excitée par l'opposition réclamait avec persistance Silistrie, menaçant de renverser le Gouvernement s'il refusait d'insister sur ce point. Le danger était d'autant plus grave que le Cabinet Maïoresco avait perdu tout crédit et qu'il ne pouvait être remplacé que par un ministère libéral, ce qui équivalait à une rupture avec la Bulgarie, les libéraux, depuis le commencement de la guerre, exigeant l'annexion de gré ou de force d'une partie du territoire bulgare.

Au milieu des dissensions entre les membres du Cabinet, la position du Roi devenait toujours plus difficile. Partisan fervent de la paix, il n'avait nulle envie, à la fin de sa vie, d'exposer son pays à de nouveaux périls. Il s'était efforcé depuis le début de la crise d'agir en faveur de la paix sur les éléments belliqueux du Cabinet et de l'opposition.

Voyant l'impossibilité de s'entendre directement, les Cabinets roumain et bulgare se décidèrent à soumettre leur différend à la médiation des six Grandes Puissances. Quelques membres intraitables du Cabinet Maïoresco particulièrement belliqueux, demandaient le rappel du Ministre de Roumanie à Sofia et la mobilisation de l'armée roumaine ; mais l'intervention énergique du Roi et l'esprit pacifique de Maïoresco et de Take Ionesco prirent le dessus et poussèrent le Cabinet à accepter à l'unanimité la médiation des grandes Puissances. Le Conseil exprima en même temps le désir de voir la conférence siéger à Saint-Pétersbourg. Cette démarche de la part du Cabinet roumain était un indice du changement d'orientation de sa politique étrangère. L'attitude amicale de la Russie envers la Roumanie pendant toute la crise avait grandement contribué à localiser la première guerre balkanique. La déclaration du Gouvernement Impérial au début de la guerre, exprimant qu'il favoriserait les aspirations roumaines à une petite rectification de frontière, avait joué un rôle important dans l'attitude expectante de la Roumanie.

Le terrain pour le rapprochement avec la Russie était préparé depuis longtemps ; si, durant la vie du Roi Charles, un changement complet d'orientation semblait irréalisable, il devenait possible et même probable après son décès. Un sentiment de sympathie pour la Russie, vers laquelle l'attirait la communauté de religion, avait toujours existé à l'état latent chez le peuple roumain, malgré sa sujétion politique et économique aux Puissances Centrales. Ce sentiment s'était manifesté de plus en plus, pendant les derniers temps, dans toutes les classes de la population et de l'armée. La défaite de la Turquie, l'action militaire de la ligue des États balkaniques, l'inaction de l'Autriche en cette occurrence et l'accroissement du prestige de la Russie avaient agi fortement sur les esprits en Roumanie ; les voix qui condamnaient la politique roumaine des dernières années et réclamaient un rapprochement avec la Russie et les États balkaniques devenaient toujours plus pressantes et plus impérieuses.

En avril 1913, la Conférence ; de Saint-Pétersbourg se déclara en faveur de la cession de Silistrie à la Roumanie. Cette décision fut acceptée par les deux parties et apporta un certain apaisement dans les rapports entre les deux pays ; mais au fond elle ne contenta personne, et un grand sentiment d'animosité continua à subsister entre les deux nations. La Bulgarie ne pouvait pardonner ce qu'elle considérait comme un acte de chantage politique de la part de la Roumanie. Celle-ci, de son côté, non satisfaite de cet insignifiant agrandissement de territoire, était consciente des sentiments que sa manière d'agir avait dû provoquer en Bulgarie. La crainte de représailles futures de ce côté l'obligea à se rapprocher de la Serbie et de la Grèce, dont les rapports avec la Bulgarie empiraient de jour en jour.

Dans la politique intérieure roumaine non plus, l'acquisition de Silistrie ne contribua pas à raffermir la situation du Gouvernement ; elle devint, au contraire, contre lui, le signal de nouvelles attaques, plus violentes que jamais, de la part des conservateurs dissidents et des libéraux. Six semaines à peine s'étaient écoulées depuis que la possession de Silistrie avait semblé être le but suprême de la politique roumaine, et déjà les reproches les plus durs étaient adressés au Cabinet Maïoresco pour s'être contenté de Silistrie. Les passions de partis jouaient évidemment dans toute cette affaire un grand rôle, et, en premier lieu, l'animosité de Filipesco contre le Président du Conseil.

XXVI

Conférence des Ambassadeurs à Londres. Scutari. Tension entre l'Autriche et la Russie. Signature du Traité préliminaire entre la Porte et les États Balkaniques. Guerre Balkanique entre les Alliés. Mobilisation de la Roumanie.

Les tentatives de médiation des Puissances entre les alliés balkaniques et la Porte n'eurent aucun succès ; les prétentions des premiers ayant sensiblement augmenté en avril 1913, après la chute de Ianina et d'Andrinople. Le siège de Scutari par les troupes serbes et monténégrines envenima à tel point les rapports entre les deux groupes de Puissances qu'une guerre européenne parut inévitable.

Le Roi Nicolas de Monténégro refusa de se soumettre au verdict des Puissances, qui avaient attribué Scutari à l'Albanie autonome. Ni la démonstration navale de l'Autriche dans les eaux monténégrines, suivie plus tard par celle des flottes des autres Puissances ; ni le blocus des côtes monténégrines ne purent lui faire entendre raison. Ce ne fut qu'après un communiqué officiel russe, blâmant l'attitude intransigeante du Roi Nicolas, que le Gouvernement serbe rappela ses troupes. La reddition de Scutari au Monténégro par Essad Pacha augmenta encore la tension entre les Puissances.

Le Président de la Conférence de Londres adressa au Roi du Monténégro une sommation d'avoir à évacuer Scutari. L'Autriche et l'Italie déclarèrent leur intention d'occuper ensemble l'Albanie ; les troupes autrichiennes s'apprêtèrent à envahir le territoire monténégrin ; les Italiens concentrèrent leurs troupes dans les ports de l'Adriatique. Au dernier moment, le Roi Nicolas se décida à se soumettre à la décision des Grandes Puissances ; il déclara par télégraphe au président de la Conférence de Londres qu'il confiait le sort de Scutari à la décision des Puissances.

*

L'intransigeance manifestée par l'Autriche dans tout ce qui touchait la Serbie avait provoqué en Russie une grande irritation, qui se manifesta par de violentes attaques dans la presse non seulement contre la Monarchie danubienne, mais aussi contre le Gouvernement

Impérial et la personne de M. Sazonoff, qu'on accusait de faiblesse envers l'Autriche. Cette irritation se manifesta dans la société pétersbourgeoise par un boycottage de l'Ambassade d'Autriche, dont les membres n'étaient invités nulle part et en étaient réduits à se montrer en public aussi peu que possible.

La position du Gouvernement, celle de M. Sazonoff surtout, devint très difficile. L'Empereur et le pays entier voulaient la paix ; ils n'avaient nulle envie de faire la guerre pour les questions balkaniques ; mais l'effervescence dans les cercles slavophiles et à la Douma allait toujours en augmentant. Les ministres étaient blâmés publiquement et traités de traîtres à la cause slave ; la situation paraissait sans issue. L'esprit pacifique de l'Empereur Nicolas II ; le sang-froid dont firent preuve le Président du Conseil Kokovtzeff et le Ministre des Affaires Étrangères Sazonoff ; enfin, les efforts de la Conférence des Ambassadeurs à Londres et de son président Sir Ed. Grey : ce sont là les seuls facteurs qui parvinrent à localiser le conflit balkanique et à éviter pour le moment une guerre européenne.

Toutes les nations respirèrent, les nuages qui étaient suspendus depuis des mois au-dessus de l'Europe et du monde entier semblèrent se dissiper sans orage ; mais le danger qu'avait couru la paix aurait dû servir d'avertissement aux dirigeants de la politique européenne et leur dévoiler l'imminence du péril.

*

Le 30 mai 1913, fut signé le traité de paix préliminaire entre la Porte et les Alliés ; mais les rapports entre ces derniers ne tardèrent pas à s'envenimer, malgré tous les efforts de la Russie pour empêcher une rupture entre eux. L'attitude de la Bulgarie, soutenue par l'Autriche, qui redoutait par-dessus tout la consolidation de la Ligue Balkanique sous l'égide de la Russie, devenait de plus en plus agressive.

La Roumanie se trouva de nouveau dans l'embarras. D'un côté, la perspective d'une nouvelle guerre l'effrayait ; mais, de l'autre, cette guerre pouvait offrir une nouvelle occasion d'agrandir son territoire. Les anciens alliés devenus adversaires se montraient tous désireux de s'assurer de sa neutralité, sinon de son concours. Le Ministre de Bulgarie s'adressa dans ce but à M. Maïoresco, mais il n'obtint de lui, comme d'habitude, que des réponses évasives. Interrogé moi-même par M. Kalinkoff au sujet de l'attitude probable de la Roumanie dans le cas d'un conflit entre la Bulgarie et ses anciens alliés, je lui exprimai l'avis que la Bulgarie ne pourrait, dans ce cas, compter sur la neutralité de la Roumanie.

Le Gouvernement roumain hésitait sur la ligne de conduite à suivre. Certains membres du Cabinet, Maïoresco en tête, se montraient

disposés à profiter de l'occasion pour obtenir de la Bulgarie de nouvelles cessions de territoire comme prix de la neutralité ; ils admettaient même une intervention armée de la Roumanie en sa faveur. D'autres, plus avisés, tels que Take Ionesco et Bratiano, se rendaient compte de l'intérêt qu'avait la Roumanie à ne pas laisser écraser la Serbie.

Les débats passionnés qui eurent lieu au Parlement roumain à l'occasion de la ratification de l'acte d'annexion de Silistrie à la Roumanie furent empreints d'une grande hostilité à l'égard de l'Autriche et de la politique austrophile du Gouvernement. L'Autriche fut accusée d'avoir pris parti pour la Bulgarie contre la Roumanie, malgré les liens qui l'attachaient à ce pays. Le Gouvernement dut subir à son tour de violentes attaques pour avoir, durant trente années, tout sacrifié à l'Autriche et s'être éloigné volontairement des États balkaniques, alors que tous ses intérêts l'attiraient vers eux. La violence des discours prononcés à cette occasion était symptomatique de l'état d'esprit du pays et du changement survenu dans l'opinion publique durant les derniers mois. Le Gouvernement se vit obligé de prendre ce changement en considération, tout en gardant encore une attitude expectante. Quant à l'opinion publique roumaine, dès le commencement de la crise, elle se déclara ouvertement en faveur de la Serbie et de la Grèce contre la Bulgarie.

Les représentants diplomatiques des deux groupes de Puissances à Bucarest, tout en cultivant d'excellents rapports personnels, menaient entre eux une très vive lutte politique d'influence. M. Blondel, Sir George Barclay et moi, d'un côté ; le Prince Fürstenberg, le Baron Waldhausen et le Baron Fascioti, de l'autre, après des journées de travail ardu, nous passions les soirées ensemble à causer et à plaisanter de la façon la plus amicale. Un jour, à dîner, m'étant trouvé mal à la Légation d'Autriche après une journée très fatigante, le Prince Fürstenberg me dit en riant : « de grâce, cher ami, si vous avez l'intention de mourir, ne le faites pas chez moi : dans les conditions actuelles je serais certainement accusé de vous avoir empoisonné. »

Tous les efforts de l'Autriche pour amener le Gouvernement roumain à se déclarer en faveur des revendications bulgares et à exercer ainsi une pression sur la Serbie furent infructueux. Ils ne firent que porter encore davantage atteinte à son prestige, et provoquer dans la presse roumaine de nouvelles attaques contre les intrigues autrichiennes et la politique austrophile du Gouvernement.

Le pressant appel de l'Empereur Nicolas II aux Souverains serbe et bulgare – les adjurant d'éviter une lutte fratricide – n'ayant pas donné de résultat, le Gouvernement roumain déclara aux représentants étrangers qu'en cas de rupture entre les alliés, la Roumanie

mobiliserait son armée et occuperait le territoire bulgare jusqu'à la ligne Turtukaïa-Baltchik, qu'elle regardait toujours comme la frontière naturelle entre elle et la Bulgarie.

En juin, les hostilités entre la Bulgarie et ses anciens alliés commencèrent par une attaque des Bulgares contre les Serbes et les Grecs. Ils furent repoussés partout avec de grandes pertes.

L'agression des Bulgares contre leurs anciens alliés souleva contre eux l'opinion publique de l'Europe entière. L'initiative de cette agression, attribuée de prime abord à Daneff, se trouva appartenir au Roi Ferdinand lui-même, qui avait ordonné au général Savoff d'attaquer l'armée serbe.

Le Gouvernement roumain se décida à céder à la pression de l'opinion publique, à mobiliser son armée et à se ranger ouvertement aux côtés de la Serbie et de la Grèce contre la Bulgarie.

Le 20 juin 1913 fut une date mémorable dans l'histoire des rapports diplomatiques de la Roumanie avec les autres pays. L'importance de la décision prise était accrue par le fait qu'elle allait à l'encontre des conseils de l'Autriche. Le Roi Charles était personnellement très opposé à la mobilisation de son armée contre le désir de l'Autriche ; mais il dut se soumettre aux instances de son Gouvernement et de l'opinion publique roumaine.

Le jour de la mobilisation, Bucarest fut en proie à une grande effervescence. Dès l'aube, des milliers de personnes envahirent les rues centrales et les squares, attendant avec impatience l'annonce de la mobilisation. Cette dernière tardant à être annoncée, la foule, précédée de musique et de drapeaux déployés portant des inscriptions telles que : « Nous voulons la guerre ! », « À bas la Bulgarie ! », « À bas l'Autriche ! », « Vive la Serbie ! », s'assembla devant le Palais Royal en réclamant à grands cris la mobilisation de l'armée roumaine.

Les réflexions du vieux Souverain, aux oreilles duquel parvenaient ces cris poussés par la foule sous ses fenêtres, ne devaient pas être joyeuses. Il était obligé de reconnaître qu'un profond abîme s'était, au déclin de sa vie, après cinquante années de règne, creusé entre lui et son peuple.

Vers dix heures du soir, le Ministre de la Guerre déclara à une députation de manifestants que le décret de mobilisation était signé. Cette annonce provoqua un grand enthousiasme ; des cris de « Vive le Roi ! », « Vive la Roumanie ! » retentirent dans l'air.

Le pays entier reçut la nouvelle de la mobilisation avec le même enthousiasme. Celle-ci s'effectua dans l'ordre le plus parfait. Les réservistes se présentaient avant l'heure, des foules de volontaires s'enrôlaient, et parmi eux des hommes politiques les plus en vue, tels

que Filipesco et Bratiano.

Cette surexcitation de toute une nation acclamant la guerre s'explique par un sentiment de satisfaction qui s'était emparé de toutes les classes de la population : le sentiment de s'être enfin émancipé de la tutelle autrichienne. Une autre explication, je l'ai déjà dit, c'est la faculté qu'ont les races latines de se monter la tête très facilement, quittes à se calmer ensuite avec la même rapidité. Le Gouvernement roumain était mu par la crainte d'une défaite serbe et d'un nouveau triomphe bulgare, suivi d'un renforcement de cette voisine belliqueuse, ainsi que par le désir de profiter des circonstances pour obtenir lui-même un accroissement de territoire. Le risque pour la Roumanie n'était pas grand et le profit pouvait être considérable. Il valait la peine de mettre sur pied une armée de 400.000 hommes.

L'État-Major général roumain se mit immédiatement en rapports avec les États-majors serbe et grec, et le Gouvernement roumain avec les Cabinets de Belgrade et d'Athènes.

Le Gouvernement autrichien fit une dernière tentative pour rapprocher l'une de l'autre la Roumanie et la Bulgarie au prix d'une cession de territoire de la part de la dernière ; mais les démarches faites en ce sens à la dernière heure par le Prince Fürstenberg à Bucarest n'eurent aucun succès.

XXVII

Entrée des troupes roumaines en Bulgarie. Armistice. Signature du Traité de Bucarest, 10 septembre 1913.

L'attitude du Cabinet de Berlin durant la deuxième guerre des Balkans fut plutôt passive. La défaite des Bulgares étonna les Allemands et provoqua à Berlin, où l'on admirait par-dessus tout la force et le succès, un certain refroidissement à leur égard. L'Empereur Guillaume, avec son impétuosité habituelle, manifesta ouvertement des dispositions malveillantes envers la Bulgarie ; il fit preuve en même temps, d'un renouveau de bons sentiments envers la Reine des Hellènes, sa sœur, à laquelle, pendant longtemps, il n'avait pas pardonné sa conversion à l'orthodoxie.

Le Gouvernement impérial russe, dont la Bulgarie sollicita l'intervention, fit tout son possible pour mettre fin à la guerre. Il usa de son influence dans ce sens à Bucarest, Belgrade et Athènes.

La Bulgarie, se conformant aux conseils de Saint-Pétersbourg, n'opposa aucune résistance à l'entrée des troupes roumaines sur son territoire ; elle concentra les siennes contre la Serbie et la Grèce, mais sa situation devint bientôt critique. L'armée roumaine, sous les ordres de l'Héritier du Trône, était arrivée en vue de Sofia et menaçait la capitale bulgare ; les Serbes avançaient sur la rive gauche du Vardar ; les Grecs occupèrent la région de Serès et Kavalla ; les Turcs réoccupèrent Andrinople sans coup férir.

Si, après la signature du traité de Londres et l'occupation d'Andrinople, la Bulgarie s'était montrée plus conciliante dans la question du partage des provinces turques conquises par les Alliés, elle fût sans doute devenue la Puissance la plus considérable des Balkans ; mais l'intransigeance dont firent preuve ses gouvernants, l'amena au bord de l'abîme, et ce ne fut que la pression exercée par la Russie à Bucarest et dans les autres capitales balkaniques qui la sauva du désastre. La marche des troupes roumaines sur Sofia fut arrêtée par ordre du Roi, et un armistice fut signé par les belligérants, qui s'entendirent pour l'envoi à Bucarest de plénipotentiaires chargés de traiter des conditions de la paix.

La nouvelle du danger qui menaçait la capitale bulgare étant

parvenue jusqu'à Saint-Pétersbourg, je reçus l'ordre de faire tout mon possible pour empêcher l'occupation de Sofia par l'armée roumaine. Il n'y avait pas une minute à perdre. Le Roi, qui avait seul l'autorité nécessaire pour arrêter l'élan des troupes, venait de quitter Bucarest pour le quartier général de l'armée, ce qui compliquait beaucoup ma tâche. Je savais que la Reine était en rapport télégraphique journalier avec son Auguste Époux, mais la question était trop délicate pour que je m'adresse directement à elle. J'eus alors l'idée de rendre visite à mon vieil ami Ion Kalindero, qui comme ami intime du Couple Royal, avait toujours accès au palais. Je le mis en quelques mots au courant de la situation, en attirant toute son attention sur les conséquences néfastes pour les relations futures entre la Roumanie et la Bulgarie d'une occupation de la capitale par les troupes roumaines, fait que la Bulgarie n'oublierait et ne pardonnerait jamais. Je ne lui cachais pas non plus la mauvaise impression que cet acte produirait à Saint-Pétersbourg. Je lui dis que je m'adressais à son patriotisme autant qu'à son sens politique en lui démontrant la nécessité de sacrifier une satisfaction passagère d'amour propre national aux intérêts véritables du pays.

M. Kalindero parut très impressionné par tout ce que je lui avais dit. Il me promit de voir la Reine le soir même et d'obtenir de Sa Majesté qu'elle transmette sans retard par télégraphe au Roi la teneur de notre conversation.

Mon vieil ami tint sa parole. Il passa une partie de la nuit à chiffrer ensemble avec la Reine un télégramme au Roi.

Le Prince Ferdinand reçût l'ordre formel du Roi d'arrêter l'avance des troupes sur Sofia et de ne dépasser en aucun cas la crête des montagnes qui entourent la ville.

Le rôle du Gouvernement russe en ce moment était très difficile. Il avait fait tout son possible pour empêcher une rupture entreé les alliés, mais n'avait obtenu aucun résultat, par suite de l'intransigeance des Bulgares grisés par le succès de leurs armes. La menace roumaine était le seul moyen d'éviter une défaite écrasante de la Serbie et la rupture de l'équilibre des forces balkaniques ; mais l'envahissement du territoire bulgare par la Roumanie devait soulever en Russie une grande indignation et provoquer des attaques acharnées contre le Gouvernement et la personne du Ministre des Affaires Étrangères, auquel on reprochait de ne pas s'être opposé à cette immixtion de la Roumanie dans la querelle des alliés. Il fallut beaucoup de fermeté et de courage, de la part de M. Sazonoff pour résister aux violentes attaques dirigées contre lui dans la presse et les réunions publiques. C'est uniquement grâce au soutien de l'Empereur et aussi à celui du Président du Conseil, Comte Kokovtzeff, qu'il put mener à bonne fin le

programme politique qu'il s'était tracé.

La sage décision prise par le Roi Charles d'arrêter l'élan de ses troupes en marche sur Sofia, et ses démarches à Belgrade et Athènes en faveur de la cessation des hostilités, contribuèrent beaucoup à mettre fin à la guerre.

Le 21 juillet 1913, à Bucarest, entre les délégués bulgares et roumains, un accord fut conclu en vertu duquel un territoire de 7.500 kilomètres carrés, atteignant la ligne Turtukaïa-Baltchik, fut cédé par la Bulgarie à la Roumanie. La Bulgarie s'engageait en outre à raser dans un délai de deux ans les fortifications de Roustchuk et Schumla. Cet accord ne devait pas être envisagé comme un traité séparé mais devait faire partie du traité de paix général entre les cinq Puissances balkaniques.

Le 24 juillet au matin, après de longues conférences entre les délégués serbes et bulgares et des représentants des Grandes Puissances, on arriva à un accord en vertu duquel toute la vallée du Vardar et de la Bregalnitza avec les villes d'Ichtib et Kotchany, revenaient à la Serbie, ainsi que le cours supérieur de la Stroumitza, avec la ville de Radovitcha ; la Stroumitza moyenne et inférieure avec la ville de ce nom étaient attribuées à la Bulgarie.

Les plus grands efforts durent être mis en œuvre pour arriver à une entente entre les délégués grecs et bulgares. Le sort de Cavalla était le principal obstacle à un accord. Ce ne fut qu'après d'interminables pourparlers, pendant lesquels une rupture sembla plusieurs fois imminente, que fut enfin conclu un accord par lequel la Grèce obtenait Serès, Brama et Cavalla. La Grèce fut soutenue dans cette question par la France et l'Allemagne, tant à Athènes qu'à Bucarest.

Après être arrivés à une entente générale dans la question des frontières territoriales, les délégués grecs soulevèrent la question de l'octroi de certains droits autonomes à la population grecque en Bulgarie. Les délégués bulgares y consentirent, à la condition que des droits équivalents fussent donnés à la population bulgare en Grèce ; mais les délégués serbes ayant opposé un refus net cette question resta ouverte, ainsi que celle des compensations pour les dommages causés aux populations pendant la guerre.

L'échec de ces dernières négociations témoignait des sentiments réciproques d'amertume qui animaient les représentants des différents États balkaniques. Ces sentiments se manifestèrent encore plus clairement dans le refus des Serbes et des Grecs d'adhérer à la proposition roumaine d'entreprendre une démarche collective en faveur de l'évacuation d'Andrinople par les Turcs.

Le traité de Bucarest, signé le 10 septembre 1913, contenait en lui

tous les éléments de prochains conflits. Le général Fitcheff, délégué bulgare, répéta plusieurs fois pendant les négociations, quand la discussion menaçait de s'aggraver : « Nous avons joué gros jeu et avons perdu, maintenant il faut payer… » (« quittes à reprendre à la première occasion ce que nous avons perdu et plus encore », aurait-il dit probablement, s'il avait osé achever la phrase). Cette même idée animait la Porte et l'Autriche-Hongrie, dont le prestige dans les Balkans venait de subir une grave atteinte. La défaite de la Bulgarie – qu'elle avait encouragée en l'excitant contre la Serbie ; – le renforcement, de cette dernière, que l'Autriche considérait comme son pire ennemi ; – le relâchement des liens qui l'unissait à la Roumanie ; – l'accroissement du prestige de la Russie dans les Balkans : tout cela devait sans doute provoquer à Vienne un sentiment de grand mécontentement contre le traite de Bucarest, – mécontentement qui se manifesta aussitôt par la demande formelle de soumettre le traité à la ratification d'une conférence européenne.

À la suite du rejet de cette proposition par les Puissances de l'Entente, les dirigeants de la politique extérieure de l'Autriche-Hongrie eurent l'idée malheureuse de profiter de la première occasion pour porter un coup mortel à la Serbie, afin de relever ainsi le prestige de l'Autriche dans les Balkans et dans la Double Monarchie elle-même.

XXVIII

Départ de Bucarest. Ma nomination. Ambassadeur à Vienne. Instructions. Arrivée à Vienne. Comte Berchtold. Baron Macchio. Comte Forgach. Audience chez l'Empereur François-Joseph. Dîner à Schönbrunn.

Dans le courant des derniers mois, des bruits persistants me parvinrent de Saint-Pétersbourg concernant le départ imminent de Vienne de notre ambassadeur, M. Nicolas de Giers, dont on annonçait que je serais le remplaçant.

Après la signature du traité de paix, je demandai un congé et partis pour Saint-Pétersbourg, où j'appris que ma nomination à Vienne était décidée, mais n'aurait pas lieu officiellement avant la fin de l'année. Je résolus donc, après un court séjour à la campagne, de retourner à Bucarest pour y attendre le décret concernant ma nomination, présenter mes lettres de rappel et faire mes adieux, à la Roumanie. Un mois se passa de la sorte. Je fus fêté, selon l'usage, par une série de dîners. Le Président du Sénat, M. Lahovary prononça une courte allocution dans laquelle, après les compliments d'usage, il déclara que si mon séjour en Roumanie avait été de courte durée, il en était de moi comme des militaires, dont les mois de campagne sont comptés doubles ; qu'en effet les journées critiques par lesquelles avait passé la Roumanie durant mon séjour en ce pays ne sauraient être de sitôt oubliées. Le Gouvernement roumain avait hautement apprécié les sentiments amicaux dont j'avais invariablement fait preuve dans les durs moments que nous avions traversés ensemble.

Je quittai la Roumanie et le confortable hôtel de la Légation avec un sentiment de sincère regret. Comme l'avait dit si justement M. Lahovary, bien que mon séjour eût été court en Roumanie, les heures si critiques que nous avions vécues ensemble m'avaient rapproché de ce pays.

L'oukase concernant ma nomination comme Ambassadeur de Russie à Vienne ayant paru, je retournai à Saint-Pétersbourg pour recevoir les dernières instructions de l'Empereur avant de me rendre à mon nouveau poste.

Je ne me faisais guère d'illusions sur la difficulté de ma tâche ; mais les difficultés ne me rebutaient pas, et je me rendis à mon poste avec la ferme conviction que – si le destin me donnait le temps de prendre pied à Vienne, de gagner la confiance des dirigeants de la politique autrichienne afin de les convaincre que la Russie ne voulait pas la guerre, – le succès de ma mission serait assuré, et que je pourrais justifier le crédit que m'avait accordé mon Souverain.

J'arrivai à Vienne le 15 décembre 1913. Le lendemain de mon arrivée, je me rendis au Ministère des Affaires Étrangères. Le Comte Berchtold, que je connaissais bien de Saint-Pétersbourg, me reçut avec son amabilité habituelle. Il me dit avec beaucoup de bonne grâce combien il se réjouissait d'avoir dorénavant à travailler pour le bien de nos deux pays avec un homme qu'il connaissait de longue date. Je me fis un devoir, de mon côté, dès mon premier entretien avec le Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche-Hongrie, de lui transmettre le désir formel de l'Empereur de Russie et de son Gouvernement d'établir de bons rapports avec l'Autriche, et de mon intention de faire tout mon possible pour améliorer les relations entre nos deux pays. Le Comte Berchtold m'écouta avec attention, mais j'eus, dès cette première entrevue, l'impression que ma tâche serait encore plus difficile que je ne l'avais supposé. Je sentais, dressé entre nous, comme un mur de méfiance qu'il ne serait pas facile d'abattre ; au moins y faudrait-il mettre beaucoup de temps. Cette impression, au lieu de diminuer, ne fit que s'accroître plus tard.

La personnalité du Comte Berchtold ne se prêtait guère à des explications franches et loyales. Elle contribua beaucoup, à mon avis, à envenimer la crise de 1914 et à précipiter la catastrophe finale. D'une politesse exquise, mais peu sincère, léger, peu sûr de lui-même, et à cause de cela réservé et peu communicatif, les conversations sérieuses étaient avec lui très difficiles et pénibles. Chaque fois que je sortais de son bureau, c'était avec un sentiment de profond dépit ; je n'étais satisfait ni de lui ni de moi-même, et je déplorais que mon temps et mes peines eussent été perdus.

Dans son genre, le Comte Forgach était un partenaire encore moins agréable pour traiter des questions sérieuses. Très intelligent et sûr de lui-même, il ne craignait pas d'aborder des sujets délicats. D'une véracité douteuse et grand intrigant, il parvenait facilement à se tirer d'embarras. Serbophobe et russophobe enragé, malgré un long séjour en Russie, il porte indubitablement une lourde responsabilité, peut-être même la plus lourde, pour tous les malheurs qui atteignirent sa patrie.

Le Baron Macchio me fit l'effet d'un employé aux vues assez étroites.

Le 18 décembre, je fus reçu en audience solennelle par l'Empereur

François-Joseph pour présenter mes lettres de créance et les lettres de rappel de mon prédécesseur. À l'heure fixée, trois voitures de la Cour attelées à la Daumont, en livrées de parade, furent avancées devant le perron de l'Ambassade. Les membres de l'Ambassade prirent place dans les deux premières voitures ; je montai moi-même dans la troisième avec le Chambellan Comte Hartig. Le cortège se mit en route et se dirigea au pas à travers toute la ville, jusqu'à la Hofburg ; il entra dans la cour (Schweitzerhof) où la garde d'honneur avec étendard et musique rendit les honneurs habituels et s'arrêta devant l'escalier des Ambassadeurs (Botschafterstiege). Nous fûmes reçus au bas de l'escalier par deux « Hofkommissäre » et conduits par eux jusqu'à la « Trabantenstube », d'où deux « Oberhofkommissäare » nous menèrent entre deux haies de soldats de la Garde jusqu'à la « Antekamer ». Là, nous fûmes reçus par le Grand Maître des Cérémonies, le Comte Choloniewsky, qui nous escorta jusqu'à la « Geheime Ratstube », où l'Aide de Camp Général de l'Empereur, le Comte Paar, ayant annoncé notre arrivée à l'Empereur, me conduisit seul jusqu'à la salle où il se trouvait. Ayant salué trois fois l'Empereur : à l'entrée, au milieu de la salle, et en m'approchant de Sa Majesté, je lui remis mes lettres de créance. Après un court entretien, je demandai à l'Empereur l'autorisation de lui présenter les membres de l'Ambassade. Je retournai ensuite chez moi avec le même cérémonial.

Le lendemain, 19 décembre, anniversaire de la fête de l'Empereur Nicolas, je fus convié à dîner au palais de Schönbrunn. Les invités, grands dignitaires militaires et civils, et membres de la Cour, s'assemblèrent dans une grande salle en attendant l'entrée de l'Empereur, et se placèrent le long des murs. Le Grand Maréchal Prince Montenuovo me conduisit à ma place près de la porte, par où devait paraître le Souverain. C'était ma première apparition à la cour en qualité d'Ambassadeur de Russie, et je sentais les regards fixés sur moi. Bien que je me fusse trouvé, depuis mon premier séjour à Vienne, en relations amicales avec beaucoup de ces personnages, je ne saurais dire que leurs regards aient été empreints de bienveillance ; ils exprimaient plutôt une curiosité méfiante. Je sentais toujours entre eux et moi ce mur de glace dont j'ai parlé plus haut.

Pendant le dîner, je fus placé à la droite de l'Empereur ; il me frappa par la vigueur de son maintien et son étonnante mémoire. Il s'entretint très gracieusement avec moi pendant le repas, mais sans aborder de questions politiques.

Les premiers jours furent consacrés à prendre connaissance des affaires courantes de l'Ambassade, aux audiences chez les membres de la Famille Impériale, et aux visites aux collègues du corps diplomatique.

XXIX

Situation politique en Europe au début de 1914. Entrevue de Constantza. État des esprits à Vienne et Budapest en juin 1914.

Depuis mon départ de Bucarest, je n'avais pu suivre la marche des événements politiques que par les journaux, et cependant il y avait toute une série de questions qui menaçaient sérieusement d'envenimer les rapports entre les Puissances. La question de l'Albanie, celle de la liquidation définitive de la dernière guerre balkanique ; la question complexe des rapports entre la Turquie et la Bulgarie d'une part, la Serbie, la Grèce et la Roumanie de l'autre ; le règlement du sort des Îles d'Égée, occupées jusque-là par l'Italie ; enfin, la question qui dominait toutes les autres : celle des rapports entre les deux groupes de Puissances ; tous ces problèmes étaient à l'ordre du jour et risquaient à chaque moment de provoquer un conflit.

Entre les cabinets, les pourparlers concernant ces questions se poursuivaient sur un ton qui témoignait d'une nervosité générale. L'Autriche ne pouvait se réconcilier avec l'idée du changement survenu dans ses rapports avec la Roumanie ; elle faisait des efforts désespérés pour rétablir son influence dans ce pays, et était fortement appuyée en cela par l'Allemagne. Les Cabinets de Berlin et de Vienne s'efforçaient en même temps d'attirer la Bulgarie et la Turquie dans la sphère d'influence de la Triplice. Ils travaillaient à reformer la Ligue balkanique à leur manière : à substituer – à l'alliance entre la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et la Roumanie – une alliance bulgaro-turque, à laquelle se fussent ensuite jointes la Grèce et la Roumanie ; cette alliance serait dirigée contre la Serbie et la Russie. L'idée de se défaire définitivement de la Serbie s'était emparée de l'esprit des dirigeants de la politique autrichienne, et les hantait sans relâche à l'exclusion de toute autre question, voire de celle, si importante pour l'Autriche, d'entretenir de bons rapports avec la Russie.

Plusieurs circonstances défavorables à la paix contribuèrent, dans cette période critique de l'histoire de l'Europe et du monde entier, à envenimer la situation. La presse des deux groupes, au lieu de jouer un rôle modérateur et d'employer sa grande influence sur les esprits des nations à calmer les passions et dissiper ainsi les malentendus, fit exactement le contraire et, par des articles violents et haineux, excita

l'opinion publique des deux côtés. Une autre circonstance grave fut le manque en Allemagne, en ce moment critique, d'hommes d'État capables d'arrêter leur alliée sur la pente fatale. Au contraire, ils l'y poussaient aveuglément, imbus de l'idée erronée qu'un conflit austro-serbe pourrait être localisé et qu'un coup fatal serait ainsi porté au prestige de la Russie dans les Balkans. C'est en ce sens qu'agissait constamment M. von Tschirschky, Ambassadeur d'Allemagne à Vienne. Un rôle important doit également être attribué au changement survenu dans les dispositions de l'Empereur Guillaume envers la Russie. Ce changement, je l'avais constaté moi-même en 1910, lors de mon séjour à Berlin comme Conseiller d'Ambassade. Ayant, au début de son règne, rompu avec les traditions de son Grand-Père et de Bismarck, en refusant de renouveler le pacte dit de « contre-assurance », il conserva quand même, durant vingt-cinq ans de règne, des rapports extérieurement corrects avec la Russie. Mais depuis 1910, il commençait manifester des symptômes de russophobie.

Le ton général de la presse de Vienne, de Berlin et de Saint-Pétersbourg, en mars 1914, témoignait de l'état d'esprit en Europe. Le sujet dominant était les rapports russo-allemands et la probabilité d'une guerre prochaine entre ces pays. Tout en blâmant les attaques de la presse allemande contre la Russie, l'Empereur Guillaume, au cours d'un entretien avec l'Ambassadeur d'Autriche à Berlin, le Comte Szegyeny, attribua ces campagnes aux sentiments hostiles, dont la Russie – qui elle-même n'était pas, à son avis, en état de faire la guerre – faisait preuve à chaque occasion vis-à-vis de l'Allemagne. L'amitié entre l'Allemagne et la Russie, tant vantée du temps de Bismarck, n'avait selon lui jamais existé ; d'amitié sincère, il n'y en avait eu qu'entre les deux souverains.

Vienne et Budapest considéraient que la situation créée par la paix de Bucarest mettait en péril la paix de l'Europe. Dans un mémoire qu'il présenta à l'Empereur François-Joseph en avril 1914, le Comte Tisza exprima l'avis que l'Europe, et l'Autriche-Hongrie en particulier, traversaient une crise aiguë ; que le seul moyen d'en sortir heureusement était d'élaborer, de concert avec l'Allemagne, une ligne d'action concernant leur politique balkanique. Tous leurs efforts, selon lui, devaient tendre à rapprocher la Bulgarie de la Grèce et de la Roumanie, et à éloigner la première de la Serbie pour empêcher la formation d'un bloc des États balkaniques hostiles à l'Autriche-Hongrie. Tout en tâchant d'éviter une guerre, il fallait, selon lui, parvenir à affaiblir la Serbie et renforcer la Bulgarie à ses dépens. Ce mémoire était rédigé en des termes très catégoriques. Le Comte Tisza insistait sur la responsabilité qu'encourraient les dirigeants de la politique autrichienne et allemande, s'ils ne prenaient pas à temps les mesures nécessaires pour parer au danger qui devenait tous les-jours

plus pressant.

Les rapports avec la Roumanie préoccupaient vivement le Cabinet de Vienne. Il se rendait parfaitement compte des sentiments hostiles des cercles politiques et militaires roumains à l'égard de l'Autriche. Le Ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest le renseignait là-dessus en détail dans ses rapports. Le Comte Oscar Czernin citait même les paroles du Roi, qui lui avait déclaré un jour que, vu les dispositions actuelles du peuple roumain, il lui serait impossible, en cas de guerre, de se mettre du côté de l'Autriche. Mais Vienne continuait à compter sur la loyauté du vieux Roi et sur son attachement à l'Allemagne et à l'Autriche.

Les relations entre la Serbie et la nouvelle principauté d'Albanie devenaient de jour en jour plus tendues. La Serbie reprochait à la dernière de donner l'hospitalité aux bandes macédoniennes, qui repassaient ensuite la frontière serbe pour se livrer au pillage. L'Albanie, à son tour, accusait la Serbie de persécuter les éléments non-serbes dans ses nouveaux domaines, contribuant par cela à la formation de bandes d'émigrés.

Ainsi se dessinait toujours plus clairement dans les Balkans la formation de deux groupes d'États : d'une part, la Turquie et la Bulgarie tirant du côté de la Triple Alliance ; de l'autre, la Serbie et la Roumanie inclinant vers l'Entente ; les deux groupes s'efforçant l'un et l'autre d'attirer la Grèce vers eux.

Mes premiers entretiens avec le Comte Berchtold, quoique consacrés à la discussion de griefs réciproques, s'écoulèrent sur un ton amical. Il me semblait que, des deux côtés, on recherchait les moyens d'améliorer les rapports entre les deux pays, et de leur donner un cours normal. Mais il suffisait d'une étincelle pour rallumer des brandons de discorde qui ne s'étaient jamais éteints complètement. La visite que le Prince Héritier de Roumanie fit avec sa femme et leur fils, le Prince Carol, à Saint-Pétersbourg, et le bruit qui s'ensuivit du mariage éventuel du Prince avec une des Grandes-Duchesses, fut le sujet de nombreux commentaires à Vienne et à Berlin. Les rapports alarmistes des représentants de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans, du Marquis Pallavicini à Constantinople, du Comte Czernin à Bucarest, et du Comte Tarnowski à Sofia, ne contribuaient pas à calmer les passions. Dans leurs dépêches, ils en revenaient toujours à l'activité de la politique balkanique de la Russie, qui, à les en croire, aurait déjà complètement annulé l'influence de l'Autriche à Bucarest. Dans leur imagination, ils voyaient déjà la Bulgarie et la Turquie se joignant à la Serbie et à la Roumanie, et la Russie, exerçant dans les Balkans une sorte de dictature. Ces rêveries, malgré leur caractère fantaisiste, provoquaient une certaine nervosité tant à Vienne qu'à Berlin.

Le voyage que le Roi d'Angleterre entreprit à la fin d'avril 1914 à Paris ne fit qu'accroître cette nervosité. Le Roi George était accompagné de la Reine, de Sir Ed. Grey et de M. W. Tyrell. Les discours prononcés à cette occasion, aussi bien que les communiqués officiels – après les déclarations habituelles au sujet de la concordance des points de vue des dirigeants de la politique française et britannique sur toutes les questions à l'ordre du jour – insistaient tout particulièrement sur la nécessité de continuer, à travailler de concert avec la Russie à la sauvegarde de l'équilibre politique et de la paix de l'Europe.

De retour à Londres, Sir Ed. Grey trouva nécessaire, pour calmer les esprits, d'affirmer catégoriquement aux Ambassadeurs d'Allemagne et d'Autriche qu'aucun changement n'était survenu dans les relations entre Londres et Paris, et qu'il avait rapporté de son voyage une impression des plus rassurantes sur les dispositions pacifiques de la France entière.

Le troisième événement qui fut interprété à Berlin et à Vienne comme indice des plans agressifs de la Russie fut la visite que l'Empereur Nicolas II rendit au Roi Charles de Roumanie à Constantza. L'Empereur était accompagné du Ministre des Affaires Étrangères. Durant l'entretien qu'il eut avec M. Bratiano, M. Sazonoff appuya sur le fait que la seule menace pour la paix de l'Europe qu'il entrevit dans le plus proche avenir, était l'attitude de l'Autriche envers la Serbie. Il interrogea le Ministre Président roumain sur le rôle que jouerait la Roumanie en cas d'une attaque de la Serbie par l'Autriche. M. Bratiano répondit prudemment que tous les efforts de la Roumanie seraient employés au maintien de la paix. Cette visite n'avait rien d'anormal et n'était qu'un acte de politesse dû par l'Empereur de Russie au Roi Charles, puisque ce dernier lui avait rendu visite à Saint-Pétersbourg ; mais elle fit perdre tout sang-froid au représentant de l'Autriche à Bucarest ; il y vit comme la consécration officielle du passage de la Roumanie dans les rangs de la Triple-Entente et, somme toute, le couronnement des efforts faits par les diplomaties russe et française pour entourer l'Autriche et l'Allemagne d'un cercle d'ennemis.

Dans ces circonstances, M. Bratiano jugea utile de faire part au Comte Czernin de l'impression qu'il avait retirée de ses entretiens avec l'Empereur et M. Sazonoff. Il était persuadé, lui dit-il, que tous les efforts du Ministre des Affaires Étrangères russe étaient dirigés vers le maintien de la paix. Celui-ci ne cessait de donner, dans ce but, des conseils de modération à Constantinople et à Athènes ; quant aux rapports entre la Russie et l'Autriche, ils étaient, selon l'avis de Sazonoff, tout à fait normaux ; seule une attaque de la Serbie par l'Autriche pourrait être la cause d'un conflit entre elles. En ce cas, les

dispositions de l’opinion publique en Russie rendrait très difficile la situation du Gouvernement. C’était pour parer à cette éventualité que M. Sazonoff conseillait toujours au Gouvernement serbe d’entretenir de bons rapports avec l’Autriche.

Je crois utile de donner ici un aperçu de l’état des esprits à Vienne et Budapest en juin 1914, tel qu’il m’apparaissait à moi. Ce sont en effet ces dispositions qui conduisirent à la présentation de l’ultimatum à la Serbie et au déclanchement de la guerre mondiale.

Les événements survenus durant les deux dernières années dans les Balkans avaient, après une étude approfondie de la nouvelle situation, amené le Cabinet de Vienne à cette conclusion : qu’il était indispensable pour la conservation de la Monarchie de prendre les mesures les plus énergiques pour contrecarrer les plans agressifs de la Russie et de la France contre l’Autriche dans les Balkans.

Les circonstances favorables à la Triple-Alliance, ou considérées comme telles par ces Puissances, étaient : la création d’une Albanie indépendante, l’agrandissement de la Grèce et surtout l’affranchissement de la Bulgarie de l’influence (hypnose) de la Russie. Les circonstances défavorables, selon l’avis des dirigeants de la politique autrichienne étaient : l’affaiblissement de la Turquie, l’agrandissement de la Serbie, le rapprochement de la Roumanie et de la Serbie, et surtout l’évolution qui s’était opérée en Roumanie en faveur de la Russie.

Les efforts de la Russie tendant à l’affranchissement des Slaves balkaniques du joug ottoman étaient interprétés à Vienne comme un plan russe aux fins de former dans la Péninsule balkanique un bloc slave hostile aux Puissances Centrales. L’esprit pacifique du Gouvernement russe et son attitude conciliante durant les dernières, crises étaient interprétés à Vienne comme des indices de faiblesse devant la supériorité des forces armées de la Triple-Alliance.

Le désir bien naturel qu’avait la Russie d’améliorer ses rapports avec la Roumanie, et de se libérer ainsi d’une menace perpétuelle sur son front méridional, était interprété à Vienne comme tendant à augmenter ses propres forces avec des visées agressives.

L’attaque conjuguée des États balkaniques contre la Turquie avait éveillé à Vienne la plus vive inquiétude, et la dissolution de la ligue balkanique y fut accueillie avec joie. Tous les efforts de la Russie pour réconcilier la Serbie et la Bulgarie et éviter ainsi une guerre fratricide se heurtèrent à l’opposition opiniâtre de la diplomatie autrichienne. Le voyage de l’Empereur de Russie à Constantza fut également considéré comme l’apothéose du rapprochement russo-roumain dirigé contre l’Autriche.

Le but de l'accord secret, conclu entre l'Autriche et la Roumanie avait consisté en la possibilité pour la première, en cas de conflit armé avec la Russie, de jeter toutes ses forces contre celle-ci, sans avoir à redouter, de la Roumanie, une agression contre son flanc. Mais, selon l'avis du Ballplatz, après le changement d'orientation de la politique roumaine, la situation se trouvait complètement changée. Non seulement l'Autriche ne pouvait plus compter sur aucune sécurité quant à sa frontière roumaine, mais c'était la Russie maintenant qui pouvait considérer sa frontière méridionale complètement garantie de toute attaque du côté roumain, et qui, par conséquent, pouvait concentrer ses forces contre l'Autriche et l'Allemagne. La prolongation d'une situation aussi précaire rendait l'accord austro-roumain non seulement inutile, mais même nuisible, car il privait l'Autriche de la possibilité de prendre à temps les mesures indispensables pour garantir sa frontière contre la Roumanie.

Jusqu'à ce moment, Vienne ainsi que Berlin, avaient considéré que ces malentendus n'étaient que temporaires (un extra-tour avec la Russie) ; qu'avec le temps tout rentrerait dans les chemins jadis frayés ; qu'enfin le calme et la patience rétabliraient peu à peu les anciennes relations avec la Roumanie. Mais les événements des derniers mois avaient détruit ces illusions. La situation politique n'excluait nullement la possibilité d'une nouvelle guerre dans le plus proche avenir. Les intérêts de l'Autriche exigeaient impérieusement de savoir exactement quel rôle jouerait la Roumanie en telle occurrence et si l'Autriche la devait éventuellement considérer comme alliée ou comme ennemie.

Tout cela poussait l'Autriche à prendre des mesures énergiques pour clarifier la situation entre elle et la Roumanie. De l'avis du Ballplatz, ces mesures devaient consister dans la publication officielle de l'accord secret conclu avec l'Autriche, afin que l'opinion publique du pays pût le ratifier ou le rejeter. Dans le premier cas, l'Autriche pourrait garantir l'inviolabilité des territoires enlevés par la Roumanie à la Bulgarie et se servir des bons offices de la Roumanie pour améliorer ses rapports avec la Serbie. Dans le cas contraire, l'Autriche devrait se rapprocher définitivement de la Bulgarie, et insister sur son alliance avec la Porte, tout en prenant les précautions indispensables sur sa frontière roumaine.

Le Gouvernement autrichien trouvait d'autant plus urgent d'y voir clair dans les véritables intentions de la Roumanie, qu'il constatait dans ce pays le désir de ne se rallier ni à l'un ni à l'autre groupe des Puissances, afin de pouvoir, en cas de conflit, se mettre du côté des vainqueurs – ce qui ne faisait pas l'affaire de la Monarchie austro-hongroise.

De l'avis du Cabinet de Vienne, cette question n'intéressait pas

seulement l'Autriche ; elle devait intéresser également les autres Puissances de la Triple-Alliance, en premier lieu l'Allemagne, qui avait tout intérêt à ne pas laisser s'accomplir les plans de la Russie et de la France consistant à renforcer leurs forces armées par les troupes d'une Ligue balkanique dont ils souhaitaient la formation.

Les événements devaient donner bientôt à la diplomatie autrichienne l'occasion de régler son compte avec la Serbie, de porter un coup à la Russie et d'éclaircir sa situation envers la Roumanie ; mais cette tâche se trouva être au-dessus de ses forces, elle ne réussit qu'à mettre le feu à l'Europe.

XXX

Assassinat de l'Archiduc François-Ferdinand, 28 juin 1914. Politique du défunt.

Des rumeurs sur de prétendus complots, ourdis en territoire serbe contre l'intégrité de la Monarchie austro-hongroise, et d'attentats dirigés contre les Membres de la Maison des Habsbourg étaient propagés à Vienne depuis quelque temps.

Le 29 juin 1914 au matin (cette date est inscrite pour toujours dans ma mémoire comme marquant la fin d'une ère de bien-être et le commencement d'une ère nouvelle de calamités et de peines), je travaillais à l'Ambassade dans mon bureau quand mon chasseur entra, le visage bouleversé et me dit, qu'il avait appris de l'Ambassade d'Allemagne (située de l'autre côté de la rue) que l'Héritier du Trône et sa femme, la Duchesse de Hohenberg, avaient été victimes d'un attentat à Sarajevo et que tous deux avaient succombé. Je saisis mon chapeau et me rendis aussitôt à l'Ambassade d'Allemagne pour me renseigner moi-même. Sur l'escalier, je rencontrai le Chargé d'Affaires Comte Stolberg qui sortait. Il me confirma ce que m'avait dit mon chasseur, mais ne put me donner aucun détail, venant, disait-il, d'apprendre lui-même la triste nouvelle. Le ton du Comte Stolberg et des membres de l'Ambassade qui l'accompagnaient était glacial ; il avait l'air de dire que je devais en savoir plus qu'eux sur ce qui était arrivé à Sarajevo. Cette manière d'être envers l'Ambassade de Russie, – sans parler de l'attitude adoptée vis-à-vis de la Légation de Serbie les jours qui suivirent immédiatement l'attentat-de Sarajevo – témoigne de la grande nervosité qui régnait alors dans les capitales européennes. Elle témoigne aussi de l'ignorance des buts que poursuivait la politique russe, et des moyens auxquels elle avait recours. La bruyante campagne contre l'Autriche, que menaient en Russie, dans la presse et dans les réunions publiques quelques membres de la Douma, pouvait jusqu'à un certain degré induire en erreur l'opinion publique autrichienne sur les visées de la politique russe.

Les détails de ce crime – dont les victimes furent non seulement l'Archiduc et sa femme, mais des millions d'habitants de toutes les parties du monde, tout à fait étrangers à la politique autrichienne, – furent bientôt connus à Vienne et dans le monde entier.

Le 28 juin dans la matinée, l'Héritier du Trône et la Duchesse

Hohenberg venant du Kurort Ilidza, situé à onze kilomètres de distance, arrivaient en automobile à Sarajevo, pour visiter les monuments historiques de la ville et déjeuner ensuite au Konak (résidence du Gouverneur général). La voiture de l'Archiduc était précédée d'une autre, où se trouvaient le Bourgmestre et le Commissaire du Gouvernement. Dans l'équipage de l'Héritier avaient pris place, outre lui et sa femme, le Général Potiorek ; le propriétaire de l'automobile, le Comte Harrach se tenait à côté du chauffeur. La ville était pavoisée et, sur les trottoirs se pressait une foule qui acclamait chaleureusement l'Archiduc. Les autos, marchaient à toute vitesse pour diminuer les risques d'un attentat, qu'on paraissait craindre ; mais, sur l'ordre de l'Archiduc elles durent ralentir pour lui permettre d'examiner à loisir la ville. Quand on arriva sur l'Appelquai, un objet d'assez petit volume fut lancé du frottoir dans la voiture ; il passa derrière le dos de la Duchesse Hohenberg sans atteindre personne. Un instant après une bombe fut lancée du même point, du trottoir ; elle tomba derrière la voiture et éclata au bout de quelques secondes. Dans la voiture de l'Héritier du Trône personne n'étant atteint ; elle continua donc sa route ; mais, voyant l'autre voiture s'arrêter, l'Archiduc donna l'ordre de stopper. Il se trouva que le Comte Boos Waldeck et l'aide de camp du général Potiorek, le lieutenant-colonel Meruzzi, étaient légèrement blessés par des éclats de bombe ; leur voiture était fortement endommagée ; celle de l'Archiduc était également criblée par derrière d'éclats de bombe.

Un peu rassuré sur l'état des blessés qui n'étaient que légèrement atteints, l'Archiduc continua sa route vers le Rathaus. Il était dans un état de violente émotion. Reçu au bas de l'escalier par les autorités municipales, il leur lança la phrase suivante : « C'est, paraît-il, avec des bombes qu'on reçoit ici, ses invités. » Après avoir visité le Rathaus, il déclara vouloir se rendre sans retard à l'hôpital pour s'enquérir de l'état du lieutenant-colonel Meruzzi, blessé. Il fut décidé qu'on suivrait l'Appelquai, route qui paraissait moins dangereuse.

La foule amassée le long de la route, ayant appris qu'un attentat avait été perpétré contre la personne de l'Héritier du Trône, poussait des cris frénétiques ; celui-ci exprima qu'il était contrarié de voir le Comte Harrach se tenir sur le marchepied de la voiture pour le couvrir de sa personne. Au coin de l'Appelquai et de la Franz-Josephstrasse, la voiture dût ralentir sa marche et se trouva serrée contre le trottoir qui était couvert de monde. À ce moment, deux coups retentirent et la voiture s'arrêta. Il sembla d'abord que l'Archiduc et sa femme étaient indemnes ; car ils continuaient à se tenir tout droits dans la voiture et ne paraissaient blessés ni l'un ni l'autre. Le général Potiorek décida alors de changer d'itinéraire et de regagner au plus vite le Konak, situé à peu de distance du lieu de l'attentat. Au premier mouvement de la

voiture, la Duchesse Hohenberg s'affaissa contre l'épaule de son mari et échangea avec lui quelques paroles inintelligibles. Le général Potiorek pensa qu'elle s'était évanouie d'émotion ; il remarqua en même temps qu'un filet de sang coulait de la bouche entrouverte de l'Archiduc. La voiture s'arrêta devant le perron du Konak, et on porta la Duchesse, qui avait perdu connaissance, dans l'appartement du général Potiorek. L'Archiduc s'affaissa alors à son tour et dut être porté hors de la voiture.

Les médecins qui avaient été prévenus et les attendaient au Konak ne purent les ranimer. L'Archiduc François-Ferdinand avait les poumons perforés ; la Duchesse était blessée au bas-ventre ; au bout d'un quart d'heure tous les deux rendirent le dernier soupir sans avoir repris connaissance.

L'homme qui avait lancé la bombe se trouva être un ouvrier typographe, né à Trébinje, Nadelzko Gabrinovitch ; quant au meurtrier de l'Archiduc, c'était un Serbe orthodoxe de 19 ans, né à Grahovo, Gavrilo Prinzip. Tous les deux furent arrêtés et la police eut de la peine à les arracher des mains de la foule. Le premier avoua qu'il avait voulu atteindre l'Héritier du Trône ; il prétendit avoir reçu les bombes d'un anarchiste inconnu à Belgrade. Le second déclara être résolu depuis longtemps à tuer un personnage haut placé ; ayant appris la visite projetée de l'Archiduc François-Ferdinand à Sarajevo, il avait décidé de le tuer comme étant le représentant du pouvoir.

Désireux d'être renseigné sur tous les détails de l'attentat, j'expédiai le deuxième secrétaire de l'Ambassade, le Prince Gagarine, à Sarajevo. Du rapport très circonstancié qu'il me présenta à son retour, il ressortait avec évidence que les autorités locales avaient fait preuve, dans toute cette affaire d'une négligence impardonnable. Aucune mesure sérieuse de sécurité n'avait été prise par eux pour parer au danger qui menaçait la vie de l'Héritier du Trône de la part des Serbes orthodoxes fanatiques de Bosnie. Si les autorités autrichiennes pouvaient compter sur la loyauté de 434.000 Croates catholiques et sur l'indifférence de 612.000 Musulmans, il ne pouvait en être de même à l'égard des 824.000 Serbes orthodoxes, ennemis déclarés de l'annexion, et partisans de l'union de la Bosnie à la Serbie.

Les violentes attaques que, à la suite du crime du 28 juin, le général Potiorek et les autres autorités portèrent contre le Gouvernement serbe, l'accusant de complicité dans l'attentat de Sarajevo s'expliquent par la conscience qu'ils avaient de leur propre culpabilité. Ils se rendaient compte qu'ils avaient négligé de prendre les mesures nécessaires pour la défense de l'Héritier du Trône et ils cherchaient à rejeter la faute sur la Serbie, sans égard aux conséquences funestes qui pourraient en résulter pour le sort de la monarchie.

Ce fut, évidemment, ce même sentiment de responsabilité qui empêcha les autorités locales de réagir contre les démonstrations antiserbes qui eurent lieu aussitôt après l'attentat de Sarajevo, à Sarajevo Mostar, Travnik et autres villes de Bosnie. Les autorités tenaient à souligner que la population locale était animée d'un loyalisme qui excluait toute idée de participation au crime, et que les fils du complot devaient, selon eux, conduire à Belgrade.

XXXI

État d’esprit à Vienne. Le Comte Tisza s’oppose à une agression contre la Serbie. Lettre de l’Empereur François-Joseph à l’Empereur Guillaume. Réponse de l’Empereur d’Allemagne.

Chargé par M. Sazonoff de porter au Ministre des Affaires Étrangères les condoléances du Gouvernement impérial, je lui exprimai en même temps la profonde indignation qu’avait provoquée en Russie ce crime révoltant. Le Comte Berchtold, en me remerciant, m’informa du désir qu’avait exprimé l’Empereur François-Joseph que les obsèques eussent lieu le plus tôt possible, et que les Cours étrangères s’abstinssent d’y envoyer des représentants extraordinaires.

Je fus désigné par mon Souverain pour le représenter. Après la première explosion d’indignation, la population viennoise accepta la nouvelle du crime de Sarajevo avec assez de calme et d’indifférence. Il y eut bien, devant la Légation de Serbie, quelques manifestations populaires suscitées par des articles provocateurs dans certains journaux, mais comme la plupart des démonstrations viennoises, elles étaient empreintes d’un caractère peu sérieux, et elles se bornèrent à des cris de : « À bas la Serbie ». Un drapeau serbe fut pourtant brûlé dans la rue.

L’Empereur supporta ce quatrième coup dont la Providence frappait sa famille avec la même réserve stoïque qu’il avait manifesté lors de la mort de son fils unique, l’Archiduc Rodolphe ; de sa femme, l’impératrice Elisabeth, et de son frère Maximilien, Empereur du Mexique. Ses rapports avec l’Archiduc François-Ferdinand n’avaient jamais été très cordiaux, surtout depuis le mariage de ce dernier avec la Comtesse Chotek. Les obsèques de l’Archiduc, mort en d’aussi tragiques circonstances, se ressentirent de ces dispositions du Souverain et de celles de son entourage le plus proche. On eût dit qu’il s’agissait, non de l’Héritier du Trône, premier représentant après l’Empereur de la Maison des Habsbourg, mais d’un parent indésirable dont on préférait effacer le souvenir.

Les dépouilles mortelles de l’Archiduc et de sa femme furent transportées à Vienne dans la soirée du 2 juillet. Elles furent saluées-à la gare par le nouvel Héritier du Trône, l’Archiduc Charles, qui les

conduisit sans aucune pompe à l'église du palais, où elles demeurèrent jusqu'au lendemain. Le 3 juillet, à 4 heures, eut lieu un court service funèbre en présence de l'Empereur, de toute la Famille Impériale, des représentants des Souverains étrangers et des hauts dignitaires civils et militaires. Le nombre des assistants était très restreint et la cérémonie ne dura pas plus d'un quart d'heure. Même les troupes de la garnison de Vienne ne furent pas admises à prendre part à la procession ; au dernier moment, quelques détachements seulement obtinrent la permission de faire la haie sur le parcours du cortège. Cette manière de procéder souleva une grande indignation parmi les militaires et les amis du défunt Archiduc. La défense de se joindre au cortège provoqua même de la part d'un groupe de partisans de l'Archiduc une démonstration devant la porte du Jockey Club ; ils se joignirent au cortège de celui qui était leur propre chef. En regardant, à l'église, la figure calme et placide de l'Empereur François Joseph, je me demandai si c'était là le signe de l'indifférence ou celui d'un grand empire sur soi-même résultant de longues années de règne.

L'enterrement eut lieu le lendemain, matin à Artstetten, en présence des plus proches parents seulement et de quelques personnes de l'entourage de l'Archiduc.

L'Archiduc François-Ferdinand n'avait jamais joui d'une grande popularité dans le pays. La population de la capitale fit preuve d'une certaine indifférence ; la foule qui stationnait le long du parcours du cortège était composée en majeure partie de curieux ; et, le jour même où les dépouilles mortelles du malheureux couple reposaient dans la capitale, les festivités du Prater suivirent leur cours habituel. Dans la classe bourgeoise, l'indifférence se traduisait même par un sentiment de soulagement, qui s'explique par la crainte de nouveaux impôts provoqués par les armements des dernières années, dont l'Archiduc était le principal inspirateur.

En revanche, une grande effervescence se manifesta à l'occasion du meurtre de l'Héritier du Trône parmi les militaires et les cléricaux, ainsi que dans les cercles allemands, qui firent tout leur possible pour exciter les masses populaires contre la Serbie, accusant à haute voix celle-ci d'avoir ourdi un complot contre la vie de l'Archiduc François-Ferdinand et l'intégrité de la Monarchie. Il faut rendre au Ministre de Serbie à Vienne, M. Iovanovitch, cette justice qu'il aurait été, dans ces jours si pénibles pour lui, difficile de montrer plus de tact et de retenue. Si, dans les premiers jours qui suivirent l'attentat, les rapports entre l'Autriche et la Serbie ne s'envenimèrent pas davantage, on le dut à la modération du représentant serbe à Vienne.

Depuis l'annexion de la Bosnie, et surtout depuis la mort du Comte Aerenthal, l'Archiduc avait acquis une grande influence sur les affaires

civiles et militaires de l'État. On lui attribuait de vastes plans de rétablissement de l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise, qui n'excluaient pas des idées de conquête. Ces bruits, sans doute exagérés, ne trouvaient d'échos que dans les cercles militaires ; dans le reste de la population, qui craignait par-dessus tout d'avoir à supporter de nouvelles charges, ils provoquaient plutôt de l'inquiétude.

Au début de la carrière politique de l'Archiduc François-Ferdinand, on lui attribuait des sympathies slaves très prononcées et, par conséquent, une tendance à transformer en trialisme le dualisme de la Monarchie ; mais, d'année en année, il parut subir de plus en plus : d'une part, l'influence de l'Empereur Guillaume, et, d'autre part, celle des éléments cléricaux, qui agissaient par l'entremise de sa femme. C'est par là qu'on expliquait la recrudescence de propagande catholique dans tout le pays, en Galicie et surtout en Bosnie et en Herzégovine.

L'Archiduc François-Ferdinand disparaissant, avec lui s'écroulait toute une construction politique qui, bien que peu connue et peut-être même non encore mûrie dans l'esprit de son créateur, existait cependant. Autour de lui, se groupaient tous ceux qui reconnaissaient que les choses ne pouvaient continuer ainsi ; qu'un changement radical dans le cours de la politique intérieure pouvait seul sauver la Monarchie Austro-Hongroise, dans un avenir plus ou moins rapproché, d'un écroulement complet.

En ce qui concerne la politique extérieure, l'Archiduc paraissait être partisan d'une politique active : il n'aimait pas les situations indécises et semblait décidé à régler les questions litigieuses, soit d'une façon pacifique, soit au besoin par la force des armes, au moyen d'une armée et d'une flotte puissante.

Pour l'Empereur Guillaume, la mort de l'Archiduc fut un coup très rude. Tous les efforts qu'au cours des dernières années il avait fait pour se rapprocher du futur Souverain de l'Autriche-Hongrie, se trouvaient perdus, au moment où ils paraissaient devoir être couronnés de succès. Tout était à recommencer. La personnalité du nouvel Héritier était à peu près inconnue dans les hautes sphères politiques. Saurait-il résoudre le problème si ardu de l'administration de l'Autriche-Hongrie ? Quelle serait son attitude envers l'Allemagne ? Ces questions préoccupaient beaucoup l'Empereur ; elles préoccupaient aussi beaucoup le représentant de l'Allemagne à Vienne, M. von Tschirschky ; il décida de tirer profit de ce tragique événement pour soulever l'opinion publique du pays contre la Serbie et la Russie.

Une grande excitation régnait à Vienne parmi les militaires et les cléricaux, non seulement contre la Serbie, mais aussi contre la Russie. Ils rendaient la presse russe et l'opinion publique responsables de la

propagande anti-autrichienne dans la Monarchie même. Certains journaux viennois, comme la *Reichspost*, cherchaient même à établir une connexité entre le crime de Sarajevo et l'appel des réservistes en Russie.

Le 5 juillet 1914 parut un manifeste de l'Empereur François-Joseph à son peuple, dans lequel il exprimait à toutes les classes de la population ses remerciements pour les sentiments de loyalisme exprimés à l'occasion du meurtre de son « bien-aimé neveu et collaborateur. Un ordre du jour à l'armée et à la flotte exprimait l'intention de l'Empereur de n'apporter, au programme militaire et naval, qu'avait élaboré avec tant de soin le défunt Héritier, aucune modification. Ces paroles étaient destinées à calmer les inquiétudes des partisans de la politique active de l'Archiduc.

Du jour au lendemain, le crime de Sarajevo fit naître au début de juillet 1914 à Vienne et Berlin une atmosphère favorable à la guerre. Les représentants consulaires allemands en Russie faisaient parvenir à la Wilhelmstrasse des renseignements inexacts sur les armements russes, et sur des exercices de mobilisation qui n'avaient aucun rapport avec les événements en cours. Ces rapports étaient autant d'atouts aux mains des militaires et des partisans d'une guerre préventive contre la Russie. Leurs arguments pour agir sur l'opinion publique étaient une certaine détente dans les relations avec l'Angleterre qui, à leur avis, permettait d'espérer que celle-ci demeurerait passive en cas de guerre avec la Russie. On ne comptait plus à Berlin sur l'aide de la Roumanie, mais on était sûr de celle de la Turquie et de la Bulgarie. On espérait en la neutralité de la Grèce. On escomptait l'influence modératrice de la France à Saint-Pétersbourg ; mais si la Russie entrait en guerre, on estimait qu'on en viendrait à bout facilement. En ce qui concernait l'Empereur Guillaume, les partisans de la guerre, à la suite de l'assassinat de l'héritier du trône espéraient lui faire tirer l'épée pour la défense du principe monarchique. L'opinion publique en Allemagne qu'il aurait été difficile de persuader, de la nécessité d'une guerre pour Diakovo, pourrait être soulevée pour la défense de son alliée. On lui assurait que la Monarchie Austro-Hongroise était en péril mortel, et que si on laissait échapper cette occasion d'anéantir la Serbie, l'Autriche serait elle-même condamnée à périr…

De Sarajevo, le général Potiorek insistait pour qu'on fît les démarches les plus énergiques à Belgrade ; elles étaient indispensables, à son avis, pour mettre fin aux menées subversives, et soutenir l'autorité du Gouvernement autrichien en Bosnie.

Le Ministre Président Hongrois se révéla partisan d'une politique plus prudente. Dans une lettre adressée à l'Empereur, le Comte Tisza le mettait en garde contre les risques qu'il y aurait à utiliser le crime de

Sarajevo pour régler les comptes avec la Serbie. Il motivait principalement son opinion par le fait que l'enquête n'avait jusque-là donné aucune raison sérieuse d'accuser le Gouvernement serbe d'être de connivence avec les fauteurs du crime. En l'état actuel, l'Autriche attirerait sur elle tout l'odieux de la rupture de la paix, et commencerait une grande guerre dans des conditions très défavorables. Il faut, disait-il, considérer la Roumanie comme perdue pour la Triple-Alliance, sans qu'elle ait été remplacée par une autre alliée, la Bulgarie ne s'étant pas encore ralliée. Il n'était pas difficile de déchaîner la guerre, mais il fallait au préalable créer une situation diplomatique qui lui fût favorable. Ces conditions, selon l'avis du Comte Tisza, seraient réalisées si la Bulgarie entrait effectivement dans la Triple-Alliance et si, en même temps, on se ménageait de bons rapports avec la Roumanie, ce qui pourrait amener le retour de celle-ci et de la Grèce dans le sein de la Triplice. Dans sa lettre, le Ministre Président appuyait sur la nécessité de profiter de l'arrivée prochaine de l'Empereur d'Allemagne à Vienne pour obtenir de lui l'engagement de soutenir la politique balkanique de l'Autriche.

Dans une lettre à l'Empereur Guillaume qui accompagnait une note du Comte Berchtold sur la situation politique du moment, l'Empereur François-Joseph soulignait combien il prisait l'ancienne amitié traditionnelle qui les liait, et qu'il avait la certitude qu'à tout moment il pouvait compter sur le soutien de son allié. Puis, suivait un exposé de la situation politique, telle qu'elle se présentait aux yeux des dirigeants de la politique autrichienne. La lettre de l'Empereur, ainsi que la note du Comte Berchtold, offrent un grand intérêt, car elles donnent un aperçu très clair des points de vue et des visées politiques du Cabinet de Vienne en juin 1914, c'est-à-dire les circonstances qui menèrent finalement à la guerre.

Dans sa lettre l'Empereur François Joseph attirait l'attention de l'Empereur d'Allemagne sur le fait que l'attentat contre son neveu était, de la part des panslavistes russes et serbes le résultat de la propagande qui avait pour objet l'affaiblissement de la Triple-Alliance et la destruction de la Monarchie austro-hongroise. D'après toutes les données recueillies, le crime de Sarajevo n'était pas le fait d'une ou deux personnes, mais d'un complot organisé, dont tous les fils menaient à Belgrade. Même si l'on ne parvenait jamais à établir la connivence du Gouvernement serbe avec les organisateurs du crime, il ne pouvait y avoir de doute que sa politique – tendant à l'union de tous les Slaves du sud sous le drapeau serbe – ne fût la cause indirecte de tous les crimes commis dernièrement. Cette politique constituait une menace perpétuelle pour la Dynastie et la Monarchie elle-même.

La situation se compliquait, de l'avis de l'Empereur, de ce que la

Roumanie, malgré les liens historiques qui l'unissaient à la Triplice, s'était laissé entrainer à se rapprocher de la Serbie et tolérait sur son territoire une propagande ouverte contre l'Autriche.

L'Empereur ne pouvait douter de l'amitié d'un vieil ami aussi éprouvé que l'était le Roi Charles, mais, dans les derniers mois, celui-ci avait lui-même déclaré deux fois au Ministre d'Autriche que, vu les dispositions hostiles du peuple roumain, il ne serait pas en état, en cas de danger, de remplir son devoir d'allié. Le Gouvernement roumain, de son côté, soutenait ouvertement la « Liga Culturala », se rapprochait de la Serbie, et coopérait avec la Russie à la formation d'une nouvelle ligue balkanique, dont la pointe était évidemment dirigée contre l'Autriche.

Au début du règne du Roi Charles, des rêves pareils à ceux que propageait aujourd'hui la « Liga Culturala », avaient déjà troublé les idées des politiciens roumains. On avait même pu craindre à un moment que la Roumanie ne se laissât entraîner à une politique d'aventures ; mais, à cette époque, le grand-père de l'empereur d'Allemagne actuel s'était mêlé de l'affaire et avait indiqué à la Roumanie la voie à suivre. C'était cette orientation qui l'avait amenée à son état de prospérité actuelle, et avait fait d'elle un des piliers de l'ordre dans les Balkans. Maintenant, un danger semblable la menaçait. L'Empereur exprimait la crainte que les conseils seuls ne fussent pas suffisants et que la Roumanie ne restât pas fidèle à la Triple-Alliance. Pour prévenir cette éventualité, pensait-il, il faudrait qu'une alliance de la Roumanie avec la Bulgarie mît obstacle à la formation d'une Ligue balkanique sous l'égide de la Russie ; que l'on fit clairement entendre à Bucarest que les amis des Serbes ne pouvaient être les amis de l'Autriche ; qu'enfin, l'Autriche convainquît la Roumanie qu'elle ne pourrait être regardée comme une alliée, que si elle s'écartait de la Serbie et défendait la propagande anti-autrichienne qui se pratiquait sur son territoire. Les efforts du Cabinet de Vienne devaient à l'avenir être consacrés à isoler et affaiblir la Serbie ; pour cela il devait travailler à renforcer la position du Gouvernement bulgare, afin que la Bulgarie, dont les intérêts vitaux concordaient avec ceux de l'Autriche, fût garantie contre un retour de russophilisme. Ce but une fois atteint, on pourrait ensuite tenter de rapprocher la Grèce de la Bulgarie et de la Porte. Alors naîtrait sous l'égide de la Triple-Alliance une nouvelle Ligue Balkanique, dont la tâche serait de barrer le chemin au panslavisme et d'assurer la paix aux peuples qui occupent le territoire de l'Autriche-Hongrie. Tout cela ne deviendrait possible que si le rôle de la Serbie, principal foyer du panslavisme dans les Balkans, était fortement amoindri comme facteur politique.

En conclusion, l'Empereur exprimait l'espoir que l'Empereur

Guillaume, après le crime de Sarajevo, se rendrait compte qu'il ne pouvait plus être question d'entente entre l'Autriche et la Serbie, et que la politique pacifique des monarques européens serait exposée à un danger mortel tant que ce foyer d'actions criminelles à Belgrade demeurerait impuni.

Du mémoire du Comte Berchtold que l'Empereur François-Joseph avait fait parvenir à l'Empereur Guillaume, il ressortait que les dirigeants de la politique autrichienne considéraient que l'Autriche-Hongrie devait établir une entente complète avec l'Allemagne pour l'exécution de son plan de campagne. Cette entente était dictée, non seulement par l'amitié traditionnelle des deux souverains et les devoirs d'alliés qui liaient les deux monarchies, mais par les intérêts vitaux de l'Allemagne et de toute la Triple-Alliance. La défense effective de ces intérêts n'était réalisable que si l'on opposait à la politique coordonnée de la Russie et la France une entente pareille dans les actions de la Triple-Alliance, de l'Allemagne et surtout de l'Autriche.

Les efforts que faisait la Russie, secondée par la France, pour unir les États balkaniques en un bloc contre l'Autriche, étaient dirigés contre l'alliée de l'Allemagne comme telle. L'Autriche, grâce à sa situation géographique et sa structure intérieure, présentait le point le plus vulnérable du bloc des Puissances centrales, qui barrait à la Russie la route vers la réalisation de sa politique mondiale.

Selon l'avis des hommes d'État autrichiens, les Puissances de l'Entente s'efforçaient de suppléer à la supériorité numérique des Puissances Centrales en y incorporant les forces des États balkaniques en Qualité d'auxiliaires. Mais cela n'était pas leur but principal. La France tenait à affaiblir l'Autriche pour pouvoir satisfaire ses rêves de revanche. Quant aux buts de la Russie, ils paraissaient plus vastes aux dirigeants de l'Autriche ; ceux qui, disaient ceux-ci, avaient suivi avec attention le développement de l'Empire Russe durant les derniers deux siècles, l'accroissement graduel de son territoire, l'augmentation rapide de sa population, l'accroissement prodigieux de sa production agricole, devaient comprendre que la politique de cet immense Empire, privé presque d'issues sur les mers, devait essentiellement avoir un caractère agressif.

Les armements et les préparatifs militaires de la Russie étaient évidemment dirigés plutôt contre l'Allemagne que contre l'Autriche, car la Russie comprenait que ses visées en Europe et en Asie touchaient aux intérêts vitaux de l'Allemagne, et devaient rencontrer de sa part une résistance acharnée. Ses efforts pour encercler l'Autriche-Hongrie, qui ne faisait pas de politique mondiale, avaient pour but final d'empêcher l'Allemagne de mettre obstacle à sa supériorité politique et économique.

Les dirigeants de la politique extérieure autrichienne étaient convaincus qu'il était de l'intérêt des deux monarchies, dans l'état actuel de la crise balkanique, de prononcer une offensive énergique et immédiate contre le plan imaginé et déjà mis en exécution par la Russie. Le crime de Sarajevo avait fourni, de l'avis du Cabinet de Vienne, une nouvelle preuve de l'impossibilité qu'il y avait pour l'Autriche à s'entendre avec la Serbie. L'Autriche avait essayé de tous les moyens d'action pacifiques. Ses efforts dans ce sens n'avaient donné aucun résultat ; il était clair qu'elle devait à l'avenir compter avec l'hostilité agressive de la Serbie ; elle devait donc d'une main ferme rompre le filet dont un ennemi implacable s'efforçait de l'envelopper.

XXXII

Impressions à Vienne. Conseil de Cabinet. Attitude du Comte Tisza.

L'Empereur Guillaume reçut la lettre des mains du Comte Szegyeny. En ayant pris connaissance, il déclara que, vu l'importance des questions qui y étaient traitées, il ne répondrait qu'après en avoir conféré avec le Chancelier, Cependant, il pouvait dès aujourd'hui assurer le Comte Szegyeny que l'Autriche pouvait en cette circonstance compter sur le soutien de l'Allemagne. Il était certain que M. de Bethmann-Hollweg partagerait son avis, surtout en ce qui concernait les mesures de répression contre la Serbie. L'avis de l'Empereur était qu'il fallait agir sans retard, car la Russie ne resterait sûrement pas passive en présence de sanctions ; qu'en ce qui le concernait, il y avait longtemps qu'il se préparait en vue de ces éventualités, et qu'enfin l'Autriche pouvait absolument compter sur son appui en cas de guerre avec la Russie. Cette dernière, à son avis, n'était pas prête pour la guerre, et elle ne se déciderait pas facilement à recourir aux armes ; mais elle ne manquerait pas de monter les autres Puissances de l'Entente contre l'Autriche pour mettre le feu dans les Balkans. L'Empereur se rendait parfaitement compte qu'il n'était pas facile à l'Empereur François-Joseph, étant donné son esprit pacifique, de donner à ses troupes l'ordre d'envahir la Serbie ; mais il regretterait vivement que, une fois l'action armée contre la Serbie reconnue indispensable, on ne profitât pas du moment actuel qui, à son avis, était très favorable. L'Empereur se chargeait de persuader le Roi de Roumanie et ses plus proches conseillers de remplir leur devoir envers l'Autriche. Quant à la Bulgarie, malgré toute la méfiance que lui inspirait le Roi Ferdinand, il ne protesterait plus contre la conclusion d'un accord avec ce pays, à condition que cet accord ne fût dirigé contre la Roumanie, et que celle-ci en fût prévenue.

L'Empereur devait partir le lendemain pour Kiel. Avant son départ, il pria le Chancelier de venir de Hohenfinow au Neue Palais à Berlin, pour discuter avec lui le contenu de la lettre de l'Empereur François-Joseph.

Le 6 juillet, le Comte Szegyeny accompagné du Comte Hoyos eut une entrevue avec le Chancelier et le Ministre des Affaires Étrangères. M. de Bethmann-Hollweg lui déclara qu'il était autorisé par l'Empereur

à lui exprimer les considérations suivantes à propos de la lettre de son Souverain. Le Gouvernement allemand avait pleine conscience du danger que présentait pour l'Autriche-Hongrie et toute la Triple-Alliance la politique balkanique de la Russie, qui avait pour but la création d'une ligue balkanique. Il comprenait que, dans ces conditions, l'Autriche s'efforçât d'obtenir l'entrée de la Bulgarie dans la Triple-Alliance ; mais il considérait que cela devait se faire sans porter atteinte aux engagements pris envers la Roumanie. M. de Bethmann-Hollweg promit à l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie que les représentants allemands à Sofia et à Bucarest recevraient des instructions en ce sens, et qu'il serait enjoint au dernier d'informer le Gouvernement roumain des pourparlers entamés avec Sofia, et d'exiger qu'il soit mis fin à la propagande anti-autrichienne dans le pays. Le Comte Szegyeny recevrait l'ordre de dire au Roi Charles que, jusqu'à présent, le Cabinet de Berlin s'était efforcé d'agir à Vienne dans un sens pacifique, mais qu'après l'attentat de Sarajevo cela n'était plus possible ; la Roumanie devait également tenir compte de cette circonstance. Quant à la Serbie, le Cabinet de Vienne devait décider lui-même de ce qu'il avait à faire pour éclaircir la situation. En tout cas, il pouvait compter sur l'appui de l'Allemagne.

De cet entretien, il ressortait que le Chancelier et l'Empereur lui-même considéraient une action armée contre la Serbie comme le moyen le plus efficace pour l'Autriche de sortir d'une situation difficile.

Du point de vue international, le Chancelier considérait le moment actuel comme favorable.

L'Ambassadeur d'Allemagne à Vienne avait reçu l'ordre de pousser le Gouvernement autrichien à prendre d'énergiques décisions. M. von Tschirschky informa le Ministre des Affaires Étrangères qu'il était chargé par l'Empereur Guillaume de déclarer au Cabinet de Vienne que l'Allemagne attendait de l'Autriche une action contre la Serbie, et que le Gouvernement allemand ne comprendrait pas que l'Autriche laissât échapper cette occasion de lui porter un coup décisif.

Le crime de Sarajevo avait éveillé partout un sentiment d'indignation mêlé d'inquiétude pour l'avenir.

Le représentant de la Serbie à Vienne fut chargé de démentir de la manière la plus catégorique tous les bruits qui tendaient à faire croire que Belgrade se trouvât mêlée au crime de Sarajevo. Le communiqué serbe insistait sur le fait que le crime avait été provoqué exclusivement par l'effervescence qui régnait en Bosnie, où l'Archiduc François-Ferdinand était très impopulaire, étant considéré comme partisan de l'annexion et instigateur des mesures prises par l'Administration locale contre les Serbes et les Croates.

La plupart des journaux de Vienne s'efforçaient de faire tomber sur la Serbie la responsabilité de l'attentat. Ils démontraient même la possibilité d'une connivence de la Russie, dont le représentant à Belgrade devait être, à leur avis, étroitement lié au mouvement pan-serbe.

Le meurtre de Sarajevo avait produit une grande impression en Russie. Les journaux, même ceux les plus hostiles à l'Autriche, publièrent des articles de sympathie à l'adresse de l'Empereur François-Joseph. M. Sazonoff m'informa qu'il avait exprimé au Comte Czernin la profonde indignation qu'il avait éprouvée en apprenant ce nouveau crime politique, qui avait coûté la vie à l'Héritier du Trône et à sa femme. Il exprima, de la part de l'Empereur et de la sienne, l'espoir que l'Empereur François-Joseph qui, durant sa longue vie, avait subi tant d'épreuves et qui venait de se relever d'une grave maladie, supporterait ce nouveau coup du sort sans préjudice pour sa santé. La lutte contre les révolutionnaires, ajoutait M. Sazonoff, devait préoccuper également les deux Monarchies, et rendait désirable, entre l'Autriche, l'Allemagne et la Russie, le rétablissement de l'accord qui avait autrefois existé à ce sujet.

Durant ces journées décisives, les représentants de l'Autriche dans les Balkans et à Berlin parurent ne pas se rendre compte de l'immense responsabilité qu'ils assumaient en poussant leurs gouvernements à faire la guerre à la Serbie. L'Ambassadeur d'Allemagne à Vienne n'eut pas un sentiment plus net de ce que la situation pouvait avoir de tragique. Ayant passé quelques années à Saint-Pétersbourg comme conseiller d'Ambassade auprès du Prince Radolin, et ayant pris une part active aux événements de 1908-1909 en qualité d'Ambassadeur d'Allemagne à Vienne, M. von Tschirschky prétendait connaître à fond les dispositions des sphères gouvernementales russes et la psychologie du peuple russe. Il affirmait que ni les dirigeants ni les masses populaires ne voulaient la guerre (en quoi il ne se trompait pas) et que, comme en 1909, l'amour que le Souverain Russe avait pour la paix l'emporterait sur toute autre considération (en quoi il se trompait). Du reste, M. von Tschirschky n'était pas le seul à avoir cette illusion ; d'autres acteurs du drame de 1909 se trompèrent de même. Tel le Comte Berchtold, tel son plus proche collaborateur le Comte Forgach, tel le Comte Pourtalès, Ambassadeur d'Allemagne à St-Pétersbourg, et tel, enfin, l'Empereur Guillaume lui-même. Tous ils ignorèrent le changement qui s'était produit en Russie entre 1909 et 1914. Malgré les avertissements du Comte Thurn Ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg, ils ne comprirent pas quel danger il y avait à répéter, avec de plus mauvaises cartes, le jeu risqué du Comte Aerenthal.

Le 8 juillet, j'appris que la veille, à Vienne, avait eu lieu une

conférence à laquelle, en présence de l'Ambassadeur d'Allemagne, avaient pris part le Comte Berchtold, le Comte Tisza et M. Stork (conseiller de la Légation d'Autriche à Belgrade). Elle avait été suivie d'un Conseil des Ministres présidé par le Comte Berchtold, Conseil où l'on délibéra sur la situation et les mesures extraordinaires à prendre en Bosnie. Le Comté Tisza émit l'avis que les opérations militaires contre la Serbie ne devaient être entreprises qu'au cas où les pourparlers n'aboutiraient pas. Il exprima la crainte que, en cas de guerre, l'Autriche-Hongrie ne trouvât devant elle, non seulement les Serbes, mais leurs alliés, cependant que la Bulgarie était trop faible pour pouvoir être d'un secours réel. Tous les autres membres du Conseil se rangèrent par contre, à l'avis du Comte Berchtold, et estimèrent qu'il fallait profiter du moment actuel pour attaquer la Serbie la situation de l'Autriche-Hongrie ne pouvant que s'aggraver à attendre.

Les démonstrations anti-serbes de la capitale ayant pris un caractère plus violent, je crus de mon devoir d'exprimer, au cours d'un entretien avec le Comte Berchtold, mon étonnement que des démonstrations semblables fussent, dans une capitale européenne, tolérées contre le représentant d'une puissance étrangère. Le Ministre des Affaires Étrangères les imputa au ton de la presse serbe, qui provoquait une vive irritation dans le pays. Je lui fis observer qu'on ne saurait rendre ni un gouvernement ni tout un peuple responsables de l'acte criminel d'un homme, surtout quand cet homme était, en fait, un sujet autrichien. Le Ministre, me répondit que l'Autriche ne désirait pas de conflit : elle voulait seulement éclaircir les détails du crime, afin que tous les fauteurs en fussent châtiés, et pour empêcher la répétition de pareils actes, qui menaçaient l'existence même de la Monarchie.

À la suite de la proclamation de l'état de siège en Bosnie, le calme extérieur se rétablit plus ou moins. Des attaques isolées contre des Serbes et des actes de pillage eurent encore lieu quelque temps, mais, en somme, la vie reprit son cours habituel.

La situation politique créée par l'attentat de Sarajevo faisait l'objet de longs entretiens entre les représentants étrangers à Vienne. Comme il arrivait souvent, les points de vue des deux groupes de puissances différaient sensiblement. Durant cette phase de la crise, l'attitude du Gouvernement italien ne s'était pas encore précisée, l'Ambassadeur d'Italie, le Duc d'Avarna, se tint à l'écart et s'abstint de se prononcer. L'Ambassadeur d'Allemagne, M. von Tschirschky, adopta dès le premier jour une attitude franchement hostile, et se renferma dans un mutisme complet à l'égard des représentants de l'Entente. Quant à ces derniers, ils se voyaient journellement, et tous leurs efforts étaient dirigés vers le même but, celui d'éviter un conflit armé entre l'Autriche

et la Serbie.

Au cours de ces entretiens, je m’efforçai de persuader mes collègues anglais et français qu’une guerre entre l’Autriche et la Serbie ne pourrait être localisée ; que la Russie serait, dès la première heure, forcée de s’y mêler et que, par conséquent, une guerre austro-serbe voulait dire une guerre générale. Je leur expliquai que l’Autriche s’étant, à chaque occasion, opposée à l’accomplissement des désirs de la Serbie, ne pouvait s’attendre à trouver de l’autre côté de la frontière des sentiments amicaux. Dans la question d’une issue sur l’Adriatique, dans celle de Scutari, dans celle des frontières et dans bien d’autres encore, l’Autriche avait toujours pris position contre la Serbie, de telle sorte que chaque Serbe était habitué de voir en elle un ennemi mortel. Aujourd’hui, l’Autriche accuse la Serbie d’être de connivence avec des assassins. En Russie, on considère cette accusation comme injuste. Personne ne condamne plus sévèrement les crimes politiques que le Gouvernement russe qui en a souffert lui-même plus qu’aucun autre ; mais il estime qu’on ne saurait rendre un pays responsable d’un crime sous l’unique prétexte que ce crime ait été préparé sur son territoire.

XXXIII

Mort de M. Hartwig. Rapport du Sektionsrat Wiesner. Attitude de Berlin.

Le 12 juillet 1914, je reçus la nouvelle de la mort de M. Hartvig, Ministre de Russie à Belgrade. En raison des bruits malveillants répandus sur son compte par la Légation d'Autriche à Belgrade, à l'occasion du crime de Sarajevo, M. Hartvig avait cru de son devoir de rendre visite au Ministre d'Autriche, qui venait de rentrer de congé, afin de démentir ces bruits. Le Baron Giesl l'avait assuré que sa démarche et ses explications lui donnaient entière satisfaction. Leur entretien avait pris une tournure tout à fait amicale. M. Hartwig s'était plaint de l'état de sa santé, et avait dit qu'il comptait se rendre dans quelques jours à Nauheim. Quelques instants après il s'était affaissé dans les bras du Baron Giesl, et le médecin appelé en hâte n'avait pu que constater le décès.

Cette mort subite, dans l'hôtel de la Légation d'Autriche, du Ministre de Russie, qui avait la réputation d'être austrophobe au moment où les rapports austro-serbes étaient le plus tendus, donna forcément lieu à des rumeurs variées. Il est fort possible que les émotions qu'il avait éprouvées à la suite de l'attentat de Sarajevo aient contribué à abréger sa vie. Je puis attester qu'ayant reçu M. Hartwig à l'Ambassade de Vienne quelques semaines avant sa mort, je fus frappé par sa mauvaise mine, et que j'eus l'impression que la maladie dont il souffrait depuis longtemps avait fait des progrès inquiétants. Comme je m'enquérais de l'état de sa santé, il m'avait répondu qu'il se sentait très mal et que son cœur malade le faisait beaucoup souffrir.

Le 14 juillet 1914, eurent lieu à Belgrade les funérailles du Ministre de Russie, qui jouissait en Serbie d'une très grande popularité. Le Gouvernement serbe avait exprimé le désir de l'inhumer en territoire serbe, et de lui faire, en qualité d'ami de la Serbie, des obsèques nationales. Le Gouvernement russe donna son assentiment, mais posa comme condition que les funérailles ne donneraient lieu à aucune démonstration politique quelconque.

Entre temps, de différents côtés, Vienne recevait des conseils de modération. Le Roi Charles de Roumanie affirma au Gouvernement austro-hongrois que le meurtre de l'Archiduc avait suscité en Roumanie le même sentiment de réprobation qu'il avait éprouvé lui-

même, et qu'on ne saurait confondre un assassin avec les milieux gouvernementaux serbes. Il exprima sa conviction que le Gouvernement serbe ferait tout ce qu'il serait possible pour découvrir l'auteur du crime et pour le lui faire expier ; que l'influence de la Russie serait certainement dirigée dans le même sens, mais qu'évidemment, ajoutait le Roi, la Serbie ne saurait consentir à admettre des agents autrichiens sur son territoire.

Le 19 juillet, le Cabinet de Vienne fit savoir à ses représentants à Londres, Paris et Constantinople qu'un accord était établi avec le Cabinet de Berlin concernant la situation politique résultant du crime de Sarajevo.

Quelles pouvaient être les raisons qui avaient amené le Gouvernement allemand et l'Empereur Guillaume, non seulement à adopter le point de vue de Vienne sur la situation créée par l'attentat, mais à pousser ouvertement l'Autriche à un conflit armé avec la Serbie ? On peut à ce sujet, trouver certaines indications dans la conduite de l'Ambassadeur d'Allemagne à Vienne, et dans ses déclarations qui me revenaient de tous côtés. Selon l'avis de M. von Tschirschky, la conviction avait peu à peu mûri à Berlin que la Russie s'armait contre l'Allemagne, et qu'elle se préparait non seulement en vue d'un conflit éventuel, mais avec la ferme intention de provoquer ce conflit à un moment donné. Elle s'y préparait, mais elle n'était pas encore prête, et d'intervenir dans la guerre entre l'Autriche et la Serbie pourrait lui coûter cher. L'Allemagne préférait, par conséquent, que cette collision eût lieu tout de suite, et non plus tard, par exemple dans quelques années, alors que l'avantage ne serait plus en sa faveur. Le Cabinet de Berlin présumait que l'Angleterre ne ferait pas la guerre pour une cause balkanique, même si la Russie et la France y étaient entraînées, – et cela non pas parce que ses rapports avec l'Allemagne s'étaient améliorés, mais parce que, d'une façon générale, elle ne voulait pas la guerre, et qu'elle n'était pas disposée à tirer les marrons du feu pour la Serbie, ni même pour la Russie.

Voilà pourquoi l'Allemagne considérait le moment actuel aussi favorable que possible pour faire la guerre.

On peut ajouter à ces considérations l'état d'esprit qui régnait en Autriche depuis le drame de Sarajevo. Jusqu'à la date du crime, une grande partie de la population n'avait pas attribué beaucoup d'importance au mouvement séparatiste anti-autrichien parmi les Serbes de la Monarchie, non plus qu'aux intrigues de la Serbie en faveur de ce mouvement. Après l'attentat, tout le monde se laissa convaincre et exigea des mesures énergiques pour la suppression du mouvement. D'après l'opinion de Tschirschky, la vérité éclata, non seulement aux yeux de la population de la Monarchie, mais à ceux de

tous les pays, et l'on fut unanime à approuver la décision du Gouvernement austro-hongrois consistant à prendre des mesures de défense et à exercer des représailles. L'opinion allemande se laissa persuader que, si les partisans de la Serbie hésitaient à adopter une attitude hostile à ce pays, ils ne se décideraient pas, néanmoins, à prendre les armes pour sa défense. Voilà les raisons qui décidèrent l'Allemagne à encourager l'Autriche à profiter de cette occasion pour se tirer d'une situation intolérable, et pour couper court une fois pour toutes aux intrigues panslaves de la Serbie.

Le Chef de l'État-Major autrichien, Général Conrad, s'informa le 12 juillet 1914 auprès du Comte Berchtold de la manière dont il fallait interpréter la décision prise au Conseil des Ministres : le Conseil avait-il décidé de déclarer purement et simplement la guerre à la Serbie, ou bien avait-il spécifié qu'il était nécessaire d'envisager la possibilité d'une pareille guerre ? En tout cas, il considérait de son devoir d'attirer l'attention du Gouvernement sur le danger que, dans les deux cas, comportait tout délai, qui donnerait à l'adversaire le temps d'organiser sa défense. Les pourparlers devaient être menés de façon à ne pas mettre l'adversaire en garde, et, la décision une fois prise, elle devrait être suivie d'un ultimatum à court délai, dont l'échéance serait aussitôt suivie de la mobilisation des forces armées de la Monarchie.

Le Chef de Section (Sektionsrat) Wiesner, chargé par le Gouvernement autrichien de l'enquête de Sarajevo, lui fit tenir de cette ville, le 14 juillet 1914, une information d'après laquelle la conviction régnait sur place, que le Gouvernement serbe avait bien connaissance de la propagande pan-serbe en Bosnie, mais que les documents que lui avaient fournis les autorités civiles et militaires, et sur lesquels se fondait cette conviction, ne donnaient aucune base pour accuser le Gouvernement serbe de connivence, au contraire.

Les circonstances qui avaient accompagné la mort du Ministre de Russie à Belgrade servirent à exciter de nouveau, à Vienne et à Belgrade, une opinion publique qui avait commencé à se calmer. Les esprits s'échauffèrent à nouveau, et une panique régna même, pendant plusieurs jours, à la Bourse.

Le Gouvernement austro-hongrois, qui n'avait nulle envie de se dessaisir de la direction des événements, prit des mesures pour calmer l'opinion publique. Le Comte Tisza prononça au Parlement hongrois un discours modéré, et des communiqués officiels furent publiés à Vienne et à Pest, enjoignant à la population de se méfier des fausses nouvelles. La Bourse se calma peu à peu. L'Empereur rentra à Ischl. Le Ministre de la Guerre Grobatin et le Général Conrad, chef d'État-Major, partirent en congé prolongé. Tout, en un mot, fut arrangé de façon à faire croire qu'au cours de l'enquête, menée dans un profond mystère,

on n'avait rien découvert qui pût amener un conflit entre l'Autriche et la Serbie.

Le Comte Berchtold et ses proches collaborateurs, le Baron Macchio et le Comte Forgach, s'enfermaient, selon leur habitude, dans un silence obstiné ; à toutes les questions des représentants étrangers, ils répondaient en affirmant qu'il était impossible de rien dire de positif avant la fin de l'enquête. Leur ton général était calculé pour faire croire que le Cabinet ne songeait à rien entreprendre qui pût menacer la paix de l'Europe. On avait l'impression que le Gouvernement désirait laisser se calmer l'opinion publique pour ne pas risquer, après tant de bruit, de s'attirer, encore une fois, le reproche de s'être montré faible, et de n'avoir pas sauvegardé le prestige de la Monarchie.

XXXIV

J’apprends que le Gouvernement Austro-Hongrois prépare un ultimatum à la Serbie. Le Comte Berchtold me donne à Vienne et le Comte Szapary donne à M. Sazonoff à Saint-Pétersbourg des assurances rassurantes.

Le 16 juillet 1914, j’appris qu’à un déjeuner chez le Comte Lutzow, ancien Ambassadeur à Rome (il avait eu le matin même un long entretien avec le Comte Berchtold et le Comte Forgach), on avait discuté les termes de la note que, l’enquête une fois terminée, le Gouvernement autrichien avait décidé de présenter au Gouvernement serbe. Cette note était rédigée dans des termes très durs, et contenait des exigences inacceptables pour tout État indépendant. Sa remise devait donc créer une situation critique.

Je communiquai immédiatement cette nouvelle au Gouvernement impérial, en l’accompagnant d’un commentaire personnel exprimant qu’il me paraissait indispensable que le Cabinet de Vienne fût informé sans retard de l’attitude qu’adopterait la Russie, si l’Autriche adressait à la Serbie des réclamations incompatibles avec les droits souverains de ce pays.

J’appris plus tard que l’Empereur avait fait sur ma dépêche l’annotation suivante : « Aucun pays ne peut, à mon avis, présenter d’exigences à un autre, à moins qu’il ne soit décidé à faire la guerre. »

Le Baron Schilling, chef de Cabinet de M. Sazonoff, m’informa que, à la suite de ma communication et d’un entretien qu’il avait eu avec l’Ambassadeur d’Italie pendant l’absence du Ministre des Affaires Étrangères de Saint-Pétersbourg, M. Sazonoff, aussitôt rentré, avait interviewé l’Ambassadeur d’Autriche-Hongrie avec l’intention de lui annoncer la ferme intention du Gouvernement impérial de n’admettre aucune atteinte à l’indépendance de la Serbie. Mais le Comte Szapary avait nié de la façon la plus catégorique toute intention de la part de l’Autriche d’envenimer les rapports avec la Serbie. Ses assurances avaient l’air tellement sincères qu’elles tranquillisèrent le Ministre, et lui épargnèrent de recourir aux menaces, l’Ambassadeur d’Autriche lui ayant garanti les intentions pacifiques de son Gouvernement. En rapportant au Baron Schilling sa conversation avec le Comte Szapary,

M. Sazonoff avait ajouté : « Il a été doux comme un agneau ».

Le 18 juillet, je fis remarquer à Sir Maurice Bunsen qu'un article paru dans la *Westminster Gazette*, et qui avait été reproduit dans la plupart des journaux de Vienne et de Budapest, ne pouvait, à mon avis, – en faisant croire à l'Autriche qu'elle avait les sympathies, de l'Angleterre, – servir qu'à encourager celle-ci dans son intransigeance envers la Serbie, – ce qui rendait un bien mauvais service à la cause de la paix. Je profitai de cette occasion pour prévenir encore une fois l'Ambassadeur d'Angleterre qu'en cas de guerre entre l'Autriche et la Serbie, la Russie ne pourrait pas rester passive.

Le même jour, j'attirai l'attention de notre Chargé d'Affaires à Belgrade sur l'extrême nervosité de Vienne et sur la nécessité d'observer à Belgrade la plus grande prudence, afin d'éviter un conflit armé. En réponse, M. Strandtmann m'informa que M. Pasitch l'avait prié d'informer le Gouvernement impérial, qu'en raison des accusations répandues par la presse autrichienne contre la Serbie, il croyait nécessaire de souligner derechef tout le tort que le crime de Sarajevo avait fait à la Serbie. Le Gouvernement serbe, désireux d'améliorer ses rapports avec l'Autriche, ne manquerait pas de livrer à la justice toute personne accusée de participation au crime de Sarajevo, si cette accusation était accompagnée de preuves irréfutables.

En ce qui concernait les sociétés culturelles serbes, comme la « Narodna Odbrana », de laquelle l'Autriche se plaignait le plus, le Gouvernement serbe prendrait contre elles les mesures les plus rigoureuses, afin de restreindre leur activité strictement aux confins du Royaume. Le Ministre-Président serbe paraissait très préoccupé. Les déclarations du Comte Tisza, à Pest, l'avaient fortement impressionné. En outre, il avait été informé de mouvements de troupes autrichiennes vers Zemlin et Mitrovitza, et de vastes intrigues menées par la diplomatie autrichienne contre la Serbie dans toutes les capitales de l'Europe. Malgré cela, et afin de ne pas risquer de complications dangereuses, pas un soldat en Serbie n'avait été changé de place, et tous les moyens légaux avaient été mis en action pour mettre un frein aux attaques de la Presse contre l'Autriche. M. Pasitch constatait l'extrême difficulté de sa situation en raison des attaques continuelles et très blessantes des Autrichiens. Ainsi, à l'occasion des funérailles du Ministre de Russie, la Légation d'Autriche simula une panique qui se serait soi-disant emparée de toute la colonie autrichienne dans l'attente d'un pogrom. On attribuait à Pasitch lui-même des propos qu'il n'avait jamais tenus.

XXXV

Le Gouvernement Serbe fait tout son possible pour éviter un conflit. Le Ballplatz cache son jeu. Démarches des Puissances de l'Entente à Vienne. Le Ministre d'Autriche à Belgrade présente le 23 juillet 1914 un ultimatum à la Serbie.

Le 22 juillet, le Ministre de Serbie à Vienne m'informa que le Gouvernement serbe faisait de son mieux pour calmer l'orage et éviter un conflit. Il avait chargé ses représentants à l'Étranger de déclarer aux Gouvernements auprès desquels ils étaient accrédités que la Serbie était prête à remplir toutes les exigences de l'Autriche, en tant qu'elles ne portaient pas atteinte à son honneur et à ses droits de souveraineté. Le Gouvernement serbe s'était adressé au Cabinet de Berlin en le priant d'agir auprès de Vienne. M. von Jagow avait répondu que l'attitude de la Serbie envers l'Autriche avait été, ces temps derniers » tellement provocante qu'elle ne devait pas s'étonner si le Gouvernement autrichien rédigeait ses réclamations dans des termes très rudes.

Pendant que le Comte Berchtold qui, par la force des circonstances, jouait à ce moment à Vienne un rôle prédominant, travaillait – avec une légèreté incroyable et une incompréhension de l'immense responsabilité qui pesait sur lui – à la fabrication de la machine infernale qui devait faire sauter, non seulement la Monarchie austro-hongroise, mais encore une bonne partie du monde civilisé ; il continuait, d'autre part, avec une grande perfidie » à discourir sur un ton amical avec les représentants étrangers à Vienne ; il s'efforçait, par tous les moyens, de leur cacher les véritables desseins du Cabinet de Vienne et de leur faire croire que l'Autriche ne méditait rien qui pût troubler le cours paisible de la vie de l'Europe. Cela paraissait d'autant plus naturel que l'Europe venait de surmonter heureusement plusieurs crises politiques très aigues, durant lesquelles la paix n'avait tenu plusieurs fois qu'à un fil ; mais, aux heures les plus graves, l'esprit pacifique des peuples et le bon sens de leurs gouvernements avaient triomphé *des forces occultes pour lesquelles toute convulsion, quelque effroyable qu'elle soit, présentait des avantages.* Cette fois encore il paraissait devoir en être de même, d'autant plus qu'on était à l'époque de l'année où la plupart des acteurs politiques, après une longue

période de labeur, pensaient avant tout à prendre un peu de repos. Les chancelleries diplomatiques et militaires se vidaient, et l'Europe s'abandonnait pour quelques semaines à une sorte de demi-sommeil pendant lequel il semblait que d'un commun accord rien de particulier ne dût être entrepris.

Ayant reçu du Comte Berchtold et de ses collaborateurs les plus proches de nouvelles assurances que l'Autriche ne ferait rien qui pût mettre la paix en danger, et que, les conclusions de l'enquête une fois déposées, si elle se décidait à une démarche à Belgrade, cela se ferait d'une manière acceptable pour la Serbie, je me décidai, le 21 juillet, à partir pour quelques jours pour Saint-Pétersbourg. Je quittai Vienne le 21 au soir, ayant remis la gérance de l'Ambassade au Conseiller Prince Koudacheff. J'arrivai le 24 à Saint-Pétersbourg. Le lendemain, j'appris au Ministère des Affaires Étrangères, par le Baron Schilling, que l'Autriche avait présenté la veille à Belgrade un ultimatum complètement inacceptable par sa forme et son contenu, et qu'elle exigeait une réponse dans les quarante-huit heures(3). Ayant appris en même temps qu'un Conseil de Cabinet aurait lieu le jour même à Peterhoff sous la présidence de l'Empereur » je décidai de repartir le soir même pour Vienne, après avoir toutefois attendu au Ministère le retour du Ministre des Affaires Étrangères afin qu'il pût me donner ses instructions.

Le 25 juillet, je regagnai mon poste et repris la direction de l'Ambassade.

Le lendemain de mon départ de Vienne, le 22 juillet, l'Ambassade avait reçu de Saint-Pétersbourg l'instruction d'agir de concert avec les représentants de la France et de l'Angleterre pour attirer – sur un ton amical, mais énergique – l'attention du Gouvernement autrichien sur les graves conséquences qu'aurait la présentation à la Serbie de réclamations inacceptables pour elle. Le Prince Koudacheff avait immédiatement demandé une audience au Ministre des Affaires Étrangères ; ce dernier avait répondu que, étant extrêmement occupé, il le recevrait le lendemain à 11 heures. Ayant été voir les Ambassadeurs de France et d'Angleterre, le Prince Koudacheff avait appris d'eux qu'ils avaient l'un et l'autre été, dans le même but au Ballplatz et qu'ils avaient été reçus par le Baron Macchio et le Comte Forgach ; le Baron Macchio avait répondu que la démarche serait faite prochainement ; le Comte Forgach, plus franc, n'avait pas caché à l'Ambassadeur d'Angleterre que la note avait été remise et qu'elle était conçue dans des termes assez raides, attendu, disait-il, qu'on ne pouvait parler autrement à la Serbie. Il avait ajouté que, du reste, la note était tout à fait acceptable.

Le lendemain, le texte de la note parut dans tous les journaux.

Le Comte Berchtold reçut, à Vienne, le Chargé d'Affaires de Russie le 24 juillet, et lui dit qu'il tenait à lui faire part lui-même de la démarche faite à Belgrade. Le Prince Koudacheff ne cacha pas au Ministre son étonnement de cette communication – que rien ne laissait prévoir – et son inquiétude au sujet de l'effet qu'elle ne manquerait pas de produire en Russie. Le Comte Berchtold s'efforça de le rassurer en répétant que l'Autriche n'avait nullement l'intention d'anéantir la Serbie : elle ne voulait que mettre fin à une situation intolérable pour elle, et forcer le Gouvernement serbe à renoncer à soutenir les menées révolutionnaires en Autriche-Hongrie, et à prendre des mesures contre cette agitation en Serbie. Le Comte Berchtold ajouta que tout le monde en Autriche était convaincu – et l'Empereur (dont l'esprit pacifique ne pouvait être mis en doute) plus que les autres – que la propagande panserbe avait pour but la destruction de l'État austro-hongrois. L'anéantissement de cette propagande était pour l'Autriche une question de vie ou de mort ; elle devait montrer qu'elle était une grande Puissance. Son existence était indispensable à l'équilibre de l'Europe. Les dirigeants de la politique russe auraient dû le comprendre. Un échange de vues s'ensuivit entre le Prince Koudacheff et le Ministre des Affaires Étrangères concernant les différents points de la note autrichienne. À la question du Chargé d'Affaires de Russie : qu'adviendrait-il en cas de refus de la Serbie d'accepter les conditions de l'Autriche, le Comte Berchtold répondit que, dans ce cas, le Ministre d'Autriche quitterait Belgrade. « Alors, c'est la guerre », répondit le Prince Koudacheff.

*

Le 23 juillet 1914, à six heures du soir, M. Pasitch étant absent, le Ministre d'Autriche à Belgrade fut reçu par son remplaçant, M. Pacu, en présence du Secrétaire, général du Ministère des Affaires Étrangères, M. Gruitch. Le Baron Giesl, en remettant à M. Pacu la note de son Gouvernement, le prévint que, si le samedi, à 6 heures du soir, il n'avait pas reçu de réponse, ou si celle-ci n'était pas satisfaisante, il quitterait Belgrade avec tout le personnel de la Légation. M. Pacu ayant fait remarquer que tous les Ministres étaient absents de la capitale, en vue des élections prochaines et qu'il serait fort difficile de prendre une décision aussi grave dans un aussi court délai, le Ministre d'Autriche répondit que cela ne lui paraissait pas si difficile ; que, du reste, c'était l'affaire du Gouvernement serbe et ne le regardait pas.

Le Ministre Président, ayant appris la remise de l'ultimatum, revint aussitôt à Belgrade. Le 24 juillet, à partir de 10 heures du matin, le Conseil des Ministres siégea en permanence sous la présidence de l'Héritier du Trône pour discuter le contenu de la note autrichienne. Il fut décidé que le siège du Gouvernement serait transféré à Nisch. Le

« Journal Officiel » publia un bref communiqué sur la remise d'une note contenant des conditions pénibles. La situation fut reconnue critique. L'Héritier du Trône s'adressa à l'Empereur de Russie en lui demandant son appui(4).

Tous ceux qui connaissent tant soit peu l'histoire de la Russie et ses rapports avec les autres pays slaves, comprendront qu'elle ne pouvait, sans un énorme tort causé à son propre prestige international et sans de grandes perturbations intérieures, refuser l'aide que lui demandait la Serbie. Berlin et Vienne s'en rendaient parfaitement compte et la prétention de localiser la guerre entre l'Autriche et la Serbie, qui était précisément la prétention avouée des dirigeants de la politique allemande et autrichienne, tendait justement vers ce but : l'humiliation de la Russie devant les Puissances Centrales.

XXXVI

Le Gouvernement Austro-Hongrois s'efforce à localiser son conflit avec la Serbie. Impression à Vienne.

Immédiatement après la présentation de l'ultimatum à la Serbie, le Gouvernement austro-hongrois s'efforça de localiser le conflit. Les représentants de l'Autriche à l'Étranger furent chargés de communiquer aux Gouvernements auprès desquels ils étaient accrédités le texte de la note autrichienne, en raccompagnant de commentaires du Gouvernement austro-hongrois(5). À cette note était joint un volumineux dossier contenant les documents relatifs à l'instruction du meurtre de Sarajevo.

La nouvelle de la présentation de l'ultimatum à la Serbie produisit une grande impression dans le monde entier. À Vienne, durant les premiers jours, les esprits furent très exaltés ; l'opinion publique apprit de son Gouvernement avec sympathie le pas décisif ; elle y avait été préparée par une campagne de presse autrichienne et allemande dirigée contre la Serbie. On lui avait expliqué le danger que présentaient pour la Monarchie les menées pan-serbes à l'intérieur du pays et au-delà de la frontière. On prévoyait une victoire facile contre un adversaire assez faible, et peu de gens songeaient au danger d'une guerre européenne. La ville prit un aspect de fête et le conserva jusqu'au moment où il devint clair pour tous que l'affaire ne se bornerait pas à un conflit avec la Serbie, mais que l'Autriche aurait affaire à un adversaire beaucoup plus fort. À partir de ce moment, l'aspect de la ville et l'état des esprits changèrent brusquement ; la gaieté disparut et les visages s'assombrirent.

Le Comte Tisza, qui s'était, au début de la crise, montré partisan d'une politique prudente et modérée, adopta, à partir du moment où la décision fut prise, une attitude des plus intransigeantes et rigoureuses. Il adressa le 25 juillet à l'Empereur le télégramme suivant :

« La lourde responsabilité qui pèse en ces journées décisives sur tous les conseillers du Trône me pousse à prier Votre Majesté, au cas d'une réponse non satisfaisante de la Serbie, de donner immédiatement l'ordre de mobilisation. Le caractère de notre note n'admet pas d'autre issue. La moindre hésitation ou indécision soulèverait des doutes sur la

viabilité de la Monarchie. Elle produirait le plus mauvais effet sur nos amis et ennemis également et aurait des conséquences fatales. »

Au cours d'un entretien avec le Prince Koudacheff, le Comte Berchtold lui dit que, en raison de l'indignation provoquée à Saint-Pétersbourg par certains passages de la note autrichienne, il avait chargé l'Ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg de dire à M. Sazonoff que l'Autriche ne cherchait aucunement à enfreindre les droits souverains de la Serbie ; qu'elle voulait seulement donner une aide technique aux autorités serbes qui seraient chargées de l'enquête. Le Comte Szapary devait également exposer au Ministre les considérations suivantes au sujet du conflit austro-serbe. L'Autriche, ayant décidé de sévir contre la Serbie, se rendait compte de la possibilité d'un conflit avec la Russie, mais cette considération ne pouvait la faire renoncer à une action qu'elle regardait comme indispensable pour la sécurité de la Monarchie. Si la Russie trouvait le moment propice pour régler définitivement ses comptes avec les Puissances Centrales, si elle était décidée d'avance à faire la guerre – toute explication devenait superflue. Mais peut-être n'était-elle pas dans des dispositions si belliqueuses, et peut-être n'était-elle pas tellement prête à faire la guerre, ainsi que l'assuraient quelques organes de sa presse (le *Novoje Vremia*).

Il paraissait surtout urgent au Comte Berchtold d'expliquer à M. Sazonoff que l'Autriche, en cette occurrence, ne poursuivait aucun plan de conquête et que, si la guerre lui était imposée, ce serait uniquement une lutte pour défendre son existence. Ce qui dans l'étude du volumineux dossier remis par le Cabinet de Vienne aux Puissances, devait, selon l'avis du Comte Berchtold, étonner tout le monde, c'était qu'une aussi puissante Monarchie eût pu si longtemps tolérer de pareilles intrigues de la part d'un petit pays limitrophe. La raison était, disait-il, que l'Autriche ne voulait pas encourir le reproche d'avoir assailli la Serbie dans la période de son évolution politique, à l'heure où elle luttait pour son indépendance contre un ennemi héréditaire. Mais, maintenant, les circonstances étaient tout autres. La Serbie avait atteint son but, et cependant, son activité révolutionnaire, dirigée contre l'Autriche, avait pris de telles proportions et avait recours à de tels moyens, qu'elle était en train de devenir dangereuse pour l'intégrité de la Monarchie et les intérêts dynastiques de l'Autriche-Hongrie. Supporter plus longtemps l'activité subversive de la Serbie, signifierait porter soi-même atteinte à l'existence de l'Autriche comme État, ainsi qu'à l'équilibre européen.

XXXVII

Le Cabinet de Saint-Pétersbourg s'adresse au Gouvernement Austro-Hongrois afin d'obtenir une prolongation du délai de l'ultimatum, ce dernier refuse toute prolongation. Attitude des autres Pays.

Le 24 juillet 1914, à Vienne, le Chargé d'Affaires de Russie, en raison de l'absence du Comte Berchtold, remit au Baron Macchio, son adjoint, la note suivante contenant la demande du Gouvernement impérial de prolonger le terme de l'ultimatum adressé à la Serbie :

« Le délai accordé à la Serbie pour sa réponse est tellement limité que les Puissances sont privées de la possibilité de rien entreprendre pour éviter les complications qui les menacent. Le Gouvernement impérial espère que le Gouvernement austro-hongrois prolongera ce délai, et qu'ayant exprimé l'intention de faire parvenir aux Puissances un dossier à l'appui des réclamations adressées par lui à la Serbie, ces matériaux seront fournis à temps, pour que les Puissances puissent étudier la question, et qu'enfin, si elles jugent fondées quelques-unes des réclamations, elles soient en état de faire les démarches nécessaires auprès du Gouvernement serbe.

« Si le Gouvernement austro-hongrois refusait de prolonger le délai en question, non seulement il agirait à l'encontre de toute éthique Internationale, mais il priverait, par cela même, sa communication adressée aux Puissances de tout sens pratique. »

Le Baron Macchio répondit qu'il ne manquerait pas de faire parvenir au Ministre des Affaires Étrangères la communication du Gouvernement impérial ; mais il pouvait assurer d'avance le Prince Koudacheff qu'il n'y avait aucune chance que le Gouvernement autrichien consentit à prolonger le délai de l'ultimatum. Le dossier avait été remis aux Puissances non pour avoir leur avis, mais à titre d'information. C'était un acte de simple courtoisie envers elles. La démarche faite à Belgrade ne concernait que l'Autriche et la Serbie. L'Autriche y avait été forcée, sa patience étant à bout.

Vu l'urgence et la gravité de ses instructions, le Prince Koudacheff fit parvenir au Comte Berchtold à Ischl, par télégraphe, la

communication de son Gouvernement. Ce dernier chargea le Baron Macchio de transmettre au Chargé d'Affaires de Russie que le Gouvernement austro-hongrois ne pouvait accéder au désir exprimé par le Gouvernement impérial de prolonger le délai de l'ultimatum, mais que, après la rupture des relations diplomatiques, la Serbie pouvait, en consentant à toutes les exigences du Cabinet de Vienne, arriver à une solution pacifique de la crise ; seulement, dans ce cas, elle devrait rembourser les frais causés par les préparatifs militaires que l'Autriche avait été obligée de faire.

Le 25 juillet, M. Sazonoff informa l'Ambassade à Vienne qu'il avait eu avec l'Ambassadeur d'Angleterre un entretien au cours duquel il avait interrogé Sir George Buchanan sur l'attitude de la Grande-Bretagne ; ce dernier avait répondu que l'Angleterre serait plus utile à la Russie en qualité d'amie que comme alliée.

À cela, le Ministre avait répliqué que malheureusement l'Allemagne était persuadée que l'Angleterre resterait neutre. Si la Grande-Bretagne déclarait catégoriquement qu'en cas de guerre elle se placerait du côté de la Russie et de la France, il n'y aurait pas de guerre. Si, au contraire, elle laissait croire à l'Allemagne qu'elle s'abstiendrait de toute immixtion dans la lutte, des torrents de sang seraient versés, et tôt ou tard l'Angleterre serait tout de même entraînée dans la guerre.

La proposition de Sir Edward Grey d'une représentation simultanée des quatre Puissances à Vienne et à Saint-Pétersbourg et sa déclaration qu'on ne saurait admettre que le crime de Sarajevo soit exploité par l'Autriche pour déchirer le traité de Bucarest et soulever à nouveau tout le problème balkanique, provoqua l'indignation de l'Empereur Guillaume qui, avec son impétuosité habituelle, couvrit les rapports du Prince Lichinowski d'invectives contre les politiciens anglais et la politique anglaise en général.

À partir de ce moment, l'Empereur Guillaume fut constamment dans un état de grande surexcitation, qui se manifestait par de véhémentes sorties, non seulement contre l'Angleterre, mais aussi contre sa propre alliée et contre son Chancelier. Cette exaltation se manifesta aussi dans ses télégrammes à l'Empereur de Russie ; elle contribua sans doute beaucoup à envenimer la situation et à amener la catastrophe.

Le 25 juillet, Sir Edward Grey fit une nouvelle proposition pour obtenir que, en cas de mobilisation de l'Autriche et de la Russie, l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Angleterre s'unissent « should keep together » et prient l'Autriche et la Russie de ne pas passer la frontière tant que ces quatre Puissances ne seraient pas parvenues à trouver une solution du problème. Cette proposition, assez vague, de l'Angleterre, fut acceptée en principe par l'Allemagne, mais n'eut pas de suite.

Le 26 juillet, l'Angleterre émit une troisième proposition envisageant la réunion à Londres d'une conférence des Ambassadeurs des quatre Puissances pour discuter la situation, à condition que les hostilités entre l'Autriche, la Russie et la Serbie fussent suspendues. La France et l'Italie acceptèrent la proposition sans réserves, la Russie également, pour le cas où des pourparlers directs avec Vienne n'aboutiraient pas. L'Allemagne déclara qu'elle ne pouvait assigner l'Autriche devant un tribunal de Puissances européennes pour y rendre compte de sa démarche envers la Serbie.

XXXVIII

Attitude de la Serbie, Le Ministre d'Autriche quitte Belgrade. Communication du Cabinet de Vienne aux Puissances.

Le 25 juillet 1914, l'argent de la Banque Nationale ainsi que les archives du Ministère des Affaires Étrangères de la Serbie furent transportés de Belgrade à l'intérieur du pays. Le corps diplomatique s'apprêta à suivre le Gouvernement à Kragujevatz. La garnison, en tenue de campagne, sortit de la ville, les dépôts d'armes et de fournitures militaires furent évacués.

À trois heures de l'après-midi, la mobilisation générale fut proclamée et à six heures moins deux minutes, la réponse du Gouvernement serbe fut remise au Ministre d'Autriche(6).

Considérant la réponse du Gouvernement serbe à la note autrichienne comme non satisfaisante, le Baron Giesl déclara rompues les relations diplomatiques entre l'Autriche et la Serbie, et quitta Belgrade le 25 juillet 1914 avec tout le personnel de la Légation. Le lendemain, à Vienne, le Comte Berchtold fit remettre ses passeports au Ministre de Serbie, M. Iovanovitch.

Aussitôt après la rupture avec la Serbie, l'Empereur François-Joseph adressa à son peuple un manifeste, dans lequel il accusa la Serbie d'avoir provoqué le conflit actuel par son attitude envers l'Autriche(7).

Le même jour, un communiqué officiel fut publié à Vienne et envoyé à tous les représentants de l'Autriche à l'Étranger. Il y était dit que la réponse serbe était rédigée de façon à faire croire à l'Europe que la Serbie était prête à accepter les exigences de l'Autriche, mais que, en réalité, on sentait percer dans toute la note serbe l'arrière-pensée de ne rien faire pour mettre fin aux menées dirigées contre la Monarchie. Dans le fait que le Gouvernement serbe proposait de soumettre le différend à un arbitrage, et dans le fait aussi que, trois heures avant la remise de sa réponse elle avait mobilisé son armée, le Gouvernement autrichien voulait voir la preuve que le Gouvernement serbe, se rendait parfaitement compte de l'insuffisance de sa réponse. L'Autriche s'était ainsi vue obligée, contre son gré, de prendre des mesures rigoureuses pour forcer la Serbie à changer d'attitude envers elle.

Le 26 juillet 1914, le Cabinet de Vienne informa les autres

Puissances de la rupture des relations diplomatiques avec la Serbie. La forme de la communication variait selon ses relations avec les différents États. Elle débutait par une déclaration exprimant que le Gouvernement serbe avait refusé d'exécuter les exigences de l'Autriche touchant la sauvegarde de ses intérêts les plus vitaux. Il avait manifesté par là son refus de cesser à inciter l'opinion publique de certaines provinces de la Monarchie austro-hongroise contre le Gouvernement. L'Autriche avait été obligée par conséquent de recourir à des mesures énergiques pour obliger la Serbie à changer d'attitude.

XXXIX

L’Empereur Guillaume rentre à Potsdam le 26 juillet 1914. Disposition d’esprit de l’Empereur Guillaume. Proposition anglaise de médiation de quatre Puissances.

Le 27 juillet, on apprit à Vienne que l’Empereur Guillaume était rentré à Potsdam. Cette nouvelle ranima partout, et surtout en Russie, l’espoir d’une solution pacifique de la crise, car on croyait encore à Saint-Pétersbourg aux dispositions pacifiques du Souverain allemand. La meilleure preuve en était les termes des télégrammes du Tzar à son Cousin.

Ayant pris connaissance de la réponse serbe à l’ultimatum autrichien, l’Empereur eut visiblement, ainsi que le Chancelier, l’impression d’un grand succès diplomatique remporté et aussi que tout motif ultérieur de faire la guerre était désormais écarté. Le rapport qui lui fut soumis porte le commentaire suivant, fait de sa main : « Résultat brillant de quarante-huit heures de travail, c’est plus qu’on ne pouvait espérer, cela représente pour Vienne une grande victoire morale. Avec cela disparaît toute raison de guerre, et Giesl pouvait, à mon avis, tranquillement rester à Belgrade. » Pour ce qui concerne la mobilisation de six corps d’armée autrichiens contre la Serbie, l’Empereur remarqua : « Après cela, je n’aurais jamais ordonné la mobilisation. » Dans une lettre au Ministre des Affaires Étrangères, l’Empereur disait : « Les désirs de l’Autriche sont remplis sur tous les points principaux. Quant aux autres et aux réticences insignifiantes que fait la Serbie, il sera facile de s’entendre là-dessus. On a obtenu la capitulation la plus humiliante *orbi* et *urbi,* et toute raison de guerre disparaît d’elle-même. »

Malheureusement, après cet aveu, l’Empereur ajoutait que la note serbe n’était qu’un bout de papier et les Serbes un peuple oriental ; qu’il fallait en outre donner satisfaction à l’armée autrichienne à laquelle on avait imposé une troisième mobilisation ; qu’il était donc indispensable de faire à la Serbie « une douce violence » en occupant Belgrade. L’Autriche devait insister là-dessus, ou sur une occupation temporaire d’une partie du territoire serbe, en prenant exemple de ce qu’avait fait l’Allemagne en 1871. Toutes les Puissances s’étant

adressées plus ou moins ouvertement à lui pour sauvegarder la paix, il consentirait à prendre sur lui le rôle de médiateur à condition d'agir à sa guise.

Quelle était, au fond, l'idée qui inspirait l'Empereur Guillaume en ces journées critiques, quand le sort du monde entier se trouvait entre ses mains ? Cette question a été posée plus d'une fois sans recevoir de réponse. Tous les regards étaient fixés sur lui. Comme il le déclarait lui-même, tout le monde s'adressait à lui pour sauver la paix. Il dépendait de lui d'arrêter d'un mot l'Autriche qui, encore que désireuse de profiter de cette occasion pour porter un coup mortel à la Serbie, aurait certainement renoncé à ce plan, si l'Allemagne lui avait déclaré qu'elle (l'Autriche) courait à sa perte et qu'après la réponse serbe l'Allemagne lui retirait son appui. L'Empereur non seulement ne prononça pas cette parole, mais il poussa l'Autriche à des actes qui devait infailliblement mener à la guerre. Ses réponses à l'Empereur de Russie excluaient toute possibilité d'entente.

Il n'y a pas lieu de supposer que l'Empereur Guillaume voulût provoquer à tout prix une guerre mondiale. Sa psychologie et toute son activité précédente en font foi. Au cours de ses vingt-cinq années de règne, il lui était souvent arrivé de brandir son sabre, mais il n'avait jamais poussé les choses jusqu'à la guerre. C'est plutôt la faiblesse de son caractère, son manque de tact et de flair politique qui peuvent servir à expliquer une conduite qui mena à la guerre et à la chute de la Monarchie.

*

L'Ambassadeur d'Angleterre à Vienne fut chargé de communiquer au Comte Berchtold que l'Angleterre n'avait pas de raison de s'émouvoir outre mesure du conflit austro-serbe, si ce conflit ne devait pas s'étendre à d'autres pays. Cette considération avait poussé le Cabinet de Londres à s'adresser aux Puissances qui n'étaient pas directement intéressées, telles que l'Allemagne, la France et l'Italie, en leur proposant d'examiner en commun la situation pour trouver le plus tôt possible une solution. Les représentants de ces Puissances demeureraient – comme à la Conférence des Ambassadeurs qui avait siégé à Londres lors de la dernière crise balkanique – en contact direct avec Sir Ed. Grey. Ce dernier s'était déjà assuré du consentement des Gouvernements des pays indiqués. Le Gouvernement anglais désirait avant tout empêcher l'ouverture des hostilités entre l'Autriche et la Serbie, fût-ce au dernier moment (at the eleventh hour). Si ses efforts n'aboutissaient pas, il faudrait tout de même, à son avis, tout faire pour éviter l'effusion du sang, c'est-à-dire qu'une retraite sans combat fût effectuée par les Serbes à l'intérieur du pays. La réponse serbe à l'ultimatum donnait quelque espoir de pouvoir arriver à une entente.

Le Comte Berchtold pria Sir Maurice Bunsen de transmettre à Sir Ed. Grey les sincères remerciements du Gouvernement autrichien pour la sympathie témoignée ; mais il ajouta que son opinion sur toute cette question différait sensiblement de celle du Secrétaire d'État anglais. La raison était, évidemment, que l'Angleterre n'était pas directement intéressée dans le conflit austro-serbe, et que Sir Ed. Grey n'était visiblement pas au courant des origines du présent conflit. Il ne savait pas non plus probablement que les Serbes avaient tiré la veille sur les gardes-frontières autrichiens, et que l'Autriche avait déclaré ce jour même la guerre à la Serbie. Quant à discuter le texte de la réponse serbe, il devait s'y refuser, l'Autriche ayant exigé l'acceptation de sa note sans aucune réticence. La Serbie avait, par de faux-fuyants, tâché de sortir de la situation où elle s'était mise. Le Comte Berchtold ajouta qu'il appréciait les efforts que Sir Ed. Grey faisait pour sauver la paix européenne. Il ne rencontrerait certes pas d'obstacles du côté de l'Autriche, mais la paix ne saurait être sauvée par l'intervention de toutes les Puissances en faveur de la Serbie. Même si l'Autriche faisait des concessions, cela ne servirait qu'à encourager la Serbie à continuer son activité incendiaire.

XL

Attitude de la Russie

Le 27 juillet, M. Sazonoff m'informa que l'Ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg avait attiré son attention sur le danger de se servir de la mobilisation comme moyen de pression diplomatique ; l'affaire risquait ainsi de passer aux mains des militaires, et il serait trop tard alors pour l'enrayer. M. Sazonoff avait assuré le Comte Pourtalès que les bruits de mobilisation étaient dénués de tout fondement. Il s'agissait seulement de mesures préparatoires dans les circonscriptions militaires de Kiew, Odessa et Kazan. À la suite de cet entretien, l'Attaché militaire allemand fut mandé chez le Ministre de la Guerre, qui lui déclara qu'il trouvait de son devoir de le mettre au courant de la situation au point de vue militaire. Le Général Soukomlinoff donna sa parole d'honneur au Major Lutzow qu'aucune mobilisation n'était encore en train. Quelques mesures préparatoires seulement avaient été prises ; mais, au cas où les troupes autrichiennes passeraient la frontière serbe, les circonscriptions militaires de Kiew, Odessa, Kazan et Moscou seraient mobilisées. Le Ministre ajouta que la Russie désirait sincèrement rester en paix avec l'Allemagne. L'Attaché militaire allemand remercia le Ministre de la Guerre de sa communication et lui dit que son Gouvernement apprécierait beaucoup sa déclaration à l'adresse de l'Allemagne, mais qu'il considérait la mobilisation contre l'Autriche comme une mesure très dangereuse. Le Général Soukomlinoff répéta encore que la Russie désirait la paix et en avait besoin.

Le lendemain, M. Sazonoff reçut l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie. Il lui dit qu'il était content d'avoir l'occasion de causer ouvertement avec lui. Le Comte Szapary lui répondit que lui-même ne demandait pas mieux que de s'expliquer franchement avec le Ministre des Affaires Étrangères, d'autant plus qu'il avait l'impression que l'action de l'Autriche était mal interprétée en Russie, et qu'on lui attribuait des projets d'expansion vers Salonique et même vers Constantinople, quelle n'avait jamais eus. D'autres allaient encore plus loin et envisageaient son action comme le prélude d'une guerre préventive de l'Allemagne contre la Russie. Tout ceci, au dire de l'Ambassadeur, était complètement faux et même ridicule. Le véritable but de l'Autriche-Hongrie était de se défendre contre une propagande dirigée contre l'intégrité de son territoire. Personne à Vienne ne songeait, selon lui, à

porter atteinte aux intérêts de la Russie, ou à lui chercher querelle. Mais, d'un autre côté, l'Autriche était fermement décidée à poursuivre son but jusqu'au bout. C'était pour elle une question de vie ou de mort, et elle ne se laisserait pas intimider par des menaces. Le Comte Szapary ajouta qu'il se rendait parfaitement compte des terribles conséquences qu'aurait une collision entre les Puissances. M. Sazonoff l'assura que lui-même partageait en cela entièrement son avis ; que l'Empereur et son Gouvernement désiraient la paix. Il ajouta, qu'à son avis la rédaction de la note adressée à la Serbie était malheureuse ; qu'il avait eu maintenant le temps de l'étudier avec soin, et que, si l'Ambassadeur le voulait, il était tout disposé à l'examiner en commun. Le Comte Szapary répondit qu'il était à la disposition du Ministre, mais qu'il considérait de son devoir de le prévenir qu'il n'était pas muni de pleins pouvoirs pour discuter la note en question ; que, du reste, cela ne l'empêchait nullement d'entendre l'avis du Ministre des Affaires Étrangères qui présentait, sans aucun doute, le plus grand intérêt. Ils parcoururent ensuite la note ensemble. Finalement M. Sazonoff remarqua qu'à son avis ce n'était qu'une question de mots, et qu'il devait sûrement y avoir un moyen de trouver une solution acceptable pour les deux parties. Il demanda à l'Ambassadeur si l'Autriche accepterait la médiation de son allié le Roi d'Italie ou celle du Roi d'Angleterre. Le Comte Szapary répondit qu'il ne pouvait donner de réponse à cette question, ne connaissant pas l'avis de son Gouvernement ; il pensait qu'il serait difficile d'arrêter la marche des événements, la Serbie ayant mobilisé son armée. Il ignorait ce qui était advenu depuis.

XLI

L’Autriche déclare la guerre à la Serbie le 28 juillet 1914. Proposition de M. Sazonoff de continuer les pourparlers avec l’Ambassadeur d’Autriche à Saint-Pétersbourg. Refus du Comte Berchtold.

Cet entretien entre M. Sazonoff et l’Ambassadeur d’Au-triche-Hongrie était le point de départ de la proposition russe de continuer à Saint-Pétersbourg les pourparlers directs entre la Russie et l’Autriche. Ayant reçu l’ordre de prier le Comte Berchtold de munir l’Ambassadeur d’Autriche-Hongrie à Saint-Pétersbourg de pleins pouvoirs à cet effet, je me rendis le 27 juillet chez le Baron Macchio (le Comte Berchtold étant à Ischl auprès de l’Empereur). Je lui dis que, me trouvant à Saint-Pétersbourg au moment de la réception de la note autrichienne, j’étais à même de renseigner le Gouvernement autrichien sur la mauvaise impression que ladite note avait produite sur le Gouvernement et sur l’opinion publique en Russie. Je pouvais affirmer qu’au cas d’un conflit entre l’Autriche et la Serbie, il ne pourrait être localisé. La Russie – qui avait cédé à plusieurs reprises durant ces dernières années (en 1909 surtout) – ne céderait pas cette fois. J’exprimai l’espoir qu’un accord serait conclu avant l’envahissement du territoire serbe par l’armée austro-hongroise. Le Baron Macchio me répondit que cela serait difficile, car des collisions avaient déjà eu lieu entre les deux partis, les Serbes ayant été les agresseurs. Je répliquai que cela m’étonnait beaucoup, car le Gouvernement impérial avait donné à la Serbie le conseil de faire reculer ses troupes pour éviter aussi longtemps que possible toute effusion de sang, et gagner du temps pour arriver à une entente. J’ajoutais à cela que j’avais été informé qu’un entretien assez satisfaisant avait eu lieu la veille entre M. Sazonoff et le Comte Szapary. M. Sazonoff avait, reconnu qu’une partie de la note autrichienne était acceptable, et ils s’étaient presque mis d’accord concernant des garanties à accorder à l’Autriche pour l’avenir. Je m’efforçai ensuite de persuader le Baron Macchio de la nécessité de munir le Comte Szapary de pleins pouvoirs pour continuer les pourparlers avec le Ministre des Affaires Étrangères, qui faisait de son mieux pour persuader la Serbie de céder en tout ce qui ne touchait pas à la souveraineté d’un État indépendant.

Le 29 juillet 1914, le Cabinet de Vienne expédia à Belgrade, pour être remis au Gouvernement serbe, le télégramme suivant contenant la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie : « Le Gouvernement Royal de Serbie, n'ayant pas répondu d'une manière satisfaisante à la note qui lui avait été remise par le Ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade à la date du 28 juillet 1914, le Gouvernement Impérial et Royal se trouve dans la nécessité de pourvoir lui-même à la sauvegarde de ses droits et intérêts, et de recourir à cet effet à la force des armes, et cela d'autant plus que des troupes serbes ont déjà attaqué près de Témès-Kubin un détachement de l'armée I. et R. L'Autriche-Hongrie se considère donc dès ce moment en état de guerre avec la Serbie.

« *Le Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche-Hongrie,* Comte Berchtold. »

J'eus ce jour-là un long entretien avec le Comte Berchtold au cours duquel je lui répétai ce que j'avais dit la veille au Baron Macchio concernant l'impression déplorable que l'ultimatum autrichien avait produite en Russie, impression dont le Gouvernement devrait tenir compte. Je lui fis ensuite part d'une communication que je venais de recevoir de M. Sazonoff, et où celui-ci me parlait d'un entretien qu'il avait eu avec l'Ambassadeur d'Autriche au sujet de la réponse serbe. M. Sazonoff exprimait l'avis que la Serbie était allée très loin pour donner satisfaction aux exigences autrichiennes. Certains points de la note autrichienne lui paraissaient complètement inacceptables. Il pensait que la réponse serbe pourrait servir de point de départ pour une entente, à laquelle le Gouvernement impérial prêterait volontiers son concours. Le Ministre des Affaires Étrangères proposait de poursuivre cet échange de vues avec l'Ambassadeur d'Autriche, qui devrait être muni à cet effet de pleins pouvoirs de son Gouvernement.

Le Comte Berchtold répondit qu'il ne pouvait accéder à cette proposition. La discussion du texte de la réponse serbe, qui avait été reconnue non satisfaisante par le Cabinet de Vienne, ne serait ni comprise ni approuvée par le pays : l'opinion publique en Autriche et en Hongrie était beaucoup trop excitée pour cela ; du reste, l'Autriche avait déjà déclaré la guerre à la Serbie. Un long échange de vues entre nous s'ensuivit, durant lequel je fis observer au Comte Berchtold que la note blessante et l'entrée en guerre de l'Autriche n'étaient pas faites pour apaiser les sentiments hostiles du peuple serbe à son égard, et que, au contraire, elles ne feraient que les envenimer davantage. Le Ministre des Affaires Étrangères insista sur la nécessité pour l'Autriche de convaincre « cette voisine remuante » de la ferme décision prise par l'Autriche de mettre fin aux menées révolutionnaires dirigées contre l'existence même de la monarchie austro-hongroise. La conduite de la Serbie à la réception de la note autrichienne n'était pas faite, à son

avis, pour contribuer à une solution pacifique de la crise. Avant d'avoir remis sa réponse à l'Autriche, la Serbie avait décrété la mobilisation de toute son armée, ce qui était un acte d'hostilité ouverte envers l'Autriche. Cette dernière avait quand, même patienté durant trois jours, mais une agression serbe à la frontière hongroise l'avait privée de la possibilité de poursuivre sa politique d'attente et de patience. Une solution pacifique était maintenant exclue, et l'Autriche se voyait obligée de répondre aux provocations serbes de la seule manière compatible avec la dignité de la Monarchie austro-hongroise. J'attirai alors l'attention du Comte Berchtold sur le danger d'une attitude aussi intransigeante, en lui faisant remarquer que la Russie de 1914 n'était plus celle de 1909. Je lui dis que la base des pourparlers concernant le conflit austro-serbe pourrait être élargie en examinant à nouveau les relations entre l'Autriche et la Russie, ce qui pourrait non seulement faciliter la solution de la crise actuelle, mais en même temps être d'une grande utilité pour l'avenir des deux pays.

Le Comte Berchtold m'écouta avec attention, mais ne réagit pas autrement à ma proposition. Je le quittai comme d'habitude avec le sentiment d'avoir perdu mon temps.

Après avoir refusé de prolonger les délais de l'ultimatum, le refus catégorique du comte Berchtold d'obtempérer à la proposition conciliante de M. Sazonoff fut, à mon avis non seulement une faute très grave, mais un crime envers l'humanité en général et son pays en particulier. Ce fut le point tournant de la crise ; et cela démontrait la ferme résolution du Cabinet de Vienne de risquer une guerre européenne plutôt que de renoncer à son intention d'écraser la Serbie. À la réception du télégramme de M. Sazonoff, dans lequel il m'enjoignait de faire parvenir sa proposition au Ministre des Affaires Étrangères, je pensai que la crise était, sinon résolue, au moins en bonne voie de l'être. Le refus du Comte Berchtold, prononcé sur un ton qui ne laissait subsister aucun doute sur l'irrévocabilité de sa décision de ne faire aucune concession, me donna l'impression d'un désastre. Je me demandai s'il y avait chez lui de l'inconscience ou s'il était inspiré par quelque esprit malfaisant. En rentrant à l'Ambassade, j'annonçai à mes secrétaires que le Comte Berchtold, ayant décliné notre proposition, la situation était devenue critique et que désormais le seul espoir de maintenir la paix était la Conférence des Ambassadeurs à Londres, projetée par Sir Edward Grey.

En rapportant au Gouvernement impérial le contenu de mes entretiens avec le Ministre des Affaires Étrangères et son adjoint, je lui communiquai le refus du Comte Berchtold de donner suite à la proposition de M. Sazonoff ; et lui-rendis compte de ma tentative d'élargir la base de nos pourparlers avec le Cabinet de Vienne.

J’ajoutai que le Comte Berchtold semblait subir l’influence de l’Ambassadeur d’Allemagne qui, depuis le commencement de la crise, s’efforçait de le persuader que le conflit pouvait être localisé, et que l’Autriche pouvait porter impunément un coup mortel à la Serbie.

Le lendemain, j’informai mes collègues français et anglais de l’échec de la proposition russe auprès du Cabinet de Vienne. J’ajoutai que, sans doute, le Gouvernement impérial se joindrait maintenant à la proposition anglaise qui, à mon avis, présentait seule une lueur d’espoir de sauver la paix de l’Europe. Jusqu’à la première effusion de sang, l’espoir d’une issue pacifique n’était pas perdu. L’opinion publique en Russie était restée jusque-là relativement calme, mais cela ne pouvait durer, car l’effervescence gagnait du terrain tous les jours. Toute tentative de pression sur la Russie, analogue à celle de 1909 aboutirait indubitablement à la guerre.

*

La conduite de l’Ambassadeur d’Allemagne à Vienne et sa manière d’être envers les représentants de l’Entente fit mûrir en moi la conviction que Berlin agissait en plein accord avec Vienne, et que le Gouvernement allemand, qui aurait certainement pu empêcher la crise de s’envenimer, n’exerçait aucune influence modératrice à Vienne, au contraire. Je n’ai pas manqué de communiquer cette impression à M. Sazonoff, qui la transmit au Comte Benckendorff à Londres en ajoutant de sa part qu’il considérait cela comme un symptôme très alarmant. M. Sazonoff exprima l’avis que l’Angleterre, plus que toute autre Puissance, pouvait agir sur l’Allemagne d’une façon pacifique, la clef de la situation se trouvant sans aucun doute à Berlin.

Ayant appris la déclaration de guerre de l’Autriche à la Serbie, M. Sazonoff chargea l’Ambassadeur de Russie à Londres de porter à la connaissance de Sir Edward Grey que cela rendait ses pourparlers avec l’Ambassadeur d’Autriche manifestement vains. L’action du Cabinet de Londres en faveur d’une médiation et aussi pour arrêter les opérations militaires de l’Autriche contre la Serbie lui paraissait de toute urgence. Sans arrêt des opérations militaires, une médiation ne servirait, à son avis, qu’à faire traîner les choses en longueur et à permettre à l’Autriche d’écraser entre temps la Serbie.

Le 29 juillet, M. Sazonoff m’informa qu’il avait communiqué à l’Ambassadeur d’Autriche la décision du Gouvernement impérial de commencer la mobilisation de son armée dans d’assez grandes proportions, en ajoutant que cette mesure n’avait rien d’agressif et représentait seulement une neutralité armée. Il ajouta à cela que l’Ambassadeur d’Allemagne était venu le voir deux fois ce jour-là ; la première fois, il lui avait annoncé de la part du Chancelier de l’Empire,

que l'Allemagne continuait à agir à Vienne dans un sens pacifique. M. Sazonoff l'avait remercié pour cette communication et lui avait dit qu'il tenait à affirmer que la mobilisation russe n'avait aucun but agressif, ni contre l'Allemagne, ni contre l'Autriche. Elle était motivée uniquement par la mobilisation d'une grande partie de l'armée austro-hongroise. À trois heures, le Comte Pourtalès était retourné chez le Ministre des Affaires Étrangères, porteur d'une déclaration de son Gouvernement, par laquelle le Cabinet de Berlin annonçait que, si la Russie continuait ses préparatifs militaires, l'Allemagne serait obligée de mobiliser son armée. La mobilisation serait suivie de près par l'ouverture des hostilités.

XLII

Mes entretiens avec les Ambassadeurs de France et d'Angleterre.

Le même jour, Sir Maurice Bunsen m'annonça que Sir Edward Grey avait déclaré au Prince Lichnowsky qu'après avoir pris connaissance du texte de la réponse serbe à l'ultimatum autrichien, il devait constater que la Serbie était allée, dans la voie des concessions aux exigences autrichiennes, beaucoup plus loin qu'on n'aurait pu le croire. Sauf le point de la coopération des agents autrichiens à l'enquête, la Serbie avait au fond consenti à tout, et cette modération était due en grande partie à l'influence de la Russie. Si l'Autriche ne se contentait pas de cette réponse et refusait même de la prendre pour base des pourparlers de paix, ou si elle se décidait à occuper Belgrade, ville ouverte, il serait évident qu'elle cherchait un prétexte pour anéantir la Serbie, et atteindre ainsi la Russie et son influence dans les Balkans. La Russie, selon l'avis de Sir Edward Grey, ne pouvait évidemment envisager cela avec indifférence ; elle devait y voir un défi direct. De là devait surgir la guerre la plus affreuse que le monde eût jamais vue, et qui devait indubitablement amener la banqueroute de l'Europe, la ruine de l'industrie et de tout crédit ; enfin, des désordres sociaux causé par le chômage. L'Allemagne s'était adressée à lui plusieurs fois avec la prière d'agir en pacificateur à Saint-Pétersbourg ; il l'avait fait et s'était attiré par cela, de la Russie, le reproche de prendre trop le parti de l'Allemagne et pas assez celui de la Russie. Aujourd'hui, il s'adressait à l'Allemagne en la priant d'agir sur le Cabinet de Vienne pour que celui-ci reconnût la réponse serbe comme satisfaisante, ou au moins l'acceptât comme base de négociations ultérieures. Sir Edward Grey considérait que Berlin possédait les moyens et l'influence nécessaires pour cela ; il estimait qu'il serait de bon augure pour l'avenir que les deux Puissances, par leurs efforts réunis, parvinssent à sauver la paix de l'Europe. Il ajouta que l'Angleterre avait fait une nouvelle proposition, à savoir : que l'Autriche, après avoir occupé Belgrade ; déclarât que, en attendant le résultat de la médiation des Puissances entre elles et la Russie, elle arrêtait la marche de ses troupes.

Sir Edward Grey, d'après ce que me dit Sir Maurice Bunsen, était prêt à ce moment aux plus grandes concessions pour éviter la guerre. Il avait annoncé à l'Ambassadeur d'Allemagne que si la France et

l'Allemagne n'étaient pas entraînées dans la guerre, l'Angleterre ne bougerait pas ; mais que, si les intérêts anglais se trouvaient menacés, l'Angleterre se trouverait dans l'obligation d'intervenir et cela très rapidement. Au cours d'un entretien avec l'Ambassadeur d'Angleterre à Berlin, le Chancelier avait dit à celui-ci qu'une conflagration européenne lui paraissait inévitable. Il avait nié toute intention d'écraser la France, et s'était déclaré prêt à garantir l'intégrité de son territoire si l'Angleterre restait neutre. À la question posée par Sir Edward Goshen concernant les colonies françaises, M. de Bethmann-Hollweg avait déclaré qu'il ne saurait donner la même promesse pour les colonies. Quant à la Hollande, il avait dit que l'Allemagne respecterait la neutralité hollandaise et l'intégrité de son territoire. Pour ce qui concernait la Belgique, il ne pouvait dire quelles mesures l'Allemagne serait amenée à prendre envers elle ; mais il pouvait déclarer dès à présent que, si la Belgique ne se joignait pas aux adversaires de l'Allemagne, l'intégrité de son territoire serait respectée à la fin de la guerre.

Je répondis à Sir Maurice Bunsen que je considérais l'avertissement de Sir Edward Grey à l'adresse de l'Allemagne comme beaucoup trop vague pour produire sur elle une grande impression, qu'il me semblait qu'une déclaration plus catégorique de la part de l'Angleterre, peut-être sous forme d'ultimatum, pourrait à la dernière heure sauver la situation. L'Ambassadeur d'Angleterre m'affirma que l'Angleterre ne pouvait faire plus, car l'opinion publique ne consentirait jamais à faire la guerre pour sauver la Serbie.

M. Dumaine, de son côté, me déclara que l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris avait attiré l'attention du Ministre des Affaires Étrangères sur les préparatifs militaires de la France : ils provoqueraient, disait-il, des mesures analogues du côté de l'Allemagne. Les deux pays, qui, de l'avis du baron de Schoen, désiraient sincèrement la paix, pourraient facilement être forcés de recourir à la mobilisation de leurs armées, ce qui présentait un grand danger. L'Ambassadeur d'Allemagne déclara, en terminant, à M. Viviani que l'Allemagne désirait vivement ; que le conflit austro-serbe fût localisé et qu'elle comptait pour cela sur l'aide de la France. Le Ministre des Affaires Étrangères répondit que la France désirait sincèrement la paix, mais qu'elle était fermement décidée à agir en plein accord avec son alliée la Russie. Le Baron de Schoen pouvait se convaincre lui-même qu'en cette occurrence le Gouvernement était soutenu par le pays tout entier.

*

L'Ambassadeur d'Allemagne déclarait en même temps à Saint-Pétersbourg que la mobilisation russe entraînerait infailliblement celle

de l'Allemagne, qu'en poursuivant les mesures militaires qu'elle avait prises, la Russie obligerait l'Allemagne à mobiliser toutes ses forces armées. M. Sazonoff lui répondit que, visiblement, le Cabinet de Vienne ne désirait pas causer avec Saint-Pétersbourg. Le Comte Szapary répétait toujours qu'il n'avait pas encore reçu les instructions nécessaires, et l'Ambassadeur de Russie à Vienne rapportait que ses visites au Ballplatz ne donnaient aucun résultat précis. Le fait que l'Autriche avait mobilisé huit corps d'armée prouvait que cette mesure était dirigée, non seulement contre la Serbie, mais aussi contre la Russie. Il avait été décidé en conséquence de mobiliser contre l'Autriche les circonscriptions militaires de la frontière sud-ouest. Le Ministre ajouta que, du reste, la mobilisation russe ne signifiait pas la guerre, les troupes pouvant rester mobilisées pendant des mois sans commencer les hostilités. Il n'avait pas non plus l'intention de rappeler de Vienne l'Ambassadeur de Russie. Le Comte Pourtalès répliqua qu'en ce cas l'Allemagne devrait, elle aussi, se mettre en état de préparation à la guerre (Kriegsforbereitungszüstand) : qu'il ne fallait pas y voir une menace contre la Russie, mais que l'Allemagne devait remplir son devoir d'alliée de l'Autriche. En rapportant cette conversation aux représentants russes à Paris et à Londres, le Ministre des Affaires Étrangères ajouta que le Gouvernement impérial, ne pouvant remplir les désirs exprimés par l'Allemagne, il ne lui restait donc qu'à accélérer ses armements, et à tabler sur la probabilité de la guerre.

*

L'Ambassadeur de Russie à Berlin, qui venait de rejoindre son poste, m'informa, le 29 juillet, qu'il venait d'avoir un long entretien avec le Secrétaire d'État allemand aux Affaires Étrangères. Cet entretien, qui avait débuté sur un ton amical, s'était envenimé à la réception de la nouvelle de la mobilisation partielle russe. Malgré les assurances données par M. Sverbejeff que cette mesure n'était pas dirigée contre l'Allemagne, M. de Jagow avait répliqué vivement que cette nouvelle changeait complètement la situation et qu'il ne serait plus possible maintenant, à son avis d'éviter une guerre européenne. La mobilisation russe contre l'Autriche constituait par elle-même un danger pour l'Allemagne. Celle-ci serait maintenant obligée de mobiliser contre la Russie et ensuite contre la France. La guerre s'ensuivrait sans aucun doute. M. Sverbejeff lui fit observer que la mobilisation russe contre l'Autriche ne devait pas nécessairement entraîner à sa suite la mobilisation allemande, à quoi M. de Jagow répondit que les mesures militaires prises par la Russie à la frontière allemande obligeaient l'Allemagne à pourvoir à sa défense.

*

Je reproduis dans les Annexes dix télégrammes échangés entre le Tsar et le Kaiser. Sans attacher une trop grande importance à la date et à l'heure exactes de leur expédition, j'attache une grande importance à leur contenu et l'état d'esprit dont ils témoignent.

XLIII

Mes entretiens avec le Comte Berchtold et l'Ambassadeur d'Allemagne.

Le 30 juillet 1914, le Comte Berchtold me pria de passer chez lui et me dit que, vu la mobilisation russe, l'Autriche se voyait obligée de mobiliser ses troupes à la frontière russe. Il me pria de transmettre à mon Gouvernement que cette mesure n'avait nullement le caractère d'une agression contre la Russie, avec laquelle l'Autriche désirait continuer à entretenir de bons rapports. Cette mesure, au dire du Comte Berchtold, était provoquée exclusivement par les préparatifs militaires de la Russie. Il me dit ensuite qu'il lui était revenu que son refus de continuer les pourparlers entamés à Saint-Pétersbourg entre M. Sazonoff et le Comte Szapary avait produit sur le premier une fort mauvaise impression, ainsi que le fait que nos pourparlers à Vienne avec lui étaient restés sans résultat palpable. Il avait déjà chargé le Comte Szapary de donner au Ministre des Affaires Étrangères des explications détaillées concernant la réponse serbe, bien que, après la déclaration de la guerre, elles semblassent superflues. Ces éclaircissements ne devaient avoir qu'un caractère explicatif, car il n'était pas dans ses intentions de céder sur aucun point. Il avait également autorisé le Comte Szapary à entamer des pourparlers avec M. Sazonoff concernant les rapports existant entre les deux pays. Pour ce qui concernait l'échange de vues entre nous, dont se plaignait M. Sazonoff, il y avait évidemment malentendu, puisque la veille nous avions discuté longuement en détail et très amicalement la situation politique du moment.

Je m'efforçai d'expliquer au Comte Berchtold les raisons pour lesquelles l'action autrichienne contre la Serbie avait provoqué une si violente effervescence en Russie. L'attaque de la petite Serbie par un puissant Empire tel que l'Autriche, soi-disant pour défendre sa propre existence, ne pouvait être comprise par personne dans mon pays ; elle y avait été considérée simplement comme un moyen de porter à la Serbie un coup mortel. Cette explication paraissait d'autant plus vraisemblable que l'action de l'Autriche avait eu lieu sans prévenir personne, avec l'intention évidente de prendre la Russie et l'Europe entière au dépourvu. Les nombreux liens qui unissaient la Russie à la Serbie ne lui permettaient pas de rester indifférente à son sort. Elle

devait être Informée des intentions ultérieures de l'Autriche à l'égard de la Serbie. La Russie avait usé de toute son influence à Belgrade pour persuader la Serbie d'accepter toutes les conditions de l'Autriche, avant même de les connaître ; elle ne pouvait faire plus.

Le Comte Berchtold me répliqua que l'Autriche avait déclaré plusieurs fois qu'elle ne poursuivait aucun but de conquête ; elle ne voulait pas porter atteinte à l'indépendance de la Serbie : elle cherchait seulement à y voir régner un état de choses qui la garantît d'attaques de ce côté. Il m'exposa ensuite longuement les griefs de l'Autriche contre la Serbie. Cette dissertation contenait pas mal d'insinuations à l'adresse de la diplomatie russe, qu'il rendait en partie responsable de la situation actuelle. Je répondis qu'il ne pouvait faire de reproches à ce sujet à M. Sazonoff, qui était la loyauté même. S'il était arrivé parfois à des représentants russes dans les pays balkaniques de dépasser par zèle les instructions de leur Gouvernement, ce qui arrive dans tous les pays, ils avaient toujours été rappelés à l'ordre aussitôt que leurs actes ne concordaient pas entièrement avec la politique générale du Gouvernement Impérial. Une entente entre nos deux pays concernant leur politique balkanique pourrait, à mon avis, non seulement faciliter le dénouement de la présente crise, mais aussi présenter une garantie pour l'avenir. Le Comte Berchtold toucha ensuite à la question de la mobilisation russe, dont il ne pouvait, disait-il, s'expliquer la raison. Aucune cause de dispute n'existait entre la Russie et l'Autriche-Hongrie. Il était évident que la mobilisation russe était dirigée contre l'Autriche, tandis que celle-ci avait mobilisé contre la Serbie seulement. En raison de la mobilisation russe, l'Autriche s'était vue forcée d'élargir le rayon de sa mobilisation, mais le Comte Berchtold m'assura que la mobilisation autrichienne ne poursuivait aucun but agressif contre la Russie ; elle n'était que la réponse inévitable à la mobilisation russe, ce qu'il m'a prié de transmettre à mon Gouvernement.

Malgré l'attitude hostile qu'il avait prise vis-à-vis de moi depuis l'attentat de Sarajevo, je me décidai le même jour à rendre visite à l'Ambassadeur d'Allemagne, pour essayer de le persuader d'user de son influence auprès du Comte Berchtold dans un sens modérateur. Je trouvai auprès de lui le Prince Hohenlohe, qui venait d'être nommé Ambassadeur à Berlin. Ma visite n'eut l'air de leur faire plaisir ni à l'un ni à l'autre, mais j'avais décidé de ne pas me laisser impressionner par un mauvais accueil et de faire un suprême effort pour sauver la paix. Je commençai par dire à M. von Tschirschky que je venais remplir une mission de paix en le priant d'user de son influence au Ballplatz en faveur de la paix. M. von Tschirschky me répondit qu'il ne comprenait pas pourquoi la Russie trouvait nécessaire de soutenir la Serbie, en risquant, par son action en faveur d'assassins, d'allumer un incendie

mondial. Je répondis qu'en ce moment il ne s'agissait plus de l'assassinat de l'Archiduc, – que la Russie condamnait plus sévèrement que qui que ce fût – mais de la tentative de l'Autriche d'exploiter ce crime pour porter un coup mortel à la Serbie. Lui qui avait passé quelques années en Russie aurait dû comprendre, mieux qu'un autre, les raisons pour lesquelles la Russie ne pouvait consentir à cela, et qu'une guerre entre l'Autriche et la Serbie ne pouvait être localisée, mais devait dégénérer en guerre européenne, avec toutes ses terribles conséquences pour le monde entier. Ces considérations m'avaient poussé à m'adresser à lui pour le prier de m'aider à tâcher d'éviter la catastrophe qui était suspendue sur toutes, nos têtes. La Russie avait déjà fait tout ce qu'il était possible pour persuader le Gouvernement serbe de se soumettre aux principales exigences de l'Autriche. Elle ne pouvait admettre que la question fût résolue sans elle. Je dis ensuite combien je craignais l'effet qu'aurait, sur l'opinion publique en Russie, la nouvelle d'une collision entre l'Autriche et la Serbie. Durant toute l'entrevue, l'attitude de l'Ambassadeur d'Allemagne et de son hôte fut très réservée, je dirai même hostile. Il était évident qu'ils étaient décidés d'avance à ne pas se laisser convaincre par mes arguments. Ils se rendaient parfaitement compte eux-mêmes que la Russie ne pouvait agir autrement, et, que sa non-intervention dans le conflit austro-serbe porterait un coup sérieux à son prestige dans les Balkans et ailleurs. Mais c'était justement ce à quoi ils aspiraient. Leur but était d'écraser la Serbie et d'humilier du même coup la Russie, au risque de provoquer une guerre mondiale.

J'eus la même Impression durant mes entretiens avec le Comte Berchtold et ses deux adjoints, le Baron Macchio et le Comte Forgach. Ces entretiens durèrent jusqu'à mon départ de Vienne le 5 août 1914. Mon sentiment était qu'il s'agissait seulement de gagner du temps et nullement du désir de s'entendre. L'idée de localiser la guerre austro-serbe était fermement ancrée dans l'esprit des Puissances Centrales. Malgré toutes les déclarations catégoriques de M. Sazonoff à Saint-Pétersbourg, des miennes à Vienne, de Sir Edward Grey à Londres et du Roi Charles à Bucarest, – déclarations exprimant que la Russie n'admettrait jamais l'anéantissement de la Serbie, Vienne et Berlin pensaient que la Russie céderait au dernier moment comme elle l'avait fait en 1909. Seule, la mobilisation russe, entreprise après l'entrée des troupes autrichiennes en Serbie, leur ouvrit les yeux sur le danger d'une conflagration universelle. Mais il était alors trop tard ; à ce moment, la décision avait passé à Berlin aux mains des militaires ; et même si certains doutes sur l'opportunité de leurs actes traversèrent l'esprit des hommes d'État autrichiens, le moment était passé, la direction des événements leur avait échappé. Même s'ils avaient voulu s'arrêter sur la pente sur laquelle ils glissaient, ils ne le pouvaient plus,

leur alliée ne l'aurait pas admis.

*

À la nouvelle de la mobilisation russe, l'aspect de Vienne changea subitement ; la gaîté insouciante qui ne l'avait pas abandonnée pendant toute la crise disparut comme par enchantement. Pour l'observateur attentif, ce changement était symptomatique, il prouvait que le pays considérait le conflit avec la Serbie comme un épisode insignifiant, qui se terminerait, sans aucun doute, par l'anéantissement d'une petite voisine ennuyeuse. La guerre avec la Serbie était par conséquent populaire, et éveillait dans toutes les classes de la population un certain élan patriotique. La nouvelle inattendue de la mobilisation russe et la possibilité de l'intervention de la Russie dans le conflit retentirent comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. La population viennoise, mal instruite et s'intéressant peu à la politique, ne s'y attendait guère. On lui avait fait croire que la guerre avec la Serbie ne serait qu'une courte expédition punitive à laquelle succéderaient dans tout le pays un calme complet et la reprise de la vie paisible de la capitale.

Traversant tous les soirs toute la ville, depuis l'ambassade de Russie jusqu'au faubourg de Purkersdorf, où ma femme, malade, faisait une cure dans un sanatorium, j'avais toute la possibilité de m'assurer de ce changement. Les rues étaient désertes, et les rares passants avaient des mines préoccupées.

XLIV

La mobilisation russe

À partir du 30 juillet, M. Sazonoff me tint, jour par jour, au courant de tout ce qui se passait à Saint-Pétersbourg ; mais les télégrammes chiffrés arrivaient tellement brouillés que, malgré la grande habileté que déployaient les secrétaires de l'Ambassade, ils éprouvaient la plus grande difficulté à en reconstituer le texte.

Le 30 juillet, M. Sazonoff m'informa qu'il avait déclaré à l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie que, d'après les renseignements qu'il avait de Vienne, le Comte Berchtold refusait catégoriquement de continuer les pourparlers directs avec lui. À cela, l'Ambassadeur d'Autriche répondit qu'en effet, après tout ce qui s'était passé depuis, le Comte Berchtold se refusait à discuter le texte de la note serbe et tout le conflit austro-serbe en général, mais que lui, Szapary, était autorisé à donner à l'échange de vues entre les deux cabinets une base beaucoup plus large, en déclarant que l'Autriche ne désirait en rien léser les intérêts russes ; qu'elle ne méditait aucune annexion de territoire serbe ni aucune atteinte aux droits souverains de la Serbie. Il exprima la conviction que le Comte Berchtold serait prêt à tout moment à discuter en commun les relations austro-russes. Une discussion au sujet de la note autrichienne s'ensuivit, au cours de laquelle M. Sazonoff déclara que ni lui ni personne ne contestait les demandes légales de l'Autriche, mais qu'elles devaient être rédigées dans une forme acceptable pour la Serbie. Le Comte Szapary ayant répliqué qu'il s'agissait d'intérêts serbes et non pas russes, le Ministre riposta qu'en ce cas les intérêts serbes et russes étaient identiques. Quant à la mobilisation de huit corps autrichiens contre la Serbie, qui avait causé un si grand émoi en Russie, l'Ambassadeur d'Autriche expliqua qu'elle était dirigée exclusivement contre la Serbie. Vu la position incertaine occupée par le Monténégro, ces forces ne pouvaient nullement être une menace pour la Russie. En conclusion, M. Sazonoff annonça à l'Ambassadeur que, le soir même, serait signé un décret de mobilisation comportant des proportions assez larges, mais qu'il tenait à affirmer officiellement que ces troupes n'étaient nullement destinées à attaquer l'Autriche : elles devaient seulement être prêtes pour le cas où les intérêts balkaniques de la Russie seraient en danger. Une note explicative aux Puissances, confirmée par l'Empereur, suivrait. Cette mesure devrait être considérée comme ayant été prise à la suite d'une

provocation, attendu que l'Autriche, qui avait déjà sans cela l'avantage d'une mobilisation plus rapide, se trouvait maintenant dans une position encore plus avantageuse. Le Comte Szapary fit remarquer à M. Sazonoff quelle mauvaise impression cette mesure produirait, sans aucun doute, à Vienne et à Berlin ; il exprima l'espoir que la note explicative diminuerait cet effet. M. Sazonoff insista encore une fois sur l'absence de tout caractère agressif de cette mesure.

Au cours de la conversation avec l'Ambassadeur d'Autriche, le Ministre des Affaires Étrangères reçut par téléphone la nouvelle du bombardement de Belgrade par les troupes autrichiennes. Il déclara alors brusquement qu'il voyait à présent que l'Autriche menait des pourparlers uniquement dans le but de gagner du temps : ses troupes en profitaient pour avancer et pour bombarder une ville ouverte et sans défense. Que pouvait vouloir encore l'Autriche après s'être emparés de la capitale de la Serbie ?

Le lendemain, M. Sazonoff m'informa encore que l'Empereur, après de longues hésitations, avait signé l'oukase de la mobilisation générale. Il avait été influencé, paraît-il, par le ton du dernier télégramme de l'Empereur Guillaume, par les rapports reçus de Vienne affirmant que l'Autriche repoussait avec persistance toute médiation et qu'elle avait commencé la concentration de ses troupes en Galicie, enfin par les nouvelles, parvenues à Saint-Pétersbourg, des préparatifs militaires de l'Allemagne.

À Saint-Pétersbourg, toute la journée du 30 juillet s'était passée en pourparlers concernant la mobilisation générale. Personne ne voulait la guerre et tout le monde la redoutait ; mais le sentiment de la responsabilité qui pesait sur les hauts chefs de l'armée relativement à la sécurité du pays si les mesures de défense indispensables n'étaient pas prises à temps, les poussait à insister sur la déclaration de la mobilisation générale, en soulignant son caractère exclusivement défensif et l'absence chez la Russie de toute intention agressive envers qui que ce soit.

Pour tout observateur impartial, les preuves de l'esprit pacifique qui régnait en Russie à ce moment ne manquent pas : l'action exercée par la Russie sur la Serbie pour la persuader d'accepter les conditions de l'Autriche ; la complaisance dont elle faisait preuve à Vienne et à Berlin ; enfin, l'empressement qu'elle manifesta pour accepter toute proposition de médiation : telles sont les plus marquantes de ces preuves. Cependant, la conviction pénétrait de plus en plus en Russie que Berlin et Vienne étaient décidés à lui imposer la guerre. L'intransigeance dont fit preuve l'Autriche dès l'ouverture de la crise, le refus de Vienne d'envisager toute offre de médiation, enfin le ton des télégrammes adressés par l'Empereur Guillaume au Tsar avaient

fini par convaincre le Gouvernement russe que la guerre était inévitable, et qu'il fallait s'y préparer.

Ce jour-là, les Ambassadeurs d'Allemagne et d'Autriche reprirent, avec le Ministre des Affaires Étrangères, leurs entretiens interrompus par la nouvelle du bombardement de Belgrade. Le Comte Pourtalès demanda à M. Sazonoff si la Russie se contenterait de la promesse de l'Autriche de ne pas attenter à l'intégrité du Royaume de Serbie. À cette question, le Ministre des Affaires Étrangères répondit négativement. L'Ambassadeur d'Allemagne le pria alors de formuler sous quelles conditions le Gouvernement russe consentirait à suspendre ses armements. M. Sazonoff lui dicta alors la déclaration suivante, que le Comte Pourtalès promit de transmettre d'urgence à Berlin : « Si l'Autriche, reconnaissant que la question austro-serbe a assumé le caractère d'une question européenne, se déclarait prête à éliminer de son ultimatum les points qui portent atteinte aux droits souverains de la Serbie, la Russie s'engagerait à cesser ses préparatifs militaires. »

En informant les Ambassadeurs de Russie à Berlin et à Londres de cette proposition, M. Sazonoff les avait priés de lui faire savoir comment les Gouvernements allemand et anglais accueilleraient cette nouvelle preuve du désir de la Russie de trouver une issue pacifique à la situation, le Gouvernement russe ne pouvant admettre que les pourparlers menés par Berlin et Vienne servissent exclusivement à gagner du temps. Le Gouvernement allemand répondit qu'il considérait ces conditions tout à fait inacceptables pour l'Autriche. Le Gouvernement anglais suggéra au texte de M. Sazonoff une légère modification, à laquelle ce dernier donna son consentement.

Le Comte Szapary informa le même jour M. Sazonoff qu'il était enfin muni des instructions nécessaires pour continuer les pourparlers avec lui ; qu'il avait ordre de lui dire que l'Autriche n'était mue dans ses actions par aucune visée de conquête et ne voulait porter aucune atteinte à l'indépendance ou à l'existence de l'État serbe. Son action n'était pas dirigée contre la nation serbe, mais uniquement contre les menées révolutionnaires venant de Belgrade, qui menaçaient l'existence même de la Monarchie austro-hongroise. Quant à l'observation de M. Sazonoff sur le nombre de corps d'armée mobilisés contre la Serbie, le Comte Berchtold assurait que cette mesure ne contenait aucune menace contre la Russie et s'expliquait par le fait que l'Autriche avait affaire à un adversaire qui pouvait mettre sur pied une armée de 400.000 hommes. Le Comte Szapary ajouta que le Comte Berchtold verrait avec plaisir se produire, conformément aux suggestions de l'Ambassadeur de Russie à Vienne, un échange de vues amical et confidentiel avec le Cabinet de St-Pétersbourg concernant les relations entre l'Autriche-Hongrie et la Russie. Cet échange de vues

pourrait, à son avis contribuer sensiblement à dissiper les malentendus qui avaient surgi entre les deux Cabinets et améliorer les relations entre les deux pays. M. Sazonoff répondit au Comte Szapary qu'il remerciait le Comte Berchtold pour sa démarche, mais qu'il lui paraissait préférable, à l'heure qu'il était, que les négociations eussent lieu à Londres, avec le concours des représentants de toutes les Puissances.

*

Le 31 juillet. Sir Maurice Bunsen m'informa que le Gouvernement austro-hongrois avait, par la voie de Berlin, déclaré à Sir Edward Grey que l'Autriche, appréciant les efforts du Gouvernement anglais pour sauvegarder la paix, était prête, malgré la mobilisation russe, à prendre en considération la proposition de médiation de Sir Edward Grey entre l'Autriche et la Serbie, à la condition expresse que les opérations militaires contre la Serbie continuassent et que la Russie cessât la mobilisation de son armée contre l'Autriche. Dans ce cas, cette dernière arrêterait ses préparatifs militaires en Galicie.

Cette réponse, donnée le 31 juillet 1914 par l'Autriche à la proposition anglaise, prouve que, malgré tous les efforts des Cabinets de Saint-Pétersbourg, Paris, Londres et Rome pour parvenir, à l'aide d'une médiation, à conserver la paix de l'Europe, l'Autriche n'avait pas réduit ses prétentions d'un iota et qu'elle n'avait pas fait un pas pour aller au-devant des efforts réunis des quatre Puissances. Il est vrai que le centre de gravité avait déjà été transféré de Vienne à Berlin. Toutes les communications de Saint-Pétersbourg, Paris et Londres étaient transmises à Vienne par la voie de Berlin. Après les efforts désespérés pour agir directement sur le Cabinet de Vienne, tous les espoirs de conserver la paix se concentrèrent sur la personne de l'Empereur Guillaume. Quel beau rôle lui assignait la Providence en mettant entre ses mains le sort de l'Europe et de la paix universelle ! Mais combien il s'en fallut, hélas ! qu'il se trouvât à la hauteur de cette tâche.

Après la déclaration de la mobilisation générale autrichienne, je continuai comme auparavant à visiter le Ballplatz. Le Comte Berchtold insistait toujours sur l'absence, de la part de l'Autriche, de toute intention agressive contre la Russie et de tout désir de conquête territoriale en Serbie ; mais il insistait en même temps sur la nécessité pour l'Autriche de mener jusqu'au bout l'opération commencée, et de donner à la Serbie une leçon qui servit de garantie pour l'avenir.

XLV

L’ultimatum de l’Allemagne à la Russie. L’Allemagne déclare la guerre à la Russie.

Le 31 juillet 1914, à minuit, l’ambassadeur d’Allemagne, au nom de son Gouvernement, requit M. Sazonoff de démobiliser dans un délai de douze heures, non seulement contre l’Allemagne, mais aussi contre l’Autriche, et de renvoyer les réservistes dans leurs foyers. En s’acquittant de sa mission, le Comte Pourtalès avait l’air très nerveux ; il répéta plusieurs fois sa demande. M. Sazonoff se contint avec difficulté et expliqua à l’Ambassadeur d’Allemagne les raisons pour lesquelles la Russie ne pouvait se rendre au désir du Gouvernement allemand. Le lendemain, entre quatre et cinq heures de l’après-midi, l’Ambassadeur demanda à voir le Ministre des Affaires Étrangères. En entrant dans le bureau du Ministre, vers six heures du soir, le Comte Pourtalès demanda à M. Sazonoff s’il pouvait compter sur une réponse favorable à la note qu’il avait remis la veille. Le Ministre répondit négativement, et ajouta que, bien que le décret de mobilisation générale ne pût être rapporté, la Russie, néanmoins, ne se refusait pas à des pourparlers pour trouver une issue pacifique à la situation. Le Comte Pourtalès, qui, depuis le commencement de l’entretien, donnait des signes de grande agitation, devenait de plus en plus nerveux ; enfin, retirant de sa poche un papier plié en deux, il s’adressa de nouveau au Ministre en formulant la même question, et en lui faisant remarquer quelles graves conséquences entraînerait le refus de la Russie à consentir à la demande allemande de suspendre la mobilisation. M. Sazonoff, avec calme mais avec fermeté, réitéra la réponse négative qu’il avait déjà donnée une fois. L’Ambassadeur d’Allemagne renouvela une troisième fois sa question avec des signes d’agitation toujours croissante, à quoi le Ministre des Affaires Étrangères répondit : « Je n’ai pas d’autre réponse à vous donner. » Le Comte Pourtalès soupira profondément et, articulant avec peine les mots, il déclara : « En ce cas, Monsieur le Ministre, je suis chargé par mon Gouvernement de vous remettre cette note » ; et, d’une main tremblante, il tendit au Ministre la note suivante contenant la déclaration de guerre de l’Allemagne à la Russie : « Le Gouvernement Impérial s’est efforcé dès le début de la crise de la mener à une solution pacifique. Se rendant au désir que lui avait manifesté Sa Majesté l’Empereur de Russie, Sa Majesté l’Empereur d’Allemagne,

d'accord avec l'Angleterre, s'était appliqué à accomplir le rôle de médiateur auprès des Cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg, lorsque la Russie, sans en attendre le résultat, procéda à la mobilisation de la totalité de ses forces de terre et de mer. À la suite de cette mesure menaçante, que ne motivait aucun préparatif militaire de la part de l'Allemagne, l'Empereur d'Allemagne s'est trouvé en face d'un danger grave et imminent. Si le Gouvernement Impérial avait manqué de parer à ce péril, il aurait compromis la sécurité et l'existence même de l'Allemagne. Le Gouvernement allemand s'est vu, par conséquent, forcé de s'adresser au Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies en insistant sur la cessation desdits actes militaires. La Russie ayant refusé de faire droit à cette demande, et ayant manifesté par ce refus que son action était dirigée contre l'Allemagne, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de faire savoir à Votre Excellence ce qui suit : Sa Majesté l'Empereur, mon Auguste Souverain, au nom de l'Empire, relève le défi, et se considère en état de guerre avec la Russie. »

En recevant le document en question des mains de l'Ambassadeur d'Allemagne, M. Sazonoff lui dit : « Vous commettez là un acte criminel ; la malédiction des peuples retombera sur vous. » Le Comte Pourtalès lui répondit : « Nous défendons notre honneur. » – « Votre honneur n'a rien à voir là », répliqua M. Sazonoff, « vous pouviez empêcher la guerre, vous ne l'avez pas voulu ; mais il y a un Tribunal suprême. » Cette conversation entre l'Ambassadeur d'Allemagne et le Ministre des Affaires Étrangères eut lieu debout, au milieu du bureau du Ministre. Après avoir remis la note, le Comte Pourtalès, tout bouleversé, s'approcha de la fenêtre et, se saisissant la tête des deux mains, il s'écria, en fondant en larmes : « Je n'aurais jamais cru que je quitterais Saint-Pétersbourg dans ces conditions ! Après quoi, il embrassa M. Sazonoff et s'éloigna en le priant de l'informer des mesures qui seraient prises pour son départ de Saint-Pétersbourg.

Tard dans la soirée du 1er août, l'Ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg sollicita une audience de l'Empereur et lui remit un télégramme de son Souverain dans lequel le Roi George, en se référant aux plaintes de Berlin contre la mobilisation russe, exprimait l'avis que c'était un malentendu qui avait amené à l'impasse actuelle. Le Roi énonçait en même temps le désir de faire l'impossible pour éviter la catastrophe qui menaçait le monde entier. Il priait l'Empereur de l'aider à dissiper le malentendu et de laisser la porte ouverte aux pourparlers pacifiques. Le Tsar répondit au Roi qu'il aurait accepté sa proposition avec le plus grand plaisir, si ce n'était que l'Allemagne avait le jour même déclaré la guerre à la Russie. Il dépeignit ensuite en quelques mots le rôle de la Russie et celui des Puissances Centrales dans le conflit actuel, et expliqua comment la Russie avait cherché une

issue pacifique à la situation créée par l'ultimatum adressé à la Serbie, dans le but évident d'en faire un pays vassal de l'Autriche et de détruire ainsi l'équilibre des forces dans les Balkans. Toutes les offres de médiation avaient été déclinées par l'Allemagne et par l'Autriche, et c'est seulement lorsque le moment d'agir était passé que l'Allemagne consentait à prendre en considération certaines offres de médiation, sans toutefois faire elle-même aucune proposition précise.

À la suite de la déclaration de guerre de l'Allemagne, M. Sazonoff enjoignit par télégraphe à l'Ambassadeur de Russie à Berlin de revenir en Russie avec tout le personnel de l'Ambassade et tous les sujets russes qui désireraient se joindre à eux.

Le lendemain, je reçus de Saint-Pétersbourg une communication par laquelle le Ministre des Affaires Étrangères m'informait que l'Allemagne avait déclaré la guerre à la Russie. Il me prévenait en même temps qu'au cas où une rupture avec l'Autriche s'ensuivrait, j'avais à regagner la Russie avec tout le personnel de l'Ambassade, et ajoutait que le Gouvernement impérial n'avait encore reçu aucune communication de ce genre de l'Ambassade d'Autriche. Il continuait par conséquent les relations diplomatiques avec la Monarchie austro-hongroise et me prescrivait de rester pour le moment à mon poste.

XLVI

Mes visites au Ballplatz. Mes entretiens avec mes collègues de l'Entente et le Duc d'Avarna.

Considérant la situation, après la déclaration de guerre de l'Allemagne, comme presque désespérée, je décidai quand même de lutter jusqu'au bout, et sachant que, dans la politique comme dans la vie privée, les revirements les plus inattendus sont toujours possibles, je décidai de mettre à profit les quelques jours que le sort me donnait pour tâcher de convaincre les hommes d'État autrichiens de la folie de leur conduite au point de vue de l'intérêt de l'Autriche elle-même, sans parler de celui de la paix européenne. Je continuai donc mes visites au Ballplatz et mes entretiens avec le Comte Berchtold, le Baron Macchio et le Comte Forgach. Ces conversations avaient plutôt un caractère académique, et tous mes efforts pour leur donner une portée pratique – et quand c'eût été à la onzième heure – d'arriver à une entente, furent vains. Il me semblait par moments que mes interlocuteurs commençaient à se rendre compte de la folie de leur politique, et à regretter l'action qu'ils avaient entreprise avec tant de légèreté ; mais la conscience que le sort en était jeté ; le sentiment que la solution du problème avait échappé à leurs mains et ne dépendait plus que de Berlin ; la certitude que – même s'ils avaient voulu s'arrêter sur la pente où ils glissaient – l'alliée, qui avait jeté le gant à la face de la Russie et de la France, ne le permettrait plus : toutes ces circonstances les obligeaient à se borner à des lieux communs, qui n'avaient d'autre objet que de gagner du temps pour terminer leurs armements et la concentration de leurs troupes.

Mes entretiens avec mes collègues avaient un objet plus défini. Il fallait à tout prix leur prouver que la Russie n'avait jamais voulu la guerre ; qu'elle avait tout fait pour l'éviter ; que les conseils donnés par elle à la Serbie avaient pour but la solution pacifique de son conflit avec l'Autriche ; que, dans ses pourparlers avec Vienne et Berlin, la Russie avait fait preuve de son sincère désir de parvenir à un accord ; enfin, que la Russie était, même à cette heure tardive et malgré tout ce qui s'était passé, prête à discuter toute proposition tendant à sauver la paix. Il fallait, par leur entremise, agir sur leurs Gouvernements et l'opinion publique de leur pays, et les persuader que la question était sortie du cadre des relations austro-serbes (qui intéressaient peu ces

pays) pour devenir une question européenne – mondiale même. Il ne s'agissait plus seulement du prestige de la Russie dans les Balkans, en Orient, dans le monde entier, mais de son existence même et de celle de ses alliées, car à la capitulation de la Russie devant le défi insolent de l'Allemagne, et à son consentement tacite à la destruction de la Serbie, auraient, sans aucun doute, succédé en Europe et dans le monde entier rétablissement de l'hégémonie d'une Allemagne triomphante, et la destruction successive de ses rivaux.

La tâche n'était pas aisée. J'avais, en la personne de l'Ambassadeur d'Allemagne, un adversaire actif et dangereux, qui, durant son long séjour à Vienne (il était marié à une Autrichienne), avait pris racine dans le pays. Personnellement impopulaire et peu aimé » M. von Tschirschky s'appuyait sur les cercles allemands de la Monarchie. Cette idée l'affolait : qu'au dernier moment l'Autriche pourrait se raviser et, après avoir allumé l'incendie, laisser les autres aux prises avec le désastre. La possibilité de l'alliance de l'Angleterre avec la Russie et la France le troublait aussi profondément. Ses relations avec moi, depuis mon arrivée à Vienne, dénuées de toute cordialité, furent, dès le début de la crise, empreintes de la plus grande inimitié, et, à partir de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, il me considéra comme un ennemi déclaré, dont la présence dans la capitale autrichienne était gênante. Mes visites quotidiennes au Ballplatz, où il se rencontrait constamment avec moi, ne lui laissaient pas de repos ; et, comme je l'appris plus tard, la déclaration de guerre de l'Autriche à la Russie et la remise de mes passeports le 5 août eurent lieu en partie sur ses instances.

Je n'avais pas à persuader l'Ambassadeur de France, M. Dumaine : son concours m'était acquis depuis le premier jour. Le rôle du Gouvernement français qui, dès le début de la crise fit tout son possible pour le maintien de la paix, et déclara sans un moment d'hésitation sa ferme résolution de remplir ses engagements d'alliée, était clair et net ; il ne donnait lieu à aucun doute sur la conduite de la France.

J'estime que, dans l'intérêt même de la vérité, il n'est pas possible de passer ici sous silence – se rapportant aux représentants de la Russie à Vienne en général et à moi en particulier – certaines inexactitudes que j'ai relevées en parcourant le très intéressant livre de M. Dumaine : *La dernière Ambassade de France en Autriche,* paru en 1921. Les déclarations qui me sont attribuées, à savoir : que le Gouvernement russe avait résolu de borner son soutien de la Serbie au minimum, et que j'avais personnellement décidé de ne pas me mêler dans le conflit austro-serbe, sont absolument contraires à toutes mes déclarations et à mes actes à Vienne en 1914. Je ne puis me les expliquer que par le fait que M. Dumaine avait, au début de la crise, – et lorsque les

représentants étrangers étaient tous enclins à soupçonner la Russie de plans belliqueux, – mal compris le sens des efforts que j'avais faits pour le convaincre (lui et les représentants des autres pays) que la Russie ne voulait pas la guerre, et qu'elle était prête à accepter toute offre de médiation ayant pour but le maintien de la paix, et compatible en même temps avec la sauvegarde de l'indépendance et de l'honneur du Royaume de Serbie. Depuis le premier jour de la crise jusqu'à mon départ de Vienne, tous mes efforts furent consacrés : à convaincre le Gouvernement autrichien de l'impossibilité de localiser le conflit austro-serbe ; à lui faire comprendre que la Russie, malgré ses tendances toutes pacifiques, n'admettrait jamais la destruction de la Serbie, et que la guerre était inévitable si l'Autriche ne modifiait pas ses exigences envers la Serbie. Je ne partage pas non plus l'opinion exprimée par M. Dumaine sur la société viennoise qui, à mon avis, ne méritait pas un jugement aussi sévère, et dont j'ai gardé le meilleur souvenir.

Mes pourparlers avec mes collègues anglais et italien furent plus compliqués. Après le crime de Sarajevo, toutes les sympathies de Sir Maurice Bunsen et de toute l'Ambassade d'Angleterre à Vienne, aussi bien que de l'opinion publique en Angleterre, étaient en faveur de l'Autriche. Ce crime abominable avait profondément révolté les Anglais, et ils considéraient que le Gouvernement autrichien avait pleinement droit à une satisfaction. Mais la remise à la Serbie d'un ultimatum inacceptable, et le refus de l'Autriche de se contenter de la réponse si conciliante de la Serbie les ébranla ; plus tard, enfin, l'intransigeance du Cabinet de Vienne et le rejet de toute offre de médiation – démontrant la résolution de l'Autriche de provoquer à tout prix un conflit armé – refroidirent singulièrement toute sympathie pour la Monarchie austro-hongroise. Cependant, malgré tous les efforts que je fis pour pousser l'ambassadeur d'Angleterre à s'exprimer de façon à faire comprendre clairement à Vienne que, dans le cas d'une guerre européenne, l'Angleterre se rangerait du côté de la Russie et de la France (ce qui, selon ma ferme conviction, aurait empêché l'Allemagne de déclarer la guerre) ; malgré les efforts que faisaient d'autre part et dans le même sens M. Sazonoff à Saint-Pétersbourg, M. Poincaré à Paris, et le Comte Benckendorff à Londres, ce résultat, d'une incalculable portée, ne put être atteint. La réponse invariable était que l'opinion publique anglaise ne comprendrait et n'approuverait jamais une guerre pour la Serbie, et que seule, la violation de la neutralité belge par l'Allemagne ou la rupture de l'équilibre des forces en Europe pouvaient être des motifs suffisants pour que le Gouvernement anglais intervînt dans la lutte aux côtés de la Russie et de la France.

Au début de la crise, l'Ambassadeur d'Italie, le Duc d'Avarna, exprimait aussi plus de sympathie envers l'Autriche et soupçonnait

visiblement la Russie de plans agressifs ; mais, s'étant convaincu des efforts sincères du Gouvernement Impérial pour trouver une solution pacifique à la situation et éviter la guerre, il changea d'attitude et, après la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, déclara ouvertement que l'Italie resterait neutre dans le conflit actuel.

XLVII

Derniers jours à Vienne. Le Comte Berchtold me remet mes passeports.

Je me suis efforcé, dans ce qui précède, de montrer la façon dont le centre de gravité de la crise s'était peu à peu déplacé de Vienne à Berlin, et dans quelles conditions le pouvoir et par conséquent l'initiative de toutes les décisions, étaient passés dans la capitale allemande, aux mains du grand État-Major général. Les automédons d'importance secondaire, le Comte Berchtold et M. de Bethmann-Hollweg, furent jetés à bas de leurs sièges, et les chevaux s'emportèrent. Vienne, d'où partit le premier coup de feu et qui, au début de la crise, tenait entre ses mains le sort du monde, laissa bientôt, par suite de la faiblesse de ses hommes d'État, échapper les rênes et descendit au rôle d'exécutant aveugle des volontés de Berlin. Cela se trahissait surtout dans les pourparlers, qui se continuèrent jusqu'au dernier moment à Vienne entre les représentants des Puissances de l'Entente et le Ministre des Affaires Étrangères. On sentait, chez les dirigeants de la politique étrangère autrichienne, une complète impuissance à rien entreprendre, à rien décider sans un ordre de Berlin, pour enrayer la marche de la catastrophe finale.

Le rôle des représentants de l'Entente à Vienne était par conséquent bien pénible. D'une part, le sentiment de la lourde responsabilité qui pesait sur eux au centre même des événements ; de l'autre, l'impuissance à rien faire pour sauver la situation, les oppressaient d'un poids terrible. De plus, le représentant de l'Angleterre, Sir Maurice Bunsen, fut jusqu'au dernier jour dans l'incertitude concernant la décision finale de son Gouvernement.

Le 5 août 1914, le Comte Berchtold m'annonça enfin que les relations d'alliés qui liaient l'Autriche à l'Allemagne l'obligeaient malheureusement à cesser ses rapports avec moi, et à rappeler en même temps le Comte Szapary de Saint-Pétersbourg.

Le 6 août 1914, à six heures du soir, l'ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg fit au Ministre des Affaires Étrangères, au nom de son Gouvernement, la déclaration suivante : « En raison de la position menaçante prise par la Russie dans le conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie ; en raison aussi de la déclaration du Cabinet de Berlin que la Russie, à cause de ce conflit, avait cru nécessaire d'entreprendre

contre l'Allemagne des mesures militaires qui avaient amené l'état de guerre entre les deux nations, – l'Autriche-Hongrie se considérait aussi, dès ce moment, comme en état de guerre avec la Russie. »

Le texte de cette déclaration de guerre de l'Autriche à la Russie, ainsi que la déclaration du Comte Berchtold, faite le 5 août à Vienne, dans laquelle il était dit que les obligations d'alliée le forçaient à cesser toute relation avec moi, suffisaient à elles seules à démontrer le rôle prédominant qu'avait assumé l'Allemagne aux derniers jours de la crise. L'Autriche déclarait elle-même qu'elle se regardait « comme étant également en état de guerre avec la Russie ».

Les derniers jours passés à Vienne furent extrêmement pénibles. La conscience de l'immense désastre suspendu sur nos têtes et de mon impuissance à rien faire pour le conjurer, pesait sur mon esprit et ne me laissait pas un moment de repos. Comme je l'ai dit plus haut, tous mes efforts des derniers jours, lorsque tout espoir de sauver la paix avait disparu, étaient consacrés à faire pénétrer dans l'esprit des représentants des Puissances à Vienne la certitude que la Russie n'avait aucune intention agressive, et désirait avant tout éviter la guerre. D'autre part, je ne leur cachais pas que la Russie ne pouvait pas abandonner la Serbie à son sort, et, par une seconde capitulation devant l'Allemagne, contribuer à établir l'empire de celle-ci sur l'Europe et le monde entier.

Bien que, jusqu'à la déclaration de guerre, il n'y eût eu à Vienne aucune manifestation hostile sérieuse contre la Russie en général et contre l'Ambassade en particulier, l'atmosphère devenait de jour en jour plus lourde. Les derniers jours, les membres de l'Ambassade, qui logeaient à une certaine distance, déménagèrent pour s'installer dans l'hôtel même de l'Ambassade, où se trouvait un joli jardin où nous dînions en famille. Le calme des soirées d'été était parfois troublé par le bruit de fers sur le pavé. C'était le détachement de police montée, qui veillait à la sécurité de l'Ambassade et qui, ayant été prévenu d'une démonstration projetée, s'élançait au trot pour barrer les rues avoisinantes.

Je trouve juste de noter ici que la conduite de la population de la capitale autrichienne ne ressembla nullement à la conduite de la population de Berlin, et que, en ces journées tragiques, elle fut jusqu'à la fin très correcte. Chaque soir, je traversai toute la ville d'un bout à l'autre pour aller voir ma femme, malade, au sanatorium de Purkersdorf ; jusqu'au dernier jour, je me promenai à pied dans les rues de Vienne ; et je puis certifier que je n'ai pas même aperçu de regards malveillants, bien que ma voiture et ma personne fussent parfaitement connues de la population viennoise.

Au cours du dernier entretien que j'eus avec le Comte Berchtold, il

me proposa, avec sa courtoisie habituelle, au nom du Gouvernement, de laisser ma femme souffrante à Vienne. Je déclinai cette offre, mais je le priai de donner à l'Ambassade la possibilité de retourner en Russie par le chemin le plus court, sinon par la Galicie, à tout le moins par la Roumanie. Le Comte Berchtold m'assura qu'il n'y voyait aucun inconvénient. Mais, le lendemain, il m'envoya dire que, à son grand regret, il ne pouvait acquiescer à ma demande et se voyait forcé de faire traverser à l'Ambassade la frontière suisse, l'État-Major général n'ayant pas consenti à la traversée de la zone militaire. Cette décision me fut très désagréable, car elle m'obligea à faire un grand détour par l'Italie et les pays balkaniques pour regagner la Russie. Je n'arrivai ainsi à Saint-Pétersbourg que deux mois plus tard, lorsque déjà la guerre faisait rage dans le monde entier.

CONCLUSION

Étant resté à mon poste à Vienne jusqu'à la déclaration de guerre de l'Autriche à la Russie, et me trouvant en contact journalier jusqu'au dernier jour avec le Ministre des Affaires Étrangères et les représentants des autres États à Vienne, je puis, mieux qu'un autre peut-être, répondre aux questions suivantes qui ont été maintes fois soulevées dans la presse de tous les pays.

Une des Puissances de l'Entente (Russie, France, Angleterre) a-t-elle voulu la guerre en 1914 ? – Non.

Les Puissances de l'Entente ont-elles employé tous les moyens pour éviter la guerre ? – Oui.

Ont-elles, en ces journées critiques, commis des fautes qui pouvaient mener à la guerre ? – Oui. À mon avis, si après la réponse de la Serbie à l'ultimatum autrichien, l'Angleterre avait déclaré carrément qu'en cas de rupture elle se rangerait du côté de la Russie et de la France, l'Allemagne n'aurait vraisemblablement pas déclaré la guerre. Je ne partage certainement pas l'opinion exprimée par l'amiral Tirpitz dans ses mémoires, qu'en retardant sa décision l'Angleterre avait l'intention de provoquer un conflit, et j'admets toute l'importance des déclarations faites par Lord Grey et M. Asquith pour justifier la position prise par l'Angleterre à cette époque. Je considère néanmoins comme une faute de tactique de sa part de ne pas s'être prononcée plus tôt, comme elle l'avait fait en 1912 lors de la crise d'Agadir. En ce qui concerne la mobilisation russe, qui est constamment mise en avant par les écrivains allemands comme une des causes principales de la guerre, tout ce qui a été dit à ce sujet est absolument faux, et les autorités militaires allemandes ne croient probablement pas elles-mêmes à ces allégations. La mobilisation partielle russe a été décidée à la suite de la mobilisation autrichienne, et la mobilisation générale y a été substituée pour des considérations purement techniques, alors que les préparatifs de guerre et le transport de troupes en Allemagne battaient déjà leur plein. Des ouvrages de spécialistes traitent exclusivement de ce sujet : c'est pour cette raison que je ne m'y arrête pas ici. Je me contenterai de dire que la mobilisation russe était pleinement justifiée par les circonstances et n'entraînait pas nécessairement, comme celle de l'Allemagne, l'ouverture des hostilités. C'était une simple mesure de précaution : elle fut d'ailleurs, tant que durèrent les négociations entre la Russie et l'Autriche, accompagnée de déclarations formelles du Gouvernement russe aux Cabinets de Berlin et de Vienne – déclarations

conçues en termes très amicaux – ainsi que de télégrammes de l'Empereur Nicolas II à l'Empereur Guillaume, assurant celui-ci du caractère purement défensif de la mobilisation russe, dénuée de toute intention hostile envers l'Autriche et l'Allemagne. Comme preuve de la sincérité de ces déclarations, je rappellerai qu'aucune agression n'eut lieu contre l'Autriche, même après la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie. L'Ambassadeur de Russie resta à Vienne pour continuer d'y négocier sur un ton amical, jusqu'au moment de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Russie, faite à la demande de l'Allemagne.

Une des Puissances de la Triple-Alliance (Allemagne, Autriche, Italie) voulait-elle la guerre (générale) ? – À mon avis, non.

Ont-elles employé tous les moyens pour éviter la guerre ? – Non.

Les Puissances de la Triplice ont-elles commis des fautes qui pouvaient entraîner la guerre ? – Oui, La principale fut l'effort obstiné pour localiser le conflit austro-serbe, avec l'arrière-pensée évidente d'écraser ensuite la Serbie.

Quels sont les actes que les Gouvernements devront dorénavant éviter avant tout dans l'intérêt de la paix ? – Toute course aux armements ; toute division des pays en groupements opposés les uns aux autres ; toute campagne de presse dirigée contre d'autres pays ou leurs gouvernants, et pouvant créer une atmosphère favorable à la rupture de la paix.

Ces pages ne se proposent nullement de proclamer telle ou telle nation responsable de la guerre. Si, par leurs actes, certains personnages portent incontestablement une lourde part de responsabilité, les nations elles-mêmes ne peuvent, à mon avis, être rendues responsables. Ces mémoires ont un tout autre but que celui d'arbitrer dans un sens ou dans un autre : ce qu'ils se proposent, c'est d'attirer l'attention des gouvernants sur l'immense responsabilité qu'ils portent toute entière devant l'humanité dans les moments de crise politique, quand, par un geste irréfléchi, ils peuvent déchaîner sur le monde une catastrophe semblable à celle de 1914.

ANNEXES

1° Note présentée par l'Autriche-Hongrie à la Serbie, le 23 juillet 1914

2° Télégramme adressé au Tsar par le Prince Royal de Serbie le 24 juillet 1914.

3° Réponse du Tsar au Prince Alexandre de Serbie.

4° Commentaires du Gouvernement austro-hongrois à la note présentée par lui à la Serbie.

5° Réponse du Gouvernement serbe à la note autrichienne.

6° Manifeste de l'Empereur François-Joseph à son peuple.

7° Télégrammes échangés entre le Tsar et le Kaiser entre le 26 juillet et le 1er août 1914.

Annexe n° 1

Texte de la note présentée par l'Autriche-Hongrie à la Serbie, le 23 juillet 1914.

« Le 31 mars 1909, le Ministre de Serbie à Vienne avait fait, d'ordre de son Gouvernement au Gouvernement Impérial et Royal, la déclaration suivante :

« La Serbie reconnaît qu'elle n'a pas été atteinte dans ses droits par le fait accompli créé en Bosnie et Herzégovine, et qu'elle se conformera par conséquent à telle décision que les Puissances prendront par rapport à l'article 25 du Traité de Berlin. Se rendant au conseil des Grandes Puissances, la Serbie s'engage, dès à présent, à abandonner l'attitude de protestation et d'opposition qu'elle avait adoptée à l'égard de l'annexion depuis l'automne dernier, et elle s'engage en outre à changer le cours de sa politique actuelle envers l'Autriche-Hongrie pour vivre désormais sur le pied d'un bon voisinage.

« Or, l'histoire des dernières années et notamment les événements douloureux du 28 juin ont démontré l'existence en Serbie d'un mouvement subversif, dont le but serait de détacher de la Monarchie austro-hongroise certaines parties de son territoire. Ce mouvement, qui a pris jour sous les yeux du Gouvernement serbe, est arrivé à se manifester au-delà du territoire du Royaume par des actes de terrorisme, par une série d'attentats et par des meurtres.

« Le Gouvernement Royal Serbe, loin de satisfaire aux engagements formels contenus dans la déclaration du 31 mars 1909, n'a rien fait pour supprimer ce mouvement : il a toléré l'activité criminelle des différentes sociétés et affiliations dirigées contre la Monarchie, le langage effréné de la presse, la glorification des auteurs d'attentats, la participation d'officiers et de fonctionnaires aux agissements subversifs, une propagande malsaine dans l'instruction publique ; le Gouvernement serbe, enfin, a toléré toutes les manifestations qui pouvaient pousser la population serbe à la haine de la Monarchie et au mépris de ses institutions.

« Cette tolérance coupable du Gouvernement Royal de Serbie n'avait pas cessé au moment où les événements du 28 juin dernier en ont démontré au monde entier les conséquences funestes.

« Il résulte, des dépositions et aveux des auteurs criminels de l'attentat du 28 juin, que le meurtre de Sarajevo a été tramé à

Belgrade, que les armes et explosifs, dont les meurtriers se trouvaient munis, leur ont été donnés par des officiers et fonctionnaires serbes, faisant partie de la « Narodna Odbrana », et enfin que le passage en Bosnie des criminels et de leurs armes a été organisé et effectué par les chefs du service-frontière serbe.

« Les résultats mentionnés de l'instruction ne permettent pas au Gouvernement Impérial et Royal de poursuivre plus longtemps l'attitude de longanimité expectative, qu'il avait observée pendant des années vis-à-vis des agissements prémédités et préparés à Belgrade et, de là, ensuite propagés sur les territoires de la Monarchie. Ces résultats lui imposent au contraire le devoir de mettre fin à des menées qui constituent une menace perpétuelle pour la tranquillité de la Monarchie.

« C'est pour atteindre ce but que le Gouvernement Impérial et Royal se voit obligé de demander au Gouvernement serbe de proclamer officiellement qu'il condamne la propagande dirigée contre la Monarchie austro-hongroise, c'est-à-dire l'ensemble des tendances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la Monarchie des territoires qui en font partie, et qu'il s'engage à supprimer, par tous les moyens, cette propagande criminelle et terroriste.

« Afin de donner un caractère solennel à cet engagement, le Gouvernement Royal de Serbie fera publier, à la première page du Journal Officiel en date du 26 juillet, la déclaration suivante :

> « Le Gouvernement Royal de Serbie condamne la propagande dirigée contre l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire l'ensemble des tendances, qui aspirent en dernier-lieu à détacher de la Monarchie des territoires qui en font partie, et il déplore sincèrement les conséquences funestes de ces agissements criminels.
>
> « Le Gouvernement Royal regrette que des officiers et fonctionnaires serbes aient participé à la propagande susmentionnée et compromis par cela les relations de bon voisinage, auxquelles le Gouvernement Royal s'était solennellement engagé par sa déclaration du 31 mars 1909.
>
> « Le Gouvernement Royal, qui désapprouve et répudie toute idée ou tentative d'immixtion dans les destinées des habitants de quelque partie que ce soit de l'Autriche-Hongrie, considère de son devoir d'avertir formellement les officiers, les fonctionnaires et toute la population du Royaume que, dorénavant, il procédera avec la dernière rigueur contre les personnes qui se rendraient coupables de pareils agissements, et qu'il mettra tous ses efforts à les prévenir et à les réprimer.
>
> « Cette déclaration sera portée simultanément à la connaissance de l'Armée Royale par un ordre du jour de Sa Majesté le Roi et sera publiée dans le *Bulletin Officiel de l'Armée*.
>
> « Le Gouvernement Royal Serbe s'engage en outre :

« 1° À supprimer toutes les publications qui excitent à la haine et au mépris de la Monarchie et dont les tendances générales sont dirigées contre son intégrité territoriale ;

« 2° À dissoudre immédiatement la Société dite « Narodna Odbrana », à confisquer tous ses moyens de propagande, et à procéder de la même manière contre les autres sociétés et affiliations qui, en Serbie, s'adonnent à la propagande contre la Monarchie austro-hongroise. Le Gouvernement Royal prendra les mesures nécessaires pour que les sociétés dissoutes ne puissent pas continuer leur activité sous un autre nom et sous « une autre forme ;

« 3° À éliminer sans délai de l'instruction publique en Serbie, tant en ce qui concerne le corps enseignant que les moyens d'instruction, tout ce qui sert ou pourrait servir à fomenter la propagande contre l'Autriche-Hongrie ;

« 4° À éloigner du service militaire et de l'Administration en général tous les officiers et fonctionnaires coupables de la propagande contre la Monarchie austro-hongroise et dont le Gouvernement Impérial et Royal se réserve de communiquer les noms et les agissements au Gouvernement Royal ;

« 5° À accepter la collaboration en Serbie des organes du Gouvernement Impérial et Royal dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la Monarchie ;

« 6° À ouvrir une enquête judiciaire contre les participants du complot du 28 juin, se trouvant sur territoire serbe. Des organes délégués par le Gouvernement Impérial et Royal prendront part aux recherches y relatives ;

« 7° À procéder d'urgence à l'arrestation du commandant Voija Tankovic et du nommé Milan Tziganovitch, employé de l'État serbe, compromis par les résultats de l'instruction de Sarajevo ;

« 8° À empêcher, par des mesures efficaces, le concours des autorités serbes dans le trafic illicite d'armes et d'explosifs à travers la frontière ; à licencier et à punir sévèrement les fonctionnaires du service frontière de Schabatz et de Loznica coupables d'avoir aidé les auteurs du crime de Sarajevo en leur facilitant le passage de la frontière ;

« 9° À donner au Gouvernement Impérial et Royal des explications sur les propos injustifiables de hauts fonctionnaires serbes, tant en Serbie qu'à l'étranger qui, malgré leur position officielle, n'ont pas hésité après l'attentat du 28 juin à s'exprimer dans des interviews d'une manière hostile à la Monarchie austro-hongroise ; enfin,

« 10° Avertir sans retard le Gouvernement Impérial et Royal de l'exécution des mesures comprises dans les points précédents. »

« Le Gouvernement Impérial et Royal attend la réponse du Gouvernement Royal au plus tard jusqu'au samedi 25 de ce mois, à cinq heures du soir.

« Un mémoire contenant les résultats de l’instruction de Sarajevo à l’égard des fonctionnaires mentionnés aux paragraphes 7° et 8° est annexé à cette note. »

Annexe n° 2

Télégramme adressé au Tsar par le Prince Alexandre de Serbie.

« Le Gouvernement austro-hongrois a remis hier soir au Gouvernement serbe une note concernant l'attentat de Sarajevo. Se rendant pleinement compte de ses obligations internationales, la Serbie avait déclaré dès le premier jour qu'elle condamnait vivement l'affreux crime de Sarajevo et se déclarait prête, dans le cas où l'enquête relèverait la connivence de sujets serbes, à faire procéder à une enquête sur son territoire. Mais les exigences autrichiennes se trouvent être extrêmement humiliantes pour la Serbie et incompatibles avec la dignité d'un État indépendant. Ainsi on exige de nous une déclaration catégorique du Gouvernement dans le *Journal Officiel,* et un ordre du jour du Roi à l'armée condamnant les tendances hostiles à l'Autriche dans le pays. On nous somme, en outre, de reconnaître la faiblesse dont nous aurions fait preuve en face des menées criminelles contre l'Autriche dans notre pays. On exige de nous ensuite l'admission en Serbie d'agents autrichiens pour participer à l'instruction et surveiller l'exécution des autres points de la note. On nous accorde enfin quarante-huit heures pour accepter toutes ces exigences, sous la menace d'une rupture des relations diplomatiques.

« Nous sommes prêts à accepter celles des conditions autrichiennes qui sont compatibles avec la position d'un État indépendant, ainsi que celles que Votre Majesté nous conseillera d'accepter. Nous punirons sévèrement les personnes dont la participation au crime sera prouvée.

« Parmi les réclamations autrichiennes, il y en a dont l'exécution exigerait un changement de notre code ; il faudrait pour cela un certain temps ; le délai qu'on nous fixe est trop court.

« L'armée autrichienne se concentre sur notre frontière afin de nous attaquer, sitôt échu le terme de l'ultimatum. Nous n'avons pas les moyens de nous défendre.

« Nous supplions donc Votre Majesté de venir à notre secours aussi promptement que possible. Les nombreuses marques de bienveillance que nous a données Votre Majesté nous permettent d'espérer que notre appel trouvera un écho dans Votre noble cœur slave. Je supplie Votre Majesté au nom de toute la nation serbe dans cette heure pénible de prendre la défense de la Serbie. »

Annexe n° 3

Réponse du Tsar au Prince Alexandre de Serbie.

« En s’adressant à moi dans un moment particulièrement difficile, Votre Altesse Royale ne s’est pas trompée sur les sentiments qui m’animent à son égard et sur ma cordiale sympathie pour le peuple serbe. La situation actuelle attire ma plus sérieuse attention, et mon Gouvernement s’applique de toutes ses forces à aplanir les difficultés présentes. Je ne doute point que Votre Altesse et le Gouvernement Royal ne veuillent faciliter cette tâche et ne négligeant rien pour arriver à une solution qui, tout en sauvegardant la dignité de la Serbie, permette de prévenir l’horreur d’une nouvelle guerre. Tant qu’il y a le moindre espoir d’éviter une effusion de sang, tous nos efforts doivent tendre vers ce but. Si malgré notre plus sincère désir, nous ne réussissons pas, Votre Altesse peut être assurée qu’en aucun cas la Russie ne se désintéressera du sort de la Serbie. »

Annexe n° 4

Commentaires du Gouvernement austro-hongrois à la note présentée par lui à la Serbie adressée aux puissances.

« Le 31 mars 1909, le Gouvernement Royal Serbe a adressé à l'Autriche-Hongrie une déclaration dont le texte est reproduit ci-dessous. Le lendemain même de cette déclaration, la Serbie s'est engagée dans une politique tendant à inspirer des idées subversives aux ressortissants serbes de la Monarchie austro-hongroise, et à préparer ainsi la sécession des territoires austro-hongrois, limitrophes de la Serbie, qui devinrent dès lors le foyer de l'agitation criminelle. Des sociétés et des affiliations ne tardèrent pas à se former qui, soit ouvertement, soit clandestinement, étaient destinées à créer des désordres sur le territoire austro-hongrois. Ces sociétés et affiliations comptent parmi leurs membres des généraux et des diplomates, des fonctionnaires d'État et des juges, bref des sommités du monde officiel et non officiel du Royaume.

« La presse serbe est presque entièrement au service de cette propagande dirigée contre l'Autriche-Hongrie, et pas un jour ne passe sans que les organes de la presse serbe n'excitent leurs lecteurs à la haine et au mépris de la Monarchie voisine, ou à des attentats dirigés plus ou moins ouvertement contre sa sûreté et son intégrité.

« Un grand nombre d'agents sont appelés à soutenir par tous les moyens d'agitation contre l'Autriche-Hongrie et à corrompre dans les provinces limitrophes la jeunesse de ces pays.

« L'esprit conspirateur des politiciens serbes, esprit dont les annales du Royaume portent les sanglantes empreintes, a subi une recrudescence depuis la dernière crise balkanique ; des individus, ayant fait partie des bandes jusque-là occupées en Macédoine, sont venus se mettre à la disposition de la propagande terroriste contre l'Autriche-Hongrie.

« En présence de ces agissements, auxquels l'Autriche-Hongrie est exposée depuis des années, le Gouvernement de la Serbie n'a pas cru devoir prendre la moindre mesure. C'est ainsi que le Gouvernement serbe a manqué au devoir, que lui imposait la déclaration solennelle du 31 mars 1909, et c'est ainsi qu'il s'est mis en contradiction avec la volonté de l'Europe et avec rengagement qu'il avait pris vis-à-vis de

l’Autriche-Hongrie.

« La longanimité du Gouvernement Impérial et Royal à l’égard de l’attitude provocatrice de la Serbie était inspirée du désintéressement territorial de la Monarchie austro-hongroise et de l’espoir que le Gouvernement serbe finirait tout de même par apprécier à sa juste valeur l’amitié de l’Autriche-Hongrie. En observant une attitude bienveillante pour les intérêts politiques de la Serbie, le Gouvernement Impérial et Royal espérait que le Royaume se déciderait finalement à suivre de son côté une ligne de conduite analogue. L’Autriche-Hongrie s’attendait surtout à une pareille évolution dans les idées politiques en Serbie, lorsque, après les événements de l’année 1912, le Gouvernement Impérial et Royal rendit possible par une attitude désintéressée et sans rancune l’agrandissement si considérable de la Serbie.

« Cette bienveillance manifestée par l’Autriche-Hongrie à l’égard de l’État voisin n’a cependant aucunement modifié les procédés du Royaume, qui a continué à tolérer sur son territoire une propagande dont les funestes conséquences se sont manifestées au monde entier le 28 juin dernier, jour où l’Héritier présomptif de la Monarchie et son illustre Épouse devinrent les victimes d’un complot tramé à Belgrade.

« En présence de cet état de choses, le Gouvernement Impérial et Royal a dû se décider à entreprendre de nouvelles et pressantes démarches à Belgrade, afin d’amener le Gouvernement serbe à arrêter le mouvement incendiaire menaçant la sûreté et l’intégrité de la Monarchie austro-hongroise.

« Le Gouvernement Impérial et Royal est persuadé qu’en entreprenant cette démarche, il se trouve en plein accord avec les sentiments de toutes les nations civilisées, qui ne sauraient admettre que le régicide devint une arme dont on pût se servir impunément dans la lutte politique, et que la paix européenne fût continuellement troublée par les agissements partant de Belgrade.

« C’est à l’appui de ce qui précède que le Gouvernement Impérial et Royal tient à la disposition du Gouvernement…………… un dossier élucidant les menées serbes et les rapports existant entre ces menées et le meurtre du 28 juin. »

Annexe n° 5

Texte de la réponse serbe à la note autrichienne remise le 24 juillet 1914, à six heures moins deux minutes, au Ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade.

« Le Gouvernement Royal Serbe a reçu la communication du Gouvernement Impérial et Royal du 10 de ce mois (23 juillet), et il est persuadé que sa réponse dissipera le malentendu qui menace de gâter les bons rapports de voisinage entre la Monarchie austro-hongroise et le Royaume de Serbie.

« Le Gouvernement Royal est conscient que les protestations qui ont paru, tant à la tribune de la Skouptschina Nationale que dans les déclarations et les actes des représentants responsables de l'État, protestations auxquelles il est coupé court par la déclaration du Gouvernement serbe faite le 18 mars 1909, ne se sont plus renouvelées vis-à-vis de la grande Monarchie voisine en aucune occasion, et que, depuis ce temps, autant de la part des Gouvernements Royaux qui se sont succédé, que de la part de leurs organes, aucune tentative n'a été faite dans le but de changer l'état de choses politique et juridique créé en Bosnie-Herzégovine. Le Gouvernement constate que, sous ce rapport, le Gouvernement Impérial et Royal n'a fait aucune représentation, sauf en ce qui concerne un livre scolaire ; et, à cette occasion, le Gouvernement Impérial et Royal a reçu une explication entièrement satisfaisante. La Serbie a de nombreuses fois donné des preuves de sa politique pacifique et modérée pendant la durée de la crise balkanique, et c'est grâce à la Serbie et aux sacrifices qu'elle a faits dans l'intérêt exclusif de la paix européenne que cette paix a été préservée.

« Le Gouvernement Royal ne peut pas être rendu responsable pour des manifestations d'un caractère privé telles que les articles de journaux et le travail paisible des sociétés, manifestations qui se produisent dans presque tous les pays comme une chose ordinaire et qui échappent en règle générale au contrôle officiel. D'autant moins, que le Gouvernement Royal, lors de la discussion de toute une série de questions qui se sont présentées entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie, a montré une grande prévenance, et a réussi de cette façon à en régler le plus grand nombre au profit du progrès des deux pays voisins.

« C'est pourquoi le Gouvernement Royal a été péniblement surpris

par les affirmations d'après lesquelles des personnes du Royaume de Serbie auraient participé à la préparation de l'attentat commis à Sarajevo. Il s'attendait à être invité à collaborer à la recherche de tout ce qui se rapporte à ce crime, et il était prêt, pour prouver par des actes son entière correction, à agir contre toutes les personnes à l'égard desquelles des communications lui auraient été faites.

« Se rendant donc au désir du Gouvernement Impérial et Royal, le Gouvernement Royal est disposé à remettre au Tribunal tout sujet serbe, sans égard à sa situation et à son rang, pour la complicité duquel dans le crime de Sarajevo des preuves lui seraient fournies, et spécialement il s'engage à faire publier à la première page du *Journal Officiel* en date du 13-26 juillet, la déclaration suivante :

> « Le Gouvernement Royal de Serbie condamne toute propagande qui serait dirigée contre l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire l'ensemble des tendances qui aspirent. Le Gouvernement Royal regrette que certains officiers et fonctionnaires serbes aient participé, d'après la communication du Gouvernement Impérial et Royal, à la propagande susmentionnée et compromis par-là les relations de bon voisinage auxquelles le Gouvernement Royal s'était solennellement engagé par sa déclaration du 31 mars 1909. »
>
> « Le Gouvernement Royal, qui désapprouve et répudie toute idée ou tentative d'une immixtion dans les destinées des habitants de quelque partie de l'Autriche-Hongrie que ce soit, considère de son devoir d'avertir solennellement les officiers, les fonctionnaires et toute la population du Royaume que, dorénavant, il procédera avec la dernière rigueur contre les personnes qui se rendraient coupables de pareils agissements, et qu'il mettra tous ses efforts à les prévenir et à les réprimer.
>
> « Cette déclaration sera portée à la connaissance de l'Armée Royale par un ordre du jour au nom de Sa Majesté le Roi, par Son Altesse Royale le Prince Héritier Alexandre, et sera publié dans le prochain *Bulletin Officiel de l'Armée.*
>
> « Le Gouvernement Royal s'engage en outre :
>
> « 1° À introduire, dès la première convocation régulière de la Skouptschina, dans la loi de la presse, une disposition par laquelle sera punie de la manière la plus sévère la provocation à la haine et au mépris de la Monarchie austro-hongroise, ainsi que contre toute publication, dont la tendance générale serait dirigée contre l'intégrité territoriale de l'Autriche-Hongrie. Il se charge, lors de la révision de la Constitution, qui est prochaine, de faire introduire dans l'article 22 de la Constitution un amendement de telle sorte que les publications ci-dessus puissent être confisquées, ce qui, actuellement, aux termes catégoriques de l'article 22 de la Constitution, est impossible ;
>
> 2° Le Gouvernement ne possède aucune preuve (et la note du Gouvernement Impérial et Royal ne lui en fournit non plus aucune) que la Société « Narodna Odbrana » et autres sociétés similaires aient commis

jusqu'à ce jour quelque acte criminel de ce genre par le fait d'un de leurs membres. Néanmoins, le Gouvernement Royal acceptera la demande du Gouvernement Impérial et Royal et dissoudra la société « Narodna Odbrana » et toute autre société qui agirait contre l'Autriche-Hongrie ;

« 3° Le Gouvernement Royal serbe s'engage à éliminer sans délai de l'instruction publique en Serbie tout ce qui sert ou pourrait servir à fomenter la propagande contre l'Autriche-Hongrie, quand le Gouvernement Impérial et Royal lui fournira des faits et des preuves de cette propagande ;

« 4° Le Gouvernement Royal accepte de même d'éloigner du service militaire et de l'Administration les officiers et fonctionnaires pour lesquels l'enquête judiciaire aura prouvé qu'ils sont coupables d'actes dirigés contre l'intégrité du territoire de la Monarchie austro-hongroise, et il attend que le Gouvernement Impérial et Royal lui communique ultérieurement les noms de ces officiers et fonctionnaires et les faits qui leur sont imputés, aux fins de la procédure qui doit s'ensuivre ;

« 5° Le Gouvernement Royal doit avouer qu'il ne se rend pas clairement compte du sens et de la portée de la demande du Gouvernement Impérial et Royal, à savoir : que la Serbie s'engage à accepter sur son territoire la collaboration des organes du Gouvernement Impérial et Royal ; mais il déclare qu'il admettra la collaboration qui répondrait aux principes du droit international et à la procédure criminelle, ainsi qu'aux rapports de voisinage ;

« 6° Le Gouvernement Royal, cela va de soi, considère de son devoir d'ouvrir une enquête contre tout ceux « qui sont ou qui éventuellement auraient été mêlés au complot du 15-28 juin et qui se trouveraient sur le territoire du Royaume ; quant à la participation à cette enquête des organes des autorités austro-hongroises, qui seraient délégués à cet effet par le gouvernement Impérial et Royal, le Gouvernement Royal ne peut pas l'accepter, car ce serait une violation de la Constitution et de la loi sur la procédure criminelle. Cependant, dans des cas concrets, des communications sur les résultats de l'instruction en question pourraient être données aux organes austro-hongrois ;

« 7° Le Gouvernement Royal a fait procéder dès le soir même de la remise de la note à l'arrestation du commandant Voislav Tankovitch. Quant à Milan Tziganovitch, qui est sujet de la Monarchie austro-hongroise, et qui jusqu'au 15 juin était employé (comme aspirant) à la direction des chemins de fer, il n'a pu encore être découvert, et un mandat d'amener a été lancé contre lui. Le Gouvernement Impérial et Royal est prié de vouloir bien, dans la forme accoutumée, faire connaître le plus tôt possible, aux fins d'enquête ultérieure, les présomptions de culpabilité ainsi que les preuves éventuelles de culpabilité qui auraient été recueillies jusqu'à ce jour à Sarajevo par l'instruction ;

« 8° Le Gouvernement serbe renforcera et étendra les mesures prises pour empêcher le trafic illicite d'armes et explosifs à travers la frontière. Il va de soi qu'il ordonnera de suite une enquête et qu'il punira sévèrement

sur la ligne Schabaz-Lozniza, les fonctionnaires des frontières qui ont manqué à leur devoir et ont laissé passer les auteurs du crime de Sarajevo.

« 9° Le Gouvernement Royal donnera volontiers des explications sur les propos que ses fonctionnaires, tant en Serbie qu'à l'étranger, ont tenus après l'attentat dans des interviews et qui, d'après l'affirmation du Gouvernement Impérial et Royal, ont été hostiles envers la Monarchie, – dès que le Gouvernement Impérial et Royal lui aura indiqué les passages en question de ces propos, et dès qu'il aura démontré que les propos employés, ont en effet été tenus par lesdits fonctionnaires, au sujet de quoi le Gouvernement Royal lui-même aura soin de recueillir des preuves et convictions ;

« 10° Le Gouvernement Royal informera le Gouvernement Impérial et Royal de l'exécution des mesures comprises dans les points précédents, en tant que cela n'a pas été déjà fait par la présente note, aussitôt que chaque mesure aura été ordonnée et exécutée.

« Dans le cas où le Gouvernement Impérial et Royal ne serait pas satisfait de cette réponse, le Gouvernement Royal serbe, considérant qu'il est de l'intérêt commun de ne pas précipiter la solution de cette question, est prêt comme toujours à accepter une entente pacifique, soit en remettant cette question à la décision du Tribunal International de La Haye, soit aux Grandes Puissances qui ont pris part à l'élaboration de la déclaration que le Gouvernement serbe a faite le 18-31 mars 1909. »

Annexe n° 6

Manifeste de l'empereur François-Joseph à son peuple, publié le 26 juillet 1914.

« Mon désir le plus ardent était de finir en paix les années que la miséricorde divine me laissait à vivre et de délivrer mes peuples des fardeaux et des sacrifices de la guerre. Mais la Providence en a décrété autrement. Les actes haineux d'un ennemi implacable m'ont obligé, après tant d'années de paix, de tirer l'épée pour défendre l'honneur de mon pays et sauvegarder l'intégrité de son territoire, ainsi que sa situation de Grande Puissance.

« Le Royaume de Serbie, après avoir, depuis le premier jour de son indépendance, profité de l'appui de mes ancêtres et du mien, a fait preuve de la plus noire ingratitude envers l'Autriche-Hongrie.

« Lorsque, après trente ans de labeurs paisibles en Bosnie et Herzégovine, j'étendis mes droits souverains sur ces provinces, cet acte, qui ne touchait en rien aux droits de la Serbie, souleva néanmoins dans ce pays une explosion d'indignation et de haine. Mon Gouvernement ne voulut pas alors user du droit du plus fort, et exigea seulement de la Serbie la démobilisation de son armée et la promesse d'observer à l'avenir une politique pacifique et amicale envers la Monarchie austro-hongroise.

« Il y a deux ans, au moment de la guerre de la Serbie avec la Porte, mon Gouvernement, pénétré des mêmes sentiments pacifiques, se borna à défendre ses intérêts immédiats. Grâce à cela, la Serbie put atteindre le but auquel elle tendait.

« Mais l'espoir que le Royaume serbe saurait apprécier la longanimité et l'esprit pacifique témoigné par mon Gouvernement et demeurerait fidèle à sa promesse, ne se réalisa pas. La haine contre ma personne et ma Maison ne faisait que croître. La tendance à arracher de vive force à l'Autriche-Hongrie une partie de son territoire se manifestait de plus en plus. Ces menées criminelles, ayant pour but de miner les bases mêmes de l'État et le loyalisme de la nation envers la Dynastie et la Patrie, furent bientôt transportées sur le territoire de la Monarchie. Une série d'attentats, couronnés par un complot élaboré avec soin en Serbie et dirigé de là, atteint mon peuple et moi-même en plein cœur.

« L'honneur et la dignité de la Monarchie exigent que cette situation

intolérable prenne fin.

« Mon Gouvernement a essayé une dernière fois d'y arriver par des moyens pacifiques en adressant à la Serbie de sérieux avertissements. Mais celle-ci a repoussé les justes réclamations de mon Gouvernement. Je me vois forcé par conséquent de créer, les armes à la main, un état de choses qui garantît à mon Empire le calme à l'intérieur et une paix durable au dehors.

« J'agis en ce moment solennel en pleine conscience de la gravité des décisions prises par moi et de la responsabilité que j'encours devant Dieu.

« J'ai tout considéré, tout pesé, et c'est la conscience tranquille que j'entre dans la voie que m'indique mon devoir. J'ai entièrement confiance en mon peuple qui, en toutes circonstances, s'est toujours groupé autour du Trône en exprimant sa ferme résolution de supporter les sacrifices les plus lourds pour l'honneur, la puissance et la grandeur de la Patrie. Je me fie entièrement au courage et au patriotisme éprouvé de l'armée austro-hongroise, j'ai foi en Dieu qui donnera la victoire à mes armées. »

Annexe n° 7

Télégrammes échangés entre le Tsar et le Kaiser entre le 26 juillet et le 1er août 1914.

Télégramme de l'Empereur Guillaume à l'Empereur Nicolas II, en date du 26 juillet 1914 :

« C'est avec une grande inquiétude que j'apprends quelle impression l'action autrichienne contre la Serbie a produite dans ton pays. L'agitation criminelle, qui a sévi en Serbie durant de longues années, a eu pour résultat l'atroce crime dont l'Archiduc François-Ferdinand, a été la victime. Les dispositions d'esprit, qui avaient poussé les Serbes à assassiner leur propre Roi et sa femme, continue à régner dans le pays à l'heure où nous sommes parvenus. Tu partageras certainement mon avis, à savoir : que nous avons tous deux, ainsi que tous les Souverains, le même intérêt à insister pour que les personnes moralement responsables de cet horrible crime subissent la peine qu'elles ont méritée. En cette affaire, la politique ne joue aucun rôle. D'un autre côté, je comprends parfaitement combien il est difficile pour toi et pour ton Gouvernement de tenir tête à l'opinion publique de ton pays. C'est pourquoi, vu la tendre et sincère amitié qui nous lie de longue date, je m'efforce de persuader les Autrichiens d'agir franchement et d'arriver à un accord avec toi. J'espère sincèrement que tu m'aideras dans mes efforts à aplanir les difficultés qui peuvent encore surgir.

« Ton très sincèrement dévoué ami et cousin, WILLY. »

Télégramme de l'Empereur Nicolas II à l'Empereur Guillaume, en date du 28 juillet 1914 :

« Je suis heureux de te savoir de retour. Je m'adresse à toi dans ce moment tellement grave pour me venir en aide. Une guerre ignoble a été déclarée à un petit pays. L'indignation, que je partage entièrement, est énorme en Russie. Je prévois que je serai bientôt débordé par la pression de l'opinion publique et forcé à prendre des mesures qui mèneront à la guerre. Pour tâcher d'éviter une calamité aussi épouvantable, je te conjure au nom de mon ancienne amitié de faire tout ce que tu peux pour empêcher tes alliés d'aller trop loin. – NICKY. »

Télégramme de l'Empereur Nicolas II à l'Empereur Guillaume, en date du 29 juillet 1914 :

« Merci pour ton télégramme si amical et conciliant, tandis que la communication officielle faite aujourd'hui par ton Ambassadeur à mon Ministre était rédigée sur un ton très différent. Je te supplie de m'expliquer cette divergence. Il serait juste de transmettre le problème austro-serbe au Tribunal de La Haye pour éviter toute effusion de sang. J'ai pleine confiance en ta sagesse et en ton amitié. – NICKY. »

Télégramme de l'Empereur Guillaume à l'Empereur Nicolas II, en date du 29 juillet 1914 :

« J'ai reçu ton télégramme et partage ton désir que la paix soit maintenue ; mais, comme je te l'ai déjà dit, je ne puis considérer l'action de l'Autriche contre la Serbie comme une guerre ignoble. L'Autriche sait par expérience qu'on ne peut se fier aux promesses serbes faites sur le papier. Je suis d'avis qu'il faut considérer l'action de l'Autriche comme une garantie que les promesses serbes soient réalisées. Cette supposition est confirmée par la déclaration du Cabinet de Vienne que l'Autriche ne poursuit aucune idée de conquête territoriale aux dépens de la Serbie. Je propose par conséquent que la Russie reste spectatrice du conflit austro-serbe, sans entraîner l'Europe dans la plus horrible guerre qu'elle eût jamais vue. Je considère qu'une entente directe entre ton Gouvernement et Vienne est possible et désirable, et, comme je te l'ai télégraphié, mon Gouvernement continue ses efforts pour y arriver. Il va de soi que des mesures militaires de la part de la Russie, qui pourraient être envisagées par l'Autriche comme des menaces, précipiteraient la calamité que nous désirons tous deux éviter, et compromettraient le rôle de médiateur que j'ai accepté quand tu as fait appel à mon aide et à mon amitié. – WILLY. »

Télégramme de l'Empereur Nicolas II à l'Empereur Guillaume, en date du 30 juillet 1914 :

« Merci beaucoup pour ta prompte réponse. J'expédie ce soir Tatistscheff muni d'instructions. Les mesures militaires qui sont maintenant entrées en vigueur ont été décidées depuis cinq jours pour des raisons de sécurité en raison des préparatifs militaires de l'Autriche. J'espère de tout cœur que ces mesures ne porteront aucune atteinte à ton rôle de médiateur que j'apprécie hautement. Nous avons grand besoin de ton influence sur l'Autriche pour la pousser à s'entendre avec nous. – NICKY. »

Télégramme de l'Empereur Guillaume à l'Empereur Nicolas II, en date du 30 juillet 1914 :

« Merci beaucoup pour ton télégramme. On ne saurait s'arrêter un

instant à l'idée que le langage de mon Ambassadeur ait été en contradiction avec le contenu de mon télégramme. Le comte Pourtalès avait reçu l'instruction d'attirer l'attention de ton Gouvernement sur le danger et les graves conséquences de ta mobilisation. J'ai répété la même chose dans mon télégramme. L'Autriche n'avait mobilisé que contre la Serbie et seulement une partie de son armée. Si, comme il le semble maintenant, d'après ta communication et d'après celle de ton Gouvernement, la Russie mobilisait contre l'Autriche, le rôle de médiateur que tu m'as confié si amicalement et que j'ai accepté à ta prière serait compromis, sinon rendu complètement impossible. Tout le poids de la décision finale repose maintenant sur tes épaules, qui devront porter la responsabilité pour la guerre ou la paix. – WILLY. »

Télégramme de l'Empereur Nicolas II à l'Empereur Guillaume, en date du 31 juillet 1914 :

« Je te remercie sincèrement pour ta médiation, qui fait naître l'espoir que tout peut encore finir heureusement. Il est impossible, pour des raisons techniques, d'arrêter nos préparatifs militaires, qui ont été provoqués par la mobilisation autrichienne. Nous sommes loin de désirer la guerre. Mes troupes n'entreprendront aucune action aussi longtemps que dureront les pourparlers avec l'Autriche. Je t'en donne ma parole d'honneur. Je place toute ma confiance dans la miséricorde de Dieu et l'espoir du succès de ta médiation à Vienne pour le bien-être de nos pays et la paix de l'Europe. – NICKY. »

Télégramme de l'Empereur Guillaume à l'Empereur Nicolas II, en date du 31 juillet 1914-:

« En raison de ton appel à mon aide et à mon amitié, j'ai entamé des pourparlers avec ton Gouvernement et avec celui de l'Autriche-Hongrie. Pendant ce temps, tes troupes ont été mobilisées contre l'Autriche, mon alliée, ce qui a rendu ma médiation presque impossible. J'ai continué néanmoins à négocier. Je reçois maintenant des nouvelles sûres concernant de sérieux préparatifs de guerre à ma frontière orientale. Le sentiment de responsabilité pour la sécurité de mon Empire m'oblige à prendre des mesures préventives de défense. Je suis allé, dans mon désir de maintenir la paix universelle, jusqu'à la dernière limite possible. La responsabilité du désastre, qui menace maintenant tout le monde civilisé, ne pourra pas m'être attribuée. Pour le moment, il est encore dans ton pouvoir de l'éviter. Personne ne menace l'honneur ou la puissance de la Russie, qui pourrait bien attendre l'issue de ma médiation. Mon amitié pour toi et ton empire, qui m'a été léguée par mon grand-père sur son lit de mort, m'a toujours été sacrée, et j'ai plus d'une fois soutenu la Russie quand elle était dans l'embarras, surtout pendant la dernière guerre. La paix de l'Europe peut encore être sauvée par toi, si la Russie consent à

suspendre ses mesures militaires dirigées contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. – WILLY. »

Télégramme de l'Empereur Nicolas II à l'Empereur Guillaume, en date du 1er août 1914-:

« J'ai reçu ton télégramme. Je comprends que tu aies été obligé de mobiliser, mais je voudrais avoir, de ta part, la même assurance que je t'ai donnée : que ces mesures ne signifient pas la guerre, et que nous continuerons à négocier pour le bien de nos deux pays et la paix universelle tellement chère à nos cœurs. Notre ancienne amitié devrait parvenir, avec l'aide de Dieu, à éviter toute effusion de sang. Suis inquiet, mais plein de confiance. Attends ta réponse. – NICKY. »

Télégramme de l'Empereur Guillaume à l'Empereur Nicolas II, en date du 1er août 1914 :

« Merci pour ton télégramme. J'ai démontré hier à ton Gouvernement la seule voie par laquelle la guerre puisse être évitée. Malgré ma demande d'une réponse pour aujourd'hui à midi, aucun télégramme de mon Ambassadeur, contenant la réponse de ton Gouvernement, ne m'est parvenu jusqu'ici. J'ai donc été force de mobiliser mon armée. Une réponse immédiate affirmative, claire et nette de ton Gouvernement serait le seul moyen d'éviter un immense malheur. Tant que je n'ai pas cette réponse je suis, hélas, hors d'état de discuter le contenu de ton télégramme. Je me vois obligé de te prier d'ordonner à tes troupes de ne porter la moindre atteinte à notre frontière. – WILLY. »

INDICE

A

AERENTHAL, Baron, plus tard Comte ALOIS, Ministre de la Maison Impériale d'Autriche et des Affaires Étrangères.

ALEXANDRA, Reine d'Angleterre, épouse du Roi EDOUARD VII.

ALEXANDRA IOSSIFOVNA, Grande-Duchesse de Russie, épouse du Grand-Duc Constantin NICOLAEVITCH.

ALEXANDRE Ier, Empereur de Russie, Fils de l'Empereur Paul.

ALEXANDRE II, Empereur de Russie, fils de l'Empereur NICOLAS Ier.

ALEXANDRE III, Empereur de Russie, fils de l'Empereur ALEXANDRE H.

ALEXANDRE 1er, Roi de Serbie, fils du Roi PIERRE Ier.

Amalienborg, palais royal à Copenhague.

Anitchkoff, palais impérial à Saint-Pétersbourg.

ASQUITH MR. HERBERT, Premier Ministre anglais, chef du parti libéral.

AVARNA DI GUALTIERI, Duc Guiseppe, Ambassadeur d'Italie à Vienne.

B

Baltchik, ville sur la Mer Noire.

BARCLAY SIR GEORGE, Ministre de Grande-Bretagne à Bucarest.

BERCHTOLD, Comte Léopold, Ministre de la Maison Impériale d'Autriche et des Affaires Étrangères.

BENCKENDORFF, Comte Alexandre, Ambassadeur de Russie à Londres.

BETHMANN-HOLLWEG Theobald, Chancelier de l'Empire d'Allemagne.

BEYENS, Baron de, Ministre de Belgique à Berlin.

BISMARCK, Prince, Chancelier de l'Empire d'Allemagne.

BIENVENU-MARTIN M., Ministre de la Justice (Français).

BLONDEL M., Ministre de France à Bucarest.

BOGOLEPOFF M., Ministre de l'instruction Publique (Russe).

BOOS-WALDECK, Comte Alexandre.

BOULATZEL, M. Nicolas, Ministre de Russie à Munich.

BRATIANO, M. Jean, Président du Conseil (Roumain), chef du parti libéral.

Brigalnitza, rivière sur la Péninsule balkanique.

BRONEWSKY, M. Arcadi, Conseiller de l'Ambassade de Russie à Berlin.

BUCHANAN, Sir Georges, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Pétersbourg.

Buchlau, propriété du Comte Berchtold en Autriche.

BUDBERG, Baron Theodor, Ambassadeur de Russie à Madrid.

BULOW, Bernhard, Prince de, Chancelier de l'Empire d'Allemagne.

BUNSEN, Sir Maurice, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne.

BYRON de Courlande, Prince Gustave.

C

CALVI Comte, Ministre d'Italie à Copenhague.
CAMBON M. Jules, Ambassadeur de France à Berlin.
CAMBON, M. Paul, Ambassadeur de France à Londres.
CARLOS Ier, Roi du Portugal.
CARLOTTI, Marquis, Ambassadeur d'Italie à St-Pétersbourg.
CARMEN SYLVA, Reine de Roumanie.
CAROL Ier, Roi de Roumanie.
CARP, M. Pierre. Ministre Président (Roumain) et chef du parti conservateur.
Cavalla, ville grecque.
CHARLES Ier, Empereur d'Autriche-Hongrie.
CHARLES Ier, Roi de Roumanie.
Chevaliers Gardes, premier Régiment de cavalerie de la Garde Impériale Russe.
CHICHKINE, M., adjoint au Ministre des Affaires Étrangères Russe.
CHOLONIEWSKY, Comte, Grand-Maître des Cérémonies de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie.
CHOMIAKOFF, M. Nicolas, Président de la Troisième Douma Russe.
CHRISTIAN IX, Roi de Danemark.
CHRISTIAN X, Roi de Danemark.
CONRAD VON HOETZENDORFF, Baron Franz, Chef de l'Efat-Major général Austro-Hongrois.
Corps des Pages, École Militaire Supérieure à St-Pétersbourg.
CROZIER, M. Philippe, Ambassadeur de France à Vienne.
CZERNIN, Comte Ottocar, Ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest.

D

DANEW, M. Stoyan, Ministre Président Bulgare.
DILLON, M. Emile, correspondant du *Daily Telegraph*.
DOLGOROUKOFF, Prince Alexandre, Général Commandant du Régiment des Chevaliers Gardes.
DOROCHENKO, Hetman de Petite-Russie.
DOUBASSOF, Amiral, Gouverneur Général de Moscou.
DOURNOVO, M. Pierre, Ministre de l'intérieur (Russe).
Drama, ville grecque.
DUMAINE, M. Alfred, Ambassadeur de France à Vienne.
DZAYID BEY, Ministre Turc.
DZEMAL PACHA, Ministre Turc.

E

EDOUARD VII, Roi d'Angleterre.
ELISABETH, Impératrice d'Autriche-Hongrie.

ENVER PACHA, Ministre de la Guerre (Turc).
ESSAD PACHA, Général Turc.
Eydkuhnen, station frontière allemande.

F

FASCIOTTI, Baron Carlo, Ministre d'Italie à Bucarest.
FEDOR KOUSMITCH, vieillard supposé être l'empereur Alexandre Ier.
FERDINAND Ier, Roi de Roumanie.
FERDINAND, Roi de Bulgarie.
FERSEN, Comte Paul, Secrétaire d'Ambassade à Paris.
FILIPESCO, M. Nicolas, Ministre Roumain.
FITCHEFF, Général, Ministre de la Guerre (Bulgare).
FLOTOW, M. Hans, Ambassadeur d'Allemagne à Rome.
FORGACH, Comte Johann, Chef de Section au Ministère des Affaires Étrangères Austro-Hongrois.
FRANÇOIS-FERDINAND, Archiduc, Héritier du Trône d'Autriche-Hongrie.
FRANÇOIS-JOSEPH, Empereur d'Autriche-Hongrie.
Fredensborg, palais royal en Danemark.
FRÉDÉRIC Ier, Roi de Danemark.
FRIEDJUNG, M. Heinrich, historien autrichien.
FURSTENBERG, Prince Charles, Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Madrid.

G

GAGARINE, Prince Nicolas, Général russe.
GAGARINE, Prince Michel, Secrétaire d'Ambassade à Vienne.
GAPONE, prêtre défroqué, agent révolutionnaire russe.
GEORGE V, Roi d'Angleterre.
GEORGE Ier, Roi des Hellènes.
GEORGES-PICOT, M., Ambassadeur de France en Argentine.
GEORGES MICHAILOVITCH, Grand-Duc de Russie, fils du Grand-Duc Michel NICOLAEVITCH.
GESHOFF, M. Jean, Ministre Président Bulgare.
GIERS, M. Michel, Ambassadeur de Russie à Constantinople.
GIERS, M. Nicolas, Ambassadeur de Russie à Vienne.
GIESL, Baron, Ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade.
Goedser, port danois.
GOLOVINE, M., Président de la deuxième Douma d'Empire Russe.
GOLUCHOWSKY, Comte Agénor, Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche-Hongrie.
GONTCHAROFF, M. Alexandre.
GOREMYKINE, M., Président du Conseil Russe.
GORKY MAXIM, écrivain marxiste russe.
GORTCHAKOFF, Prince Sérénissime Alexandre, Chancelier de l'Empire

de Russie.

GORTCHAKOFF, Prince Michel, Ministre de Russie à Madrid.

GOSHEN, Sir Edward, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.

GOUTCHKOFF, M. Alexandre, Président de la Troisième Douma Russe.

GOURKO, Général Joseph, Gouverneur Général de Varsovie.

Gratz, ville d'Autriche (Styrie).

GREY, Sir Edward (plus tard Lord), Ministre des Affaires Étrangères (Anglais).

GRUNWALD Arthur, Général, Chef des Écuries de la Cour Impériale Russe.

GRUITCH Slavko, M., Secrétaire Général du Ministère des Affaires Étrangères Serbe.

GUILLAUME II, Empereur d'Allemagne.

H

HAKON Ier, Roi de Norvège, fils du Roi Christian IX de Danemark.

HALDANE, Lord, Ministre Anglais.

HANS, Prince de Glucksbourg.

HARTWIG, M. Nicolas Ministre de Russie à Belgrade.

HATZFELDT, Comtesse, épouse de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres.

HATZFELDT, Prince Trachtenberg.

HENCKEL VON DONNERSMARK, Prince,

HENRI, Prince de Prusse, frère de l'Empereur Guillaume II.

HOHENBERG Sophie, Duchesse, épouse morganatique de l'Archiduc François-Ferdinand d'Autriche.

HOHENLOHE, Prince, Ambassadeur d'Autriche à Berlin.

HOLTZENDORFF von, Amiral allemand.

HOYOS Alexandre, Comte, Attaché au Cabinet du Ministre des Affaires Étrangères Austro-Hongrois.

I

Iaropoletz, propriété près de Moscou.

Iaroslaw, ville sur le Volga, lassy, ville en Moldavie.

Ichtib, ville serbe.

Ilitzino, propriété en Russie.

IMÉRÉTINSKY, Prince Sérénissime, Gouverneur Général de Varsovie.

IOURIEWSKY, Catherine, Princesse Sérénissime, épouse morganatique de l'Empereur Alexandre II de Russie.

IOUSSOUPOFF, Prince Félix, Général, Commandant du Régiment des Chevaliers Gardes.

Ischl, résidence d'été de l'Empereur d'Autriche.

ISLAVINE, M. Léon, Ministre de Russie au Monténégro.

ISVOLSKY, M. Alexandre, Ministre des Affaires Étrangères Russe.

J

JAGOW GOTTLIEB von, Ministre des Affaires Étrangères d'Allemagne.

JOVANONIC JOVAN, M., Ministre de Serbie à Vienne.

JUSSERAND M., Ambassadeur de France à Washington.

K

KALINKOFF, M., Ministre de Bulgarie à Bucarest.

KAPNIST Pierre, Comte, Ambassadeur de Russie à Vienne.

Kavalla, ville grecque.

Kichinew, ville principale de la Bessarabie.

KINDERLEN-WAECHTER, Alfred von, Ministre des Affaires Étrangères d'Allemagne.

KLEINMICHEL Marie, Comtesse.

KNORRING Louis, Baron, Secrétaire d'Ambassade à Berlin.

Konak, résidence du (Gouverneur général à Sarajevo. ;

KOKOVTZEFF Wladimir, Comte, Président du Conseil Russe.

KOTHCHANY, ville serbe.

KOUDACHEFF Nicolas, Prince, Ministre de Russie à Pékin.

KOURAKINE Anatole, Prince, Membre du Conseil de l'empire Russe.

KOURAKINE Elisabeth, Princesse, né Princesse Wolkonsky, épouse du Prince Anatole.

KOURAKINE Jean, Prince, Maréchal de Noblesse de Iaroslav fils du Prince Anatole.

KOURAPATKINE, Général, Ministre de la Guerre, Commandant en Chef de l'armée russe dans la guerre russo-japonaise.

L

LAHOVARY, M., Président du Sénat Roumain.

LAMSDORFF Wladimir, Comte, Ministre des Affaires Étrangères de Russie.

LANDSDOWN, Lord Henry, Ministre des Affaires Etrangères de Grande-Bretagne.

LARISCH, Comte.

LASCELLES, Sir Frank, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.

LAUENSTEIN, Général Allemand attaché à la personne de l'Empereur-Nicolas II

LICHNOWSKY Charles, Prince, Ambassadeur d 'Allemagne à Londres.

LICHTENSTEIN François, Prince A.S., Ambassadeur d 'Autriche-Hongrie à Saint-Pétersbourg (plus tard Prince régnant de Liechtenstein).

LIMAN VON SANDERS, Général, Chef de la Mission militaire allemande à Constantinople.

LOBANOW-ROSTOVSKY Alexandre, Prince, Ministre des Affaires Étrangères de Russie.

Lokal Anzeiger, quotidien allemand.

LOUISE, Reine de Danemark.

LUTZOW Henri, Comte von, Ambasadeur d'Autriche-Hongrie à Rome.

LUTZOW Major, Attaché militaire d'Autriche-Hongrie à Saint-Pétersbourg.

LYSSAKOVSKY Alexandre, M., Secrétaire de Légation à; Bucarest.

M

MACCHIO Charles, Baron, Chef de Section au Ministère des Affaires Étrangères Austro-Hongrois.

MACKENSIE WALLACE Sir Donald, journaliste.

MAJORESCO TITU, M., Ministre Président Roumain.

MAKLAKOFF Nicolas, M., Ministre de l'intérieur de Russie.

MALTZEFF Père, Aumônier de l'Église russe à Berlin.

MARGHILOMAN Alexandre, M., Ministre Roumain.

MARIE-CHRISTINE, Reine Régente d'Espagne.

MARIE FEODOROVNA, Impératrice de Russie, épouse de l'Empereur Alexandre III.

MARIE, Reine de Roumanie, épouse du Roi FERDINAND Ier.

MARSCHALL VON BIBERSTEIN Adolf Baron, Ambassadeur d'Allemagne à Constantinople.

MAXIMILIAN Ier, Empereur du Mexique, frère de l'Empereur FRANÇOIS-JOSEPH.

MENSDORFF POUILLY-DIETRICHSTEIN Albert, Comte, Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Londres.

MERENBERG Nathalie, Comtesse, épouse morganatique du Prince NICOLAS DE NASSAU.

MEREY VON KAPOS-MEREY KAJETAN, Ambassadeur d 'Autriche-Hongrie à Rome.

MERIZZI VON ERIK, Lieutenant-Colonel, Aide de Camp du Général POTIOREK.

MESTCHERSKY Emmanuel, Prince, Aide de Camp de l'Empereur de Russie.

MESTCHERSKY Wladimir, Prince, écrivain et journaliste russe.

MESTCHERSKY Sophie, Princesse.

MICHAIL MICHAILOVITCH, Grand-Duc de Russie, fils du Grand-Duc MICHAIL-NICOLAEVITCH.

MICHELSON, Général, Attaché militaire de Russie à Berlin.

METTERNICH Pauline, Comtesse.

Mayerling, pavillon de chasse près de Vienne.

MOHRENHEIM, Baron, Ambassadeur de Russie à Paris.

Mologa, ville russe.

MOLTKE HELLMUTH, Comte von, Général, Chef du Grand État-Major allemand.

MONTENUOVO Alfred, Prince, Grand Maréchal de la Cour Impériale d'Autriche.

MONTEBELLO, Comte de (plus tard Marquis), Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

MOURAVIEFF Nicolas, M., Ambassadeur de Russie à Rome.

MOURAVIEFF Michel, Comte, Ministre des Affaires Étrangères de Russie.

Mursteg, ville d'Autriche.

MYRON T. HERRICK, M., Ambassadeur des États-Unis à Paris.

N

NICOLAI NICOLAIEVITCH père, Grand-Duc de Russie, fils de l'Empereur NICOLAS Ier.

NICOLAÏ NICOLAIEVITCH fils, Grand-Duc de Russie, Commandant en Chef de l'armée russe en 1914.

NICOLAÏ MICHAILOVITCH, Grand-Duc de Russie, fils aîné du Grand-Duc MICHAIL NICOLAIEVITCH.

NICOLAS II, Empereur de Russie.

NICOLAS Ier, Roi du Monténégro.

NICOLAS, Prince de Nassau.

Novoie Vrémia, grand quotidien russe.

O

OBOLENSKY Valérien, Prince, Adjoint du Ministre des Affaires Étrangères de Russie.

OLGA FEODOROVNA, Grande-Duchesse de Russie, épouse du Grand-Duc MICHAIL NICOLAIEVITCH.

OSTEN SACKEN Nicolas, Comte, Ambassadeur de Russie à Berlin.

OSTEN-SACKEN, Comte, Aide de Camp général de l'Empereur ALEXANDRE Ier.

OSTEN-SACKEN, Baron, Directeur au Ministère des Affaires Étrangères de Russie.

P

PAAR Edouard, Comte, Aide de Camp général de l'Empereur FRANÇOIS-JOSEPH.

PACU, M., Ministre Serbe.

PALÉOLOGUE Maurice, M., Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

PALLAVICINI Johann, Marquis, Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Constantinople.

PANZA M., Ambassadeur d'Italie à Berlin.

PASKÉVITCH-ERIVANSKY, Comte, Prince de Varsovie.

PASIC Nikola, M., Ministre Président de Serbie.

Pelesch, château royal en Roumanie, près Sinaïa.

Perspective Nevsky, rue de Saint-Pétersbourg.

PIERRE Ier, Roi de Serbie.

PLEVE VIATCHESLAW, M., Ministre de l'intérieur de Russie.

Plevna, ville de Bulgarie.

POINCARÉ Raymond, M., Président de la République française.
Port-Arthur, dans le Golfe de Petchili (Océan Pacifique).
POTIOREK, Général autrichien, Gouverneur Militaire de Bosnie.
POUCHKINE Alexandre, grand poète russe.
POURTALÈS Frédéric, Comte, Ambassadeur d'Allemagne à St-Pétersbourg.
PRINCIP GAVRILO, meurtrier de l'Archiduc FRANÇOIS FERDINAND.
PUCKLER Charles, Comte, Conseiller de l'Ambassade d'Allemagne à Saint-Pétersbourg.

R

RADOLINE Hugo, Prince de, Ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg.
RADZIVILL, Princesse, veuve du Prince ANTOINE.
RODOLPHE, Archiduc d'Autriche, héritier du trône, fils de l'Empereur FRANÇOIS-JOSEPH.
RODZIANKO Michel, M., Président de la quatrième Douma russe.
ROJDESTVENSKY, Amiral russe.
Rustchuk, ville bulgare sur le Danube.

S

SAID HALIM, GRAND-VIZIR TURC.
SAN GIULIANO DI, Marquis, Ministre des Affaires Étrangères d'Italie.
Sarajévo, ville principale de la Bosnie.
SAVINSKY Alexandre, M., Ministre de Russie à Sofia.
SAVOFF, Général bulgare.
SAZONOFF Serge, M., Ministre des Affaires Étrangères de Russie.
SCHACH VON WITTENAU, Colonel, Commandant le Régiment des Grenadiers de la Garde à Berlin.
SCHÉBÉKO Nicolas, Général, Membre du Conseil de l'Empire Russe.
SCHÉBÈKO Nicolas, fils, Ambassadeur de Russie à Vienne.
SCHÉBÉKO Vadim, Général, Préfet de Moscou.
SCHÉVITCH, M., Ambassadeur de Russie à Madrid.
SCHILLING Maurice, Baron, Directeur de la Chancellerie du Ministère des Affaires Étrangères de Russie.
Schipka, défilé de montagne en Bulgarie.
SCHŒN Guillaume, Baron de, Ambassadeur d'Allemagne à Paris.
SCHOUVALOFF Paul, Comte, Ambassadeur de Russie à Berlin.
Schumla, forteresse bulgare.
SERGEI ALEXANDROVITCH, Grand-Duc de Russie, fils de l'Empereur ALEXANDRE II.
Serès, ville grecque.
Silistrie, ville sur le Danube.
Sinaïa, résidence d'été non loin de Bucarest.
SIPIAGUINE, M., Ministre de l'intérieur de Russie.

SKOBELEFF Michel, Général russe.
SKOROPADSKY, Général russe (Hetman de l'Ukraine).
Skouptchina, Parlement serbe.
Skutari, ville en Albanie.
SOPHIE, Reine des Hellènes, sœur de l'Empereur Guillaume II.
SOUKOMLINOFF, Général, Ministre de la Guerre Russe.
STARAI, Comtesse, Dame d'honneur de l'impératrice Elisabeth d'Autriche.
STOLBERG-WERNIGERODE, Prince Frédéric, Conseiller de l'Ambassade d'Allemagne à Vienne.
STORK, M., Conseiller de la Légation d'Autriche à Belgrade.
STOLYPINE ARKADI, M., Président du Conseil Russe.
STREIT Georges, M., Ministre des Affaires Étrangères Grec.
STRANDTMAN Basile, M., Chargé d'Affaires de Russie à Belgrade.
Stroumitza, rivière de la Péninsule balkanique.
SVERBEJEFF Serge, M., Ambassadeur de Russie à Berlin.
SVIATOPOLK-MIRSKY, Prince, Ministre de l'intérieur Russe.
SZAPARY VON SZAPAR Frédéric, Comte, Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Saint-Pétersbourg.
SZECSEN VON TEMERIN Nicolas, Comte, Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris.
SZEGYENY MARICH Ladislas, Comte, Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin.

T

Taganrog, port russe sur la Mer d'Azof.
TAKE IONESCO, M., Ministre de l'intérieur Roumain, chef du Parti des conservateurs-démocrates.
TANKOVITCH Voislav, officier serbe.
TARNOWSKY VON TARNOW Adam, Comte, Ministre d'Autriche-Hongrie à Sofia.
TALAAT BEY, Ministre turc.
TATISTCHEFF, Général russe, attaché à la personne de l'Empereur Guillaume II.
Tchémoulpo, port de Corée.
THURN ET VALSASSINA Duglas, Comte, Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Saint-Pétersbourg.
TIMACHEFF, Général, Ministre de l'intérieur Busse.
TIRPITZ VON, Alfred, Grand Amiral, Ministre de la Marine allemande.
TISZA DE BOROSGJENO Stephan, Comte, Ministre Président hongrois.
TITTONI Tomaso, M., Ministre des Affaires Étrangères italien.
TONTCHEFF Dimitri, M., Ministre bulgare.
TORBY Sophie, Comtesse, épouse morganique du Grand-Duc Michail Michailovitch de Russie.
TREPOFF Dimitri, Général, Chef de la Police russe.

TSCHIRSCHKY ET BOEGENDORFF, Henri von, Ambassadeur d'Allemagne à Vienne.
TROUBETZKOI Grégoire, Prince, Général, Commandant de l'Escorte de l'Empereur Nicolas II.
TROUBETZKOI Grégoire, Prince, Ministre de Russie à Belgrade.
TURA, Duchesse de Cumberland.
TURN ET TAXIS Maximilien, Prince.
TYRREL William, Lord, Ambassadeur d'Angleterre à Paris.
Turtuki, ville roumaine.

U

Unglieny, station-frontière russe.

V

VAN DER FLIET Basile, M., Directeur au Ministère des Affaires Étrangères de Russie.
Vardar, rivière de la Péninsule balkanique.
VICTOR-EMMANUEL II, Roi d'Italie.
VICTORIA FEODOROVNA, Grande-Duchesse de Russie.
VIVIANI René, Président du Conseil français.
Volga, rivière russe.
Vologda, ville russe.

W

WALDEMAR, Prince, fils du Roi Christian IX de Danemark.
WALDTHAUSEN von, Ministre d'Allemagne à Bucarest.
Warnemunde, port allemand de la Mer Baltique.
WIASEMSKY, Prince, Secrétaire d'Ambassade à Paris.
WIESNER, M., employé au Ministère des Affaires Étrangères austro-hongrois.
WINSTON CHURCHILL, Premier Lord de l'Amirauté anglaise.
WITTE Serge, Comte, Président du Conseil russe.
WOLFF METTERNICH ZUR GRACHT Paul, Comte, Ambassadeur d'Allemagne à Londres.

Z

ZIGANOVITGH MILAN, employé serbe.
ZIMMERMANN, M., Sous-Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères d'Allemagne.

À propos de cette édition électronique

Texte libre de droits.

Corrections, édition, conversion informatique et publication par le groupe :

Ebooks libres et gratuits

http://fr.groups.yahoo.com/group/ebooksgratuits

Adresse du site web du groupe :
http://www.ebooksgratuits.com/

—

Juillet 2017

—

– Élaboration de ce livre électronique :

Les membres de *Ebooks libres et gratuits* qui ont participé à l'élaboration de ce livre, sont : BernardP, PatriceC, YvetteT, Coolmicro

1 Cette préface est l'un des derniers écrits de Jules Cambon, mort le 19 septembre 1935, à Vevey (N. de l'Éditeur).

2 Cette annotation s'explique par le fait que jusqu'au règne de l'Empereur Alexandre III (1881-1894), les représentants russes à l'Étranger rédigeaient les rapports principalement en français. L'Empereur Alexandre III, très nationaliste, le défendit ; le français fut admis seulement pour les diplomates âgés, dont beaucoup éprouvaient quelque difficulté à écrire et même parler leur langue natale.

3 Voir *Annexe* N° 1.

4 Voir *Annexes* N° 2 et N° 3.

5 Voir *Annexe* N° 4.

6 Voir *Annexe* N° 5.

7 Voir *Annexe* N° 6.